

Études du Centre
de Développement

L'opinion publique contre la pauvreté



OCDE



Sous la direction de Ida Mc Donnell,
Henri-Bernard Solignac Lecomte
et Liam Wegimont



CONSEIL DE L'EUROPE

L'opinion publique contre la pauvreté

Sous la direction de
Ida Mc Donnell, Henri-Bernard Solignac Lecomte,
Liam Wegimont



CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION
DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

En vertu de l'article 1^{er} de la Convention signée le 14 décembre 1960, à Paris, et entrée en vigueur le 30 septembre 1961, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) a pour objectif de promouvoir des politiques visant :

- à réaliser la plus forte expansion de l'économie et de l'emploi et une progression du niveau de vie dans les pays membres, tout en maintenant la stabilité financière, et à contribuer ainsi au développement de l'économie mondiale;
- à contribuer à une saine expansion économique dans les pays membres, ainsi que les pays non membres, en voie de développement économique;
- à contribuer à l'expansion du commerce mondial sur une base multilatérale et non discriminatoire conformément aux obligations internationales.

Les pays membres originaires de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et la Turquie. Les pays suivants sont ultérieurement devenus membres par adhésion aux dates indiquées ci-après : le Japon (28 avril 1964), la Finlande (28 janvier 1969), l'Australie (7 juin 1971), la Nouvelle-Zélande (29 mai 1973), le Mexique (18 mai 1994), la République tchèque (21 décembre 1995), la Hongrie (7 mai 1996), la Pologne (22 novembre 1996), la Corée (12 décembre 1996) et la République slovaque (14 décembre 2000). La Commission des Communautés européennes participe aux travaux de l'OCDE (article 13 de la Convention de l'OCDE).

Le Centre de Développement de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques a été créé par décision du Conseil de l'OCDE, en date du 23 octobre 1962, et regroupe vingt-deux pays membres de l'OCDE : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Corée, le Danemark, la Finlande, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, la Suède, la Suisse, ainsi que l'Argentine et le Brésil depuis mars 1994, le Chili depuis novembre 1998 et l'Inde depuis février 2001. La Commission des Communautés européennes participe également à la Commission Consultative du Centre.

Il a pour objet de rassembler les connaissances et données d'expériences disponibles dans les pays membres, tant en matière de développement économique qu'en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de politiques économiques générales; d'adapter ces connaissances et ces données d'expériences aux besoins concrets des pays et régions en développement et de les mettre à la disposition des pays intéressés, par des moyens appropriés.



LES IDÉES EXPRIMÉES ET LES ARGUMENTS AVANCÉS DANS CETTE PUBLICATION SONT CEUX DES AUTEURS ET NE REFLÈTENT PAS NÉCESSAIREMENT CEUX DE L'OCDE, DU CENTRE DE DÉVELOPPEMENT OU DES GOUVERNEMENTS DE LEURS PAYS MEMBRES.

*
* *

Also available in English under the title:
Public Opinion and the Fight against Poverty

© OCDE 2003

Les permissions de reproduction partielle à usage non commercial ou destinée à une formation doivent être adressées au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris, France, tél. (33-1) 44 07 47 70, fax (33-1) 46 34 67 19, pour tous les pays à l'exception des États-Unis. Aux États-Unis, l'autorisation doit être obtenue du Copyright Clearance Center, Service Client, (508) 750-8400, 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923 USA, or CCC Online : www.copyright.com. Toute autre demande d'autorisation de reproduction ou de traduction totale ou partielle de cette publication doit être adressée aux Éditions de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16, France.

Avant-propos

Cette étude a été réalisée dans le cadre du programme de coopération du Centre de Développement avec la société civile dans les pays Membres et non Membres de l'OCDE. Elle s'inscrit dans une tradition de travaux sur la place du développement dans l'opinion publique et renouvelle le partenariat entre le Centre de Développement et le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe qui a déjà donné lieu à une publication, *L'Opinion publique et la coopération au développement*, en 1998.

Table des matières

Avant-propos	3
Acronymes	6
Remerciements	8
Préface.....	9
<i>Introduction</i> Le consensus mondial contre la pauvreté, pierre angulaire de la réforme de la coopération internationale	11
<i>Chapitre 1</i> Les tendances de l'opinion publique à l'égard de la coopération internationale pour le développement dans les pays de l'OCDE : vue d'ensemble.....	15
<i>Chapitre 2</i> L'éducation à la citoyenneté globale (ECG) dans l'Europe élargie.....	41
<i>Chapitre 3</i> Notes pays	
Allemagne <i>Antje Fiehn et Ida Mc Donnell</i>	53
Australie <i>Mark Otter</i>	61
Autriche <i>Ida Mc Donnell</i>	69
Belgique <i>Ida Mc Donnell</i>	77
Canada <i>Ian Smillie</i>	85
Communauté européenne <i>Tehri Lehtinen et Anne Simon</i>	93
Danemark <i>Ida Mc Donnell</i>	103
Espagne <i>Jose Moisés Martin</i>	113
États-Unis <i>Ian Smillie</i>	123
Finlande <i>Eddie O'Loughlin</i>	131
France <i>Muriel Julien et Liam Wegimont</i>	139
Grèce <i>Ekaterini Archimandritou</i>	149
Irlande <i>Ida Mc Donnell</i>	153
Italie <i>Alessio Surian</i>	163
Japon <i>Minako Morimoto</i>	169
Luxembourg <i>Liam Wegimont</i>	179
Norvège <i>Bodil Michelsen et Ida Mc Donnell</i>	185
Nouvelle Zélande <i>Ida Mc Donnell</i>	193
Pays-Bas <i>Henny Helmich</i>	199
Portugal <i>Miguel da Silva et Liam Wegimont</i>	213
Royaume-Uni <i>Ida Mc Donnell</i>	221
Suède <i>Ida Mc Donnell</i>	231
Suisse <i>Ida Mc Donnell</i>	239
<i>Annexe. Liste des participants</i>	249

Acronymes

ABP	Ausschuß für Entwicklungsbezogene Bildung und Publizistik – Comité de l'éducation et des publications sur le développement des Églises protestantes (Allemagne)
ACDI	Agence canadienne de développement international
ACEP	Associação para a Cooperação Entre os Povos – Association pour une coopération entre les peuples (Portugal)
ACFOA	Australian Council for Overseas Aid – Conseil australien pour l'aide outremer
ACODEV	Fédération d'ONG de Belgique
ADRP	Programme « AID » australien de recherche sur le développement
AECI	Agence espagnole de la coopération internationale
ALP	Australian Labor Party – Parti Travailleiste australien
AMI	Accord multilatéral sur l'investissement
AMI	Assistance médicale internationale (ONG portugaise)
APD	Aide publique au développement
APIC	Association for the Promotion of International Co-operation (Japon)
AusAID	Agence australienne du développement international
AVI	"Volunteers International" d'Australie
BEF	Francs belges
BLK	Bund Länder Kommission : Commission de l'État fédéral et des Länder (Allemagne)
BMZ	Ministère de la Coopération pour le développement (Allemagne)
CAD	Comité d'aide au développement de l'OCDE
CCCI	Conseil canadien pour la coopération internationale
CE	Commission européenne
CESAP	Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique
CIPSI	Coordinamento di Iniziative Popolari di Solidarietà Internazionale – Coordination des initiatives de solidarité internationale (Italie)
CKU	Centre de coopération culturelle (Danemark)
COCIS	Coordinamento delle ONG per la Cooperazione Internazionale allo Sviluppo – Coordination des ONG pour la coopération internationale pour le développement (Italie)
CPLP	Communauté des pays de langue portugaise
DAF	Development Awareness Fund – Fonds de conscientisation du développement (Royaume-Uni)
DCD	Division de la Coopération pour le développement (Autriche)
DDC	Direction du développement et de la coopération (Suisse)
DEA	Development Education Association – Association pour l'éducation du développement (Royaume-Uni)
DECJ	Development Education Council of Japan – Conseil d'éducation du développement (Japon)
DFID	Department for International Development – Département pour le développement international (Royaume-Uni)
DGCI	Direction générale de la coopération internationale (Belgique)
DGCS	Direzione Generale Cooperazione allo Sviluppo – Direction générale de la coopération pour le développement (Italie)
DIDC	Département de la coopération pour le développement international (Finlande)
DM	Deutsche Mark
ECG	Éducation à la citoyenneté globale
FNUAP	Fonds des Nations unies pour la Population
FOCSIV	Federazione Organismi Cristiani - Servizio Internazionale Volontario (Volontari nel mondo) – Fédération des organismes chrétiens – Service du volontariat international (Volontaires du monde) (Italie)

GAIA	Institut grec d'éducation au développement
GENE	Réseau européen d'éducation globale
ICP	Instituto da Cooperação – Institut de coopération (Portugal)
IUED	Institut universitaire d'études du développement (Suisse)
JANIC	Japanese Association of NGOs Specialising in International Co-operation – Association des ONG spécialisées en coopération internationale (Japon)
JBIC	Japan Bank for International Co-operation – Banque japonaise pour la coopération internationale
JICA	Japanese International Co-operation Agency – Agence japonaise de coopération internationale
Kepa	Service Centre for Development Co-operation – Centre de services pour la coopération au développement (organisme-cadre qui chapeaute des ONGD finlandaises)
KMK	Kultusministerkonferenz – Conférence permanente des ministres de l'Éducation et des Affaires culturelles des Länder (Allemagne)
MAE	Ministère des Affaires étrangères
MISNA	Missionary Service News Agency – Service d'agence de presse missionnaire (Italie)
MORI	Market and Opinion Research International
MS	Mellemfolkeligt Samvirke's (Danemark)
NCDE	National Committee for Development Education – Comité national pour l'éducation du développement (Irlande)
NCDO	Nationale Commissie voor Internationale Samenwerking en Duurzame Ontwikkeling – Comité national pour la coopération internationale et le développement durable (Pays-Bas)
NCVO	National Council for Voluntary Organisations – Conseil national des organisations de volontariat (Royaume-Uni)
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NORAD	Agence norvégienne de la coopération pour le développement
ODM	Objectifs de développement du millénaire
ONGD	Organisation non gouvernementale de développement
ONG	Organisation non gouvernementale
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ODW	Operations Day's Work (États-Unis)
ONS	Office of National Statistics – Office des statistiques nationales (Royaume-Uni)
PALOP	Pays africains de langue officielle portugaise
POP	Public Opinion Polling Group - groupe des instituts d'opinion publique
POSTIVA	Postal Saving for International Voluntary Aid – Épargne postale pour l'aide volontaire internationale (Japon)
PNUD	Programme des Nations unies pour le Développement
RNB	Revenu national brut
ROA	Reality of Aid
SEK	Couronne suédoise
Sida	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement
SMDD	Sommet mondial pour le développement durable
SWAP	Approches sectorielles
UE	Union européenne
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'Enfance
USAID	Agence du développement international des États-Unis
VENRO	Organisme-cadre d'ONG (Allemagne)
VIDC	Vienna Institute for Development and Co-operation – Institut viennois pour le développement et la coopération
WWF	Fonds mondial pour la nature
YDAS	Direction générale de l'aide hellénique

Remerciements

Le Centre de Développement de l'OCDE tient à remercier le gouvernement de l'Irlande pour sa généreuse contribution financière à ce projet.

Cette publication a bénéficié des contributions d'un groupe d'experts et de professionnels de terrain, réunis à Dublin en octobre 2001 à l'invitation du Centre de Développement et avec l'appui de l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) et de *Ireland Aid*, pour étudier les meilleures politiques en matière d'information et de communication sur les questions de développement et de coopération mises en oeuvre dans les pays de l'OCDE. Elle s'appuie également sur le travail du Réseau européen de l'éducation globale (GENE) et du Réseau Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale, tous deux soutenus par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe. Elle a encore bénéficié de la constante collaboration du Comité d'aide au développement de l'OCDE, notamment à travers le groupe informel des responsables de l'information des agences nationales dont les réunions annuelles sont encouragées conjointement par la Direction de la Coopération pour le Développement et par le Centre de Développement de l'OCDE.

Les études de cas par pays ont été largement réalisées grâce aux informations fournies par les experts nationaux et les organisations de la société civile, ainsi que par les équipes des sections d'information et d'éducation au développement des agences d'aide publiques et des délégations des pays Membres de l'OCDE. Nous remercions tout spécialement les personnes qui ont bien voulu consacrer une partie de leur temps à la rédaction des études de cas par pays, notamment : Ekaterini Archimandritou, Miguel da Silva, Antje Fiehn, Henny Helmich, Muriel Julien, Terhi Lehtinen, Bodil Michelsen, Jose Moisés Martin, Minako Morimoto, Eddie O'Loughlin, Mark Otter, Anne Simon, Ian Smillie et Alessio Surian. Colm Foy, Henny Helmich et Ian Smillie ont prodigué de pertinents conseils et remarques en tant que membres du comité éditorial.

Les conseils et les encouragements de nos collègues du Centre de Développement, notamment Ulrich Hiemenz, Catherine Duport et Véronique Sauvat, ont été des plus précieux. Sheila Lionet mérite nos remerciements particuliers pour la conception et la mise en page du manuscrit, ainsi que Terri Wells, Marsha Beaudoin, Morag Soranna, John Simpson et Olivia Leboyer. Les auteurs tiennent spécialement à remercier Roberta Bensky pour son rôle central au sein du réseau des responsables de l'information du CAD.

Cet ouvrage a été réalisé à partir d'une idée originale de Giulio Fossi, Henny Helmich et Ian Smillie.

Préface

Lors du sommet de l'ONU à Monterrey en mars 2002, les pays Membres de l'OCDE se sont engagés à augmenter de 22 milliards de dollars à l'horizon 2006 leur aide publique au développement. Une tendance à la hausse aussi déterminée, tout spécialement ciblée vers les pauvres, permettrait de réconcilier les actes avec le discours politique consensuel sur la lutte contre la pauvreté exprimé dans les *Objectifs de développement pour le Millénaire*. Une aide accrue, pour autant, n'apporte pas en elle-même une réponse satisfaisante à la pauvreté. Une aide *mieux adaptée* et des *politiques de développement* plus cohérentes sont indispensables pour accomplir ces objectifs.

Le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) a déjà engagé plusieurs initiatives sur ces deux fronts : par exemple un travail sur le déliement de l'aide ou sur l'harmonisation des pratiques des bailleurs. Depuis, un programme horizontal d'étude impliquant l'ensemble de l'OCDE a été lancé en 2002 pour renforcer la cohérence des politiques de développement. Mais la réforme des politiques d'aide dépendra toutefois, pour réussir, d'une meilleure information, éducation et implication des populations. Réaliser ce dessein s'inscrit dans le mandat du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, qui cherche à promouvoir l'éducation à la citoyenneté mondiale et à stimuler la conscience collective des questions d'interdépendance et de solidarité planétaires.

Voici notre seconde publication conjointe sur les opinions publiques envers la coopération internationale pour le développement, après l'étude très remarquée sur *L'Opinion publique et la coopération au développement*, publiée en 1998. Ces efforts articulés par nos deux Centres relèvent d'une tradition bien établie d'étroite coopération entre l'OCDE et le Conseil de l'Europe.

L'une des principales clés révélées par ce dernier projet commun est que les citoyens des pays Membres de l'OCDE (dont la plupart sont également membres ou observateurs du Conseil de l'Europe) préconisent résolument et sans ambiguïté plus de solidarité et de justice dans le monde. Et pourtant, cette disposition positive a largement échoué jusqu'à présent à déterminer les décideurs à accroître le niveau et l'efficacité de la coopération internationale. Peut être parce que, entre autres raisons, l'opinion appréhende mal la problématique du développement et de la pauvreté, tandis que les efforts des Etats en matière de coopération pour le développement demeurent tout aussi mystérieux.

Il entre dans les tâches prioritaires du Centre Nord-Sud de mieux informer l'opinion en général, afin d'impliquer davantage les citoyens dans la promotion de meilleures politiques de coopération pour le développement. Les gouvernements ont la possibilité d'enclencher un cercle vertueux de transparence et de réforme, mais à la condition d'un effort davantage ciblé en matière d'éducation à la citoyenneté mondiale et de conscientisation des populations. L'occasion, en l'occurrence, s'accompagne d'un défi.

Les concours du Centre de Développement de l'OCDE et du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe ont été complémentaires : le Centre de Développement a centré son travail sur l'analyse des opinions publiques envers les questions de développement international, tandis que le Centre Nord-Sud élaborait un programme de promotion de l'éducation à la citoyenneté mondiale. Leurs activités respectives sont complémentaires, et d'une importance cruciale pour l'amélioration des politiques de développement des pays Membres de l'OCDE et du Conseil de l'Europe.

Nous espérons que cet ouvrage apportera une contribution à cette entreprise.

Jorge Braga de Macedo
Président
Centre de Développement de l'OCDE
Paris

Miguel Angel Martinez (député européen)
Président
Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe
Lisbonne

mars 2003

Tendances et conclusions pour l'orientation des politiques

Résumé des tendances

- ◆ Dans les pays Membres du CAD, le soutien du public à l'aide aux pays pauvres se maintient à un niveau élevé depuis bientôt deux décennies : il n'y a pas de « lassitude » à l'égard de l'aide au développement.
- ◆ Les dons du public aux ONG de développement et d'aide d'urgence ont augmenté, essentiellement en réaction aux situations de crise et aux catastrophes naturelles qui ont touché les pays en développement.
- ◆ Pour être favorable à l'aide, l'opinion publique nourrit toutefois des doutes sur son efficacité.
- ◆ La relation entre le soutien du public et le volume d'APD est complexe mais l'on note une corrélation positive, au niveau national, entre le degré de satisfaction du public à l'égard du volume d'APD et le fait que le pays atteigne ou dépasse l'objectif fixé par l'ONU (0.7 pour cent du RNB).
- ◆ La compréhension des problèmes de pauvreté et de développement reste très superficielle parmi le grand public. Les connaissances sur l'APD et les politiques de coopération pour le développement sont également très limitées.
- ◆ Néanmoins, l'éducation globale, les campagnes de sensibilisation, les débats publics et la couverture médiatique améliorent notablement le degré de connaissance.
- ◆ La majorité des individus voient les médias comme la principale source d'informations sur les pays en développement, même si certains remettent en question l'objectivité de ces informations.
- ◆ Les dépenses publiques affectées à l'éducation globale et à l'information sur les programmes d'aide nationaux ont augmenté dans certains pays de l'OCDE, mais demeurent très faibles.
- ◆ Ce sont les personnes jeunes, instruites, informées et vivant en milieu urbain qui sont les plus favorables à la coopération pour le développement.

Conclusions pour l'orientation des politiques

- ◆ Les citoyens des pays de l'OCDE souhaitent sans réserve l'avènement d'un monde plus juste et plus solidaire : mieux informés sur les questions de développement dans le monde, ils pourraient apporter, en connaissance de cause, un soutien éclairé aux réformateurs de leur pays pour promouvoir la mise en œuvre de politiques de coopération plus actives, plus efficaces et plus cohérentes. Pour mobiliser le soutien éclairé du public à la lutte contre la pauvreté dans le monde, il faut :
 - des données de meilleure qualité et véritablement comparables sur l'opinion publique à l'égard de la coopération pour le développement international, et permettant un suivi plus régulier et cohérent des tendances. Un moyen d'y parvenir est de renforcer la coordination entre les unités d'information des pays Membres du CAD.
 - une augmentation substantielle des investissements dans l'éducation à la citoyenneté mondiale, ce qui inclut la définition d'objectifs de dépenses appropriés.
 - une information plus transparente sur les politiques de coopération pour le développement, d'où la nécessité d'accroître sensiblement les investissements dans les services d'information. Les pays de l'OCDE ont pris des mesures dans ce sens, certains dans le cadre d'une démarche plus générale visant à renforcer la gouvernance consultative et participative à l'échelon national.

Introduction — Le consensus mondial contre la pauvreté, pierre angulaire de la réforme de la coopération internationale

L'adoption en 2000 des *Objectifs de développement du millénaire (ODM)* reflète un consensus politique mondial fort quant à l'importance de la lutte contre la pauvreté¹. Pratiquement toutes les institutions internationales, y compris la Banque mondiale, le Fonds monétaire international (FMI), l'ONU et ses agences et l'Organisation mondiale du commerce (OMC), se sont ralliées au « consensus mondial contre la pauvreté ». L'édition 2001 du *Rapport sur le développement dans le monde* de la Banque mondiale appelle à une augmentation substantielle de l'aide publique au développement (APD), condition sans laquelle les ODM ne pourront être tenus. La réunion ministérielle de l'OMC qui s'est tenue à Doha en novembre 2001, la Conférence internationale sur le financement du développement organisée à Monterrey en mars 2002 et le Sommet mondial de Johannesburg pour le développement durable (septembre 2002) ont identifié la réduction de la pauvreté et le développement durable comme des objectifs planétaires prioritaires et cherché des stratégies communes pour les atteindre.

L'Afrique, en particulier, reçoit une attention soutenue de la part des médias et des décideurs, ce à quoi les dirigeants africains ont contribué en promouvant le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), une initiative qui a pour ambition d'accélérer le développement et de faire reculer la pauvreté sur le continent. Le NEPAD a été l'un des thèmes majeurs du sommet du G8 de Kananaskis (juin 2002), qui s'est conclu par l'adoption d'un Plan d'action pour l'Afrique.

Il semble que ce consensus mondial se soit encore renforcé au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis² :

« Au lendemain de la tragédie du 11 septembre, il est plus important que jamais de relever ces défis — éradication de la pauvreté, promotion de l'intégration et de la justice sociale, réinsertion des exclus dans l'économie et la société mondiales — et de mener une action multilatérale pour y parvenir. » (James Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, Sarajevo, 19 octobre 2001).

Il semble donc paradoxal qu'en dépit de ces engagements et déclarations politiques énergiques, les flux d'aide mondiaux à destination des pays en développement aient régulièrement décliné depuis le début des années 90. De fait, le volume d'APD en proportion du revenu national brut (RNB) combiné des pays Membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE est tombé de 0.33 pour cent en 1992 à 0.22 pour cent en 2001, ce qui est bien loin de l'engagement à atteindre 0.7 pour cent. Au moment de la rédaction de cet ouvrage, l'APD nette dans les pays de l'OCDE continuait à régresser (de 1.4 pour cent en termes réels en 2001).

Cependant, à y regarder de plus près, on s'aperçoit que cette même année, sur les 22 Membres du CAD, l'APD en termes réels a augmenté dans 13 pays, dont neuf sont membres de l'UE³. Ces chiffres pourraient annoncer la fin du déclin des flux d'aide et un début de réalisation de l'engagement à atteindre les ODM.

Au-delà du « volume » d'APD, deux autres facteurs conditionnent la réalisation des OMD et la capacité à réduire de moitié le niveau de pauvreté d'ici 2015 : la « qualité et l'efficacité » de l'aide, ainsi que la « cohérence » des politiques de développement. Ces défis nécessitent vraisemblablement la plus vaste réforme de la coopération internationale jamais mise en œuvre.

Face à ces défis, la « communauté du développement » s'est mobilisée. A la faveur d'un renouvellement de la réflexion critique des institutions et des universitaires spécialisés (le « rapport Dollar »)⁴, des organisations indépendantes de la société civile (le rapport *The Reality of Aid*)⁵ et des donateurs eux-mêmes (voir les rapports du CAD)⁶, la coopération pour le développement est en train d'évoluer. Ces nouvelles approches se caractérisent notamment par un abandon partiel et progressif de l'aide-projet au profit de l'aide-programme et du soutien budgétaire, par des mécanismes institutionnels novateurs favorisant l'implication des « nouveaux acteurs » (ONG, communautés locales, autorités locales, secteur privé), par l'importance accordée à l'appropriation des mesures par les bénéficiaires, par la lutte contre la corruption et par une coordination et une harmonisation efficaces des pratiques des bailleurs, cette liste n'étant pas exhaustive.

Nous affirmons dans cet ouvrage que cela n'est pas suffisant. Outre l'engagement politique et l'expertise technique, le combat contre la pauvreté exige le soutien démocratique des citoyens. Rien ne permet de penser que l'invocation du soutien du public puisse avoir pour effet de ralentir ou entraver la réforme de la coopération internationale dont dépend la réalisation des ODM : bien au contraire, le soutien du public est resté élevé pendant deux décennies, et cela constitue un atout précieux.

Lorsque le Centre de Développement et le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe ont publié la précédente édition de *L'Opinion publique et la coopération au développement* à la fin des années 90, les tenants de l'argument de la « lassitude à l'égard de l'aide » dépeignaient le public comme des contribuables scrupuleux exigeant qu'on leur garantisse l'utilisation judicieuse de leurs impôts (Smillie et Helmich, 1998)⁷. Bien qu'aucun phénomène de lassitude n'ait été mis en évidence⁸, l'étape suivante a logiquement consisté à invoquer le scepticisme du public pour geler ou réduire le niveau d'APD, comme l'ont fait plusieurs pays de l'OCDE durant la dernière décennie. En ce nouveau millénaire, cependant, des arguments plus positifs se font entendre : en 2002, un ministre du Développement international a demandé un renforcement de l'engagement politique en faveur du développement et de l'allègement de la pauvreté, arguant que « le public nous soutiendrait s'il savait ce que nous faisons des ressources [de l'aide publique au développement] ». ⁹

Or, il est extrêmement difficile de cerner l'opinion du public à l'égard de l'aide publique et de la coopération pour le développement. Les pays Membres du CAD n'effectuent pas de sondages systématiques suivis sur ces questions. Que pense réellement le public ? Que sait-il et comprend-il vraiment du développement, de la pauvreté et de la coopération internationale ? L'opinion publique influence-t-elle la conception et la mise en œuvre des politiques de coopération pour le développement ? Quiconque essaie de répondre à ces questions se trouve rapidement confronté à un manque de données frustrant.

Cet ouvrage, qui fait suite aux volumes publiés en 1996 et 1998, tente d'apporter quelques éclaircissements, en faisant le point sur les sondages consacrés à l'attitude du public vis-à-vis de l'aide dans les pays Membres (voir les tableaux 2 et 3 à la fin du chapitre 1)¹⁰. Sur la base des données les plus complètes actuellement disponibles, on peut clairement conclure que le soutien du public à la coopération internationale pour le développement dans les pays Membres du CAD s'est maintenu à un niveau élevé pendant près de deux décennies, et que l'information et l'implication des citoyens dans ce domaine peuvent être considérablement renforcées. Cette étude devrait fournir un appui aux travaux du réseau informel des responsables de l'information du CAD, qui a pour ambition d'améliorer la collecte et le suivi des données (voir l'encadré 1).

Encadré 1. Comment l'OCDE pallie les problèmes de données

Pour évaluer quantitativement les tendances du soutien du public à la coopération internationale pour le développement, cet ouvrage s'appuie sur les réponses à deux questions fréquemment posées dans les sondages des pays de l'OCDE :

- 1) Pensez-vous que le niveau actuel de l'APD est trop élevé, trop faible ou adéquat ? Qu'il doit augmenter beaucoup/un peu, rester au même niveau, diminuer beaucoup/un peu ?
- 2) Pensez-vous que votre pays doit fournir aux pays pauvres une aide au développement ?

Une réponse positive à l'une ou l'autre de ces questions signifie que la personne interrogée est favorable à l'aide au développement. Lorsque les chiffres sont disponibles, il est précisé à quelle question correspondent les données présentées. Des variables importantes telles que l'état et la nature de l'économie et des institutions nationales, l'orientation politique, l'histoire, les relations internationales, etc., sont également prises en compte pour interpréter les variations de ces chiffres.

Ces efforts se heurtent néanmoins au manque ou à l'absence de données cohérentes et homogènes, et donc véritablement comparables. Certains pays n'effectuent aucun sondage. Même lorsque des données sont disponibles pour plusieurs pays et pour la même année, il est difficile de comparer les résultats car la formulation des questions varie. En outre, ces sondages n'échappent pas à certains problèmes techniques largement commentés dans les travaux sur l'opinion publique : biais de politesse ; possibilité pour une personne interrogée de donner son opinion sans comprendre le sujet ou d'exprimer un avis basé sur des informations ou des perceptions erronées, etc. Par exemple, dans les questionnaires, les dépenses d'APD sont rarement présentées en parallèle avec d'autres catégories de dépenses. Compte tenu du volume limité d'informations fournies, il est impossible de tirer des conclusions approfondies sur l'opinion des personnes, l'analyse qualitative procédant alors beaucoup par déduction. Les questionnaires contiennent peu de questions ouvertes. Aussi, comme le signale Smillie dans la fiche sur le Canada, les résultats des sondages apparaissent souvent contradictoires ou ambigus. Risse-Kappen (1991) avait déjà noté que « les sondages sont trop peu fiables pour permettre de déduire les tendances de l'opinion publique. »

Lors d'une réunion d'experts organisée par le Centre de Développement avec l'Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA) et Ireland Aid (Dublin, octobre 2001), les participants sont parvenus à la conclusion que tant que des sondages comparables, cohérents et réguliers sur l'attitude du public à l'égard de la coopération internationale pour le développement ne seront pas organisés dans les pays Membres du CAD, il sera difficile de suivre et d'interpréter les tendances. En réaction, les membres des agences de coopération pour le développement ont convenu d'aborder la question de la comparabilité des données sur l'opinion publique lors de la prochaine réunion informelle des responsables de l'information du CAD. Cette réunion a été organisée à l'OCDE en mai 2002, afin « d'examiner s'il serait souhaitable et possible que le CAD mène une enquête conjointe sur l'attitude du public à l'égard de la coopération internationale pour le développement et/ou des Objectifs de développement du millénaire. »

La plupart des participants se disent favorables à la réalisation d'un sondage d'opinion conjoint et estiment qu'il serait utile d'avoir des données comparables d'un pays Membre du CAD à l'autre. C'est dans ce but qu'a été créé le *Public Opinion Polling Group* (POP) : ce groupe de travail sera chargé d'élaborer des questions communes que les Membres pourront inclure dans leurs sondages. Il pourrait s'agir d'une première étape vers la mise en place d'un sondage d'opinion conjoint, qui s'appuierait sur les questions existant dans les sondages nationaux, et la production de données comparables entre les différents Membres du CAD.

L'introduction et la synthèse sont suivies d'une série de fiches individuelles par pays rédigées selon le même modèle. Y est analysée l'évolution des connaissances et de la compréhension des problèmes de coopération internationale pour le développement dans chaque pays Membre du CAD. Ces fiches décrivent également les efforts déployés par les pays pour informer et éduquer le public sur les défis et politiques liés au développement et signalent les meilleures pratiques dans ce domaine. Pour chaque pays, une série de questions a été soumise au ministère ou à l'organisme compétents, aux ONG humanitaires et de développement, aux services d'information et d'éducation au développement des départements de l'aide publique, aux structures intermédiaires de soutien chargées de l'éducation à la citoyenneté mondiale et au développement, aux universitaires, aux syndicats, aux organisations de jeunesse et aux médias. Des visites sur le terrain n'ont pu être effectuées que dans un petit nombre de pays. Dans certains cas, des experts nationaux ont été invités à rédiger la fiche du pays en question.

Notes

1. Les Objectifs de développement du millénaire ont été adoptés dans la Déclaration du Millénaire lors de l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2000. L'objectif général est de réduire de moitié la proportion d'individus qui vivent dans la pauvreté (www.un.org/millenniumgoals/). Concernant les progrès accomplis vers la réalisation de ces objectifs, voir le site de Paris 21 « Un monde meilleur pour tous », à l'adresse www.paris21.org/betterworld/, ainsi que le site de la Banque mondiale à l'adresse www.developmentgoals.org/.
2. Fait remarquable, certains sondages effectués peu après les attentats du 11 septembre 2001 ont révélé un accroissement du soutien à l'aide aux pays en développement (voir la fiche sur le Japon).
3. Voir les statistiques du CAD sur l'APD, à l'adresse : www.oecd.org/dac/stats. « *Bilan mitigé de l'aide publique au développement en 2001 : Les États-Unis redeviennent le premier donneur mondial ; l'aide de la plupart des Membres de l'UE est également en hausse [...]* La baisse en dollars courants, de 53.7 milliards de dollars en 2000 à 51.4 milliards en dollars en 2001, résulte en partie de la baisse du taux de change de certaines devises [dont le yen] face au dollar des États-Unis. En termes réels, l'APD est restée relativement stable, avec une légère baisse de 1.4 pour cent. » (13/05/2002).
4. Banque mondiale (1998), Collier et Dollar (2001). Voir également le site de la Banque mondiale « Assessing Aid : Rethinking the Money and Ideas of Aid » : www.worldbank.org/research/aid/overview.htm.
5. Établi en 1993 par plusieurs ONG, le projet *The Reality of Aid* publie régulièrement une évaluation indépendante et critique de l'aide internationale. Voir www.devinit.org/realityofaid/.
6. Le Comité d'aide au développement de l'OCDE évalue régulièrement les politiques de coopération pour le développement de chaque Membre dans le cadre d'examens par les pairs (www.oecd.org/dac/).
7. La « lassitude à l'égard de l'aide » désignait à l'origine la désillusion du public vis-à-vis de l'aide humanitaire. C'est seulement plus tard que l'on a employé ce terme en référence à l'hostilité présumée du public à l'aide au développement en général. Cet argument a même été utilisé par le dirigeant d'un pays récipiendaire, pour qui l'introduction dans l'accord UE-ACP succédant à l'accord de Lomé d'une condition de bonne gouvernance est peut-être « le meilleur moyen de remotiver l'opinion publique européenne, qui montre clairement des signes de *lassitude à l'égard de l'aide* » (discours du Président du Nigeria à l'Assemblée paritaire ACP-UE, Abuja, Nigeria, 20-23 mars 2000 ; www.europarl.eu.int/intcoop/acp/abuja2000/pdf/press/mon/am/en/default.pdf).
8. En réalité, l'hypothèse selon laquelle le niveau de soutien du public est corrélé positivement avec la variation de l'APD ne se vérifie guère dans les faits. Selon les experts, cette « lassitude » est peut-être essentiellement une projection de la propre lassitude des décideurs dans la sphère publique (Smillie *et al.*, 1999; Stern, 1998). De même, le rapport 2001 ONU-CESAP voit dans l'hostilité des contribuables des pays donateurs une cause possible du déclin de l'APD, mais qu'il attribue principalement au manque d'information. « On n'a peut-être pas tort de supposer que les contribuables des pays donateurs ne se rendent pas compte de la modicité de leurs contributions. Un moyen de remédier à ce sentiment de lassitude consisterait, pour les gouvernements des pays donateurs, à éduquer le public. De même, ils devraient sérieusement s'employer à le sensibiliser à la notion de communauté d'intérêts ». (ONU-CESAP, 2001). Au sujet de la lassitude à l'égard de l'aide, voir également Olsen (2001).
9. Discours de Clare Short, secrétaire d'État au Développement international du Royaume-Uni, lors d'une conférence organisée par la présidence espagnole de l'UE sur le thème « Démocratie et développement » (Valladolid, 7 mars 2002).
10. Cet ouvrage est le troisième publié par le Centre de Développement sur l'opinion publique à l'égard de la coopération internationale pour le développement. Le premier, *L'opinion publique et le développement international* (Foy et Helmich, 1996), a été produit en collaboration avec le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Le deuxième, *L'opinion publique et la coopération au développement* (Smillie et Helmich, 1998), a été publié en collaboration avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, tout comme ce volume.

Chapitre 1

Les tendances de l'opinion publique à l'égard de la coopération internationale pour le développement dans les pays de l'OCDE : vue d'ensemble

*Ida Mc Donnell, Henri-Bernard Solignac Lecomte et Liam Wegimont**

Le soutien du public à la coopération pour le développement reste très élevé

La manière dont l'opinion publique dans les pays Membres du CAD perçoit les questions mondiales de développement et de pauvreté et les politiques de coopération internationale pour le développement dépend de plusieurs facteurs, très différents selon les pays. Ces facteurs incluent notamment la nature des institutions et les choix socio-économiques à long terme des pays, leur poids politique et économique dans le monde (pour les États-Unis et le Japon notamment), leur histoire coloniale et les liens avec leurs anciennes colonies (France, Royaume-Uni, Belgique, Portugal...), leur propre expérience de la pauvreté, de la famine ou des conflits (Irlande, Espagne, Grèce), la sensibilité aux questions de coopération internationale pour le développement (Suisse), etc¹. En outre, les pages qui suivent, à l'instar de plusieurs études antérieures, révèlent une corrélation entre la perception du bien-être économique et le soutien à l'APD : lorsque la conjoncture économique est défavorable ou perçue comme telle, l'opinion est généralement (mais pas toujours) plus réfractaire à l'augmentation de l'APD. Les fiches sur le Japon, la Suède et le Canada illustrent ce cas de figure.

De plus, les facteurs qui affectent l'opinion publique varient dans le temps. On peut ainsi s'attendre à ce que les changements d'orientation des politiques ou les événements dramatiques survenus depuis l'étude de 1998 aient influencé l'opinion. Parmi eux figurent le sentiment d'une accélération de la mondialisation et l'influence croissante de la « société civile mondiale ».

La mondialisation...

Depuis le tournant du siècle, la « mondialisation » occupe un rôle central dans le débat public, tant au plan national qu'au plan mondial. Dans les pays de l'OCDE, les craintes de répercussions négatives sur la sécurité, le bien-être, la culture, la salubrité des aliments, la cohésion sociale, l'emploi, etc. se sont rapidement amplifiées dans les années 90 et au début des années 2000. En marge de ces préoccupations « égocentriques », des problèmes d'envergure plus générale, tels que la protection de l'environnement, l'aggravation des inégalités dans le monde, les violations des droits de la personne par des criminels internationaux, etc., reçoivent un écho croissant².

A l'avenir, les questions de développement et de pauvreté dans le monde s'inscriront nécessairement dans des débats et des perspectives plus larges liés à la mondialisation. Même si, la crainte de la mondialisation aidant, l'altruisme risque de céder le pas à une attitude plus égoïste vis-à-vis du devenir des pays en développement³, la perception croissante de l'interdépendance des régions et des cultures pourrait donner naissance à de nouvelles formes de solidarité et d'engagement en faveur du changement social à l'échelle mondiale. Dans ce contexte, la fin des années 90 et le début des années 2000 ont vu la généralisation de nouveaux comportements individuels tels que la consommation de produits « équitables »⁴. Comme l'indiquent les fiches de l'étude, les deux types d'effet — négatifs et positifs — co-existent dans les pays Membres du CAD, mais ils n'ont pas entamé le soutien élevé du public à la coopération pour le développement.

... c'est aussi la mondialisation de la « société civile »

L'espoir de voir émerger une réponse démocratique et de portée mondiale aux défis que suppose l'intégration progressive de la planète n'a pas seulement stimulé les activités d'information des ONG « traditionnelles » (celles spécialisées dans le développement et l'environnement par exemple) : il a aussi donné naissance à un mouvement plus large, et très hétérogène, de contestation des institutions gouvernementales et intergouvernementales — OMC, institutions financières internationales, UE, G8, etc. — considérées comme incapables de mettre en œuvre un mode de gouvernance global adapté aux défis de la mondialisation⁵. Les nouvelles technologies de communication ont permis aux individus et aux organisations de se mobiliser par-delà les frontières, créant ainsi un nouveau type d'organisations non gouvernementales que Scholte (1999) appelle la « société civile mondiale » :

La société civile mondiale est engagée dans une activité civique qui : a) a trait aux problèmes transnationaux ; b) implique des communications transfrontières ; c) a une organisation mondiale ; et d) se fonde sur le principe de solidarité supraterritoriale. Ces quatre attributs vont souvent de pair, mais il arrive que des associations civiques ne présentent une dimension mondiale qu'en vertu de l'un ou plusieurs de ces critères.

Ces nouveaux acteurs ont largement contribué à élargir le débat sur les politiques, traditionnellement réservé aux experts et aux technocrates, à d'autres cercles par le biais du web et, recourant à des modes de protestation plus « traditionnels », à le faire descendre dans la rue⁶. Il est paradoxal que l'on se soit empressé de ranger ce mouvement dans la catégorie « anti-mondialisation », puisqu'il est l'illustration vivante du processus de mondialisation même. Contrairement aux ONG humanitaires et de développement, ces organisations agissent rarement sur le terrain⁷. Elles cherchent surtout à influencer le débat sur les politiques et, ce faisant, établissent des passerelles entre les ONG humanitaires et de développement et les groupes de militantisme politique pur⁸.

Ces mouvements pourraient avoir pour conséquence, entre autres, l'apparition de courants d'opinion transnationaux se reflétant dans la fragmentation des opinions publiques nationales selon différents critères socio-économiques. Ce dernier phénomène est constaté dans plusieurs fiches. Quant à l'opinion publique transnationale, il est difficile de l'analyser de manière systématique car, le plus souvent, les données sont recueillies au seul échelon national. L'enquête européenne Eurobaromètre, qui recueille régulièrement des données homogènes dans les pays de l'UE, constitue une exception à cet égard. Dans ce contexte, la fiche consacrée à la CE s'efforce de saisir les changements de l'opinion au niveau régional.

Ce regain de dynamisme de la société civile offre également de nouvelles possibilités pour sensibiliser le public aux questions de développement et de pauvreté et pour promouvoir auprès des citoyens des pays développés de nouvelles formes de solidarité avec les populations pauvres des pays en développement. La campagne *Jubilee 2000*, qui appelait à l'annulation de la dette du tiers monde, en est un exemple frappant. Cependant, il faut garder à l'esprit qu'une fraction seulement de ces nouveaux acteurs cherchent à encourager ou influencer eux-mêmes la coopération internationale

pour le développement. De plus, comme le montre l'analyse qui suit, il reste encore à convertir ces mouvements en une force politique durable et efficace, qui œuvre pour l'instauration de politiques de coopération plus ambitieuses et plus performantes.

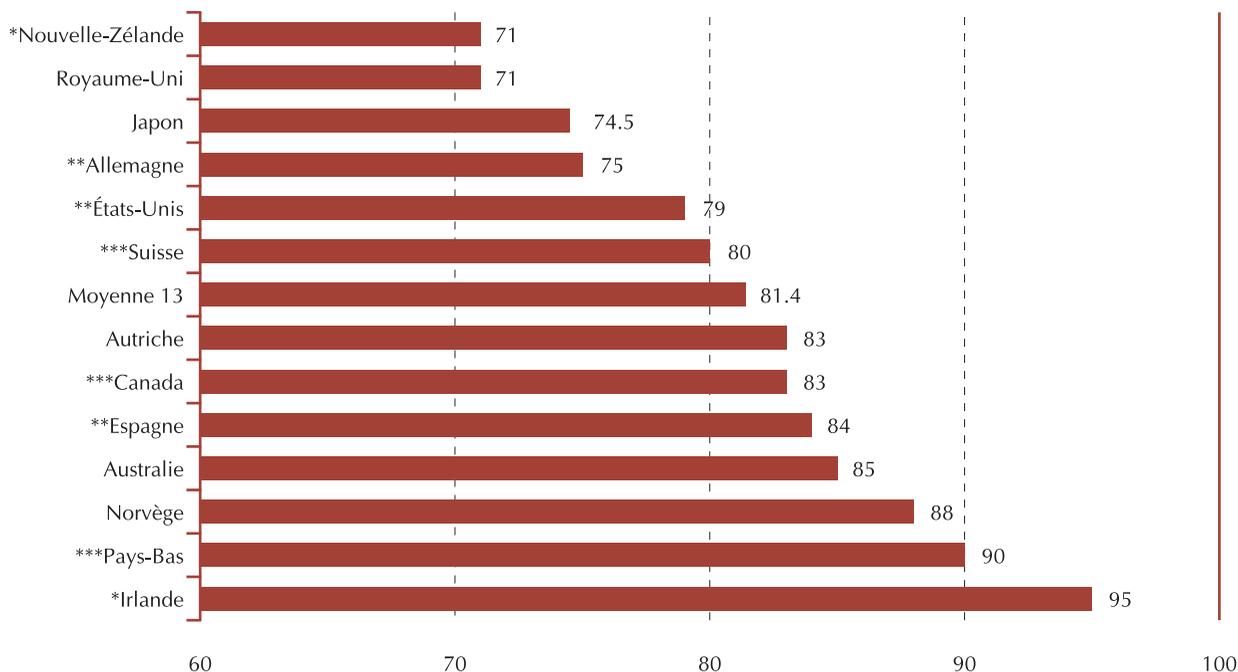
Tendances récentes du soutien et des perceptions du public

Ce chapitre se propose de récapituler les données recueillies dans les pays Membres du CAD. Une distinction doit être établie entre le soutien du public à l'APD et le degré de satisfaction du public vis-à-vis du volume d'aide (voir les tableaux 2 et 3 respectivement à la fin de ce chapitre).

Le soutien du public à l'APD reste élevé

Les tendances actuelles, telles qu'elles ressortent des sondages effectués dans les pays de l'OCDE, confirment ce point : le soutien du public à l'aide se maintient à un niveau élevé et stable depuis deux décennies. On ne décèle aucun signe de lassitude généralisée. La figure 1 montre qu'une grande majorité des citoyens de l'OCDE est favorable au principe de l'aide aux pays en développement⁹. Le niveau de soutien s'échelonne entre 70 et 95 pour cent, avec une moyenne de 81.4 pour cent pour les treize pays examinés. Ce chiffre est légèrement supérieur à la moyenne de 80 pour cent relevée par Stern en 1995 pour l'Union européenne, elle-même supérieure de deux pour cent à la moyenne de la même région en 1983 (Stern, 1998).

Figure 1. **Soutien du public au principe de l'aide aux pays en développement dans 13 pays Membres du CAD de l'OCDE (pourcentage)**



Notes : * données de 1999
 ** données de 2000
 *** données de 2002

Sources : Tableau 2 et fiches individuelles des pays.

Le principal argument avancé par le petit nombre de personnes interrogées hostiles à l'APD est que les problèmes économiques, de pauvreté et de chômage de leur propre pays sont prioritaires. Par ailleurs, certains doutent de la capacité de l'aide à faire reculer la pauvreté ou pensent qu'elle profite non pas à ceux qui en ont le plus besoin mais aux gouvernements corrompus¹⁰.

Tenter d'établir une corrélation entre le soutien du public et le niveau d'APD conduit inmanquablement à la conclusion que le premier n'a pas d'influence directe sur le second. Dans l'ensemble, en fait — en dépit de quelques variations entre les pays Membres de l'OCDE — les décisions de politique étrangère, en particulier celles portant sur l'aide et la coopération internationale pour le développement, sont très peu influencées (tout au moins directement) par les préférences du grand public. Les priorités stratégiques des gouvernements, les perceptions des dirigeants politiques et des décideurs, l'influence des intérêts nationaux et des groupes de pression spécifiques, comme le rôle des autres secteurs du gouvernement et des acteurs publics semblent des facteurs autrement plus décisifs¹¹.

Les fiches de cet ouvrage montrent plus en détail combien la relation entre le soutien du public à l'APD et le volume d'APD est complexe et difficile à cerner. En Norvège, par exemple, le soutien du public a atteint son plus haut niveau — 88 pour cent — dans les années 90, au moment même où le ratio APD–revenu national brut (RNB) déclinait ; au Canada également, le déclin de l'APD a coïncidé avec une hausse du soutien du public ; dans d'autres pays comme le Royaume–Uni, il ne paraît pas y avoir de corrélation entre le niveau de soutien et le volume d'APD ; au Japon, une corrélation positive semble se dessiner depuis peu entre la variation du niveau de soutien et celle du volume d'APD, mais la baisse de l'APD est plus que proportionnelle au déclin du niveau de soutien (deux tiers de la population continuent de soutenir la coopération économique), etc. La comparaison du degré de satisfaction du public vis-à-vis du volume d'APD et de la générosité des pays en termes absolus et relatifs (par rapport aux autres Membres du CAD) est plus intéressante.

Degré de satisfaction du public à l'égard du volume d'aide

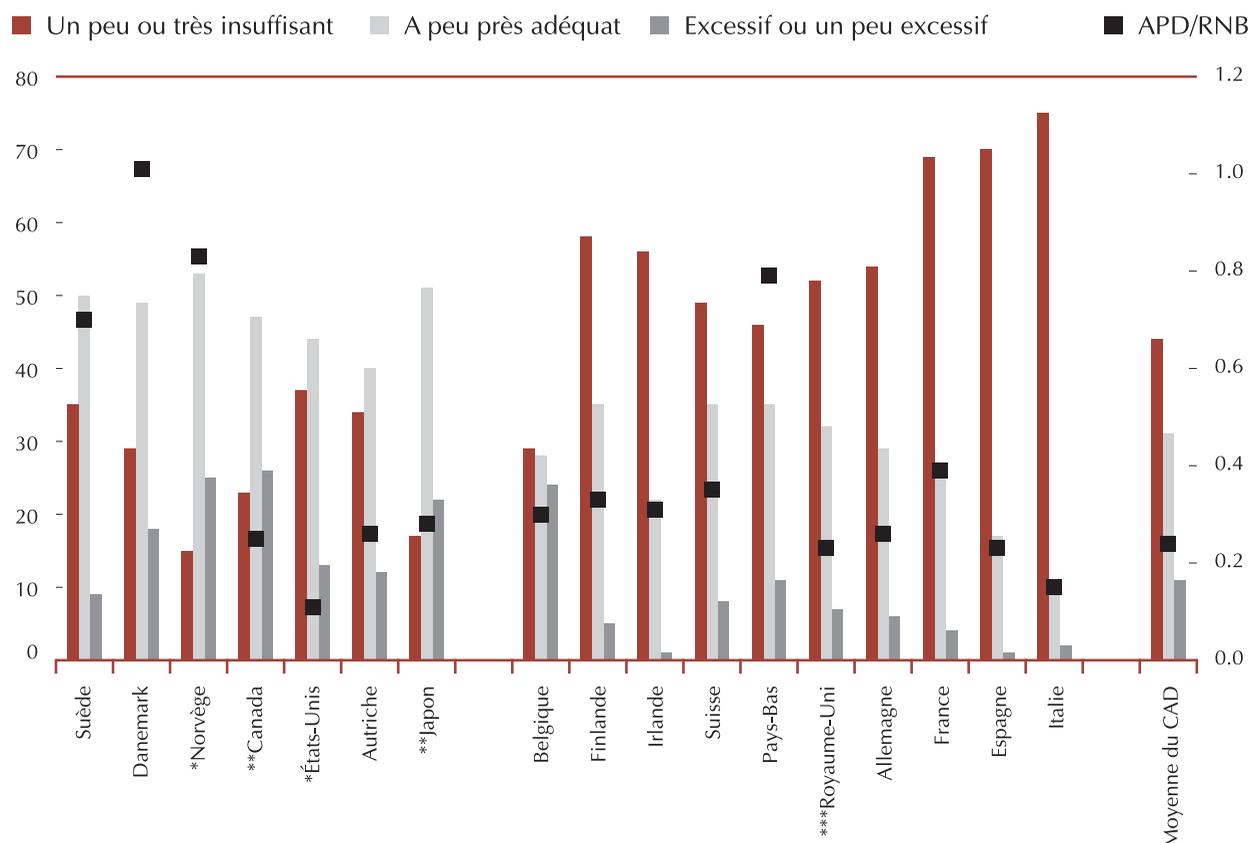
Si l'on s'en réfère aux sondages d'opinion qui demandent aux participants s'ils souhaitent voir le volume d'APD augmenter, diminuer ou rester au même niveau, la majorité du public de l'OCDE est favorable à l'augmentation de l'aide (figure 2). Les réponses négatives (personnes interrogées pour qui l'aide est « excessive » ou « un peu excessive ») sont malgré tout nombreuses dans quelques pays (jusqu'à un quart des personnes interrogées au Canada, aux États–Unis et en Belgique).

Dans les pays situés dans la partie gauche de la figure — Suède, Norvège, Danemark, Canada, États–Unis, Autriche et Japon — les personnes interrogées sont plus nombreuses à tenir le volume d'aide pour « à peu près adéquat » qu'à le considérer « trop bas », et *vice versa* pour les pays situés à droite. Aux deux extrémités, entre 70 et 80 pour cent des Italiens, Espagnols et Français interrogés pensent que l'aide étrangère est insuffisante ; tandis qu'environ 50 pour cent des Japonais, Danois, Norvégiens et Suédois interrogés estiment le montant de l'aide étrangère à peu près adéquat.

En observant simultanément la perception qu'a le public du volume d'aide et le ratio APD/RNB de chaque pays en 1999, on voit se dessiner une typologie approximative des pays du CAD selon le degré de « satisfaction » du public.

- i) *Là où l'APD est supérieure au niveau fixé pour objectif par l'ONU (0.7 pour cent du RNB), davantage de personnes interrogées estiment le volume d'aide « à peu près adéquat ».* La Suède, la Norvège et le Danemark entrent dans cette catégorie (les Pays–Bas, comme nous le verrons, constituent une exception). Les populations de ces pays semblent satisfaites d'avoir atteint ou dépassé le niveau fixé et sont donc moins enclines à réclamer une augmentation de l'APD (Noël et Thérien, 2002, parviennent à des conclusions similaires). Dans ces pays, on peut parler d'équilibre entre le niveau d'APD et le degré de satisfaction du public. On peut en conclure qu'un ratio APD/RNB de 0.7 pour cent ou plus (au moins jusqu'à un pour cent) est un niveau d'APD « naturel » pour le public, même si plus d'un quart des personnes interrogées considèrent encore ce niveau trop bas.

Figure 2. **Opinion du public sur le niveau de l'aide en 1999 et ratio APD/RNB dans une sélection de pays Membres du CAD de l'OCDE (pourcentage)**



Notes : * données de 2001

** données de 2000

*** L'Irlande du Nord n'est pas incluse dans le sondage FNUAP/MORI.

Sources : FNUAP et MORI (2001), Population Issues in the Developing World -1996 et 2001 Public Opinion Research, MORI, Royaume-Uni ; et, Rapports sur la coopération pour le développement de l'OCDE, plusieurs éditions ; pour les pays qui ne sont pas inclus dans l'étude du FNUAP/MORI sur 13 pays, voir les fiches ci-après et le tableau 3 pour plus de détails.

ii) *Là où le niveau d'APD est inférieur à l'objectif de l'ONU mais élevé par rapport aux autres pays Membres du CAD en termes absolus (au Japon et aux États-Unis), davantage de personnes interrogées estiment le volume « à peu près adéquat ». Même si leur ratio APD/RNB est bien inférieur à la moyenne du CAD (les États-Unis affichaient le ratio le plus bas en 1999 et le Japon le septième), le Japon se classe au premier rang et les États-Unis au deuxième en termes réels. Les personnes interrogées peuvent bien avoir le sentiment que leur pays donne déjà beaucoup et sont donc moins enclines à penser que cela ne suffit pas. La manière dont la question a été formulée dans l'enquête japonaise est instructive et pourrait expliquer que le public soit satisfait du montant actuel :*

L'an dernier (1999), l'APD s'est élevée à 1 700 milliards de yen, soit le montant le plus élevé de tous les pays du monde pour la neuvième année consécutive et représentant 27.18 pour cent de l'APD totale du CAD. Cependant, en termes de ratio APD/RNB, l'APD japonaise se classe au septième rang parmi les 22 Membres du CAD (avec un ratio de 0.35). Que pensez-vous de cette situation ?

Dans le cas des États-Unis, qui occupent une position économique et politique prépondérante dans le monde, la prédominance de la réponse « à peu près adéquat » est peut-être liée au sentiment que le pays fait déjà largement sa part¹².

- iii) Là où l'APD est inférieure à la moyenne du CAD ou a beaucoup décliné au cours des dernières années, davantage de personnes interrogées pensent que le volume d'aide est « trop faible ». Le ratio APD/RNB de l'Espagne et de l'Italie est inférieur à la moyenne du CAD (0.24 pour cent) et celui de la France a diminué de moitié par rapport à 1994. Ce niveau de mécontentement relativement élevé pourrait signifier que l'aide n'a pas atteint le niveau considéré comme « naturel » par les populations des pays de l'OCDE. Un sondage effectué en 2002 révèle que 92 pour cent des Italiens, 75 pour cent des Espagnols et 55 pour cent des Français se disent prêts à payer un pour cent d'impôts en plus pour aider les pauvres de la planète.¹³
- iv) Les autres pays au niveau d'APD relativement élevé, où davantage de personnes interrogées estiment le volume d'aide « trop faible », sont la Finlande, l'Irlande, la Suisse, la Grande-Bretagne et l'Allemagne. Le volume d'APD y est égal ou supérieur à la moyenne du CAD mais n'a pas atteint le niveau « naturel » dont se satisfait le public. Une majorité de personnes souhaite voir l'aide augmenter.
- v) Enfin, quatre pays n'entrent dans aucune de ces catégories : les Pays-Bas, le Canada, l'Autriche et la Belgique. Aux Pays-Bas, l'éducation au développement aidant, le soutien du public à la coopération a toujours été très élevé. L'une des raisons pour lesquelles le public néerlandais est favorable à une augmentation de l'APD, en dépit d'un volume déjà élevé, est peut-être le déclin du ratio APD/RNB de 0.92 pour cent à 0.79 pour cent entre 1990 et 1999¹⁴. Quant à l'Autriche et à la Belgique, des informations intéressantes ressortent des réponses aux autres questions du sondage FNUAP/MORI. Par exemple, ces deux pays se situent au-dessus de la moyenne des 13 pays pour ce qui est du niveau de « non-militantisme » ; en dessous de la moyenne dans le choix des problèmes de développement les plus importants pour les pays en développement (par exemple, la pauvreté et la dette du tiers monde) ; et en dessous de la moyenne pour ce qui est de leur connaissance de l'ONU.

Ces résultats coïncident globalement avec les conclusions antérieures de Noël et Thérien (1995 ; 2002), Lumsdaine (1993) et Risse-Kappen (1991) : plus un pays est proche de l'objectif de 0.7 pour cent, plus il se trouve de personnes pour se déclarer satisfaites du volume d'APD. Par contraste, dans les pays où le ratio APD/RNB est inférieur, la majorité estime généralement ce volume trop faible. L'objectif de l'ONU apparaît donc comme une sorte de « point d'équilibre naturel » entre les dépenses d'APD et le degré de satisfaction du public.

L'attitude du public à l'égard de la coopération internationale pour le développement : état des lieux

Au-delà du fait que le soutien du public s'est maintenu à un niveau globalement élevé, les fiches pays apportent quelques informations supplémentaires.

Le public est plus sensible à l'aide humanitaire qu'à l'aide au développement

Dans la plupart des cas, le soutien massif du public à l'aide étrangère repose sur le postulat que l'APD servira à résoudre des crises humanitaires. D'après le sondage effectué par le FNUAP/MORI en 2001 auprès de 13 pays européens, le public privilégie les causes humanitaires par rapport à toute autre considération (commerce international, gouvernance, démocratie), à l'exception de l'environnement. En réponse à la question « Quels sont selon vous les deux ou trois problèmes les plus importants dans le monde aujourd'hui ? », ont été cités, dans l'ordre :

- i) l'environnement / le réchauffement de la planète (31 pour cent de moyenne, en progression de six pour cent par rapport à 1996),
- ii) la famine / la malnutrition / la faim, et la guerre / les conflits nationaux / les conflits internationaux / la violence (30 pour cent de moyenne), et

iii) la pauvreté (21 pour cent).

En réponse à la même question posée en 1996, l'environnement s'était vu attribuer le deuxième rang, derrière la famine et la faim. Pour être cohérente, l'opinion publique n'en évolue pas moins au fil du temps.

Par comparaison, l'importance accordée aux autres problèmes de développement est plutôt faible. Ainsi, « La dette du tiers monde / les barrières commerciales / le creusement des écarts entre pays riches et pays pauvres » a été sélectionné par neuf pour cent des personnes interrogées, « Le consumérisme / le matérialisme / la consommation personnelle » par 3 pour cent, et « (Le manque de) démocratie / le besoin de démocratie / l'effondrement du communisme / les dictatures » par 4 pour cent. D'autres changements intéressants sont à noter depuis 1996 : le recul de la réponse « chômage », qui perd 14 points et tombe à quatre pour cent, et la progression de la réponse « catastrophes naturelles », qui gagne 12 points pour atteindre 16 pour cent.

Encadré 2. Les raisons pour lesquelles le public soutient l'aide dans les différents pays Membres du CAD

- Au Japon, la majorité du public considère que l'APD doit être versée en priorité aux pays d'Afrique et d'Asie du Sud, en raison de leurs problèmes de pauvreté et de malnutrition.
- Pour les Australiens, la responsabilité morale est la principale justification de l'aide. Cela étant, le sondage d'opinion le plus récent révèle que le public privilégie l'aide au développement à long terme par rapport à l'aide d'urgence. La réduction de la pauvreté lui apparaît aujourd'hui comme le défi le plus important à relever.
- Plus de 80 pour cent des Autrichiens soutiennent l'aide parce que c'est dans l'ordre des choses. Les catastrophes naturelles sont l'une de leurs principales préoccupations.
- Les Canadiens sont surtout favorables à l'aide visant à satisfaire les besoins humains fondamentaux. Parallèlement, ils attachent la plus haute importance aux objectifs de protection de l'environnement mondial et de maintien de la paix dans le monde.
- Au Royaume-Uni, l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement représente un devoir moral pour 68 pour cent des personnes interrogées.
- C'est aux États-Unis que la lutte contre la faim dans le monde est la plus populaire.
- En Suisse, les personnes interrogées établissent une distinction entre coopération pour le développement et aide humanitaire. Si les deux sont très populaires, la seconde l'est encore davantage (80 pour cent et 92 pour cent respectivement).
- En Italie, les contributions volontaires visent trois priorités : la recherche médicale (37 pour cent), les victimes de guerre (35 pour cent) et l'aide d'urgence (27 pour cent). Les actes de solidarité envers les pays en développement occupent le quatrième rang (18 pour cent).

Sources : fiches pays de l'étude.

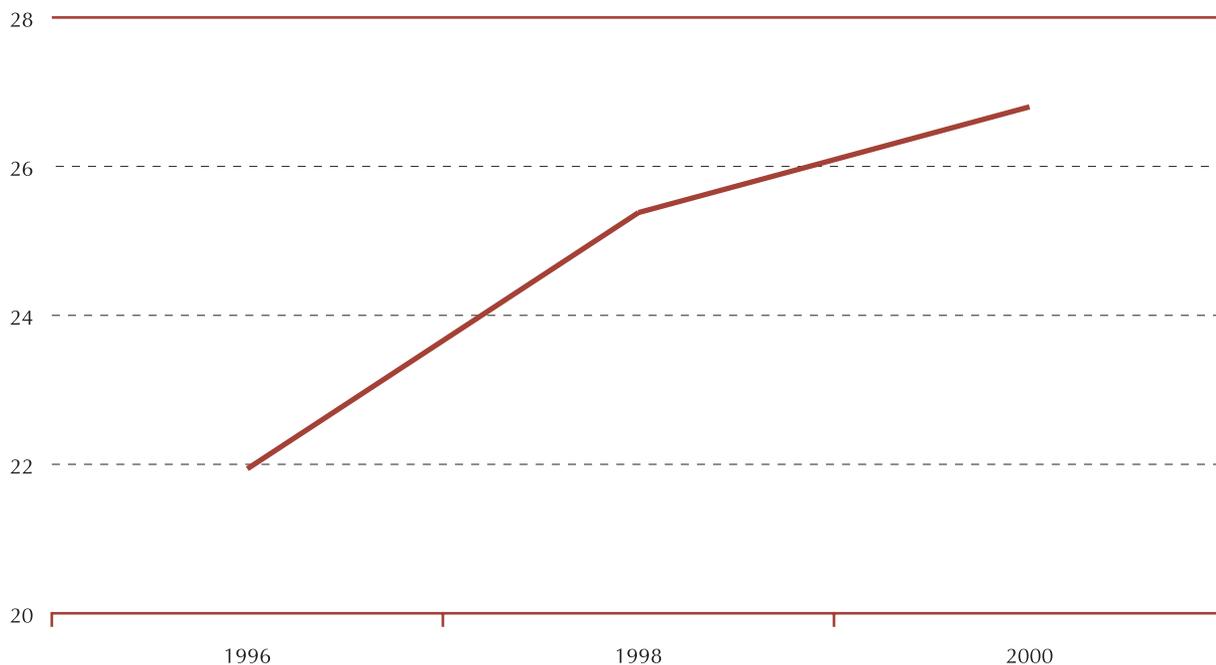
Un public de plus en plus généreux : les dons augmentent à mesure que l'APD décline

Alors que les flux d'APD ont décliné (tout au moins jusqu'en 2002), les dons du public aux ONG humanitaires et de développement ont augmenté dans la plupart des pays Membres du CAD. Les enquêtes menées dans les pays de l'OCDE montrent que les ONG sont préférées aux gouvernements en tant que fournisseurs d'aide¹⁵. Elles sont également mieux connues du public que les organismes d'aide publics, sauf au Danemark où la majorité de la population connaît DANIDA. Certains signes montrent que le secteur des ONG japonais, jusqu'alors plutôt discret, prend de l'ampleur.

Une étude menée en 2001 par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) auprès de 64 de ses membres révèle que les recettes non gouvernementales privées ont progressé de 44 pour cent entre 1993/4 et 1998/9, et les dons individuels des Canadiens de 25 pour cent. Le public britannique se montre lui aussi de plus en plus généreux : en 2001, la campagne de collecte annuelle "Comic Relief" a recueilli 52 millions de livres. Les dons volontaires aux ONG les plus connues et les plus solides financièrement se sont également accrus aux États-Unis, en Irlande et en Australie dans les années 90. Dans le cas des États-Unis, des ONG comme *Catholic Relief Services* et *Feed the Children* ont connu jusqu'à 200 pour cent de croissance entre 1990 et 2000. D'après Smillie, le nombre de guerres et de catastrophes survenues dans le monde au cours des années 90 et la couverture en temps réel de ces événements par les médias sont une explication possible de ces taux de croissance sans précédent¹⁶. En revanche, il semble que les dons aux deux principales ONG allemandes (*Misereor* et *Brot für die Welt*) aient régressé au cours de la même décennie. Dans le cas de la Norvège et de l'Allemagne, il semble que les dons aient augmenté lors de certaines crises internationales pour revenir à des niveaux « normaux » l'année suivante (l'année qui a suivi la crise du Kosovo notamment).

Au Japon, la popularité de l'aide au développement transparaît dans le nombre de titulaires du compte d'épargne POSTIVA (Postal Saving for International Voluntary Aid scheme) du ministère de la Gestion publique, des Affaires intérieures, des Postes et des Télécommunications, qui permet aux épargnants d'allouer 20 pour cent des intérêts perçus à des projets d'aide. Le nombre de titulaires d'un compte POSTIVA a régulièrement augmenté à la fin des années 90 pour atteindre en 2000 26 millions de personnes, soit plus de 20 pour cent de la population japonaise (figure 3).

Figure 3. **Nombre de souscripteurs POSTIVA, 1996-2000**
(millions)



Note : POSTIVA n'est pas une ONG, mais un compte d'épargne postal national.

Source : Fiche sur le Japon dans cette étude.

Cette tendance des dons reflète en partie la prédominance des arguments humanitaires dans les motivations de l'aide. En effet, les catastrophes restent l'un des principaux thèmes des campagnes de collecte des ONG et l'une des principales occasions pour les médias de parler des pays pauvres. En outre, il existe peu d'activités de sensibilisation aux questions de développement à long terme qui permettent de corriger ce biais catastrophiste dans l'opinion publique, que ce soit à l'initiative des ONG ou des gouvernements.

Le public reste globalement peu informé

La formule de Smillie « Le soutien du public est aussi étendu qu'il est superficiel » remonte maintenant à quelques années, mais elle est toujours d'actualité¹⁷. Deux constats s'imposent concernant le degré de sensibilisation du public des pays Membres du CAD : premièrement, les citoyens savent que leur pays verse une aide, mais ils ignorent combien et sous quelle forme ; deuxièmement, le public connaît et comprend mal les questions de coopération et les questions internationales en général¹⁸.

Connaissances sur l'aide publique

Lorsque l'on demande aux Européens quelle fraction du budget national leur gouvernement consacre à l'aide étrangère, environ un tiers déclare ne pas savoir. Un autre tiers répond entre 1–5 pour cent et 5–10 pour cent. Les autres moins de 1 pour cent¹⁹. La tendance principale, dans les pays de l'OCDE, est donc à la surestimation de l'effort d'aide. Pourquoi cela ? Les efforts des donneurs pour informer leurs populations sont-ils inefficaces ou insuffisants ?

Les agences de développement constatent qu'il est difficile d'informer et d'éduquer le public sur ces questions. Mis à part les rapports annuels et les déclarations officielles — qui se résument en général à un simple communiqué de presse lorsque le volume d'APD augmente — les pouvoirs publics sont peu enclins à organiser des discussions sur le niveau d'APD, et dans la plupart des pays, les ONG se révèlent plus actives que les gouvernements pour ce qui est de débattre des questions de développement. On relève néanmoins quelques exceptions notables :

- Parmi les pays Membres du CAD, c'est probablement le Danemark qui informe le mieux ses citoyens sur leur agence de coopération pour le développement. Le gouvernement mène une politique active d'information et de communication depuis que l'APD danoise existe (1955). Plus de 90 pour cent de la population savent que DANIDA est l'agence publique de coopération pour le développement et plus de la moitié situaient le niveau d'APD dans la bonne fourchette en 2001 — soit une proportion plus élevée que dans n'importe quel autre pays examiné (FNUAP/MORI, 2001).
- En Norvège, suite à une vaste campagne d'information sur la NORAD, cet organisme est passé du quatrième au deuxième rang des organismes de développement nationaux les plus connus, juste derrière la Croix-Rouge norvégienne.
- De même, en Suède, on peut déceler un lien entre la notoriété de l'agence d'aide et les activités d'information.
- Grâce à l'action de leaders d'opinion influents et d'une société civile dynamique en matière de coopération pour le développement, le public britannique semble mieux informé sur la pauvreté dans le monde en 2001. Cinquante-neuf pour cent des personnes interrogées citent l'accroissement des échanges et des investissements comme un moyen d'aider les pays en développement.

- Enfin, le gouvernement néerlandais a modifié son approche de la coopération, préférant dépêcher moins d'experts dans les pays en développement et solliciter davantage l'expertise locale. Spontanément, le public néerlandais a critiqué cette nouvelle approche. Cependant, dès lors qu'on lui eut exposé les motifs du changement d'orientation à l'occasion du sondage d'opinion, le public s'est majoritairement rallié à la nouvelle politique.

Abstraction faite de ces quelques cas, les activités d'éducation aux questions mondiales et de communication de la plupart des pays Membres du CAD pâtissent d'un financement insuffisant, comme l'ont déjà noté les éditions antérieures de cette étude (tableau 1 et figure 4). En termes de pourcentage de l'APD dévolu à l'éducation du public, la Belgique est le seul pays qui atteigne l'objectif fixé par le PNUD, 2 pour cent (Stern, 1998). Les Pays-Bas, le Danemark, la Norvège et la Suède sont les pays qui dépensent le plus par habitant, et les principaux donateurs en volume d'APD — les États-Unis et le Japon — ceux qui dépensent le moins. Cela étant, on observe dans certains pays Membres de l'OCDE et du Conseil de l'Europe un débat croissant sur le financement qu'il conviendrait d'allouer à l'éducation à la citoyenneté globale (désormais ECG).

Tableau 1. Dépenses consacrées par les donateurs de l'OCDE à l'information et à l'éducation au développement
(millions de dollars)

<i>Pays</i>	<i>Année</i>	<i>Dépenses totales d'information, de communication et d'éducation au développement</i>	<i>Hausse (+) / baisse (-) par rapport à l'année précédente</i>	<i>Pour cent de l'APD totale *</i>	<i>Dépenses par habitant Millions de dollars</i>
Allemagne	2001	3.2	+	0.07	0.04
Australie	2002	1.4	+	0.17	0.07
Autriche	2001	2.6	-	0.57	0.32
Belgique	2001	16	+	1.85	1.56
Canada	2001	11.6	+	0.74	0.37
Danemark	2001	9.9	+	0.62	1.85
Espagne	2000	7.3	+	0.61	0.18
États-Unis	2002	0.7	Stable	0.007	0.003
Finlande	2002	1.17	+	0.30	0.23
France**	1998	2.2	n.d.	0.04	0.04
Grèce	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Irlande	2002	2.6	+	0.92	0.68
Italie	2000	3.7	+	0.27	0.06
Japon	2002	6.3	+	0.07	0.05
Luxembourg	n.d.	n.d.	n.d.	N.d.	N.d.
Norvège	2001	7.5	+	0.56	1.67
Nouvelle-Zélande	1999	0.2	+	0.16	0.06
Pays-Bas	2002	31.5	+	1.00	1.95
Portugal	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
Royaume-Uni	2002	9.7	+	0.21	0.16
Suède	1999	14.7	-	0.90	1.66
Suisse	2000	4.2	-	0.47	0.58
CE***	2000	19.4	+	0.40	0.05
Total		155.87 millions de dollars			

Notes : * Tiré des rapports du CAD sur la coopération au développement pour les années considérées. Les estimations concernant l'APD totale en 2001 ont également été utilisées pour 2002.

** France : cofinancement des ONG pour des projets d'éducation au développement.

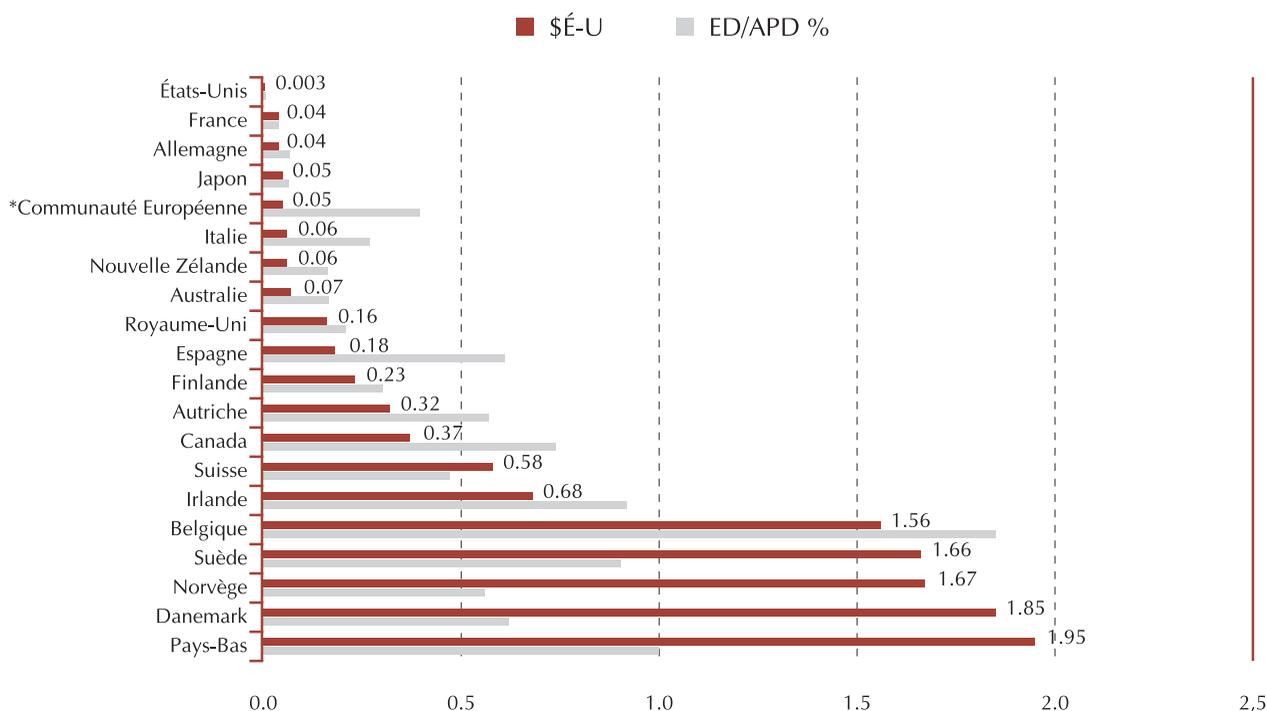
*** Poste budgétaire B-7-6000 de l'UE, réservé aux ONG.

Source : Fiches pays de l'étude.

Il existe néanmoins une corrélation positive entre le degré de sensibilisation du public et le budget alloué aux activités d'éducation aux questions mondiales et d'information : les pays qui dépensent plus ont généralement un ratio APD/RNB plus élevé et, si l'on en croit certains signes, une population légèrement plus sensibilisée. Une meilleure évaluation de l'éducation aux questions mondiales au cours des prochaines années, grâce à des efforts de mise en réseau et de coordination, permettrait aux acteurs de ce domaine d'en démontrer l'influence positive sur les connaissances du public²⁰.

Enfin, les sondages montrent que lorsque l'on part d'un degré de sensibilisation très faible, toute information supplémentaire modifie sensiblement la manière dont les individus évaluent les problèmes. D'après un sondage réalisé par le *Program on International Policy Attitudes* (PIPA, 1995) aux États-Unis, les Américains pensaient à cette époque que le gouvernement consacrait 18 pour cent du budget fédéral à l'aide étrangère. D'autres enquêtes ont obtenu des estimations allant jusqu'à 30 pour cent. Cependant, lorsque l'on a demandé aux participants comment ils réagiraient si le gouvernement consacrait 1 pour cent de son budget à l'aide étrangère (soit plus que le niveau réel), la proportion estimant que le gouvernement dépensait déjà trop est tombée de 75 pour cent (chiffre basé sur la surestimation des dépenses d'aide) à seulement 18 pour cent. En fait, le soutien à l'augmentation de l'aide s'est renforcé. Autre constat intéressant, au Canada, lorsque l'on indique que le gouvernement consacre entre 1 et 2 cents à l'aide pour chaque dollar d'impôts, 10 pour cent des personnes interrogées glissent de la catégorie « aide excessive » à « aide insuffisante » (voir la fiche sur le Canada).

Figure 4. Dépenses en matière d'information et d'éducation au développement (ED) en dollars par habitant et pourcentage de l'APD totale, 2001



Notes : * Poste budgétaire B-7-6000 de l'UE, réservé aux ONG.

APD pour 2001 - prévision (disponible sur Internet à www.oecd.org/dac). France APD : 1998, Italie APD : 2000, Nouvelle-Zélande APD 1999.

Sources : ED et information - fiches individuelles de cette étude APD tirée des Rapports de coopération pour le développement de l'OCDE (diverses années).

Taux des échanges tirés de <http://www.oanda.com/convert/classic>.

Figures par population tirées de CIA World Factbook 2001, sauf pour les Pays-Bas (source : fiches individuelles de cette étude).

Sensibilité aux autres questions internationales de développement

On a déjà indiqué que dans les pays Membres du CAD, la majorité du public identifie l'APD à l'aide humanitaire. Les citoyens attachent beaucoup moins d'importance aux questions qui intéressent les donateurs, telles que l'accès des pays pauvres aux marchés, la réforme des politiques agricoles, l'éducation, le renforcement des capacités, l'égalité hommes-femmes, la protection de l'environnement, les infrastructures, etc. — et ce quand bien même les questionnaires proposent ces options. Nonobstant, on observe au Royaume-Uni, au Canada et aux Pays-Bas, une augmentation du nombre de personnes citant les échanges internationaux, l'allègement de la dette et l'amélioration de la gouvernance dans les pays récipiendaires comme des solutions envisageables pour faire reculer la pauvreté²¹.

Plus généralement, dans les pays Membres du CAD, la sensibilité du public à des thèmes tels que l'allègement de la dette, le commerce équitable et la taxation des mouvements financiers internationaux (débat sur la taxe Tobin) semble s'améliorer, grâce notamment à l'ECG, aux campagnes des ONG, aux débats publics animés par les leaders d'opinion et à la couverture médiatique²². De fait, il y a corrélation entre le soutien à la coopération pour le développement et le degré de sensibilité :

1. Les personnes convaincues de l'importance de la coopération pour le développement affichent un intérêt élevé ou très élevé pour les questions internationales de développement et une connaissance solide ou très solide des problèmes touchant les pays en développement. Pour elles, le soutien aux pays en développement est important ou très important.
2. Les personnes qui n'ont pas d'avis bien défini sur la politique de développement sont moins conscientes des problèmes touchant les pays en développement et considèrent le soutien à ces pays comme peu important.
3. Les personnes indifférentes à la politique de développement manifestent un intérêt restreint ou nul pour les questions de développement, ont une connaissance restreinte ou nulle des problèmes touchant les pays en développement et considèrent que le soutien à ces pays n'est pas important²³.

L'analyse des déterminants démographiques de l'opinion publique révèle que les personnes instruites, davantage sensibles à la coopération pour le développement, y sont plus favorables. En Norvège et en Australie, par exemple, c'est parmi les femmes, les jeunes, les personnes instruites et celles qui vivent dans un milieu urbain ou densément peuplé que l'on trouve le soutien le plus élevé. De même, s'agissant de l'attitude du public à l'égard du commerce international, Mayda et Rodrik (2002) constatent sur la base d'une corrélation simple entre l'opinion publique et les caractéristiques démographiques que l'éducation et le revenu sont corrélés positivement avec une attitude favorable aux échanges, tout comme le fait d'être jeune ou de vivre en milieu urbain²⁴. Cette corrélation est potentiellement utile pour le ciblage des activités d'ECG.

Le public et l'efficacité de l'aide : scepticisme et soutien ne sont pas incompatibles

Dans ce contexte marqué par la persistance d'un soutien élevé à l'APD et une connaissance limitée de la coopération pour le développement, il est étonnant que le public soit aussi suspicieux vis-à-vis de l'efficacité de l'aide. On comprend parfaitement que la minorité défavorable à l'aide mentionne la corruption, le détournement de l'aide et l'inefficacité — en plus de la nécessité de résoudre en priorité les problèmes nationaux — pour justifier son attitude. Mais comment expliquer qu'une majorité d'individus doute sérieusement de l'efficacité de l'aide tout en continuant de la soutenir ? Une interprétation possible de ce paradoxe est que le scepticisme à l'égard de l'efficacité des mécanismes d'octroi — qui découle en partie du ton systématiquement négatif employé par les médias pour parler des « affaires » d'APD — ne suffit pas à éroder les motivations éminemment humanitaires du public.

Certains exemples sont particulièrement instructifs. Le public italien émet régulièrement des doutes sur l'efficacité de l'aide. Sur les deux tiers du public qui sont favorables à l'augmentation de l'aide, 50 pour cent posent comme condition que l'aide atteigne ceux qui en ont réellement besoin. Deux tiers des Espagnols pensent que les gouvernements du Sud, les fonctionnaires corrompus et les ONG s'arrogent une partie des fonds de l'aide. Pourtant, 67 pour cent y sont favorables. De même, aux Pays-Bas, le nombre de personnes interrogées pour lesquelles l'APD serait utilisée à tort et le soutien à l'aide ont tous deux augmenté au cours des dernières années. D'après Helmich, cette situation pourrait résulter du débat national intense qu'on suscité les dépenses du gouvernement et des ONG (voir la fiche sur les Pays-Bas). Le public japonais ne pense pas différemment : alors que plus de la moitié des personnes interrogées « n'approuvent pas » la qualité de l'APD, 80 pour cent des participants au même sondage se disent favorables à la coopération internationale. Il est à noter qu'avant le sondage, les médias japonais avaient critiqué la qualité de l'APD. Résultat exceptionnel, 72 pour cent des Norvégiens jugent l'aide efficace, mais 67 pour cent souhaiteraient la voir conditionnée au respect des droits de la personne.

À l'évidence, l'opinion publique, plus au fait des cas d'échec que des réussites, appelle de ses vœux une utilisation plus efficiente de l'aide. Si le soutien global à l'aide au développement et à l'aide humanitaire ne semble pas s'en trouver affecté, les donateurs devraient, le cas échéant, faire un effort de transparence et convaincre ainsi le public de l'utilité de l'APD pour rallier un plus ample soutien à la coopération pour le développement.

La télévision est la source dominante d'information sur le développement

Les médias — principalement la télévision, suivie par la presse écrite — sont la principale source d'information auto-identifiée des populations de la zone de l'OCDE (80 pour cent en moyenne sur la base des différentes sources des fiches par pays). Il serait donc tentant de mettre en œuvre de vastes campagnes médiatiques pour sensibiliser le public aux questions internationales. Cependant, d'après les recherches, l'opinion doute sérieusement que les médias puissent être une source d'information indépendante sur les pays en développement. La télévision, en particulier, est perçue de manière négative. De plus, son penchant supposé pour le « sensationnalisme » et sa prédilection pour les images négatives constituent une menace pour le travail des éducateurs et une source de frustration pour les experts.

Des données provenant du Royaume-Uni et d'Italie montrent que l'actualité des pays en développement est souvent couverte sous un angle sensationnaliste (voir les fiches de ces pays). La guerre et la famine, en particulier, éclipsent tous les autres thèmes liés au développement. La couverture des pays en développement, jadis « normale », a décliné depuis 1990 au Royaume-Uni. De même, la presse italienne consacre moins d'attention aux pays en développement que par le passé. Au Royaume-Uni, la télévision se détourne des émissions sur la vie et la culture dans les pays en développement, au profit de programmations sur les voyages, le tourisme et la nature ou de *reality-shows* « extrêmes ». D'après les éditeurs et les producteurs des médias, les spectateurs ne s'intéresseraient pas aux émissions sur les pays en développement, et plusieurs journalistes déclarent que c'est là un sujet trop ennuyeux à traiter.

Pourtant, le public aimerait qu'on lui parle des pays en développement sur un ton plus positif. Au Royaume-Uni, plus de la moitié des personnes interrogées souhaiteraient que la couverture des pays en développement soit plus équilibrée. En Suisse, où les pays en développement avaient une image de plus en plus négative, la Direction du développement et de la coopération a mis en œuvre une vaste campagne colorée et enthousiaste sur les réalités positives de l'Afrique, qui a reçu un écho très favorable dans le public.

Le défi de la mobilisation du public

Faut-il considérer comme un problème le fait que les citoyens des pays de l'OCDE, si favorables qu'ils puissent être à la coopération pour le développement, n'aient pas la moindre conscience des enjeux du développement et de la pauvreté dans le monde et soient totalement déconnectés de la formulation et de la mise en œuvre des politiques dans ce domaine ? La réponse est oui, et ce pour au moins deux raisons. Premièrement, dans les pays démocratiques, il est souhaitable en soi que les citoyens connaissent et comprennent les politiques publiques et les problèmes qu'elles visent à résoudre. Deuxièmement, il serait dommage que la communauté du développement des pays de l'OCDE — les ministères de la Coopération, les organismes d'aide bilatéraux, les ONG, etc. — ne profite pas de ce réservoir immense de solidarité et de générosité et de cette sensibilité à l'interdépendance mondiale, qui pourraient donner un coup de fouet salutaire à la mise en œuvre de politiques de coopération plus dynamiques, plus cohérentes et plus efficaces.

Dans ces conditions, comment renforcer le soutien du public à la coopération internationale pour le développement et l'impliquer dans le consensus mondial anti-pauvreté ? Pour apporter un début de réponse à cette question, le Centre de Développement de l'OCDE, la SIDA et Ireland Aid ont réuni un groupe d'experts et de praticiens à Dublin en octobre 2001²⁵. S'appuyant sur les résultats antérieurs de cette étude et sur des données et des analyses supplémentaires fournies par les chercheurs, les organismes d'aide et les ONG, les participants ont élaboré trois séries de recommandations : *i*) accroître la sensibilité du public aux questions de développement et de pauvreté ; *ii*) améliorer la transparence des politiques de coopération ; *iii*) rendre la coopération au développement plus efficace.

Sensibiliser davantage le public au développement et à la pauvreté

L'une des principales raisons pour lesquelles l'opinion publique n'a pas d'influence sur l'élaboration des politiques de développement est précisément que la connaissance et la compréhension des « questions internationales de développement et de pauvreté » restent très superficielles dans le public — à quelques exceptions près. C'est important, car l'on sait d'expérience qu'il n'y a pas d'influence sans action et qu'il n'y a pas d'action efficace sans sensibilisation préalable²⁶. Plusieurs exemples montrent que lorsque le public est correctement informé sur une question, il est davantage disposé à agir : des thèmes comme la protection de l'environnement, l'égalité des sexes, l'annulation de la dette du tiers monde, etc., ont tous fait l'objet de campagnes d'information actives avant de mobiliser le soutien massif du public.

Sur la question plus large du développement et de la lutte contre la pauvreté, s'il y a consensus pour souligner l'importance stratégique de la réalisation des Objectifs de développement du millénaire, c'est uniquement au sein d'une élite bureaucratique. Ces objectifs, qui servent de point de référence pour évaluer les progrès accomplis en matière de lutte contre la pauvreté, devraient aussi être l'occasion pour les décideurs de communiquer plus efficacement sur les réalités complexes du développement et de la pauvreté. Or, l'étude montre que c'est rarement le cas : jusqu'à présent, les ODM n'ont pas été mis au service de l'information et de la mobilisation du public. Le consensus mondial anti-pauvreté qu'incarnent ces objectifs ne s'est guère répercuté dans les débats publics nationaux, lesquels restent relativement rares et sommaires — à quelques exceptions notables près. Seuls quelques gouvernements nationaux soutiennent véritablement les efforts des agences de l'ONU pour informer le public²⁷. L'espoir que soit enfin saisie l'opportunité offerte par les OMD repose en grande partie sur les gouvernements des pays donateurs, mais aussi sur les mouvements dynamiques de la société civile et les acteurs de l'ECG.

Les gouvernements de l'OCDE n'allouent pas suffisamment de ressources à la sensibilisation du public et à l'amélioration de sa compréhension des problèmes. Il y a quelques années, le PNUD avait recommandé que 2 pour cent de l'APD soit consacrés à la sensibilisation au développement ; aujourd'hui, on est encore bien loin du compte. Comme le fait remarquer Ian Smillie, la maison Chanel a consacré au lancement de son parfum *Egoïste* un budget marketing supérieur aux budgets combinés de l'information et de l'éducation au développement de l'ensemble des pays de l'OCDE en 1996. Quarante pour cent des dépenses consacrées à l'information et à l'éducation au développement sont d'ailleurs le fait de seulement deux pays — la Suède et les Pays-Bas. Le budget alloué par l'ONG World Vision (section Australie) à la sensibilisation du public (collectes de fonds exclues) est supérieur aux subventions de contrepartie versées par l'USAID aux États-Unis au titre de l'éducation au développement. En fait, les ONG en font davantage que les gouvernements dans ce domaine.

Les outils doivent donc être améliorés et les ressources accrues (voir l'encadré 2). Cependant, cela ne suffira pas si, parallèlement, aucun effort n'est mis en œuvre pour améliorer la coordination, les réseaux, le partage des pratiques exemplaires et le soutien structurel.

Encadré 2. Le financement de l'éducation aux questions mondiales

Nul n'est obligé d'adhérer à la proposition de feu Julius Nyerere, qui préconisait de consacrer 100 pour cent de l'aide à l'éducation au développement — le meilleur moyen selon lui de développer la cohésion sociale et de lutter contre la pauvreté dans le monde. Malgré tout, il est de plus en plus admis que le financement de l'éducation au développement ou de l'éducation à la citoyenneté globale est insuffisant dans la plupart des pays.

Plusieurs acteurs de la société civile ont réclamé une augmentation des financements, en assignant à différents pays des objectifs à atteindre progressivement : 3 pour cent de l'APD en Norvège, 2 pour cent en Allemagne, 5 pour cent de l'aide bilatérale (soit à peu près 3 pour cent de l'APD) en Irlande^a. Les théoriciens du développement conseillent eux aussi aux gouvernements et organismes intergouvernementaux de réserver un pourcentage spécifique et accru de l'APD à des activités visant à informer et éclairer le public (Edwards, 1999). Le fait de lier le financement de l'éducation au développement à un pourcentage du volume d'APD pose problème (par exemple, lorsque l'APD diminue, un niveau de financement de l'éducation au développement stationnaire ressemble à une hausse relative). Cependant, compte tenu du lien entre le soutien du public à l'APD et l'éducation au développement, on peut penser que ces engagements budgétaires sont réalisables. Les autres propositions incluent la fixation d'une cible par habitant ou l'établissement d'un lien entre un pourcentage d'APD cible et un engagement budgétaire du ministère de l'Éducation visant à intégrer pleinement l'éducation globale dans le système éducatif.

L'augmentation des ressources financières n'est à l'évidence pas suffisante. Pour que l'éducation aux questions mondiales réalise son potentiel, il est nécessaire d'améliorer la coordination à tous les niveaux, de partager les pratiques exemplaires et d'assurer le suivi de la qualité. On observe actuellement des expériences concluantes de création de réseaux internationaux entre et dans les pays Membres du Conseil de l'Europe, propices au développement et à l'amélioration de l'éducation globale (voir le chapitre 2).

- a. Cela a été demandé par *Rorg*, la coalition norvégienne des ONG d'éducation au développement, en Norvège ; *Venro*, la coalition allemande des ONG de développement, en Allemagne ; et *Dochas*, la coalition irlandaise des ONG de développement, ainsi que des organisations de jeunesse, des syndicats et les principaux partis politiques d'Irlande. Pour une analyse plus approfondie du mouvement en faveur de l'allocation d'un pourcentage de l'APD à l'éducation aux questions mondiales et une typologie des arguments, voir Höck et Wegimont (2003).

De même que la coopération pour le développement ne peut s'envisager sans un ensemble de visions communes, sans partenariats ni sans un sentiment d'appropriation de la part des pays récipiendaires, l'ECG implique obligatoirement un partenariat avec le public. Prétendre que la « communauté » du développement détient les clés des problèmes mondiaux et qu'elle devrait ainsi inculquer les « bons » messages au public est non seulement faux mais antipédagogique ; de plus, cette attitude risque d'être rejetée par les enseignants dans les écoles et les éducateurs d'autres structures de la société civile (voir la typologie des messages traditionnels dans l'encadré 3). Le contenu éducatif des activités de sensibilisation doit s'inspirer de ce que le public connaît déjà et de ses lacunes. Les responsables de l'information des services et agences de coopération pour le développement des pays Membres du CAD devraient donc s'employer à améliorer son « écoute » et suivre attentivement les caractéristiques de l'opinion publique, leur diversité et leur évolution dans le temps. L'expérience nous enseigne que certains publics sont attirés par les activités d'ECG qui abordent les questions de développement sous l'angle de leurs préoccupations spécifiques. Ces personnes se mobiliseront plus volontiers au nom de la justice que par charité et préféreront agir pour une cause « concrète » qui leur donne le sentiment d'être « utiles ». S'ouvrent ainsi des perspectives encourageantes pour la promotion d'une « approche du développement basée sur les droits de la personne », comme l'a définie l'ONU, et pour la réalisation des Objectifs de développement du millénaire²⁸.

Encadré 3. Messages sur l'aide au développement

Les « images négatives » cherchant à inspirer la compassion (exemple type, le bébé qui meurt de faim) sont très décriées. Elles « fonctionnent » au sens où elles frappent le public et l'incitent à donner de l'argent dans les situations d'urgence, mais elles instaillent également un sentiment de désillusion, l'idée que les habitants de ces pays sont incapables de s'en sortir seuls.

La multiplication des chaînes de télévision a entraîné une augmentation de l'offre « d'images positives » (en plus des images négatives). Les messages résolument optimistes renforcent la pensée et les comportements positifs, mais ils ne suffisent sans doute pas pour modifier sensiblement les attitudes et le niveau de compréhension.

L'argument du « dû social » est une version légèrement plus sophistiquée de l'attitude précédente. Au sujet des transferts entre provinces canadiennes riches et pauvres, le ministre canadien des Finances a récemment employé l'expression "We owe them" (nous leur devons).

Une autre approche fréquente consiste à promouvoir l'aide au motif qu'elle est « bonne pour les affaires » et les affaires au motif qu'elles sont « bonnes pour le développement ». Si de nombreux pays ont recouru à cet argument pour encourager le soutien du secteur privé, son efficacité est loin d'être démontrée : les entreprises qui profitent des contrats d'aide liée montent rarement au créneau pour contester les réductions du budget d'aide.

Une nouvelle approche, liée au concept de « Biens publics mondiaux » défendu par l'ONU, pourrait être résumée par le slogan : « ce qui est bon pour eux est bon pour nous ».

Certains préconisent une approche à tonalité plus alarmiste, fondée sur le concept de « maux publics mondiaux ». En plus des messages positifs véhiculés au sujet du développement, les leaders d'opinion et les éducateurs devraient clairement faire comprendre que « notre » sécurité à long terme dépend largement de « la leur ». Ce qui est mauvais pour eux est mauvais pour nous.

Ce n'est pas parce qu'il reçoit davantage d'informations des médias que le public connaît et comprend forcément mieux les questions de développement. L'éducation aux questions mondiales lui est nécessaire pour porter un regard éclairé sur ces questions. Néanmoins, comme les fournisseurs d'informations sur le développement et les acteurs de l'éducation globale le reconnaissent eux-mêmes, on en sait trop peu sur l'influence de ce type d'éducation sur l'opinion et les connaissances du public. En outre, il reste à définir un programme de recherche. L'expérience du Centre Nord-Sud dans 44 pays européens a permis d'identifier deux moyens primaires pour améliorer la connaissance des questions internationales et, ce faisant, impliquer davantage les « publics » d'Europe dans le débat sur la pauvreté dans le monde : les systèmes d'éducation non formels associés à la société civile engagée et l'éducation formelle.

Améliorer la transparence des politiques de coopération pour le développement

Un rapport, présenté au CAD en 1999 et comparant les systèmes de gestion de la coopération pour le développement de ses Membres, souligne le rôle pionnier des gouvernements qui, ayant explicitement reconnu l'importance du grand public pour leurs programmes d'aide, voient en lui un véritable partenaire :

La coopération pour le développement est une fonction unique des gouvernements, qui peut, aux yeux du grand public, se résumer à aider les habitants des autres pays. De ce point de vue, la coopération occupe une position délicate et précaire vis-à-vis de l'opinion publique et du système politique.

Il faut veiller à ce que les concepts soient clairs et les messages pertinents, mais également s'assurer que ces messages atteignent et influencent les décideurs. D'où la nécessité de cibler les stratégies non seulement sur les dirigeants élus, mais aussi sur le secteur des entreprises, les médias, etc. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) offrent des moyens novateurs de sensibiliser le public, comme l'a récemment démontré le succès de One World (www.oneworld.net), un réseau indépendant d'information spécialisé dans les questions mondiales et basé sur Internet, devenu depuis peu l'une des principales sources d'informations du portail généraliste Yahoo.

Mais il existe un autre point de vue compatible avec la stratégie de partenariat pour le développement, qui considère le grand public comme une partie prenante dans la coopération pour le développement, au sens où il est à la fois « client » et « actionnaire » du programme d'aide. Le public est « client », car dans un monde de plus en plus interdépendant, les pays en développement et en transition récipiendaires de l'aide ne sont pas les seuls à profiter des actions de lutte contre les problèmes environnementaux, sociaux, culturels et politiques, qui font fi des frontières. Le public est aussi « actionnaire », au sens où ce sont ses impôts qui servent à financer les programmes d'aide et ses représentants élus qui contrôlent l'élaboration, la gestion et la mise en œuvre des politiques d'aide. Quant aux « dividendes » que le public retire de ses investissements, c'est une amélioration de la prospérité et de la sécurité humaine dans le monde (Chang *et al.*, 1999).

L'OCDE a apporté une caution supplémentaire, et élargie, à ce point de vue en encourageant la participation des citoyens à l'élaboration des politiques de ses pays Membres, dans le cadre de son initiative sur la bonne gouvernance. Cette approche, qui met l'accent à la fois sur l'information, la consultation et la participation active des citoyens, a pour objectif de renforcer la « légitimité » et « l'efficacité » des politiques publiques, que divers facteurs (notamment la mondialisation) rendent de plus en plus complexes²⁹.

Plus que d'autres politiques publiques peut-être, la coopération internationale pour le développement se caractérise par une profonde antinomie entre, d'une part, son opacité pour le public, et d'autre part, sa pertinence au regard même de l'intérêt que ce dernier porte aux « maux » mondiaux (épidémies, menaces pesant sur l'environnement, instabilité et crises financières, etc.) et aux « biens » mondiaux (souhait d'un monde plus juste). Comme le montre cet ouvrage, les citoyens en savent peu sur les « questions de développement et de pauvreté », mais ils en savent encore moins sur les « politiques de coopération pour le développement ». Il est intéressant de noter que les quelques pays donateurs où l'APD n'a pas décliné dans les années 90 sont ceux où le public connaît le mieux le programme de développement et ses motivations³⁰.

Lorsque le public n'a pas conscience de ces questions — ou même qu'il ignore l'existence du programme d'aide — il est incapable de transformer son *a priori* favorable à l'égard des politiques concrètes de solidarité et d'aide aux pays en développement en actes de revendication auprès des décideurs afin qu'ils augmentent le niveau et l'efficacité de l'APD pour atteindre les ODM. Selon

Bernard Wood, ancien directeur de la Direction de la Coopération pour le développement de l'OCDE, la soi-disant « lassitude à l'égard de l'aide » dans les pays de l'OCDE résulte souvent d'un manque d'explications de la part des pouvoirs publics, et parfois d'une utilisation erronée de l'aide³¹. Il faut donc que les politiques de développement international des pays donateurs deviennent plus transparentes, et les autorités publiques davantage responsables de leurs décisions. La coopération internationale pour le développement doit être considérée comme un domaine de la gouvernance publique où le renforcement de la participation des citoyens est prioritaire, d'autant que le public est largement favorable au principe d'une politique plus active et plus efficiente.

Améliorer l'efficacité de la coopération pour le développement

Pour sensibiliser le public aux questions et politiques liées au développement international et, ce faisant, mobiliser un soutien plus massif, il est nécessaire d'expliquer tant les succès de la coopération pour le développement que ses limites et autres échecs. Ces deux tâches ne sont pas incompatibles, dès lors que ces efforts de transparence et de responsabilisation se fondent sur une volonté sincère de réformer l'aide au développement et d'en améliorer l'efficacité. La seule manière de convaincre les citoyens que leurs contributions sont utilisées à bon escient — c'est-à-dire en respectant leur souhait d'améliorer l'égalité des chances et d'obtenir des résultats concrets — est bien d'améliorer l'efficacité de l'aide et la cohérence des politiques étrangères.

* * *

Malgré la diversité des situations décrites dans les fiches par pays, les données disponibles montrent que les citoyens des pays Membres du CAD veulent plus de solidarité et de justice dans le monde. Étant favorables à la coopération internationale pour le développement, ils pourraient constituer des alliés précieux dans le contexte d'une réforme et d'une amélioration de l'aide — à condition toutefois d'être plus et mieux informés. Une occasion unique est offerte aux gouvernements, notamment ceux qui se sont engagés à augmenter leur APD, d'amorcer un cercle vertueux de transparence et de réforme, et de relever ainsi le défi de la réduction de la pauvreté dans le monde.

Notes

- * Ida Mc Donnell (Spécialiste de l'opinion publique et de la société civile) et Henri-Bernard Solignac Lecomte (Responsable des activités de dialogue sur les politiques), tous deux du Centre de Développement de l'OCDE, et Liam Wegimont (Coordonateur du Programme d'éducation à la citoyenneté globale), du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.
1. Voir Lumsdaine (1993), qui présente des données probantes sur la corrélation entre les États-providence, les flux d'APD et le soutien du public à l'APD, et Noël et Thérien (2002) au sujet des liens existant entre l'opinion publique et la justice dans le pays et dans le monde en Suède, au Danemark, aux Pays-Bas et en Norvège.
 2. On trouve une tentative de conceptualisation de ces préoccupations dans le concept de « Biens publics mondiaux » de l'ONU, qui découle de l'idée selon laquelle « la politique publique est entrée dans une nouvelle ère, caractérisée par une augmentation du nombre de préoccupations de portée transnationale. » (Kaul *et al.*, 1999 ; www.undp.org/globalpublicgoods/).
 3. D'après un sondage d'opinion réalisé en 1999 au Royaume-Uni, plus des deux tiers du public pensent que la pauvreté dans le tiers monde pourrait être préjudiciable au Royaume-Uni (DFID, 2000).
 4. Il existe peu de données exactes sur le « commerce équitable », mais des sources indiquent que la notoriété du commerce équitable et les achats de produits équitables sont en progression et que le concept a une influence croissante sur les pratiques des entreprises (Tallontire *et al.*, 2001). D'après la *European Fair Trade Association*, la valeur de détail nette annuelle globale des produits équitables vendus en Europe excédait 260 millions d'euros en 2001, soit 30 pour cent de plus qu'en 1998, avec des résultats particulièrement élevés pour certains produits. Par exemple, les bananes issues du commerce équitable représentent 15 pour cent du marché suisse (EFTA, 2002).
 5. Soixante-cinq pour cent des participants à une enquête française se déclarent favorables au mouvement « anti-mondialisation » (Fougier, 2001).
 6. On peut citer, par exemple la Réunion ministérielle de l'OMC de 1999 (nov/déc., Seattle : 50 000 manifestants) ; la réunion de la Banque mondiale et du FMI de 2000 (novembre, Prague : 9 000 manifestants), la réunion de G8 de 2001 (juillet, Gênes : 200 000 manifestants) et les sommets de l'UE (décembre 2000, Nice : 60 000 manifestants ; juin 2001, Göteborg : 20 000 manifestants).
 7. Autrement que pour les activités « douces », telles que la sensibilisation, la formation, l'établissement de réseaux et la diffusion d'informations.
 8. Anheier *et al.* (2001) ; Solagral et UNESCO-Most (2002).
 9. Il est fait référence ici au principe même du soutien du public, les données résultant des réponses à la question suivante : *Etes-vous favorable à la fourniture d'une aide aux pays pauvres/Pensez-vous qu'il est important que votre pays aide les pays pauvres ?*
 10. Eurobaromètre 50.1 in INRA (1999).
 11. Olsen (2001). Au sujet des déterminants de l'allocation de l'aide, voire également Berthélemy et Tichit (2002).

12. Kull constate que « les Américains surestiment largement l'aide au développement fournie par les États-Unis aux pays pauvres en comparaison du montant fourni par les pays de l'UE » (PIPA, 1998).
13. Environics International (2002).
14. Environics International (2002.). Soixante-dix-huit pour cent des contribuables étaient « tout à fait d'accord » ou « plutôt d'accord » pour payer 1 pour cent d'impôts de plus afin d'aider les pauvres de la planète en 2001.
15. Voir les fiches individuelles de cette édition. Une étude de Edelman PR Worldwide and Strategy One intitulée *The Relationship among NGOs, Governments, Media and Corporate Sector* conclut également : « Le monde s'accorde à reconnaître que les ONG sont la source d'aide la plus crédible sur les questions environnementales et sociales. Les ONG bénéficient d'un effet de halo et sont donc très connues. L'influence des ONG a fortement augmenté en Europe, en Amérique et en Australie au cours des 10 dernières années. » Voir <http://www.edelman.com/>.
16. Voir la fiche États-Unis dans cet ouvrage.
17. Smillie et al. (1999).
18. La formulation des questions dans les sondages et son incidence sur la manière dont les experts analysent l'opinion publique sont cruciales. Dans la plupart des sondages, les personnes interrogées n'ont guère l'occasion de formuler des réponses ouvertes spontanées, le traitement des questions est souvent superficiel, la coopération pour le développement est rarement expliquée et le choix de réponses ressemble à une liste de courses. Par conséquent, ces personnes ont rarement l'opportunité de fournir des réponses éclairées. Malgré tout, l'occasion est parfois donnée aux participants de réfléchir aux avantages de l'aide humanitaire et au développement. Par exemple, interrogés sur leur soutien à l'aide humanitaire et au développement en 1998 et 2001, les Canadiens se sont en fait vu poser deux questions distinctes, les concepts leur étant expliqués. Les résultats de 2002 font apparaître un égal soutien aux deux formes d'aide, et le soutien à l'aide au développement a augmenté par rapport à 1998. Les enquêteurs ne demandent cependant pas aux personnes interrogées d'indiquer leur préférence pour l'une ou l'autre (voir la fiche sur le Canada).
19. Eurobaromètre 46.0 et 50.1, in INRA (1997, 1999).
20. C'est dans cette perspective que le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe a facilité la mise en réseau des organismes nationaux de coordination de l'ECG, dans le contexte du Réseau européen d'éducation globale (GENE). En partenariat avec BMZ (Allemagne), la *Development Education Association* (Royaume-Uni), *Komment* (Autriche), *Rorg* (Norvège) et le ministère des Affaires étrangères de Norvège, il a créé un groupe de travail sur le thème "Sharing Good Practice and Theory in Global Education Evaluation: Improving Quality and Raising Standards." Voir www.globaleducationeurope.net.
21. Dans un sondage suisse de 1999, où l'on demandait aux participants d'identifier des solutions aux problèmes des pays en développement, 64 pour cent ont mentionné la réforme des structures économiques internationales et 69 pour cent l'importation de produits agricoles de ces pays. Au Royaume-Uni, le renforcement des échanges et des investissements est cité comme un moyen d'aider les pays pauvres par 59 pour cent des personnes interrogées, l'octroi d'un soutien financier par 71 pour cent et la diminution des guerres et des conflits par 68 pour cent. Les Canadiens pensent également qu'il est important de stimuler les échanges (93 pour cent). Fait intéressant, au moins 60 pour cent des participants aux sondages sur les échanges et le protectionnisme – à opposer aux sondages sur les échanges et la coopération pour le développement – expriment un point de vue négatif sur le rôle des échanges internationaux (Mayda et Rodrik, 2002).
22. Voir, par exemple, la fiche sur la France.
23. Voir la fiche sur l'Allemagne.
24. La principale conclusion de leur étude est particulièrement intéressante : dans les pays à capital humain élevé, comme l'Allemagne et les États-Unis, un niveau d'éducation élevé est associé à une attitude favorable aux échanges, tandis que dans les pays à faible capital humain, tels que les Philippines et le Bangladesh (les pays les plus pauvres du modèle), un niveau d'éducation élevé est associé à une attitude défavorable aux échanges.
25. Voir www.oecd.org/dev/opinion et la liste des participants de l'Annexe.

26. Voir Yankelovich (1991), et Klingemann et Römmele (2002).
27. Le Royaume–Uni, la Norvège, la Suède font partie des exceptions.
28. Voir ODI (1999) et le site de l'ONU www.unhcr.ch/development/approaches.html. Voir également le "European Strategy Framework for Increasing and Improving Global Education to the Year 2015", dont l'adoption a été proposée au Congrès européen sur l'éducation aux questions mondiales qui s'est tenu à Maastricht en 2002 (www.globaleducationeurope.net/).
29. OCDE (2001) ; voir aussi www.oecd.org/puma/citizens.
30. Par exemple le Danemark, la Norvège, la Suède et la Suisse. Voir les rapports du Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD) sur l'évaluation des performances de ses pays Membres en matière de coopération pour le développement (www.oecd.org/dac/).
31. KW Taylor Memorial Lecture, Brisbane, novembre 2000. Voir www.fdc.org.au.

Tableau 2. Soutien du public à l'aide au développement / au principe d'aide aux pays pauvres (en pourcentage du nombre de réponses) et APD en pourcentage du RNB

Pays	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	-	-	-	-	-	-	75.2	-	69.6	-	75	-	-
APD/RNB	0.42	0.40	0.38	0.36	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	-
Soutien	-	-	-	-	72	-	-	-	84	-	-	85	-
Australie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.34	0.38	0.37	0.35	0.34	0.36	0.28	0.28	0.27	0.26	0.27	0.25	-
Soutien	-	-	60	71	-	66	62.5	-	56.6	86	-	83	-
Autriche ¹	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.25	0.34	0.30	0.30	0.33	0.33	0.24	0.26	0.22	0.26	0.23	0.25	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	67	-	55	-	-	-	-
Belgique	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.46	0.41	0.39	0.39	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	-
Soutien	-	-	-	79	64	57	-	62/80	75	-	-	-	83
Canada ²	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.44	0.45	0.46	0.45	0.43	0.38	0.32	0.34	0.29	0.28	0.25	0.23	-
Soutien	-	-	-	-	-	75	83.1	73	83.6	-	-	-	-
Danemark	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.94	0.96	1.02	1.03	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.01	-
Soutien	58	-	-	67	-	-	94.2	-	95.1	-	84	-	-
Espagne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.20	0.24	0.27	0.28	0.28	0.24	0.22	0.24	0.22	0.23	0.22	0.30	-
Soutien	-	41	-	-	45	-	-	-	47	-	-	-	-
États-Unis	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
a)	-	-	-	-	-	80	-	-	-	-	79	-	-
b)	-	-	-	-	-	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	-
Finlande ³	-	-	-	-	-	-	77.2	34	69.9	51	60	-	-
APD/RNB	0.65	0.80	0.64	0.45	0.31	0.32	0.34	0.33	0.32	0.33	0.31	0.33	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	78.1	-	70	-	-	-	-
France	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.60	0.62	0.63	0.63	0.64	0.55	0.48	0.45	0.41	0.39	0.32	0.34	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	90.0	-	87.3	-	-	-	-
Grèce ⁴	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	n.d.	82	15	20	19	-							
Soutien	89	-	-	-	-	-	91	-	82	95	-	-	-
Irlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.16	0.19	0.16	0.20	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.30	0.33	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	87.3	-	78.4	-	-	-	-
Italie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.31	0.30	0.34	0.31	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.14	-
Soutien	78.8	8.29	80.3	78.2	79.2	78.7	79.8	75.7	70	71.6	64.4	74.5	-
Japon	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.31	0.32	0.30	0.27	0.29	0.28	0.20	0.22	0.28	0.35	0.28	0.23	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	91.3	-	75.1	-	-	-	-
Luxembourg	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.21	0.33	0.26	0.35	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.72	0.80	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	75	-	-	-	89.7
Pays-Bas	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.92	0.88	0.86	0.82	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	71	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.23	0.25	0.26	0.25	0.24	0.23	0.21	0.26	0.27	0.27	0.25	0.25	-
Soutien	77	-	-	-	85	-	84	-	-	88	-	88	-
Norvège	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	1.17	1.13	1.16	1.16	1.01	0.87	0.85	0.86	0.91	0.91	0.80	0.83	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	88.6	-	77.7	-	-	-	-
Portugal	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.25	0.30	0.35	0.28	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	-
Soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Royaume-Uni	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.27	0.32	0.31	0.31	0.31	0.28	0.27	0.26	0.27	0.23	0.32	0.32	-
Soutien	65	65	54	63	62	59	52	-	-	-	-	-	-
Suède	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.91	0.90	1.03	0.99	0.96	0.77	0.82	0.76	0.71	0.7	0.80	0.76	-
Soutien	-	-	-	-	75	-	-	-	-	-	-	-	80
Suisse ⁵	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
APD/RNB	0.32	0.36	0.45	0.33	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	-

Notes au tableau 2 :

1. Autriche, 1999 : la question « La coopération pour le développement est-elle une bonne chose ? » a été ajoutée dans un sondage sur le commerce équitable : 86 pour cent des personnes interrogées ont répondu oui.
2. Canada, 1997 : le déficit budgétaire national a été éliminé en 1997. On observe une augmentation marquée du soutien à l'aide au développement entre le premier sondage de février 1997 et le deuxième du mois d'août.
3. Finlande, 1997 et 1999 : pourcentage de la population considérant que l'aide étrangère fait partie intégrante de la politique étrangère.
4. La Grèce est devenue membre du CAD en 1999.
5. Suisse, 2002 : le soutien à l'aide humanitaire est de 92 pour cent.
n.d. Non disponible.

Sources : Tous les ratios APDRNB sont tirés des Rapports sur la Coopération pour le développement du CAD (2000, 1996 et 1994) ; chiffres non disponibles pour 2002.

Chiffres concernant l'opinion publique en Australie, au Canada, au Japon, aux Pays-Bas, en Norvège, en Suède, en Suisse, aux États-Unis et au Royaume-Uni : voir les fiches pays de cette étude. Les chiffres sur l'opinion publique dans les autres États Membres de l'UE sont tirés d'Eurobaromètre 46.0 et 50.1 (1996 et 1998). La question posée dans l'enquête Eurobaromètre était : « Selon vous, est-il très important, important, pas très important, ou pas important du tout d'aider les habitants des pays pauvres d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Asie, etc. à se développer ? » Le chiffre du tableau est la somme des réponses « très important » et « important ».

Les chiffres sur l'opinion publique aux États-Unis sont tirés (a) de Reilly (1999) ; pourcentage de réponses positives à la question : « Êtes-vous favorable à l'aide au développement ? », (b) des sondages du Program on International Policy Attitudes (PIPA), 1995 et 2000 ; pourcentage de personnes interrogées favorables au « principe » de l'aide.

Tableau 3. Soutien du public à l'augmentation ou au maintien du volume d'APD et APD en pourcentage du RNB

Pays		1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Allemagne	Soutien	-	-	-	39.8	-	39.7	-	-	- (83)	-
	APD/RNB	0.36	0.33	0.31	0.32	0.28	0.26	0.26	0.27	0.27	-
Australie	Soutien	-	-	-	-	-	71	-	-	74	-
	APD/RNB	0.35	0.34	0.36	0.28	0.28	0.27	0.26	0.27	0.25	-
Autriche	Soutien	-	-	-	34.3	-	36.9	-	-	- (74)	-
	APD/RNB	0.30	0.33	0.33	0.24	0.26	0.22	0.26	0.23	0.25	-
Belgique	Soutien	-	-	-	40.5	-	36	-	-	- (57)	-
	APD/RNB	0.39	0.32	0.38	0.34	0.31	0.35	0.30	0.36	0.37	-
Canada ¹	Soutien	57	-	49	-	-	58	-	70	-	88
	APD/RNB	0.45	0.43	0.38	0.32	0.34	0.29	0.28	0.25	0.23	-
Danemark	Soutien	-	-	-	44.2	-	47.9	-	-	- (78)	-
	APD/RNB	1.03	1.03	0.96	1.04	0.97	0.99	1.01	1.06	1.01	-
Espagne	Soutien	-	-	-	79	-	79	-	-	70 (87)	-
	APD/RNB	0.28	0.28	0.24	0.22	0.24	0.24	0.23	0.22	0.30	-
États-Unis ²	Soutien	-	-	79	-	-	-	-	-	81	-
	APD/RNB	0.15	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10	0.11	-
Finlande	Soutien	-	-	-	64.5	-	54.8	30	-	- (93)	74
	APD/RNB	0.45	0.31	0.32	0.34	0.33	0.32	0.33	0.31	0.33	-
France	Soutien	59	63	58	48	-	62	64	-	- (96)	-
	APD/RNB	0.63	0.64	0.55	0.48	0.45	0.41	0.39	0.32	0.34	-
Grèce ³	Soutien	-	-	-	71.3	-	67.9	-	-	-	-
	APD/RNB	-	-	-	-	n.d.	-	0.15	0.20	0.19	-
Irlande	Soutien	-	-	-	73.3	-	66.6	-	-	- (78)	-
	APD/RNB	0.20	0.25	0.29	0.31	0.31	0.30	0.31	0.30	0.33	-
Italie	Soutien	-	-	-	-	-	-	69	-	- (85)	-
	APD/RNB	0.31	0.27	0.15	0.20	0.11	0.20	0.15	0.13	0.14	-
Japon	Soutien	-	-	-	-	-	-	-	68	-	-
	APD/RNB	0.27	0.29	0.28	0.20	0.22	0.28	0.35	0.28	0.23	-
Luxembourg	Soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	APD/RNB	0.35	0.40	0.36	0.44	0.55	0.65	0.66	0.72	0.80	-
Pays-Bas	Soutien	-	84	-	89.3	-	82	-	-	- (81)	79
	APD/RNB	0.82	0.76	0.81	0.81	0.81	0.80	0.79	0.84	0.82	-
Portugal	Soutien	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	APD/RNB	0.28	0.34	0.25	0.21	0.25	0.24	0.26	0.26	0.25	-
Royaume-Uni	Soutien	-	-	-	-	-	84	72	73	72 (84)	-
	APD/RNB	0.31	0.31	0.28	0.27	0.26	0.27	0.23	0.32	0.32	-
Suède	Soutien	-	-	-	-	58	63	65	66	68 (85)	-
	APD/RNB	0.99	0.96	0.77	0.82	0.76	0.71	0.7	0.80	0.76	-
Suisse	Soutien	-	-	-	-	-	-	76	-	- (84)	-
	APD/RNB	0.33	0.36	0.34	0.34	0.34	0.32	0.35	0.34	0.34	-

1. Canada 2000 et 2002 : réponses fournies par les personnes interrogées une fois informées du volume d'APD.
 2. Program on International Policy Attitudes (PIPA), 1995. Lorsque l'on a demandé aux personnes quelle serait leur réaction si les États-Unis consacraient un pour cent du budget à l'aide étrangère, 33 pour cent ont répondu que c'était trop peu et 46 pour cent que c'était à peu près correct. La situation était à peu près la même en 2001 : 13.2 pour cent pensaient qu'un ratio de un pour cent du budget fédéral était « beaucoup trop faible », 24.1 pour cent « un peu trop faible » et 43.5 pour cent « à peu près correct ».
 3. La Grèce est devenue membre du CAD en 1999.
- n.d. Non disponible.

Sources : Chiffres concernant l'opinion publique en Australie, au Canada, au Japon, aux Pays-Bas (sauf en 1996), en Norvège, en Suède, en Suisse, aux États-Unis et au Royaume-Uni : voir les fiches pays de cette étude.

Les chiffres sur l'opinion publique dans les autres États Membres de l'UE sont tirés d'Eurobaromètre 46.0 et 50.1 (1996 et 1998). La question posée dans l'enquête Eurobaromètre était : « Pensez-vous que l'aide fournie par le pays X devrait augmenter beaucoup, un peu, diminuer un peu, beaucoup, sans avis ? » Le chiffre du tableau est la somme des réponses « augmenter beaucoup ou un peu ». Aucune information n'était délivrée sur le niveau d'aide fourni par le pays en question. Cependant, la question précédente demandait aux participants d'estimer les dépenses consacrées par le gouvernement X à l'aide.

Les chiffres entre parenthèses pour 2001 sont tirés de FNUAP/MORI (2001).

Références

- ANHEIER, H., M. GLASIUS ET M. KALDOR (2001), *Global Civil Society*, Oxford University Press, RU.
- BANQUE MONDIALE (1998), *Assessing Aid — What Works, What Doesn't and Why*, World Bank Policy Research Report, Oxford University Press, Oxford. (www.worldbank.org/research/aid/aidtoc.htm).
- BERTHÉLEMY, J.C. ET A. TICHIT (2002), "Bilateral Donors' Aid Allocation Decisions: A Three Dimensional Panel Analysis", WIDER, Université des Nations unies, Helsinki.
- CHANG, H.S., A.M. FELL ET M. LAIRD (1999), *A Comparison of Management Systems for Development Co-operation in OECD/DAC Members*, OCDE–DCD(99)6, OCDE, Paris, (www1.oecd.org/dac/htm/pubs/compaid/compaid4.htm).
- COLLIER, P. ET D. DOLLAR (2001), *Development Effectiveness: What Have We Learnt?*, Development Research Group, Banque mondiale, Washington D.C.
- DFID (2000), *Public Attitudes on Development; Beliefs and Attitudes Concerning Poverty in Developing Countries*, DFID, Londres.
- EDWARDS, M. (1999), *Future Positive, International Co-operation in the 21st Century*, Earthscan, Londres.
- EDELMAN PR/STRATEGY ONE (2001), *The Relationship Among NGOs, Government, Media and Corporate Sector*, (www.edelman.com/edelman_newsroom/NGO_1-12-01/ppt0112_files/slide0041.htm).
- ENVIRONICS INTERNATIONAL (2002), *The World Economic Forum Poll: Global Public Opinion on Globalisation*, Executive Briefing (www.environicsinternational.com/global/).
- EUROPEAN CONSORTIUM FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT ET EUROBAROMÈTRE (1984), *Les européens et l'aide aux pays en développement*, n° 20, Commission européenne, Bruxelles.
- EUROPEAN FAIR TRADE ASSOCIATION (2002), *Fair Trade Yearbook 2001/03*, EFTA, Bruxelles (www.eftafairtrade.org/pdf/YRB2001ch02_EN.pdf).
- FNUAP/MORI (2001), *Population Issues in the Developing World — 1996 and 2001 Public Opinion Research*, MORI, Royaume-Uni.
- FOUGIER, E. (2001), « Perceptions de la mondialisation en France et aux États-Unis », in *Politique étrangère*, mars, Paris.
- FOY, C. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1996), *L'opinion publique et le développement international*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- HÖCK, S. ET L. WEGIMONT (2003), *The Gene Study – Structures for the Organisation, Support and Funding of Development Education in a Selection of Member States of the Council of Europe: A Comparative Analysis*, Komment / Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, CNS, Lisbonne.
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1997), *Eurobaromètre n° 46.0: Avec le citoyen, bâtir le futur de l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf).
- KAUL, I., I. GRUNBERG AND M. STERN (1999), *Global Public Goods : International Co-operation in the 21st Century*, Oxford University Press, New York.

- KLINGEMANN, H.D. ET A. RÖMMELE (dir. pub.) (2002), *Public Information Campaigns and Opinion Research. A Handbook for the Student and Practitioner*, Sage Publications, Londres.
- LUMSDAINE, D.H. (1993), *Moral Vision in International Politics: The Foreign Aid Regime 1949–1989*, Princeton University Press, New Jersey.
- MAYDA, A.M. ET D. RODRIK (2002), *Why are some people (and countries) more protectionist than others?* Department of Economics et John F Kennedy School of Government, Harvard University (<http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksgh/papers.html>).
- NOËL, A. ET J.P. THÉRIEN (2002), "Public Opinion and Global Justice", in *Comparative Political Studies*, 35(6), p. 627–652, Sage Publications, Californie.
- NOËL, A. ET J.P. THÉRIEN (1995), "From domestic to international justice: the welfare state and foreign aid", in *International Organisation*, 49(3), p. 523–53, The IO Foundational and the Massachusetts Institute of Technology, États-Unis.
- OCDE (2001), *Des citoyens partenaires : Manuel de l'OCDE sur l'information, la consultation et la participation à la formulation des politiques publiques*, OCDE, Paris. (www1.oecd.org/publications/e-book/4201131e.pdf).
- OLSEN, G.R. (2001), "European Public Opinion and Aid to Africa : Is There A Link? ", *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 39, n° 4, Cambridge University Press.
- ONU–CESAP (2001), *Economic and Social Survey of Asia and the Pacific*, Development Research and Policy Analysis Division, ONU–CESAP, Bangkok (www.unescap.org/drpad/publication/survey2001/).
- OVERSEAS DEVELOPMENT INSTITUTE (1999), *What Can We Do With A Rights-Based Approach To Development?*, Briefing Paper n° 3, septembre, ODI, Londres (www.odi.org.uk/briefing/3_99.html).
- PROGRAM ON INTERNATIONAL POLICY ATTITUDES (2001), *Americans on Foreign Aid and World Hunger; A Study of US Public Attitudes*, PIPA, Washington, D.C. (www.pipa.org).
- PROGRAM ON INTERNATIONAL POLICY ATTITUDES (1998), *Seeking a New Balance : A Study of American and European Policy Attitudes on Transatlantic Issues*, PIPA, Washington D.C.
- PROGRAM ON INTERNATIONAL POLICY ATTITUDES (1995), *Americans and Foreign Aid; A Study of American Public Attitudes*, PIPA, Washington, D.C.
- REILLY, J. (dir. pub.) (1999), *American Public Opinion and US Foreign Policy 1999*, The Chicago Council on Foreign Relations, Chicago.
- RISSE–KAPPEN, T. (1991), "Public Opinion, Domestic Structure, and Foreign Policy in Liberal Democracies", in *Worlds Politics* 43, p. 479–512, The Johns Hopkins University Press, États-Unis.
- SCHOLTE, J.A. (1999), "Global Civil Society: Changing the World? ", CSGR Working Paper n° 31/99 (www.warwick.ac.uk/fac/soc/CSGR/wpapers/wp3199.PDF).
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), *L'opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1999), avec la collaboration de T. GERMAN ET J. RANDEL , *Stakeholders: Government–NGO Partnerships for International Development*, Earthscan, Londres.
- SOLAGRAL ET UNESCO–MOST (2002), «Global Civil Society : Its Rise to Power », *Courrier de la Planète*, No. 63, Solagral, Montpellier.
- STERN, M. (1998), *Development Aid : What the Public Thinks*, Office of Development Studies, PNUD, New York.
- TALLONTIRE, A., E. RENTSENDORJ ET M. BLOWFIELD (2001), Literature survey on ethical consumerism, Policy Series n° 12, Natural Resources Institute, Chatham, Royaume-Uni (www.nri.org/publications/PolicySeriesNo12.pdf).
- TARP, F. ET P. HJERTHOLM (2000), *Foreign Aid and Development, Lessons Learnt and Directions for the Future*, Routledge, Londres et New York.
- YANKELOVICH, D. (1991), *Coming to Public Judgement: Making Democracy Work in a Complex World*, Syracuse University Press, New York.

Chapitre 2

L'éducation à la citoyenneté globale (ECG) dans l'Europe élargie

Par Eddie O'Loughlin et Liam Wegimont

« Au seuil du nouveau millénaire apparaît un nouveau modèle du citoyen mondial. Il puise ses racines dans le passé, par l'éducation et la tradition, et touche au présent en visualisant l'avenir. Les bases du citoyen mondial et la pierre angulaire de l'éthique mondiale sont l'acceptation, la compréhension et la tolérance.

Ce que nous avons compris, au terme de ce projet, c'est que notre planète est devenue une mosaïque complexe de nations, de pays et d'individus. Ni les combats ni l'autoritarisme des tout-puissants n'ont jamais rien résolu. L'interdépendance, la coopération, la solidarité et le dialogue sont les ingrédients essentiels, les seuls capables de garantir pour l'avenir un développement régulier et progressif de tous les aspects de la vie. Notre futur nous appartient. Les chemins que nous traçons aujourd'hui dessinent les contours de notre avenir. »¹

Harris Paraskeva, étudiant chypriot, commentant l'importance pour les étudiants d'un projet d'éducation à la citoyenneté globale (ECG) dans l'Europe élargie, auquel il a participé pendant trois ans.

L'ECG et les Objectifs de développement du Millénaire

Accéder à un développement durable pour tous, faire respecter les droits de la personne et garantir la sécurité humaine en renforçant la cohésion sociale dans le monde sont des objectifs réalisables, quoique la tâche ne soit pas aisée. Comment atteindre ces objectifs ? Quels sont les obstacles à surmonter ? En premier lieu, comment faire pour atteindre d'ici 2015 les Objectifs de développement du millénaire (ODM) fixés par l'ONU ? L'expérience passée donne certains éléments de réponse à ces questions. Commentant le chemin parcouru entre la Conférence de Rio de 1992 et le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg en 2002, les analystes se sont demandés pourquoi les espoirs et les promesses de Rio ne s'étaient pas réalisés pendant cette décennie. La réponse commune et consensuelle est : « faute de volonté politique, les objectifs de développement ne pouvaient pas être atteints ».

« Nous connaissons les problèmes et nous connaissons la solution — le développement durable. Ce qui nous manque ? La volonté politique ! »²...

Verra-t-on en 2015 la communauté internationale fêter la réalisation des ODM ou au contraire déplorer un nouvel échec et reporter sa promesse *sine die* ? « L'espoir déçu rend le cœur malade », écrivait Shakespeare.

Ce chapitre ne prétend pas répondre à chacune de ces questions. Il s'intéresse à un obstacle en particulier et, point positif, propose des solutions possibles pour le surmonter. Cet ouvrage montre que, s'il soutient massivement la solidarité mondiale, le public des pays Membres du CAD reste peu sensibilisé aux questions de développement. Or, cette lacune risque d'entraver la réalisation des ODM. Le facteur décisif, pour la combler, est de mettre l'accent sur l'éducation aux questions mondiales et la sensibilisation du public.

Comment peut-on l'affirmer ? On sait que les promesses de Rio n'ont pu être tenues par manque de volonté politique et que la volonté politique est intimement liée à l'opinion publique. Bien entendu, cette relation est complexe, tout comme la nature du soutien et de la sensibilité du public. Cependant, pour que la volonté (ou l'espace) politique se renforce en faveur d'une plus grande équité sociale dans le monde, le public doit acquérir une plus grande sensibilité critique et une meilleure connaissance des questions mondiales (de développement). « L'ECG » est une clé essentielle pour y parvenir (voir l'encadré 1).

Encadré 1. Qu'est-ce que l'éducation à la citoyenneté globale (ECG)?

« L'ECG » recouvre l'éducation au développement, aux droits de la personne, à la durabilité, à la compréhension mutuelle et à la prévention des conflits, ainsi que d'autres disciplines pédagogiques liées au changement social dans le monde. Elle représente la dimension mondiale de l'éducation à la citoyenneté.

Une définition pratique et utile nous est donnée par le Réseau des coordinateurs nationaux de la Semaine de l'éducation aux questions mondiales des États membres du Conseil de l'Europe : « L'ECG est une forme d'éducation qui ouvre les yeux et l'esprit des individus sur les réalités du monde et leur fait prendre conscience de la désirabilité d'un monde plus juste, plus équitable et respectueux des droits de toute personne ».

Plusieurs structures nationales d'Europe occidentale, telles que NCDO aux Pays-Bas et la fondation suisse Éducation et Développement, accordent une place croissante à ce concept. Il est encore plus pertinent dans les pays d'Europe centrale et orientale, qui n'ont pas de tradition en matière d'éducation au développement mais une expérience et une capacité d'innovation supérieures dans des domaines ayant des contenus et des aspects connexes. Ainsi de l'instruction civique, l'éducation aux droits de la personne, l'éducation environnementale, etc. Dans le contexte élargi des États membres du Conseil de l'Europe, l'approche de l'éducation à la citoyenneté globale est particulièrement utile.

Source : O'Loughlin et Wegimont (2002). Osler et Vincent (2002) livrent un commentaire intéressant sur le concept d'éducation globale.

Comme le montre le chapitre 1, il existe une corrélation approximative entre les dépenses consacrées à l'éducation au développement et la vigueur du soutien du public. Cela rejoint les conclusions de Hilleges (2002) qui, à partir de travaux de World University ServicesUS Allemagne, a analysé les dépenses totales et par habitant consacrées à l'éducation et à l'information en 1999 par les pays du CAD : en termes de dépenses par habitant, la Norvège vient en tête (1.8 dollar par habitant), suivie par le Luxembourg (1.67), le Danemark (1.2) et les Pays-Bas (0.95). Dans la plupart des pays du CAD, ce poste budgétaire est inférieur à un demi-dollar par habitant. Ces travaux soulignent néanmoins la difficulté d'établir des comparaisons entre pays en raison notamment des différences d'intitulés des budgets consacrés à l'éducation au développement, à l'information, etc.

L'ECG en Europe : un tableau contrasté

Les recherches et les données sur l'opinion publique et les connaissances du public sont très précieuses pour les programmes d'éducation aux questions mondiales : elles permettent à la fois de suivre les changements, et d'améliorer le ciblage et le contenu des activités sur la base des lacunes identifiées dans les connaissances et l'information du public³. Dans ce contexte, le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe (CNS/CDE) a lancé en 2001 un projet visant à dresser un état des lieux de

l'ECG en Europe⁴. Ce projet a une portée très large à deux égards : il dépasse le cadre de l'UE et du CAD pour inclure les 44 États membres du Conseil de l'Europe et couvre un éventail de structures et d'initiatives d'ECG qui ne se limite pas à « l'éducation au développement » au sens strict.

L'un des constats les plus frappants est la diversité des stades de développement de l'ECG dans les pays d'Europe. Cette diversité reflète largement les écarts de développement économique, social et culturel. Les États d'Europe de l'Ouest font partie du club des pays riches donateurs d'APD, du CAD, et la plupart sont membres de l'Union européenne. Les États d'Europe centrale et orientale, qui ne sont membres ni du CAD ni de l'UE, se caractérisent par des économies moins développées. Leurs initiatives d'éducation aux questions mondiales sont fragiles et insuffisamment subventionnées, quoique maintes expériences intéressantes soient en train d'émerger. Sur ces 27 pays non membres du CAD, 12 sont candidats à l'adhésion à l'UE. Dans le cadre du processus de pré-adhésion, ils s'efforcent d'harmoniser leurs politiques, dont la coopération pour le développement, avec celles des États membres de l'UE. Ils sont encouragés, dans cette perspective, à mettre en place ou étoffer leurs propres programmes de coopération pour le développement, y compris leurs activités d'éducation au développement. Leurs structures d'ECG traditionnelles viennent compléter ces efforts.

L'une des raisons ayant conduit à établir une distinction entre les États membres du Conseil de l'Europe qui sont Membres du CAD et ceux qui n'en sont pas membres est que l'ECG est déjà bien développée dans les pays qui ont un programme d'APD. En général, ces pays allouent un poste budgétaire spécifique aux initiatives d'éducation et de sensibilisation au développement et certains disposent de structures de financement et de soutien — deux facteurs importants pour la croissance de l'éducation aux questions mondiales⁵. Les structures de soutien contribuent à renforcer les capacités non seulement de l'éducation au développement en tant que telle, mais aussi d'autres formes d'ECG, telles que l'éducation anti-raciste, l'éducation à la durabilité, etc.

Les pays Membres du CAD ont beau disposer de capacités financières supérieures, tous les avantages ne sont cependant pas de leur côté. Les pays non membres du CAD se montrent souvent disposés à introduire l'ECG dans les écoles, parfois dans le contexte des réformes de l'éducation en cours ou parce que les programmes scolaires accordent une plus large place à cette discipline. Au cours des 15 dernières années, un grand nombre de ces pays ont apporté à leurs systèmes d'éducation des changements radicaux, d'ordre général, qui, dans certains cas, ont permis à l'éducation aux enjeux planétaires de se développer plus rapidement et de manière plus systémique que dans les pays Membres du CAD.

Tendances de l'ECG dans les États membres du Conseil de l'Europe et du CAD

Depuis l'émergence du *Nationale Commissie voor Internationale Samenwerking en Duurzame Ontwikkeling* (Comité national pour la coopération internationale et le développement durable, NCDO) aux Pays-Bas il y a 30 ans⁶, le nombre de pays dotés de *structures nationales de soutien et de financement de l'éducation au développement* a augmenté lentement mais régulièrement. Le NCDO a été rejoint par *KommEnt* (Autriche), la Fondation suisse Éducation et Développement et la Commission nationale belge de l'éducation au développement durable. En Allemagne, c'est le ministère de la **Coopération pour le développement (BMZ) qui assume cette fonction**. Si la société civile et d'autres acteurs participent aux processus de financement et de soutien de ces structures, dans des pays tels que le Royaume-Uni et la Norvège, le financement et le soutien publics et la coordination nationale sont également organisés en consultation ou par le biais de structures d'ONG comme *Rorg* (en Norvège) ou la *Development Education Association* (au Royaume-Uni). Qui plus est, ces structures coopèrent de plus en plus à l'échelle internationale⁷.

Tandis que, partout en Europe, les acteurs de l'éducation aux enjeux planétaires se démènent pour développer l'enseignement de cette discipline, on observe parallèlement une *intégration croissante de l'éducation globale formelle dans les programmes scolaires*. Les ministères de l'Éducation, les

centres d'élaboration des programmes scolaires, les ONG et les structures d'éducation locales ont renforcé leur collaboration pour définir des stratégies qui permettent d'intégrer les questions mondiales, de développement et de justice dans les cursus. Il n'est que de citer, par exemple, le programme irlandais *Civics Social and Political Education*, les travaux sur le thème *Global Dimensions of Citizenship* (DEA et OXFAM au Royaume-Uni), les activités de la Fondation suisse Éducation et Développement et le réseau "World of Possibilities" du *National Innovative Centre* au Danemark. Ces initiatives et leurs partisans poursuivent une stratégie commune, faire en sorte que l'éducation aux questions mondiales ne soit pas considérée comme un « plus » ou un luxe mais qu'elle s'intègre véritablement dans le programme scolaire. Cette approche considère l'ECG comme un bien public et un droit, non comme un privilège. Autrement dit, selon elle, seule une éducation à la citoyenneté globale est une éducation complète.

On observe par ailleurs une tendance croissante à la *coordination nationale des approches d'éducation au développement des acteurs de la société civile* et une différenciation croissante des approches. Les ONG de développement (ONGD) coordonnent toujours davantage leurs efforts. Cela étant, l'éducation aux questions mondiales n'est plus considérée comme le pré carré des ONG de développement. Dans tous les pays apparaissent des structures de coordination nationale des initiatives d'éducation à la citoyenneté globale des différents acteurs de la société civile (tels que les syndicats, les mouvements de femmes et les organisations de jeunesse). Bon nombre de ces structures sont inspirées ou soutenues à l'origine par les ONG de développement, mais ce n'est pas systématique. Il s'agit là d'une tendance stimulante qui permet aux acteurs de la société civile du Nord et du Sud de nouer des liens entre eux, en dehors de toute influence médiatrice des ONG de développement ou du « paradigme du développement »⁸.

L'importance croissante accordée à la qualité, l'impact, l'efficacité et l'évaluation par les organismes de coordination nationaux, les structures de soutien et les organisations internationales a favorisé l'élaboration de modèles d'évaluation de l'efficacité appropriés, qui ont donné de premiers résultats. Certains acteurs de l'ECG ont beau continuer de s'opposer à l'évaluation, la nécessité d'élaborer des mécanismes d'évaluation appropriés est de plus en plus reconnue.

Dans un nombre croissant de pays, des voix s'élèvent pour réclamer une augmentation du budget de l'éducation à la citoyenneté globale, ainsi que l'allocation d'un pourcentage défini de l'APD à l'ECG. Cela n'a rien de surprenant, si l'on en juge par la modicité des fonds actuellement consacrés à ces activités (voir le tableau 1).

Les initiatives d'ECG ayant généralement une portée nationale, les pourcentages préconisés varient d'un pays à l'autre. En Norvège, on demande que 3 pour cent de l'APD soient affectés au financement de l'éducation aux enjeux planétaires. *Venro*, la fédération des ONGD allemandes, réclame 2 pour cent. Les ONGD et les organisations de la société civile d'Irlande, ainsi que les deux principaux partis politiques d'opposition du pays, sollicitent 5 pour cent de l'aide bilatérale (soit environ 3 pour cent de l'APD)⁹. Quel que soit le pourcentage exact, ces demandes représentent une première étape concertée, d'importance, dans le processus qui pourrait voir les pays donateurs décider à l'échelle nationale du pourcentage d'APD à allouer à l'ECG. Ces demandes sont globalement conformes à la proposition du PNUD d'allouer 3 pour cent de l'APD à l'éducation au développement. Elles rejoignent également les conclusions du Sommet de Johannesburg, appelant les pays à consacrer à l'éducation et à la sensibilisation au développement durable un volume de ressources accru et correspondant aux besoins¹⁰. Elles sont cependant très en retrait par rapport à d'autres propositions comme celle d'Edwards (1999), qui suggère que 20 pour cent de l'APD soient dévolus à l'éducation aux questions mondiales, avec un doublement immédiat des fonds. Certains commentateurs préféreraient que les dépenses d'ECG soient ramenées au nombre d'habitants, et d'autres encore qu'elles soient corrélées avec les dépenses du ministère de l'Éducation¹¹.

Le renforcement de la coopération internationale pour l'éducation et l'information globales est une autre évolution positive. En novembre 2001, le Conseil des Ministres de l'UE a signé une résolution concernant l'éducation au développement, qui invite les États membres à partager davantage leurs

Tableau 1. Dépenses d'éducation et d'information sur le développement en pourcentage de l'APD dans les pays les plus actifs en matière d'éducation au développement

		<i>Autriche</i>	<i>Allemagne</i>	<i>Irlande</i>	<i>Royaume-Uni</i>	<i>Norvège</i>
1999	APD/PNB	0.25	0.26	0.31	0.23	0.91
	ED/ APD	0.75	Combiné 0.14	0.55	0.032	0.44
	Info/APD	0.30		0.081	0.042	0.12
2000	APD/PNB	0.22	0.27	0.30	0.31	0.89
	EG/ APD	0.63	Combiné 0.14	0.64	0.11	0.48
	Info/APD	0.23		0.016	0.35	0.12

Sources : enquête GENE (NCDE, NCDO, KommEnt, DEA, BMZ, Fondation suisse, Rorg Norvège) ; *Reality of Aid*, OCDE, (*DEA Journal*).

expériences et leurs stratégies et à créer des réseaux pour améliorer l'éducation à la citoyenneté globale en Europe. En outre, les « responsables de l'information » des ministères des Affaires étrangères et des agences de développement des pays Membres du CAD se réunissent annuellement de manière informelle pour échanger idées et expériences, et le Secrétariat du CAD prépare à leur attention des exposés sur des sujets d'actualité. Le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe s'efforce toujours plus de faciliter l'établissement de réseaux d'éducation aux enjeux planétaires dans le monde, à différents niveaux d'intervention — pour les praticiens et pour les décideurs par exemple¹². Trente États membres du Conseil de l'Europe ont pris part à la Semaine de l'éducation aux questions mondiales en 2001, et ils seront 35 ou plus en 2002¹³. Parmi les autres initiatives régionales et infrarégionales, on peut citer celle du Conseil nordique, qui a invité tous les ministres de l'Éducation et du Développement des pays nordiques à s'intéresser à l'éducation et au développement dans les pays en développement et industrialisés. On peut mentionner, enfin, la *Stratégie d'éducation au développement durable et d'éducation environnementale* de la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (CEE-ONU) qui sera lancée à Kiev au début de 2003.

Tendances de l'ECG dans les États membres du Conseil de l'Europe et non membres du CAD

Le contraste est très marqué entre les États membres du Conseil de l'Europe, dont les programmes d'éducation aux questions mondiales sont les plus avancés, et les pays qui ne sont membres ni du CAD ni de l'UE. Toutefois, en dépit d'un manque de ressources financières et de structures de soutien, certains États membres du Conseil de l'Europe n'appartenant pas au CAD possèdent certains avantages dont ne peuvent se prévaloir leurs collègues occidentaux :

- *Plus d'espace dans les programmes scolaires, et dans certains cas¹⁴, davantage de possibilités pour des projets d'ECG transdisciplinaires ou hors-programme scolaire (mais néanmoins structurés).*
- *Meilleure prédisposition à une modification radicale des programmes.*

- Possibilité d'introduire des changements relativement rapidement en raison du caractère décentralisé (quoique toujours très formaliste) des structures d'éducation de certains pays.
- Caractère de nécessité : nombre d'éducateurs conçoivent l'enseignement et l'apprentissage de la dimension globale non pas comme un luxe mais comme une nécessité, rendue encore plus pressante par les situations sociale, économique et des droits de la personne dans le monde.

En général, dans les pays candidats à l'UE (Bulgarie, République tchèque¹⁵, Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie et Slovénie), l'instruction civique est dispensée par le biais du programme scolaire formel et possède souvent une solide composante internationale. De plus, la popularité croissante de l'éducation environnementale et de l'éducation à la durabilité, en particulier dans les pays baltes, est très encourageante.

Les premières initiatives d'ECG mises en œuvre par les gouvernements, les ONG, la société civile et les organisations internationales dans les pays candidats à l'UE sont prometteuses. Ces dernières années, un grand nombre de ces pays ont participé très activement à la Semaine de l'ECG du Centre Nord-Sud¹⁶. En 2001, par exemple, les 43 districts scolaires de Roumanie ont lancé un projet pilote avec le soutien du ministère de l'Éducation et de la Recherche et l'Inspection des programmes périscolaires. Il est prévu en 2002 d'étendre ce projet à l'ensemble du système national.

L'éducation aux questions mondiales se développe aussi en Estonie. Des cours d'instruction civique sont dispensés dans les établissements primaires et secondaires. Le pays a mis en place un programme d'aide au développement, pour l'instant encore modeste (doté d'un budget de 0.01 pour cent du PIB en 2000). Depuis 2001, une division distincte du ministère des Affaires étrangères s'occupe de la coopération pour le développement. Des efforts sont mis en œuvre pour développer les ONGD estoniennes par le biais du projet *Trialog* soutenu par l'UE. L'Estonie prend elle aussi activement part à la Semaine de l'ECG.

Les îles-États de Chypre et Malte se distinguent des pays susmentionnés au sens où, contrairement à la majorité des pays candidats à l'UE, elles n'ont pas connu le socialisme centralisé et sont relativement prospères. Ces dernières années, elles ont participé avec enthousiasme à la Semaine de l'ECG¹⁷. Si, dans ces pays, l'éducation aux questions mondiales reste tributaire de l'intérêt et de l'engagement d'un petit nombre de personnes, en particulier les enseignants, les ministères de l'Éducation soutiennent massivement les initiatives menées dans ce domaine. De fait, ce sont ces ministères qui, dans les deux pays, ont lancé les premières initiatives d'ECG.

Particularité commune à la plupart des pays non membres du CAD, les efforts menés dans le domaine de l'éducation aux enjeux mondiaux pâtissent d'un manque cruel de ressources — supports pédagogiques et formation pour les enseignants, par exemple. Comptant parmi les pays les plus pauvres d'Europe, beaucoup d'entre eux doivent prendre en main leur propre développement politique, économique et social. Malgré tout, grâce au dévouement de quelques fonctionnaires, enseignants, éducateurs et ONG, des initiatives intéressantes liées à l'éducation aux questions mondiales ont pu voir le jour dans ces pays. En Moldavie, par exemple, des activités sont organisées pendant la Semaine de l'ECG. De leur côté, la Russie, la Géorgie et l'Ukraine participent à la Stratégie d'éducation à la durabilité de la CEE-ONU.

L'ECG, soutien éclairé du public et objectifs de développement

La réalisation des ODM passe par le soutien d'un public éclairé et informé. Bien que les Européens ne soient encore que superficiellement informés, l'ECG dans la région progresse à de nombreux points de vue : intégration croissante dans les systèmes éducatifs ; coordination accrue à l'échelon national ; et attention portée à l'impact et à la qualité de ce type d'éducation. La généralisation

progressive de l'évaluation et du partage des stratégies et pratiques exemplaires est également encourageante¹⁸. Dans les pays d'Europe centrale et orientale, l'éducation aux questions mondiales gagne rapidement du terrain, en dépit du manque de ressources et de coordination.

Mais il ne s'agit là que de la partie émergée de l'iceberg : l'objectif ultime, pour les spécialistes du domaine, est que tous les citoyens européens aient accès à une ECG de qualité. Imaginons les conséquences d'un accès universel, en Europe, au type d'éducation décrit par Harris Praskeva au début de ce chapitre. Combien le soutien à l'équité dans le monde progresserait si tous les Européens partageaient une même vision globale, fondée sur une information éclairée ! Peut-on espérer voir naître de cette situation un élan politique propice à la réalisation des Objectifs de développement du millénaire, voire à des objectifs plus ambitieux ? Sur la base de l'expérience du Centre Nord-Sud concernant cette éducation dans les États membres du Conseil de l'Europe, il y a de bonnes raisons de croire qu'elle contribuera à sensibiliser le public, en lui transmettant une connaissance éclairée des questions de développement, qui favoriserait alors un plus ample soutien à la cohésion sociale et à la sécurité humaine pour tous.

Notes

- * Eddie O'Loughlin, Consultant en affaires publiques et sociales, et de développement, Irlande.
1. O'Loughlin et Wegimont (2002).
 2. Jonathan Porrit, «*Can She Sustain It?*», *The Guardian*, mardi 1er octobre 2002.
 3. Sur l'importance du suivi de l'opinion publique pour l'efficacité de l'éducation aux questions mondiales, voir l'exemple de l'Irlande dans O'Loughlin et al. (2000).
 4. Cette analyse s'inspire de O'Loughlin et Wegimont (2003) et de O'Loughlin (2002).
 5. Pour un aperçu des structures de financement et de soutien nationales, voir Höck et Wegimont (2003).
 6. Appelé à l'origine NCO. Voir www.ncdo.nl.
 7. L'initiative GENE — Réseau européen d'éducation globale — réunit des structures existantes et émergentes de soutien à l'apprentissage mutuel, dans le but de faire partager ces connaissances avec les pays qui envisagent de se doter de telles structures. Voir www.nscentre.org.
 8. Edwards (1999) et Edwards et Gaventa (2001) pensent que c'est actuellement l'une des pistes les plus encourageantes.
 9. Voir PNUD (1999), *Rapport sur le développement humain*. Les auteurs tiennent à remercier Arnfinn Nygaard (Rorg, Norvège) pour avoir attiré leur attention sur ce point.
 10. Voir Sommet de Johannesburg, *Déclaration finale*, para.75
 11. A cet égard, les auteurs expriment leur profonde reconnaissance aux membres de la cellule de réflexion préparatoire au Congrès européen de l'ECC, en particulier Helmuth Hartemyer, Günter Hilleges, Annette Schuepflug et Mats Aaberg.
 12. Ses initiatives incluent la Semaine de l'ECC, pour les praticiens de la coordination nationale, GENE (Réseau européen d'éducation globale), pour les structures nationales de soutien, et le Cadre stratégique européen pour l'amélioration et le renforcement de l'éducation aux questions mondiales à l'horizon 2015 (*European Strategy Framework for Improved and Increased Global Education to the Year 2015*), né du Congrès européen de l'ECC de novembre 2002 (www.globaleducationeurope.net). Voir Lemmers (2001).
 13. Les 30 États membres du CDE qui ont participé à la Semaine de l'ECC en 2001 sont : l'Albanie, l'Allemagne, l'Autriche, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Moldavie, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie.
 14. Par exemple, la Semaine de l'ECC s'est rapidement popularisée en Roumanie.
 15. Selon Lubja Zabloudilova, de l'Association tchèque des professeurs principaux des établissements secondaires, les enseignants tchèques ont toujours été ouverts sur le monde car c'était une question de survie pour un petit État d'Europe centrale (O'Loughlin et Wegimont, 2002). Lors des réunions préparatoires du Sommet mondial de Johannesburg, la République tchèque a obtenu que l'on ajoute dans le texte un passage sur l'importance de l'éducation au développement durable. Une analyse du rôle de pays comme la République tchèque et la Norvège dans ce processus pourrait être instructive.

16. Des informations sur la Semaine de l'ECC sont disponibles à l'adresse www.nscentre.org.
17. Voir les études de cas de O'Loughlin et Wegimont (dir. pub.)(2002). Pour des informations sur la question générale de la réforme de l'enseignement dans les îles-États, voir Bray (1992) ; Bray et Packer (1993) ; et Wegimont (1999).
18. La possibilité, en novembre 2002, que soit adopté un Cadre stratégique européen pour l'amélioration et le renforcement de l'éducation aux questions mondiales à l'horizon 2015 (*European Strategy Framework for Improving and Increasing Global Education to the Year 2015*) est aussi un signe encourageant. Voir www.globaleducationeurope.net.

Références

- BRAY, M. (1992), *Making Small Practical: The Organisation and Management of Ministries of Education in Small States*, Secrétariat du Commonwealth, Londres.
- BRAY, M. ET S. PACKER (1993), *Education in Small States: Concepts, Challenges and Strategies*, Pergamon Press, New York.
- EDWARDS, M. (1999), *Future Positive: International Co-operation in the 21st Century*, Earthscan, Londres.
- EDWARDS, M. ET J. GAVENTA (dir. pub.) (2001), *Global Citizen Action*, Earthscan, Londres.
- HILLEGES, G. (2002), *Entwicklungspolitische Bildungsarbeit: Initiativen und Netzwerke für globalen Wandel*, Freie Hansestadt Bremen.
- HÖCK, S. ET L. WEGIMONT (2003), *The GENE study: A Survey Of Structures of Support and Funding for Development Education in 7 Member States of the Council of Europe*, Komment/Centre Nord-Sud, CNS, Lisbonne.
- LEMMERS, J. (2001), *Development Education: Building Public Awareness, Deepening Public Knowledge and Increasing Critical Public Support for Development Co-operation*, document présenté à la réunion informelle d'experts du Centre de Développement de l'OCDE, octobre, Dublin.
- O'LOUGHLIN, E. ET L. WEGIMONT (dir. pub.) (2002), *Strategies for Increasing and Improving Global Education for Sustainable Development*, CNS/Conseil de l'Europe, Lisbonne. Disponible en ligne à l'adresse www.nscentre.org/ www.globaleducationeurope.org.
- O'LOUGHLIN, E. ET L. WEGIMONT (2003), *The State of Global Education in the 44 Member States of the Council of Europe*, Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Lisbonne.
- O'LOUGHLIN, E. (2002), "Global Education in the 44 Member States of the Council of Europe" in E.O'Loughlin et L. Wegimont (dir. pub.), *Strategies for Increasing and Improving Global Education for Sustainable Development*, CNS/Conseil de l'Europe, Lisbonne, disponible en ligne à l'adresse www.nscentre.org et www.globaleducationeurope.org.
- O'LOUGHLIN, E., P. QUIGLEY ET L. WEGIMONT (2000), *Irish Attitudes Towards Overseas Development: Challenges for a Research Agenda*, DEFY Research Series, Dublin.
- OSLER, A. ET K. VINCENT (2002), *Citizenship and the Challenge of Global Education*, Trentham Books, Stoke-on-Trent.
- PNUD (1999), *Rapport sur le développement humain 1999*, PNUD, États-Unis.
- WEGIMONT, L. (1999), *Education For Development: The Key to Change*, Institut mauricien d'éducation/UNICEF Maurice.

Chapitre 3

Notes pays

Allemagne

Antje Fiehn et Ida Mc Donnell*

Contexte

En chiffres absolus, l'Allemagne est le troisième donneur mondial d'aide publique au développement (APD) et le premier au sein de l'UE. Depuis 1998, le gouvernement accorde une priorité accrue à la coopération pour le développement par le biais de son programme d'action : « Réduire la pauvreté, une responsabilité mondiale : programme d'action 2015. La contribution du gouvernement allemand à la réduction de moitié de la pauvreté dans le monde ». Ce programme vise également à mieux expliquer au public la nécessité de faire reculer la pauvreté dans le monde. La préface, rédigée par le Chancelier, souligne que la réduction de la pauvreté et des inégalités entre et au sein des pays est une condition essentielle du maintien de la paix et de la sécurité dans le monde.

Le ratio APD/RNB de l'Allemagne a régressé dans les années 90. Entre 1999 et 2000, l'APD est tombée de 7.7 à 7.1 milliards de DM (0.27 pour cent du RNB), soit une diminution de 8.5 pour cent du ratio APD/RNB. En 2001, l'APD a augmenté de 4.6 pour cent pour atteindre 7.4 milliards de DM¹, mais le ratio APD/RNB s'est maintenu à 0.27 pour cent. L'un des objectifs du programme d'action est de rapprocher le ratio APD/RNB de l'objectif de 0.7 pour cent, considéré nécessaire pour que le niveau de pauvreté diminue de moitié d'ici 2015. Toutefois, depuis l'annonce de ce programme d'action, le gouvernement a dû recourir à de sévères mesures d'austérité budgétaire, qui ont éclipsé ses efforts pour renforcer la coopération. En vertu de ce programme d'austérité – *Deutschland erneuern*, "Renouveau allemand" – l'objectif de lutte contre la pauvreté fixé pour 2015 sera poursuivi en parallèle avec des mesures visant à redynamiser la croissance économique allemande.

Depuis le 19e siècle, la société civile allemande est un solide garant de la solidarité avec les pays en développement : particuliers, associations, groupes, œuvres missionnaires et Églises se sont toujours montrés généreux avec les personnes en difficulté. Les activités contemporaines de coopération pour le développement s'inscrivent dans cette tradition et ont constamment bénéficié d'un soutien massif du public. Malgré tout, l'analyse du soutien du public allemand au cours des dernières décennies met en évidence des changements d'attitude. Les Allemands sont disposés à soutenir les pays pauvres en général mais ont peu de connaissances sur la coopération pour le développement. Dans les années 90, la fréquence et l'intensité des débats au parlement ont diminué, ce qui pourrait traduire un recul du soutien politique. La couverture médiatique s'étiolle elle aussi² (Wilmsen, 2000 ou 1999). **Enfin, le CAD (2001) note un déclin du soutien du public :**

La mise en œuvre du Programme d'action 2015, qui fait de la réduction de la pauvreté l'objectif numéro un de toutes les politiques de coopération pour le développement, nécessitera un appui massif et une bonne compréhension de ces questions de la part du public.

Les ONG sont les principaux acteurs œuvrant pour sensibiliser davantage le public aux questions de développement. L'organisme de coordination des ONG, VENRO, s'efforce d'accroître leur influence en Allemagne et encourage la coopération des ONG dans le domaine de l'éducation au développement. Le gouvernement soutient de plus en plus ces activités, auxquelles il participe souvent.

Les six fondations allemandes affiliées aux partis politiques mènent elles aussi des activités de coopération pour le développement. Leur principal objectif est de promouvoir la démocratisation des pays en développement et en transition. En 1999, le gouvernement a soutenu ces deux catégories d'activités à hauteur de 302.6 millions et 51.7 millions de DM respectivement. Cet investissement est également considéré comme important pour l'éducation au développement des (futurs) dirigeants politiques de l'Allemagne.

Le gouvernement allemand reconnaît combien sont importants le soutien du public à la coopération pour le développement international et son intérêt pour cette question. En 2000, le parlement a décidé de faire de l'éducation au développement l'une des trois priorités du programme d'APD allemand. Le gouvernement a élaboré une politique et octroyé un budget conséquent au ministère de la Coopération pour le développement (*Bundesministerium für wirtschaftliche Zusammenarbeit und Entwicklung*, BMZ). En 2000, les sondages sur l'opinion publique à l'égard du développement ont repris. Des enquêtes régulières fourniront au BMZ et aux ONG une base plus solide pour l'élaboration de leurs stratégies actives d'éducation au développement.

Opinion publique

En 2000, et pour la première fois depuis 1994, le BMZ a effectué un sondage d'opinion. Cette initiative s'explique par la volonté du gouvernement de recueillir des informations de meilleure qualité sur l'attitude du public à l'égard de la coopération pour le développement. Le gouvernement a l'intention de réaliser ce type de sondage tous les deux ou trois ans, comme dans les années 80. Dans l'intervalle, pouvoirs publics et ONG ont utilisé les résultats des enquêtes Eurobaromètre³, mais tous déplorent leur manque de détails sur les degrés d'opinion et de connaissances du public.

Le soutien du public s'est élevé à environ 69 pour cent en moyenne au cours des dernières années, culminant en 1991. Pendant les dix années qui ont suivi, le niveau de soutien a baissé de 10 pour cent. Le sondage de 2000 était destiné uniquement à l'usage interne du gouvernement mais les experts confirment ce résultat (même si les questions posées n'étaient pas tout à fait les mêmes que dans les sondages précédents). D'après la présentation qu'a faite le BMZ de ce sondage à un groupe d'examen de l'aide du CAD, l'intérêt du public pour les questions liées à la politique de développement resterait faible en Allemagne et le public se sentirait globalement peu informé. Au total, 75 pour cent des personnes interrogées (en 2000) semblent estimer « important » que l'Allemagne aide les pays pauvres. Même si des questions plus spécifiques montrent qu'un tiers des personnes interrogées est très favorable à la coopération pour le développement, un tiers est plutôt tiède, tandis que le dernier tiers semble opposé à la coopération pour le développement. La comparaison avec les résultats d'Eurobaromètre et les résultats non publiés d'une enquête de l'ONGD allemande *Misereor* conduit aux mêmes conclusions.

L'analyse des réponses (environ 90 pour cent) du sondage de 2000 distingue trois catégories de personnes interrogées et met en évidence un lien étroit entre le degré de soutien à la coopération pour le développement et la connaissance et la compréhension des problèmes des pays en développement⁴. Ces catégories sont les suivantes :

1. Les personnes convaincues de l'importance de la coopération pour le développement sont vivement ou très intéressées par les questions de développement et ont une bonne ou une très bonne connaissance des problèmes des pays en développement. Elles considèrent l'aide à ces pays comme importante ou très importante (11 pour cent).
2. Les personnes n'ayant pas d'opinion tranchée sur la politique de développement sont moins conscientes des problèmes des pays en développement et pensent que l'aide à ces pays n'est pas très importante (52 pour cent).
3. Les personnes indifférentes à la politique de développement sont peu, voire pas du tout, intéressées par les questions de développement, connaissent mal ou ne connaissent pas les problèmes des pays en développement et pensent que le soutien à ces pays n'est pas important (27 pour cent).

Le BMZ sollicite régulièrement l'avis de personnes extérieures qui se rendent au ministère (dans le cadre de visites des institutions gouvernementales de la capitale). Ces visiteurs s'intéressent essentiellement à l'efficacité de l'aide (Wilmsen, 2000). Or, depuis deux décennies, on note qu'un nombre croissant d'entre eux doutent de l'efficacité de l'aide. Ils se sentent éloignés de la réalité des pays en développement et de la politique de développement. Par ailleurs, ils sous-estiment le volume des échanges entre l'Allemagne et les pays en développement. Ils ne jugent pas les pays pauvres capables de se développer par eux-mêmes et pensent que le seul moyen de leur être utile est de leur octroyer une aide.

Comme dans d'autres pays donateurs, une large part (30 pour cent) du public allemand surestime la fraction du budget de l'État consacrée à la coopération pour le développement, comme le révèle l'enquête Eurobaromètre (46) de 1996. La surestimation de ce budget, combinée au sentiment que l'aide au développement qu'il sert à financer est le seul moyen d'être utile aux pays pauvres, amène le public à penser que l'aide n'est pas efficace puisque le monde reste en proie à une pauvreté intolérable. L'expert en opinion publique allemand Christian Wilmsen décrit ce phénomène comme le « piège de l'omnipotence ». L'aide étant l'instrument et la clé de tout, il est fait peu de cas des autres dimensions de la pauvreté ou du processus du développement. La question de la cohérence des relations internationales et de la politique étrangère de l'Allemagne dans une perspective de lutte contre la pauvreté n'est pas posée. Cette perception unidimensionnelle de la réalité des pays en développement est renforcée par la vision étroite adoptée par les médias lorsqu'ils rendent compte de la situation des pays en développement et de leurs problèmes.

Le soutien du public à la coopération pour le développement transparaît dans le montant des dons versés aux ONG par les personnes privées, largement ciblés sur les efforts d'aide humanitaire d'urgence – comme dans d'autres pays, d'ailleurs. Le montant de ces dons a décliné pendant les années 90 (voir l'encadré 1).

Encadré 1. Les dons du public à deux des plus importantes ONG allemandes

Misereor : en 1999, l'ONG allemande *Misereor* a reçu 117.6 millions de DM sous la forme de dons privés et 25 millions de DM au titre des contributions budgétaires des Églises (*Kirchliche Haushaltsmittel*). Ces contributions représentent près de la moitié de son budget, l'État allemand et la Commission européenne versant de leur côté 48.5 millions de DM. Les dons des particuliers ont tendance à diminuer : alors que les dons à *Misereor* ont augmenté constamment entre les années 60 (35.3 millions de DM) et 1990 (139 millions de DM), ils sont tombés à 117.6 millions de DM en 1999.

Brot für die Welt : cette ONG a reçu près de 111.2 millions de DM de dons privés en 1999. Là encore, c'est moins qu'en 1997/98 (120.5 millions de DM).

Source: Sites Internet officiels www.brot-fuer-die-welt.de et *Misereor* – Jahresbericht 1999, Kirchliche Entwicklungsarbeit, Ausgaben, p. 33.

Le débat public sur la coopération internationale

Le débat public sur la coopération pour le développement, limité aux discussions entre le gouvernement et les ONG, s'ouvre rarement au grand public, si ce n'est à l'occasion de trois campagnes très actives menées par la société civile : en 1999 pour l'allègement de la dette des pays en développement, en 2000 pour le maintien du niveau d'APD et en 2001 en faveur de la taxe Tobin⁵. Le gouvernement semble avoir été sensible à ces campagnes.

La campagne en faveur de l'allègement de la dette a reçu un écho très favorable dans le public. En juin 1999, en marge du sommet du G7, des manifestants ont défilé dans les rues de Cologne pour réclamer une réduction de la dette des pays en développement. En réaction à ce mouvement massif, le gouvernement a appuyé l'initiative d'allègement de la dette PPTTE et réservé 10 milliards de DM au titre de l'allègement de la dette bilatérale et 690 millions de DM pour la réduction de la dette multilatérale (sur ce montant, 540 millions de DM ont été versés au Fonds européen de développement et 150 millions de DM à la Banque mondiale).

Lorsque le gouvernement a annoncé sa décision de réduire le budget de l'APD pour 2000, VENRO a organisé une campagne pour alerter le public. En réaction, le gouvernement a augmenté le budget du BMZ ainsi que les budgets de tous les programmes de développement de l'Église⁶.

Les manifestations récentes contre la mondialisation ont également reçu une large couverture médiatique en Allemagne. En 2001, lors d'une discussion avec le Premier ministre français sur la taxe Tobin, le Chancelier a fait savoir que son gouvernement partageait les préoccupations du public concernant les effets délétères de la mondialisation.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Les principaux acteurs de l'éducation au développement sont le gouvernement – et plus particulièrement le Service d'information et d'éducation au développement du BMZ – et les ONG. Tous reconnaissent la nécessité de renforcer l'éducation au développement⁷.

Gouvernement

Le gouvernement a augmenté les dotations budgétaires du BMZ au titre des activités d'éducation au développement, les faisant passer à 0.09 pour cent du budget de l'APD en 2001. Cet investissement est néanmoins trois fois inférieur au niveau des années 70 (0.34 pour cent du budget). Le budget de l'éducation au développement inclut le budget des activités propres du gouvernement et les dotations aux ONG (environ 50 pour cent à cette fin).

Tableau 1. Budget de l'État (BMZ) pour l'éducation au développement 1998-2001

<i>Année</i>	<i>Budget total du BMZ (milliards de DM)</i>	<i>Dépenses du BMZ pour l'éducation au développement (millions de DM)</i>	<i>Part de l'éducation au développement dans le budget du BMZ</i>
1998	7.6	4.1	0.05
1999	7.7	6	0.08
2000	7.1	5.8	0.08
2001	7.4	7	0.09

Source : Venro, Aktuelle Information, Aufwärtstrend oder Mogelpackung? — Was sich hinter dem BMZ — Haushalt 2000 verbirgt — ein Kommentar zum Regierungsentwurf von SPD und Bündnis 90 / Die Grünen, Bonn 12 Juli 2000.

Les activités d'éducation au développement du gouvernement se fondent sur une note parlementaire de 1999 concernant les orientations politiques, « Education pour un développement durable ». Les principaux groupes cibles sont les enseignants et les journalistes, en raison de leur « effet multiplicateur ». Le BMZ finance également les programmes d'éducation au développement d'ONG et d'institutions (séminaires, expositions, production de supports). L'aide financière peut être accordée sur le long terme pour des projets d'envergure nationale, ou octroyée à de petits groupes régionaux ou locaux (voir l'exemple de l'encadré 2).

Encadré 2. Länder

La fondation de la coopération pour le développement du Bade-Württemberg (*Stiftung Entwicklungszusammenarbeit, SEZ*), organisme semi-public fondé en 1991, montre que la coopération pour le développement est prise au sérieux également à l'échelon local et régional. Comme des organismes similaires dans d'autres pays Membres du CAD, la SEZ fait le lien entre la société civile, le gouvernement et les donateurs et s'adresse au milieu scientifique et aux entreprises. La SEZ joue un rôle actif de formation et de relations publiques dans le contexte du dialogue Nord-Sud. Elle dispose d'un bureau de consultation et sert de centre d'information pour les initiatives touchant à des pays en développement. Elle encourage les échanges et l'établissement de réseaux entre les personnes et les groupes qui contribuent à sensibiliser le public et à renforcer son soutien au développement, et elle s'efforce de lutter contre les préjugés et les idées fausses.

Dans l'avenir proche, les investissements publics dans l'éducation au développement devraient être ciblés sur les 52 pour cent de la population qui sont réservés mais non défavorables à la coopération pour le développement. On ne sait pas si des groupes spécifiques seront sélectionnés au sein de ce public cible.

ONG

Bien que le montant des dépenses consacrées à l'éducation au développement varie d'une ONG à l'autre, les investissements combinés des ONG dans l'éducation au développement (voire leurs investissements individuels dans certains cas) dépassent ceux du gouvernement. De nombreuses ONG sont membres de la *Eine Welt Konferenz* (EWIK, Conférence One World) ou de *Welthaus Bielefeld*, qui s'adressent au travers de leurs activités d'éducation au développement à tous les groupes d'âge et toutes les catégories d'établissements éducatifs. Ces activités consistent à organiser des campagnes et soutenir des manifestations culturelles.

L'ABP (*Ausschuss für entwicklungsbezogene Bildung und Publizistik*, Comité de l'éducation et des publications sur le développement des Églises protestantes) joue un rôle très actif dans l'éducation au développement. Cet organisme intégralement financé par les impôts religieux encourage, subventionne et coordonne l'éducation au développement à l'échelle nationale. L'ABP couvre un large éventail de sujets et possède un représentant dans chaque Land. En 1998, l'organisme a soutenu 621 programmes d'éducation au développement, avec une enveloppe de 10.2 millions de DM. L'organisme donne la priorité au soutien de projets liés aux problèmes de développement les plus urgents dans le monde et à l'élaboration des politiques de coopération internationale dans les pays Membres de l'OCDE. L'ABP attire l'attention du public sur les effets mondiaux du développement politique, économique et social dans les pays en développement et les pays de l'OCDE. En 1999, il a consacré 3.5 millions de DM de plus à l'éducation au développement que le BMZ. L'encadré 3 montre l'ampleur des investissements de quatre ONG dans l'éducation au développement.

Encadré 3. Dépenses consacrées à l'éducation au développement par les ONG (1999)

ABP :	9.5 millions de DM
Misereor :	2.9 millions de DM, soit 0.9 pour cent de son budget (2.6 pour cent – 8.2 millions de DM – pour les relations publiques et la collecte de fonds).
<i>Brot für die Welt</i> :	5.2 millions de DM, soit 3.2 pour cent de son budget (environ 3 pour cent – 4.81 millions de DM – pour la publicité).
AKE (<i>Arbeitsgemeinschaft Kirchlicher Entwicklungsdienst</i>) :	3.5 pour cent de son budget.

Source : Rapports annuels des organisations, 1999.

Le gouvernement s'emploie à améliorer la coordination entre ses propres activités d'éducation au développement et celles des ONG. Le congrès du VENRO de 2000 est l'illustration de cette collaboration accrue. Par ailleurs, le gouvernement a approuvé la création d'une fondation indépendante pour la promotion de l'éducation au développement, qui marque un nouveau pas en avant dans cette direction. Cette fondation qui sera financée par l'État et les ONG devrait disposer d'un budget annuel de 20 millions de DM.

Pour leurs activités d'éducation au développement, les ONG se servent des instruments habituels : organisation de séminaires, distribution de produits du commerce équitable dans les boutiques *One World*, les écoles et les Églises, délivrance d'un label pour les biens produits dans des conditions acceptables. Elles se concentrent sur un certain nombre de questions liées au développement, allant des contributions financières et techniques au développement à des thèmes internationaux comme le commerce équitable et l'endettement. Les ONG collaborent sur des sujets ou des projets spécifiques. Par exemple, *Brot für die Welt*, *Misereor* et *Terre des Hommes* travaillent ensemble en Allemagne sur le thème du commerce équitable. Ils ont notamment organisé plusieurs campagnes promotionnelles (vente de jus d'orange du Brésil, de bananes du Costa Rica et de fleurs de Colombie) et une campagne d'information sur le travail des enfants dans l'industrie du tapis en Inde. Certaines campagnes sur le commerce équitable ont remporté un succès estimable : les boutiques *One World* sont appréciées du public et les restaurants scolaires et universitaires servent régulièrement des repas préparés à base de produits du commerce équitable. Malgré tout, il est plus difficile de trouver ces produits dans les magasins et les supermarchés traditionnels.

Éducation formelle

L'Allemagne étant un état fédéral, le gouvernement central encourage une participation plus active des gouvernements des Länder dans l'éducation au développement. Les Länder étant responsables des politiques d'éducation, on estime qu'ils ont les capacités et l'autorité requises pour associer le système d'éducation formelle aux efforts déployés pour renforcer l'enseignement sur la coopération pour le développement. Les mécanismes de coopération, tels que le KMK (*Kultusministerkonferenz*, Conférence permanente des ministres de l'Éducation et des Affaires culturelles des Länder) et le BLK (*Bund Länder Kommission*, Commission de l'État fédéral et des Länder), donnent aux Länder des recommandations non contraignantes sur l'éducation et le développement durable. Le système d'éducation formelle s'ouvre de plus en plus au concept d'éducation à la citoyenneté globale, qui inclut l'éducation au développement et à l'environnement. Les programmes et certains livres scolaires abordent les aspects culturels, économiques, sociaux et écologiques liés à la mondialisation.

Le gouvernement et les ONG soutiennent financièrement la production de matériels pédagogiques. D'après les estimations du KMK, ces efforts, aussi appréciables soient-ils, ne sont pas suffisants. Les questions liées au développement représentent moins de 2 pour cent des thèmes abordés en classe. Pour accroître ce pourcentage, le BLK a mis en œuvre un programme de promotion du développement durable (d'un budget de 25 millions de DM pour 1999–2004) qui soutient les projets d'éducation globale novateurs dans les écoles. Jusqu'à présent, ce sont les thèmes liés à l'écologie qui dominent, et les questions de développement sont réduites à la portion congrue.

Cette approche vise à accorder aux enseignants la liberté de choisir des sujets de cours hors-programme. Les nombreuses ressources documentaires et idées fournies par le gouvernement et les ONG (vidéos, concepts de jeux, documents d'analyse spécialement rédigés pour les enfants) devraient les inciter à intégrer l'éducation au développement dans leurs cours. Or, malgré ces incitations, les enseignants semblent récalcitrants – peut-être parce qu'ils sont mal formés à l'enseignement de ces thèmes. Certaines ONG proposent désormais des services de conseil et organisent des séminaires à l'intention des enseignants (*Schulberatungsstellen*). Le Centre d'information pédagogique sur les questions de développement (*Entwicklungspolitische Bildungs- und Informationszentrum*, EPIZ) du Bade-Württemberg organise dans les écoles des journées pédagogiques et des semaines de projet.

Notes

- * Antje Fiehn était un chercheur invité au Centre de Développement de l'OCDE lors de la rédaction de cette étude.
- 1. Si l'on exclut les nouvelles rubriques du budget du ministère de la Coopération pour le développement (BMZ), l'augmentation n'est que de 0.7 pour cent. Ces rubriques comptent par exemple 200 millions de DM pour la stabilité des Balkans, 50 millions de DM pour les pays en transition et 20 millions de DM pour l'allègement de la dette.
- 2. Wilmsen (2000), BMZ (2000).
- 3. Eurobaromètre 46 et 50.1.
- 4. Communication informelle avec le BMZ, 2001.
- 5. Taxe sur les transactions monétaires proposée par l'économiste américain et titulaire du prix Nobel, James Tobin. L'adoption de cette taxe fait partie des principales revendications des militants, qui voient en elle un moyen de financer la lutte contre la pauvreté.
- 6. Voir l'ONG allemande Misereor – <http://www.misereor.de/activ/seite447.shtml>.
- 7. Voir le congrès du VENRO sur le soutien du public et l'éducation au développement en 2000 – qui a accueilli de nombreuses organisations gouvernementales et non gouvernementales.

Références

- BROT FÜR DIE WELT (1999), Rapport financier annuel, <http://www.brot-für-die-welt.de/> Bericht 1998/99, octobre.
- WILMSEN, C. (1999), "Basis-Info, Brochure of Diagrams: An Illustrated Guide to Development Policy", Inter Nationes, BMZ, Bonn.
- BMZ (1999), *Journalistenhandbuch*, BMZ, Bonn.
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE ET TERRE DES HOMMES (2002), "Die Wirklichkeit der Entwicklungshilfe – Siebter".
- DEUTSCHE WELTHUNGERHILFE ET TERRE DES HOMMES (2000), "Die Wirklichkeit der Entwicklungshilfe – Achter Bericht 1999/2000 – Teil 1".
- IPPF EUROPEAN NETWORK (2001), *DAC Watch Shadow Peer Review of Germany*, juin.
- MISEREOR (1999), *Rapport annuel, 1999*, Kirchliche Entwicklungsarbeit in Zahlen, Einnahmen 1959 – 1999, disponible à l'adresse www.misereor.de/.
- OCDE (2001), *Examens en matière de coopération pour le développement : Allemagne*, OCDE, Paris.
- GOUVERNEMENT DE L'ALLEMAGNE (1998), *Poverty Reduction, a Global Responsibility: Program of Action 2015. The German Government's Contribution Towards Halving Poverty Worldwide*, Allemagne.
- SEITZ, K. (2000), "Verlorenes Jahrzehnt oder pädagogischer Aufbruch? Zur Verankerung des globalen Lernens 10 Jahre nach dem Kölner Bildungskongress", *ZEP*, 3/2000.
- VENRO (2000), Aktuelle Information, Aufwärtstrend oder Mogelpackung? – Was sich hinter dem BMZ-Haushalt 200 verbirgt – ein Kommentar zum Regierungsentwurf von SPD und Bündnis 90/Die Grünen, Bonn, 12 juillet.
- WIECZOREK-ZEUL, H. (2000), ministre de la Coopération pour le développement, allocution d'ouverture du Congrès « Education 21 », 28 septembre, 2000.
- WILMSEN, C. (2000), "Patterns of Knowledge and Opinion about Development among the German Public", document présenté au Congrès « Education 21 », 29 septembre 2000 à Bonn, <http://www.venro.org/bildung21/index.htm>.
- WILMSEN, C. (1999), "Basis-Info, Brochure of Diagrams: An Illustrated Guide to Development Policy", Inter Nationes, BMZ, Bonn.

Australie

Mark Otter*

Contexte

Alors même que le public affiche un soutien élevé et croissant à l'aide gouvernementale et non gouvernementale, le ratio APD/RNB de l'Australie est estimé à seulement 0.25 pour cent en 2001, son plus bas niveau depuis le début des années 90. Malgré tout, ce pourcentage reste supérieur à la moyenne du CAD (0.22 pour cent)¹. En 2002–03, le gouvernement australien devrait néanmoins consacrer 1.815 milliard de dollars australiens à l'APD, ce qui représente une augmentation de 90 millions de dollars et une hausse réelle de 3 pour cent par rapport au budget de 2001–02. Les dépenses engagées au titre du programme d'aide en proportion des dépenses publiques totales se maintiennent aux alentours de 1.1 pour cent depuis 1995–96.

Géographiquement, le programme d'aide australien se concentre sur la région Asie–Pacifique. D'après le ministère des Affaires étrangères, qui gère l'aide, le programme fait « partie intégrante de l'engagement de l'Australie dans la région et donne la preuve concrète de [notre] participation aux efforts visant à construire la stabilité et la prospérité régionale »². Depuis la fin des années 90, plusieurs situations d'urgence et problèmes de développement dans la région, largement médiatisés, ont affecté l'aide australienne. Si le public australien s'est montré sensible à des crises telles que la sécheresse en Papouasie–Nouvelle–Guinée ou au raz–de–marée d'Aitape (Papouasie–Nouvelle–Guinée), la crise et les besoins de développement à long terme du Timor–Oriental ont suscité une compassion et une aide sans précédent. Les efforts considérables déployés au Timor–Oriental par le gouvernement, les ONG et les bénévoles — largement soutenus par les médias populaires — ont sensibilisé l'opinion au programme d'aide géré par l'Australian Agency for International Development (AusAID). D'autres événements régionaux à fort impact, tels que la fin des hostilités sur l'île de Bougainville en Papouasie–Nouvelle–Guinée, les troubles civils sur les îles Solomon et l'agitation politique à Fidji, ont coïncidé avec une réorientation du programme d'aide en faveur des actions humanitaires et de rétablissement de la paix. Le public australien a par ailleurs massivement soutenu l'aide étrangère au moment de la crise du Kosovo.

Le gouvernement et les ONG du pays mettent en œuvre des programmes actifs d'information du public et d'éducation au développement, qui semblent agir sur l'opinion. Dans le cadre de ces initiatives, des liens ont été établis entre le développement et d'autres thèmes et événements internationaux importants — par exemple le VIH/SIDA, le problème des réfugiés et des demandeurs d'asile, la drogue et le terrorisme international — et les leaders d'opinion considèrent l'aide comme un moyen efficace de régler ces problèmes.

Bien que 85 pour cent des Australiens soient favorables à l'aide étrangère, la majeure partie de la population se désintéresse des questions liées à l'aide et au développement, à l'exception d'un petit nombre d'activités hautement médiatisées des ONG. Pour la plupart des Australiens, la vocation d'un programme d'aide est essentiellement humanitaire : il s'agit, pour ainsi dire, d'une bonne action. Il

ressort de l'enquête d'opinion la plus récente que le degré de soutien à l'aide, en particulier l'aide au développement à long terme, est généralement conditionné par l'âge, le niveau d'éducation, le revenu et la profession ainsi que par le lieu de résidence — urbain ou rural.

D'après l'examen de l'Australie par l'OCDE/CAD (1999), l'intérêt du public australien pour le programme d'aide publique et la compréhension qu'il en a se sont sensiblement améliorés grâce à la mise en œuvre d'une stratégie d'information. Le public a ainsi été amené à reconnaître les actions menées par les bénévoles et les travailleurs humanitaires australiens revenus dans le pays, et la collectivité a participé à la politique d'aide par le biais du programme Australian Youth Ambassadors for Development et de l'initiative Destroy-A-Minefield. L'OCDE/CAD (2000) indique :

Compte tenu du soutien relativement élevé dont bénéficie l'aide au développement et des efforts menés pour éduquer et informer le public, la question est de savoir comment transformer cet état d'esprit favorable en un soutien effectif plus massif au programme d'aide étrangère et à un accroissement du volume d'APD.

Enquêtes d'opinion

L'opinion publique à l'égard de l'aide étrangère en Australie est mesurée au moyen d'enquêtes commanditées par AusAID et menées en collaboration avec des ONG australiennes. Les plus récentes datent de 1998 et 2001. La première était une enquête « de référence » et la seconde, qui reprenait les mêmes questions, une enquête de « mise à jour ». L'enquête de 2001 révèle que 85 pour cent des Australiens soutiennent l'aide étrangère, contre 84 pour cent en 1998 mais seulement 72 pour cent en 1994³. La plupart des personnes interrogées disent soutenir l'aide pour des raisons humanitaires, incluant la responsabilité morale et la lutte contre la pauvreté. Les arguments fondés sur l'intérêt personnel, tels que la facilitation des échanges, déclinent en importance.

Si la proportion de sondés approuvant *massivement* l'aide a fortement augmenté, passant de 52 à 58 pour cent, une proportion moins importante, 53 pour cent, tient l'aide publique pour plus efficace que celle des ONG. Un peu moins de la moitié des personnes interrogées seulement estime que l'aide publique et l'aide des ONG ne sont pas assez ou pas du tout efficaces. Malgré tout, la part des personnes qui jugent l'aide efficace a augmenté depuis la dernière enquête.

Comme c'est le cas dans les autres pays donateurs, le public est largement ignorant de l'ampleur du budget d'aide australien — tout comme des autres catégories de dépenses publiques d'ailleurs⁴. Cependant, dans les enquêtes de 1998 et 2001, des informations budgétaires ont été communiquées aux personnes interrogées *avant* qu'elles ne donnent leur avis sur le niveau d'aide, pour leur permettre de formuler un jugement et des commentaires en connaissance de cause⁵.

Les réponses des Australiens au questionnaire de 2001 ne font apparaître aucune différence spécifique entre hommes et femmes. En revanche, d'autres facteurs démographiques — l'âge, l'éducation, le revenu et la profession, l'origine urbaine ou rurale — influent sur les réponses. Ces critères affectent non seulement les réponses données à la question générale sur le soutien à l'aide, mais aussi les réponses sur le type d'aide fourni et sur la motivation fondamentale du soutien à l'aide — altruisme ou intérêt personnel. Les Australiens jeunes, instruits, à revenu élevé et qui vivent en milieu urbain sont favorables à l'aide et soutiennent l'aide au développement à long terme pour des raisons altruistes. À l'inverse, les Australiens plus âgés, moins instruits, plus pauvres et vivant en milieu rural sont moins enclins à soutenir l'aide en général, ou n'y sont favorables que lors de situations d'urgence ou pour des raisons intéressées (voir l'**encadré 1**).

Il existe une fracture dans la société australienne entre les personnes (« l'élite morale ») qui ont un certain nombre de préoccupations éthiques telles que le multiculturalisme, la réconciliation avec les autochtones, le sort des réfugiés ou la protection sociale, et celles dont les préoccupations, plus immédiates, sont dictées par l'intérêt personnel.

Encadré 1. Résultats de l'enquête de 2001

La « lutte contre la pauvreté » est considérée comme un défi majeur pour la planète aujourd'hui, de même que le « rétablissement et le maintien de la paix », « l'amélioration de la santé » et la « protection de l'environnement ». « L'ouverture des échanges commerciaux mondiaux » est le seul thème dont l'importance ait décliné entre 1998 et 2001.

Le niveau de soutien à l'aide étrangère, déjà très élevé en 1998 (84 pour cent), a atteint 85 pour cent en 2001. La proportion d'individus approuvant *massivement* l'aide a grimpé de 52 pour cent en 1998 à 58 pour cent en 2001. Depuis 1994, le soutien à l'aide étrangère a régulièrement progressé, passant de 72 pour cent en 1994 à 85 pour cent en 2001.

Par rapport à 1998, beaucoup plus de personnes ont fourni spontanément des arguments justifiant les programmes d'aide – notamment des arguments humanitaires. La proportion estimant que rien ne justifie la mise en œuvre d'un programme d'aide est tombée de 12 pour cent en 1998 à 9 pour cent en 2001.

Les personnes défavorables au programme d'aide étrangère invoquent plus volontiers la nécessité de donner la priorité aux « problèmes nationaux » que le manque d'efficacité ou d'efficience de l'aide étrangère. Quatre personnes sur dix ne peuvent citer aucune raison justifiant l'absence d'un programme d'aide.

Le soutien à l'aide est une attitude non seulement répandue mais profondément ancrée dans la majorité de la population, pour qui l'aide relève de la responsabilité morale de la nation en même temps qu'elle sert ses intérêts. La responsabilité morale demeure la principale motivation.

Davantage de personnes jugent l'aide des ONG plus efficace que l'aide gouvernementale. Si les personnes interrogées soutiennent massivement le principe de l'aide, elles sont beaucoup moins nombreuses à l'estimer efficace : 63 pour cent seulement pour l'aide des ONG, contre 53 pour cent pour l'aide gouvernementale. Seule une minorité juge l'aide très efficace (12 pour cent pour l'aide gouvernementale et 25 pour cent pour l'aide des ONG). La proportion de personnes considérant l'aide comme *très* ou *assez* efficace a augmenté, tant en ce qui concerne l'aide gouvernementale que l'aide des ONG, depuis 1998.

La majorité des personnes interrogées pense que l'accent devrait porter sur l'aide au développement à long terme (51 pour cent) plutôt que sur l'aide d'urgence (38 pour cent). Cependant, selon les circonstances, les deux formes d'aide bénéficient d'un écho très favorable. Le soutien à l'aide au développement à long terme a légèrement décliné depuis 1998 (54 pour cent).

L'aide d'urgence est perçue comme une priorité lorsque les besoins apparaissent impérieux à ce moment précis. Les personnes plus favorables à l'aide à long terme pensent que le recul de la pauvreté nécessite un changement, celui-ci dépendant de l'octroi d'une aide au développement.

Comme dans toutes les études précédentes, s'agissant du niveau de dépenses à consacrer à l'aide étrangère, la réponse la plus commune est le *statu quo* (pas de changement). Quarante pour cent (43 pour cent en 1998) estiment que le volume consenti, un pour cent des dépenses publiques, est *adéquat*. Trente-quatre pour cent l'estiment *insuffisant* (en hausse, contre 28 pour cent 1998) et 13 pour cent pensent qu'il est *excessif* (en baisse, contre 17 pour cent en 1998).

En comparaison d'autres postes de dépenses publiques (la défense et la sécurité sociale), 42 pour cent des personnes interrogées pensent que l'aide devrait rester *au même niveau* (comme en 1998). Cependant, 40 pour cent sont d'avis qu'il faudrait dépenser *plus* (en hausse, contre 36 pour cent en 1998) et 10 pour cent qu'il faudrait dépenser *moins* (en baisse, contre 15 pour cent en 1998).

Cinquante pour cent des personnes interrogées affirment avoir donné de l'argent ou consacré du temps à un organisme d'aide étrangère au cours des 12 derniers mois (en hausse, contre 47 pour cent en 1998).

En 2001, le nom d'ONG cité spontanément par le plus grand nombre de personnes était la Croix Rouge australienne (World Vision en 1998).

Les analyses de segmentation qui ont été effectuées pour définir plus étroitement les cibles possibles des stratégies de communication révèlent que les segments favorables à l'aide étrangère – et plus particulièrement à l'aide gouvernementale – se sont élargis depuis 1998.

Bien que le soutien à l'aide soit massif et croissant, il reste un segment important mais décroissant de partisans « volatils » (48 pour cent en 1998 contre 39 pour cent en 2001).

On note des différences significatives dans le niveau de soutien à l'aide, le type d'aide privilégié et l'évolution souhaitée (hausse ou baisse) pour le volume d'aide. L'appartenance sexuelle est sans incidence, mais des schémas se forment selon d'autres critères :

Favorables à l'aide/veulent plus d'aide/privilégient l'aide à long terme		Non favorables à l'aide /veulent moins d'aide/privilégient l'aide d'urgence	
Personnes jeunes	Cols blancs	Personnes plus âgées	Cols bleus
Instruites	Responsabilité morale	Ayant fait peu d'études	Intérêt national
A revenu élevé	Contributions personnelles	A faible revenu	Pas de contribution personnelle
Vivant dans de grandes villes	L'aide est efficace	Ne vivant pas dans une grande ville	L'aide n'est pas efficace

Source : AusAID (2001), p. 5-6.

Soutien aux ONG

Les contributions financières volontaires versées aux ONG, servant elles aussi d'indication du soutien public à la coopération pour le développement, ont fortement augmenté ces dernières années. D'après le Rapport annuel 2000 de l'Australian Council for Overseas Aid (ACFOA), organisme-cadre regroupant 95 ONG australiennes, les ONG ont collecté auprès de la population australienne 264.6 millions de dollars australiens en 1999, soit 48.5 millions de dollars de plus (22 pour cent) qu'en 1998. Ce chiffre reflète une progression significative des dons aux ONG australiennes, survenue notamment dans le contexte des crises du Kosovo et du Timor-Oriental⁶. A titre de comparaison, les dons de la communauté aux ONG s'élevaient à seulement 101 millions de dollars australiens en 1981. En 1999, plus de 2 millions d'Australiens (soit plus de 10 pour cent de la population) ont apporté un soutien financier ou une aide bénévole aux ONG. Parmi eux, 1.1 million versent régulièrement des dons au titre de l'aide étrangère et des programmes de développement. Comme dans les autres pays Membres du CAD, les ONG les plus importantes s'approprient la plus large part des dons. Par exemple, World Vision Australia a reçu 40 pour cent des fonds collectés par l'ensemble des ONG.

A l'image des priorités géographiques du gouvernement, l'Asie, y compris le Timor-Oriental, est une destination privilégiée des activités des ONG australiennes (24 pour cent du total des dépenses en 1999). Cependant, le rayon d'action de ces organisations est beaucoup plus large : l'Afrique reçoit elle aussi 24 pour cent des fonds des ONG australiennes, suivie par l'Europe, l'Amérique centrale et du Sud, le Moyen-Orient et le Pacifique Sud. Les ONG ont fait du sort des réfugiés l'une de leurs principales préoccupations, surtout en Europe et au Moyen-Orient.

Les programmes de bénévolat suscitent un intérêt considérable auprès du public australien. Cela a été particulièrement le cas en 2001, déclarée Année internationale des volontaires. Le principal programme de bénévolat international, Australian Volunteers International (AVI), a soutenu l'action de 898 bénévoles dans 50 pays en 2000. Le gouvernement apporte un soutien financier fondamental à l'AVI et à d'autres programmes de bénévolat, tout en promouvant aussi d'autres activités menées par les ONG (à hauteur de 87.3 millions de dollars australiens en 2001/02). Une cérémonie (East Timor Volunteers Recognition Ceremony) a été organisée à grand renfort de publicité en juin 2001 pour rendre publiquement hommage aux volontaires, issus de nombreuses organisations, qui se sont rendus au Timor-Oriental depuis 1999.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Thèmes actuels

Parmi les thèmes liés à l'aide et au développement, la situation du Timor-Oriental continue d'intéresser l'opinion publique australienne. La situation des demandeurs d'asile⁷, l'immigration en général et le terrorisme international⁸ sont les autres sujets qui contribuent à sensibiliser les Australiens aux questions d'aide et de développement. De plus en plus d'Australiens sont convaincus que l'aide internationale est mieux à même de venir à bout de phénomènes internationaux comme le VIH/SIDA, les menaces sur l'environnement, le terrorisme, le problème des réfugiés et la drogue que les mesures sécuritaires traditionnelles.

Le système politique et les partis politiques

L'Australie est une fédération qui comprend un gouvernement fédéral (le gouvernement du Commonwealth), six gouvernements d'État et les gouvernements des deux territoires intérieurs autonomes. Le programme d'aide, qui relève des affaires étrangères, est sous la responsabilité du gouvernement fédéral. Les gouvernements et les parlements des États et territoires manifestent peu d'intérêt pour l'aide, tenue pour une prérogative fédérale, d'autant plus qu'ils ne peuvent plus la considérer comme un instrument de promotion des exportations de leurs industries.

Si l'on note un recul général de l'idéologie depuis quelques années, tout au moins parmi les principaux partis politiques, un sentiment moral profond anime toute l'élite instruite, quelles que soient ses orientations politiques. Certains commentateurs constatent un regain des idées morales dans la politique australienne, qui pourrait bouleverser les liens d'allégeance traditionnels. Par exemple, l'aide étrangère était autrefois le domaine réservé de l'Australian Labor Party (ALP) de centre-gauche. Tel n'est plus le cas. Désormais, l'aide a aussi des adeptes (ralliés par conviction ou par réalisme) au sein du Liberal Party conservateur⁹.

La fracture morale dans la société australienne

Comme dans la majorité des pays de l'OCDE, il existe actuellement une fracture morale au sein de la société australienne. La division est particulièrement nette entre les personnes instruites et celles qui ne le sont pas. L'éducation n'est bien sûr pas l'unique critère de distinction, mais c'est le plus évident. D'après les sondages d'opinion, les citoyens sont plus sensibles aux problèmes d'éthique que ne le sont les provinciaux et les ruraux ou les habitants des banlieues des grandes villes¹⁰.

Au sein de cette élite morale instruite, il existe une nouvelle division entre les « puristes », pour qui les principes moraux ne se discutent pas, et ceux qui teintent leur souci éthique de pragmatisme, en prenant en compte les notions de profits et pertes, de perdants et de gagnants ou d'intérêt national et régional. S'agissant de l'aide étrangère, les « puristes » — généralement des universitaires ou des membres de groupes d'intérêts particuliers, de partis politiques minoritaires ou de factions minoritaires des grands partis — considèrent que l'aide étrangère est souhaitable en soi et que les pays les plus riches devraient partager leurs richesses avec les plus pauvres. Les pragmatiques — que l'on rencontre le plus souvent parmi les bureaucrates, les factions dominantes des grands partis et certains segments du secteur privé — sont prêts à soutenir l'aide étrangère tant qu'il y va de leur intérêt¹¹. D'autres souhaiteraient voir la notion d'intérêt national prendre le pas sur l'intérêt personnel. Ils préconisent par exemple de mettre l'aide au service de la politique étrangère, pour promouvoir la prospérité dans les pays en développement voisins (une « défense douce », en quelque sorte), soutenir les activités diplomatiques ou faciliter les exportations de biens et services australiens.

Sensibilisation du public et éducation au développement

En 2001/2002, la dotation budgétaire du gouvernement australien aux affaires publiques et à l'éducation au développement s'est élevée à 2.3 millions de dollars australiens, soit 500 000 dollars de plus (27 pour cent) que l'année précédente. En 2002/2003, elle a atteint 2.6 millions de dollars australiens. Les programmes d'éducation du public à la coopération pour le développement comprennent : un programme de sensibilisation, qui organise des activités d'information du public dans le cadre de spectacles, de manifestations communautaires, d'événements commerciaux et professionnels et, dans une moindre mesure, auprès des universités et des écoles ; un programme d'éducation aux enjeux de la planète, qui produit des outils pédagogiques couvrant un large éventail d'aspects du développement (dont la santé et l'environnement) à l'intention des enseignants du primaire

et du secondaire ; un vaste programme de publications ; un programme Internet qui gère le site abondamment fréquenté d'AusAID (www.ausaid.gov.au) ; et un programme Médias très dynamique. Relativement récent, le programme de sensibilisation donne pourtant déjà de bons résultats. De nombreux Australiens, notamment en milieu rural, ont découvert pour la première fois le programme d'aide par le biais de ces activités de sensibilisation et se montrent globalement réceptifs. Pour beaucoup, ce programme satisfait à l'obligation de rendre compte de l'utilisation des fonds des contribuables.

Les publications d'AusAID peuvent être obtenues gratuitement soit par courrier soit par le site Internet de l'organisme¹². Par ailleurs, sa revue *Focus*, qui vise le grand public, y compris les parlementaires, est largement distribuée. AusAID a financé en totalité ou en partie des films présentant un intérêt pédagogique ainsi que des missions de journalistes dans les pays en développement. Les ONG reprochent aux activités d'éducation au développement d'AusAID de trop faire la publicité des programmes gouvernementaux (un reproche fréquent dans de nombreux pays de l'OCDE) et, ce faisant, de brouiller la frontière entre information du public et éducation au développement.

AusAID est le plus gros commanditaire de travaux de recherche sur le développement en Australie. Le programme de recherche sur le développement d'AusAID (ADRP) est la principale source de financement de ces recherches. En 2002/03, le budget de l'ADRP se montait à 1.4 million de dollars australiens. Le programme est largement axé sur les priorités de l'organisation et encourage la diffusion et l'utilisation des travaux de haute qualité qu'elle commandite. L'ADRP est complété par des activités de recherche sur des thèmes nationaux ou régionaux prioritaires, financées par les programmes bilatéraux ou régionaux.

Les ONG australiennes exercent elles aussi une fonction d'éducation au développement, essentiellement par le biais de l'ACFOA. L'ACFOA gère un programme « d'appui et d'orientation des politiques » dans le cadre duquel il publie des documents d'analyse et des notes d'information sur des questions de développement et certains pays. Ces documents sont diffusés sur le site Internet de l'organisme et distribués à ses membres. L'ACFOA organise également des conférences publiques, dont l'une a porté sur le thème « Mondialisation et développement ». Elle publie occasionnellement des ouvrages, tels que "Community Action Kit on Racism", dont la parution a coïncidé avec la Conférence mondiale sur le racisme de 2001.

Les ONG ont leurs propres programmes d'information et d'éducation au développement, qui comprennent des campagnes de sensibilisation du public approfondies et sur la durée. On peut citer, par exemple, la campagne *40 Hour Famine* de World Vision et *Walk Against Want* d'Oxfam Community Aid Abroad. AusAID cofinance certains projets — par exemple l'initiative *Destroy-A-Minefield* en partenariat avec World Vision. Les domaines et thèmes auxquels s'intéressent les ONG incluent le parrainage des enfants, les droits fondamentaux de la personne, la dette du tiers monde, le commerce équitable et le budget d'aide du gouvernement.

Notes

- * Mark Otter est professeur à l'École de sciences politiques et d'études internationales de l'Université du Queensland, à Brisbane, en Australie.
1. Le pourcentage était de 0.36 pour cent en 1991.
 2. Voir Commonwealth of Australia (2001).
 3. Voir : Australian Agency for International Development — AusAID (2001).
 4. « Un ordre de grandeur de plusieurs milliards de dollars semble incompréhensible — même un montant de plusieurs centaines de millions de dollars paraît excessif à certains. », AusAID (2001: 23).
 5. L'information fournie était la suivante : « L'Australie consacre un pour cent des dépenses publiques totales — ce qui équivaut au prix d'un pain par semaine pour chaque habitant — à l'aide étrangère, afin d'aider les pays pauvres de la planète. », AusAID (2001: 23).
 6. Voir : Australian Council for Overseas Aid –ACFOA — (2000:13).
 7. Une affaire, en particulier, a défrayé la chronique et divisé l'opinion publique australienne : il s'agit de l'épisode du *Tampa*, ce navire norvégien qui a secouru des boat-people au large de l'île Christmas, territoire australien, et qui a reçu l'interdiction d'accoster sur le sol australien.
 8. Le lien entre pauvreté et terrorisme a été établi par certains journalistes et universitaires aux lendemains des attentats du 11 septembre aux États-Unis.
 9. La ligne de conduite de l'Australian Labor Party en matière d'aide étrangère est « d'aider les pays en développement à réduire la pauvreté au moyen d'un développement économique et social durable ». Son objectif est d'atteindre l'objectif de 0.7 pour cent du RNB fixé par l'ONU, avec un objectif intermédiaire de 0.32 pour cent (le niveau atteint l'année où il a quitté le pouvoir, en 1995/96) « dès que la situation budgétaire le permettra ». (ALP Policy Platform. Chapter 15 www.alp.org.au/policy/platform2000/chapter_15.html#8). La politique du Liberal Party au pouvoir en matière d'aide étrangère se résume dans l'acceptation, par le gouvernement, d'un examen indépendant du programme d'aide mis en oeuvre juste après son accession au pouvoir en 1996 (One Clear Objective: Poverty Reduction Through Sustainable Development). La principale conclusion de ce rapport est que la justification première de l'aide doit être la réduction de la pauvreté — point de vue également partagé par les ONG australiennes — ce qui signifie que les arguments basés sur l'intérêt commercial et diplomatique du pays sont de moindre importance. Toutefois, ce discours n'est pas répercuté dans les détails de la politique d'aide ni dans son application. Les partis minoritaires sont divisés sur la question de l'aide. Les Australian Democrats, plutôt à gauche, peuvent être considérés comme des « puristes » sur un grand nombre de dossiers et soutiennent massivement l'aide étrangère. Bien qu'ils soient relativement peu représentés au parlement, les Démocrates ont un pouvoir politique considérable. Le One Nation Party, résolument de droite, préconise de supprimer toute aide étrangère jusqu'à ce que les problèmes de l'Australie soient résolus. L'attention que portent à ce parti les médias nationaux et internationaux depuis quelques années est disproportionnée par rapport à sa représentation parlementaire, puisque seul un de ses membres siège au parlement fédéral.
 10. Les thèmes qui préoccupent la fraction la plus instruite et citadine de la population australienne sont les suivants : la réconciliation avec les Aborigènes et la restitution de leurs terres ; la politique de condamnation obligatoire (Mandatory Sentencing) pratiquée par les gouvernements de certains États et territoires, qui affecte de manière disproportionnée les jeunes Aborigènes ; l'environnement (souvent en tandem avec

l'industrialisation et/ou la croissance démographique) ; le traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile (en particulier les "queue-jumpers", littéralement les « resquilleurs ») ; le multiculturalisme (la proportion d'Australiens nés à l'étranger est élevée — 23 pour cent) ; la protection sociale ; le chômage ; la fiscalité (le gouvernement australien a introduit une taxe sur les biens et services pour la première fois en juillet 2000) ; et l'aide étrangère.

11. Par exemple, les exportations de biens et services australiens réalisées dans le contexte du programme d'aide (principe de l'aide liée) ont eu un effet positif sur l'emploi des Australiens.
12. Un grand nombre de ces publications sont utiles aux chercheurs. Elles incluent le plan directeur de l'organisme, les documents stratégiques par pays, certaines évaluations de projets et le descriptif de l'ensemble des contrats de biens et services d'une valeur supérieure à 2 000 dollars australiens.

Références

- AUSTRALIAN AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT/AusAID (1999), *AusAID's Aid Program: Memorandum for the DAC Peer Review of Australia 1999*, disponible en ligne à l'adresse <http://www.usaid.gov/publications/pdf/dac_memorandum1999.pdf> .
- AUSTRALIAN AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT/AusAID (2001), *Monitoring Public Opinion Towards Overseas Aid: Wave 2: 2001*. AusAID, Canberra, également disponible en ligne à l'adresse <http://www.usaid.gov/publications/pdf/community_attitudes.pdf> .
- AUSTRALIAN COUNCIL FOR OVERSEAS AID (2000), *Annual Report*, ACFOA, Canberra.
- COMMONWEALTH OF AUSTRALIA (2001), *Australia's Overseas Aid Programme 2001–02: Statement by the Honourable Alexander Downer MP, Minister for Foreign Affairs 22 May 2001*, Ausinfo, Canberra.
- OCDE (2000), « L'examen de l'aide de l'Australie par le CAD » in *Le Journal du CAD*, Vol. 1(2), OCDE, Paris.

Autriche

Ida Mc Donnell*

Contexte

En Autriche, la coopération pour le développement a relativement peu évolué au fil des années. L'aide publique au développement (APD) a atteint un niveau maximum de 0.35 pour cent du revenu national brut (RNB) en 1995, avant de décliner progressivement jusqu'à 0.25 pour cent en 2001. Le CAD (2000) continue d'insister sur le manque de coordination et de cohérence entre les différents ministères et les autorités provinciales et locales, et indique :

Certaines tâches fondamentales, telles que la vérification de la cohérence et le partage des informations entre ministères, continuent d'être effectuées de manière *ad hoc*. Cela montre que le gouvernement ne considère pas les activités d'APD comme faisant partie d'un programme cohérent. Actuellement, le rôle du ministère des Affaires étrangères se limite à des initiatives de sensibilisation et de persuasion. On obtiendrait une plus grande cohérence si ce ministère exerçait un leadership plus étendu et plus explicite, soutenu par un mandat politique clair de la part du gouvernement. En outre, l'engagement des responsables politiques et du public en faveur d'une amélioration de la qualité et de la gestion du programme d'aide autrichien mériteraient d'être renforcés.

L'opinion publique autrichienne est pourtant très favorable à la coopération pour le développement, comme en témoigne un sondage d'opinion effectué en 2001. En effet, 83 pour cent des Autrichiens estiment que soutenir les pays en développement est une bonne chose. Le décalage entre ce niveau de soutien élevé et le déclin de l'aide montre bien que la politique de développement en Autriche est élaborée par les instances dirigeantes — le fait que le public soit largement favorable au développement ne se traduit pas par une hausse du financement de la coopération pour le développement.

Comme dans d'autres pays Membres du CAD, la majeure partie des Autrichiens soutient l'aide pour des raisons humanitaires, dans le contexte de catastrophes naturelles, de famines et de situations de malnutrition, circonstances dans lesquelles elle juge la coopération pour le développement utile. Ce sentiment dominant pourrait évoluer à l'avenir, car les ONG autrichiennes de développement mènent des campagnes de plus en plus actives sur des problèmes de coopération internationale affectant à la fois les pays en développement et les pays industrialisés. L'éducation aux questions mondiales est devenue une préoccupation importante pour les ONG autrichiennes, selon lesquelles une aide massive mais superficielle aux pays en développement ne peut suffire pour infléchir les politiques nationales et internationales.

Opinion publique

Le soutien du public à la coopération pour le développement est élevé depuis le début des années 90, mais des sources officielles indiquent qu'il décline¹ et les résultats de différentes enquêtes menées dans les années 90 font apparaître une tendance similaire jusqu'en 1999. Néanmoins, en Autriche, l'opinion publique a peu d'influence sur la coopération pour le développement. Le rapport *Reality of Aid* (Küblböck and Obrovsky, 2000) révèle que « l'importance politique et le soutien général accordés à la politique de développement en Autriche peuvent et devraient être renforcés ». L'encadré 1, qui se base sur un rapport du Vienna Institute for Development and Co-operation (VIDC) (2001), donne un bon aperçu de l'opinion publique autrichienne à l'égard de la coopération.

Encadré 1. « Soutien du public à la coopération internationale », rapport de VIDC (octobre 2001)

Ce rapport intermédiaire sur le « Soutien du public à la coopération internationale » examine l'opinion publique autrichienne vis-à-vis de la coopération internationale à la lumière des « tendances européennes du soutien public ». Les sondages réalisés dans ce contexte font ressortir que :

- a) malgré les problèmes budgétaires qui frappent presque tous les États membres de l'UE, l'on ne constate pas de désintérêt à l'égard de l'aide ;
- b) le soutien des populations à l'APD ne se reflète pas dans la politique publique ;
- c) les changements intervenus dans la société européenne ont réduit l'impact des coalitions sociales militant pour un soutien massif à l'APD (signalons, par exemple, la fragmentation des mouvements sociaux « internationalistes » en divers courants — la promotion du développement, mais aussi la défense des droits de l'homme, de l'environnement, etc.).

En ce qui concerne l'attitude du public autrichien à l'égard de l'APD : a) le soutien déclaré à l'APD augmente régulièrement depuis les années 70 ; et b) malgré tout, très peu de personnes (environ 5 pour cent) sont des partisans « à tout crin » de la coopération pour le développement (on entend par ce terme des personnes prêtes à faire des « sacrifices » pour une augmentation de l'APD — c'est-à-dire qui consentiraient à des coupes budgétaires dans des secteurs les concernant — ou qui versent régulièrement de l'argent pour des projets de développement, participent à des événements « tiers mondistes » ou se considèrent membres d'une ONGD).

D'après le rapport, le soutien du public autrichien à l'APD apparaît faible par rapport à d'autres pays européens. Aussi les auteurs recommandent-ils à la communauté autrichienne du développement de s'employer à le renforcer. Les décideurs ont tendance à prendre un dossier plus au sérieux lorsque les électeurs/groupes de pression concernés par ce dossier le défendent avec plus de virulence. Cela signifie que les partisans du développement devraient multiplier leurs efforts de propagande et de lobbying pour que les autorités fassent une plus large place à l'APD dans leurs programmes, et que des « coalitions » devraient être formées entre les différents courants d'opinion « internationalistes » (c'est-à-dire les groupes qui soit soutiennent l'APD, soit ont des vues communes sur des thèmes mondiaux tels que l'environnement, les droits de la personne, les régimes commerciaux, les questions démographiques ou d'égalité hommes-femmes).

Le rapport conclut, entre autres, à la nécessité d'adopter une approche plus stratégique en matière de sensibilisation du public et de coopération entre différents partenaires potentiels d'une même coalition. Il convient cependant de répondre aux questions suivantes :

- i) Comment améliorer la communication entre la communauté de l'APD et le public ?
- ii) Quels messages faut-il privilégier pour rallier un soutien plus massif ?
- iii) Comment faire en sorte que les campagnes de relations publiques à forte visibilité, axées sur le grand public et visant à accroître son soutien à la coopération pour le développement deviennent plus efficaces ? Comment faire en sorte, également, qu'elles assurent une meilleure synchronisation avec les activités des ONG travaillant avec des groupes cibles spécifiques dans le domaine de l'éducation au développement ?

En dernier lieu, le VIDC a commencé à effectuer des travaux qualitatifs sur les comportements. Une étude sur des entretiens menés auprès de huit groupes cibles a été publiée récemment. Conçu pour dépasser l'approche superficielle des « enquêtes d'opinion », cet instrument a consisté à conduire des recherches segmentées et approfondies sur des groupes spécifiques. Les résultats des discussions avec les groupes cibles indiquent clairement que chacun d'eux est intéressé par des aspects spécifiques de la coopération pour le développement (par exemple, la conférence de Rio pour les écologistes, les droits de la personne pour les groupes anti-discrimination/anti-racistes), mais pas nécessairement par l'APD en général. On peut en conclure que les ONG spécialisées dans l'éducation au développement devraient adopter une approche plus individualisée pour établir des coalitions avec d'autres mouvements sociaux/courants d'opinion « internationalistes ».

Sondages d'opinion

Le tableau 1 donne des informations sur l'attitude des Autrichiens à l'égard de l'aide au « tiers monde ». Les données des années 1996 et 1998 (quelque peu en décalage par rapport aux autres années) proviennent de l'étude Eurobaromètre. Certains expliquent les résultats du sondage de 1995 – où le pourcentage de personnes interrogées opposées à l'aide au « tiers monde » grimpe à 19 pour cent – par le fait que l'enquête a été réalisée au moment des discussions budgétaires nationales. Néanmoins, le niveau moyen du soutien à l'aide aux pays en développement au cours de cette période de 13 années (en incluant les deux années couvertes par le sondage Eurobaromètre) est de 70.1 pour cent. Au cours des dernières années (1999 et 2001), la proportion d'opinions favorables a considérablement augmenté à la faveur d'une baisse du nombre d'opposants et d'indécis.

Tableau 1. Avis du public sur le « bien-fondé » du soutien gouvernemental aux pays en développement et ratio APD/RNB en pourcentage, 1988-2001

Institut de sondage	Années							
	1988 Bruder inNot	1992 VIDC/ Gallup	1993 TransFair	1995 TransFair	1996 Euro- baromètre	1998 Euro- baromètre	1999 TransFair	2001 BmaA/ DCD
Soutien justifié	76	60	71	66	62.5	56.6	86	83
Non justifié	10	12	9	18	16.2	24.3	8	6
Indécis	14	28	19	15	21.2	19	6	9
APD/RNB	0.24	0.30	0.30	0.33	0.24	0.22	0.26	0.25

Note : DCD : Département de la Coopération pour le développement du MAE autrichien.

Source : Années 1988, 1992, 1993, 1995, 1999 et 2001 tirées de von Andriik, Erich (octobre 2001), *Public Support for International Co-operation*, Österreichische Entwicklungszusammenarbeit, VIDC, Vienne. 1996 et 1998 : Eurobaromètre 46 et 50.1. APD/RNB tiré de OCDE/CAD, Rapport sur la coopération au développement, 1990, 1997, 2001, OCDE, Paris.

Ce n'est pas parce que le public est largement favorable à l'aide aux pays en développement qu'il soutient nécessairement une augmentation de l'APD (notamment si elle a pour corollaire une baisse des dépenses dans un secteur les intéressant plus directement, comme les services sociaux). De plus, dans l'ensemble des pays, les réponses données à la question sur le volume d'APD et sur son évolution souhaitable (hausse, baisse ou maintien au même niveau) présentent des caractéristiques récurrentes sur lesquelles se basent souvent les décisions :

- La plupart des personnes interrogées surestiment le niveau de l'APD.
- Les personnes interrogées savent généralement qu'une APD est fournie, mais elles ignorent quel pourcentage du revenu national elle représente.
- Lorsque l'on indique aux personnes interrogées le montant effectif de l'aide, le nombre de personnes se déclarant favorables à l'aide tend à augmenter.

On voit d'après le tableau 2 que le soutien des Autrichiens à une augmentation de l'APD est régulier depuis 1996. Plus d'un tiers des personnes interrogées sont favorables au renforcement de l'aide. Le nombre de personnes qui souhaiteraient voir l'APD diminuer a considérablement régressé (34.7 pour cent en 1996 et 12 pour cent en 2001). En 2001, la majorité² des Autrichiens, ignorant combien d'argent le gouvernement consacre à l'aide, la surestime. Une fois le panel informé du montant exact, il apparaît qu'un tiers est favorable à une augmentation et que les personnes favorables à une réduction sont beaucoup moins nombreuses qu'en 1996 et 1998.

Tableau 2. L'avis du public sur le niveau d'APD, 1996*-2001**

	Années		
	1996	1998	2001
Devrait beaucoup augmenter	5.8	4.5	12
Devrait augmenter un peu	28.5	32.4	22
Est au bon niveau	-	-	40
Devrait baisser un peu	23	18.7	6
Devrait beaucoup baisser	11.7	8.6	6
Ne sait pas	31	35.8	14

Notes : * 1996-1998: Eurobarometer 46 et 50.1.

** Dans le sondage UNFPA/MORI, la formulation des réponses était légèrement différente de celle des enquêtes Eurobaromètre : « légèrement/très insuffisante » (interprétée comme signifiant « devrait augmenter un peu/beaucoup »), « légèrement/très excessive » (« devrait baisser un peu/beaucoup ») et « est au bon niveau ».

Les questions liées aux pays en développement et au tiers monde qui préoccupent le plus les Autrichiens en 2001³ sont la famine et la malnutrition (65 pour cent), suivies par la pauvreté (57 pour cent) et la croissance démographique, le VIH/SIDA et les autres maladies sexuellement transmissibles (47 pour cent). A la question « fermée » sur l'usage qui devrait être fait de l'aide étrangère autrichienne, 48 pour cent (38 pour cent en 1996) des participants ont répondu que l'aide devait être affectée à des opérations de secours d'urgence (catastrophes naturelles, famines, guerres, etc.), 42 pour cent (40 pour cent en 1996) privilégient les soins de santé et le recrutement de médecins et d'infirmières et 40 pour cent (34 pour cent en 1996) l'éducation/les écoles/la formation. Ces réponses montrent que le soutien à l'aide est très majoritairement motivé par des considérations humanitaires. Cela étant, il faut garder à l'esprit que les réponses sont limitées aux propositions du questionnaire, aucune d'entre elles n'incluant, par exemple, le commerce équitable avec les pays en développement, la réforme des institutions financières internationales, etc.

Le débat public sur la coopération pour le développement

La coopération pour le développement fait rarement l'objet de débats nationaux. L'un des problèmes est qu'il n'y a de débat parlementaire formel sur ce thème qu'une fois tous les trois ans, lorsque le rapport sur la coopération pour le développement est présenté au ministère des Affaires étrangères (MAE) (*Reality of Aid*, 2000). La sous-commission de la Commission des Affaires étrangères qui traite des questions de développement n'est pas la mieux placée pour provoquer ces débats.

Malgré tout, certains thèmes liés à la coopération internationale suscitent l'intérêt des médias et donnent matière à débat. C'est le cas, en particulier, des problèmes d'immigration et d'environnement (les Autrichiens sont très sensibles aux problèmes écologiques mondiaux). L'enquête UNFPA/MORI de 2001 note une augmentation du pourcentage de personnes ayant sélectionné l'environnement comme une préoccupation importante pour la planète (26 pour cent en 1996 contre 31 pour cent en 2001).

La campagne contre l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) est vraisemblablement celle qui a eu le plus d'écho en Autriche. Une coalition d'ONG autrichiennes a fait campagne dans tout le pays sur ce sujet à partir du début de 1998. Son message se résumait essentiellement à un appel à l'interruption immédiate des négociations. On pense que cette campagne a eu un rôle dans la décision du chancelier autrichien de décréter en juin 1998 « une pause » dans les négociations, « motivée par le besoin de réfléchir » (*ibid.*). Cependant, et bien qu'elles représentent le principal outil de mise en œuvre de l'APD du ministère, les ONG de développement autrichiennes sont relativement petites et ne sont pas aussi médiatisées que les grandes ONG d'autres pays européens (à l'exception de la toute nouvelle ONGD catholique Horizon 3000). De plus, à l'exception notable des organisations catholiques et par contraste avec la situation de nombreux autres Membres du CAD, les ONG autrichiennes ont

très peu accès aux fonds privés pour financer leurs campagnes d'information publique. L'on tient donc leur capacité à influencer le débat public sur la coopération internationale pour limitée. Les professionnels des ONG en Autriche estiment avoir besoin de moyens supplémentaires pour améliorer leurs activités de sensibilisation et leurs travaux sur les politiques (par exemple, sur l'Organisation mondiale du commerce, les flux financiers, etc.), de manière à les rendre plus concrets et efficaces.

En l'absence d'une pression parlementaire et politique poussant à débattre de ces sujets, à une époque où les médias s'intéressent davantage à la politique nationale qu'aux thèmes internationaux et compte tenu de la faible aura politique des ONG autrichiennes, le débat public en Autriche est relativement restreint.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Comme dans d'autres pays Membres du CAD, les ONG autrichiennes (financées principalement par le Département de la Coopération au développement du MAE) sont les principaux acteurs impliqués dans la sensibilisation du public et l'éducation au développement. Les ONG autrichiennes sont particulièrement actives dans ce domaine.

Malgré ce qui a pu être perçu comme un manque d'intérêt du public et des responsables politiques (ou peut-être précisément à cause de ce manque d'intérêt !), le DCD du MAE accorde une importance considérable à l'information sur le développement, les relations publiques et l'éducation dans sa politique de développement. Il a confié la responsabilité de ces tâches à un organisme extérieur, KommEnt (Gesellschaft für Kommunikation und Entwicklung, Société de la communication et du développement), qui travaille sous contrat avec le MAE et soutient dans ce cadre les activités d'éducation au développement et de sensibilisation des ONG. Le DCD dispose d'un bureau d'information et a établi un groupe de travail informel pour discuter « scientifiquement » du soutien du public (voir l'encadré 1). Le DCD se focalise sur la « macro-communication » – dirigée essentiellement vers les décideurs, l'administration publique, les entreprises et d'autres groupes cibles importants dans la population autrichienne. Les ONG se chargent pour leur part de la « micro-communication », ciblée sur des groupes spécifiques, et se concentrent sur les activités de sensibilisation et la diffusion d'informations de base, notamment dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la science⁴.

Le CAD (2000) vante les mérites des projets financés par les ONG et le DCD dans ce domaine :

La variété des outils d'information sur l'éducation au développement et autres fournis par les ONG est impressionnante, de même que leur qualité. Les projets portent sur des thèmes tels que la main-d'œuvre, les échanges mondiaux, les politiques de développement de l'UE, l'environnement / le climat et les échanges culturels. L'accent est mis principalement sur les pays partenaires d'Afrique et d'Amérique centrale. Les supports produits par les ONG sont distribués aux enseignants, aux journalistes, aux médias de masse, aux institutions communautaires et à d'autres groupes d'intérêt.

Et de poursuivre (*ibid.*) :

Le DCD met en œuvre son propre programme de communication, ciblé sur les décideurs, les fonctionnaires et le grand public. Une liste de résultats attendus a été établie pour les deux programmes – le programme d'information et d'éducation au développement des ONG et le propre programme de communication du DCD – afin de pouvoir, à une date ultérieure, évaluer l'impact des activités conduites.

Les principaux moyens employés par le DCD pour toucher son public sont les suivants : publication d'articles dans les journaux, rédaction d'une lettre d'information et de brochures, organisation de voyages commentés pour les journalistes, réalisation de films et vidéos, et manifestations culturelles. Les Objectifs de développement du millénaire fixés pour l'horizon 2015 et l'objectif largement prioritaire de lutte contre la pauvreté ne font pas encore l'objet d'activités de communication officielles.

Budget affecté à l'information / l'éducation au développement

Le budget alloué par l'État à l'information et l'éducation au développement est passé de 2.47 millions d'euros annuels de 1996 à 1998 à 3.19 millions d'euros en 2000 et 2.9 millions d'euros en 2001, avec un pic de 3.6 millions d'euros en 1999. En plus de ce montant, le DCD disposait d'un budget de 1.3 millions d'euros pour ses propres activités en 2001.

Les écoles, les universités et les jeunes gens sont les principaux groupes cibles des activités des ONG et reçoivent à ce titre environ 65 pour cent des fonds. Les 35 pour cent restants sont destinés à des projets individuels innovants et décentralisés, d'abord examinés par KommEnt et ses conseils d'experts avant que le ministère approuve la décision de financement. De l'ordre de 70 projets d'information et d'éducation au développement sont financés chaque année (ce chiffre englobe des projets cofinancés par l'UE). Aux activités effectuées par les ONG dans les écoles, s'ajoute un enseignement sur le développement, dispensé aux élèves dans le cadre des cours d'histoire-géographie, en tant que composante à part entière du programme scolaire.

Activités des ONG

On note chez les ONG spécialisées dans l'information et l'éducation au développement une propension croissante à collaborer entre elles et à se répartir les tâches. La Conférence autrichienne sur l'éducation aux questions mondiales qui, en mai 2001, a réuni des pédagogues et des spécialistes de la coopération pour le développement, a démontré chez ces acteurs souvent en concurrence, une volonté de travailler de conserve pour sensibiliser le public à la coopération internationale en matière d'éducation d'une manière plus profonde et efficace.

Ces dernières années, les activités d'éducation au développement des ONG autrichiennes ont été dominées par les thèmes de la mondialisation, la division internationale du travail, le système financier international et le commerce équitable. La campagne « Vêtement propre » (coordonnée par *Women's Solidarity*) a trouvé un écho favorable dans le public. Les médias et l'organisation catholique Welthaus ont ainsi pu mettre en œuvre un programme pluriannuel financé par la CE sur l'avenir du travail. L'ONG Südwind Agentur organise chaque année des Semaines de l'Éducation aux questions mondiales.

En 2001, pour la première fois depuis presque dix ans, a été organisée à Salzbourg une conférence autrichienne sur le développement. Elle a réuni 300 militants d'ONGD, des représentants de la communauté scientifique et des citoyens intéressés. Dans toutes les villes universitaires, des ONG spécialisées gèrent des bibliothèques publiques, organisent des cours et proposent des programmes de rencontres entre les étudiants du Sud et le public autrichien. Les programmes ayant reçu un accueil positif auprès de la communauté (Climate Alliance), des écoles (principalement des ateliers et des expositions), des syndicats ou dans le cadre de festivals artistiques ont été reconduits.

SITES INTERNET

www.eza.gv.at

www.bmaa.gv.at/eza

www.komment.at

Notes

- * L'auteur tient à remercier Helmuth Hartmeyer (KommEnt) et le Dr Erich Andriik (VIDC) pour les informations et les commentaires qu'ils ont eu la gentillesse de lui fournir.
1. Citation de Gabler, Heinz, Division de la coopération pour le développement du ministère des Affaires étrangères autrichien.
 2. UNFPA/MORI (2001), 30 pour cent d'entre eux estimaient l'aide publique à entre un et cinq pour cent, 10 pour cent à entre cinq et 10 pour cent, et 30 pour cent ignoraient son niveau. Seuls 22 pour cent estimaient l'aide à moins de 1 pour cent.
 3. Question 9 de l'enquête UNFPA/MORI. Il ne s'agissait pas d'une question ouverte mais d'une question à choix de réponses limité.
 4. Information de KommEnt, janvier 2001.

Références

- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1997), *Eurobaromètre n° 46.0: Avec le citoyen, bâtir le futur de l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf).
- KÜBLBÖCK, K. ET M. OBROVSKY (2000), "Austria" in *Reality of Aid, An Independent Review of Poverty Reduction and Development Assistance*, Earthscan, Londres.
- OCDE (2000), "Autriche" in *Le Journal du CAD*, OCDE, Paris, Vol. 1 (2).
- VIENNA INSTITUTE FOR DEVELOPMENT AND CO-OPERATION (VIDC) (2001), "Public Support for International Co-operation", Vienne.

Belgique

*Ida Mc Donnell**

Contexte

Un rapport récent (Dekeyser, 2000) consacré à l'évolution des ONGD belges s'interroge sur leur degré d'information et de connaissances sur les valeurs et les opinions du public : ces organisations ont beau savoir quel objectif elles poursuivent, elles sont cependant moins claires sur l'origine de leur légitimité. En fait, les ONG ont besoin d'instruments qui leur permettent d'être en phase avec leur base citoyenne et de répondre aux évolutions de l'opinion publique.

La coopération pour le développement en Belgique a connu de profonds changements depuis 1997, notamment à cause des nombreuses critiques formulées par le public au sujet de la pertinence et de l'efficacité de l'aide belge (OCDE, 2001; DGCI, 2000a). En mai 1999, la Chambre des Représentants a voté une nouvelle Loi relative à la coopération internationale belge. La communication, la sensibilisation du public à la coopération pour le développement et l'éducation au développement sont ainsi devenues des priorités affichées. En 1983, le ratio APD/RNB était de 0.59 pour cent. Il a atteint son plus bas niveau en 1999, à 0.30 pour cent, avant de remonter à 0.37 pour cent en 2001. Le gouvernement entend doubler les dépenses d'ici la fin de la législature parlementaire (en 2003) de manière à renouer avec les niveaux du début des années 90 (0.46 pour cent du PNB en 1990)¹.

A la présidence de l'Union européenne dans la deuxième partie de 2001, la Belgique a souligné l'importance de la coopération internationale. Pour la première fois, le Groupe de travail du Conseil de la coopération pour le développement a examiné une Résolution sur l'éducation au développement (à laquelle ont directement contribué des ONG belges). Cette Résolution se fonde sur la politique de développement de la Commission européenne : « Afin de sensibiliser l'opinion publique aux enjeux et aux objectifs de la solidarité européenne à l'égard des pays en développement [...] Le Conseil et la Commission s'y emploieront, en favorisant notamment l'éducation au développement »².

S'agissant de la coopération pour le développement, la société civile a également fait l'objet de critiques dans les médias au milieu des années 90, lorsque plusieurs articles de presse ont remis en question les activités des ONG. Ces dernières conservent néanmoins des liens solides avec le Parlement, et sont suffisamment représentatives de nombreux corps de la société belge — Églises, syndicats et organisations sociales — pour trouver auprès du public un large soutien, dont ne bénéficie pas le secteur officiel³.

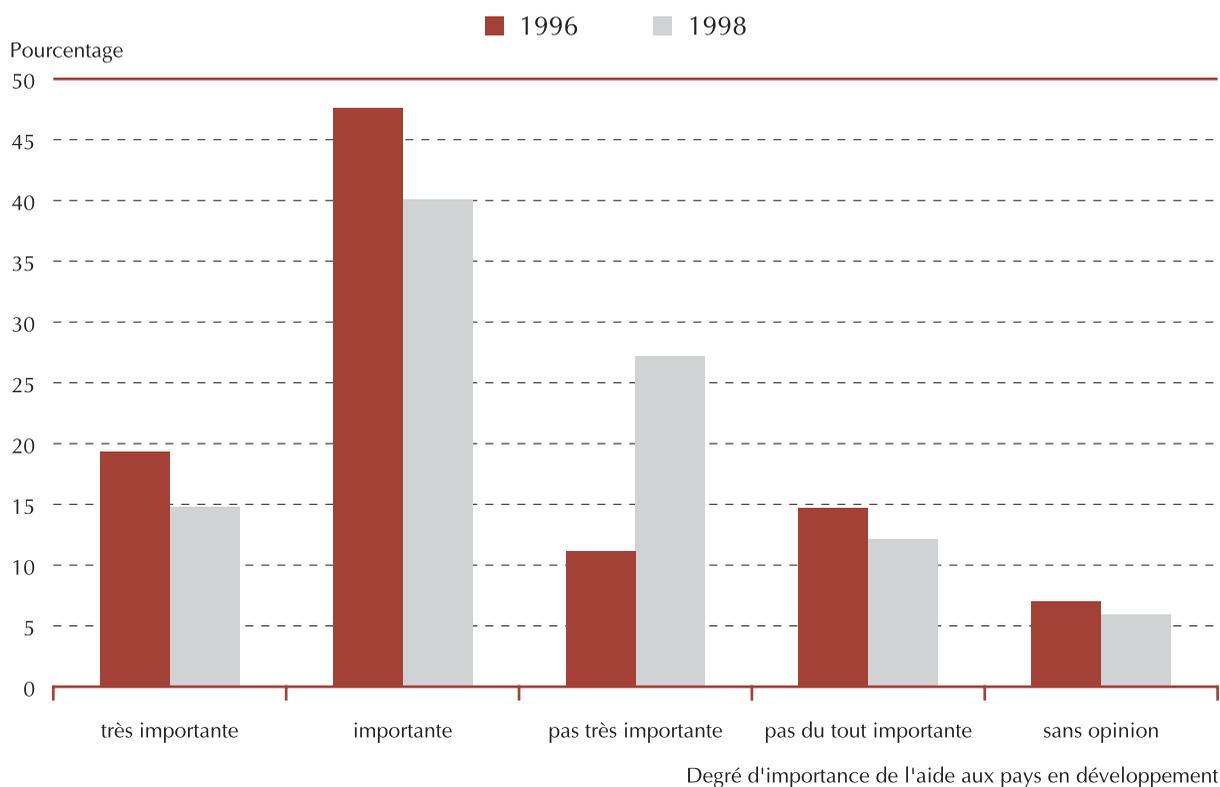
Opinion publique

Le Comité d'Aide au Développement (CAD) (OCDE, 2001) indique :

Malheureusement, la Direction générale de la coopération internationale (DGCI) n'a effectué aucune recherche récente sur l'attitude des Belges vis-à-vis de la coopération. C'est là une lacune importante si l'on entend définir une politique d'information et de sensibilisation correctement ciblée.

Malgré l'absence de recherches récentes sur l'opinion publique en Belgique, *La qualité dans la solidarité* (DGCI, 2000b) fait état d'une population sensible à la situation des pays en développement, une majorité souhaitant voir le pays maintenir ou même augmenter le volume de ressources consacrées à la coopération pour le développement⁴. Ce soutien n'empêche pas les Belges de critiquer l'efficacité de l'aide publique⁵. Quoi qu'il en soit, les seules données disponibles — les enquêtes Eurobaromètre effectuées en 1996 et 1998⁶ — révèlent que si la majorité des Belges soutient la coopération pour le développement, leur niveau de soutien durant ces deux années était le plus faible de l'ensemble des pays de l'UE. En 1998, 55 pour cent (67 pour cent en 1996) considéraient l'aide aux pays en développement comme très importante ou importante, contre 76.5 pour cent en moyenne pour l'UE. En 1998, la proportion estimant que l'aide aux pays en développement n'est pas importante a augmenté (figure 1). En 1996, 39 pour cent des personnes interrogées étaient favorable à une légère, voire une forte, diminution de l'aide, contre 44 pour cent en 1998. En 1998, près de 40 pour cent jugeaient l'aide aux pays en développement peu ou pas du tout importante. Quant aux motifs avancés pour justifier le non-soutien à l'aide, 86 pour cent citaient la priorité à accorder aux problèmes de la Belgique ; pour 32 pour cent, les pays pauvres devaient cesser de faire la guerre et d'acheter des armes ; et 28 pour cent craignaient que les fonds ne soient mal utilisés et n'atteignent pas leurs destinataires et, fatalistes, pensaient qu'il y aurait toujours des pays riches et des pays pauvres.

Figure 1. Opinion du public belge vis-à-vis de l'importance de l'aide aux pays en développement



Source : Eurobaromètre 46.0 et 50.1.

Tableau 1. Contributions volontaires aux ONG belges en 1999

Organisation	Contributions en millions de FB	Contributions en millions d'euros
Médecins Sans Frontières	1 080	26.7
Croix Rouge	780	1.7
Plan International	410	10.1
Broederlik delen	290	7.1
Caritas International	280	6.9
Missio	270	6.6
11.11.11	230	5.7
Damiaanactie	220	5.4
Kerk in Nood	140	3.4

Source : Association for Ethics in Fundraising in *Trends Magazine*, 9 novembre 2000, p. 99 : 106, Bruxelles.

Une étude menée en Flandres en 1999 par l'ONG-cadre flamande 11.11.11⁷ livre des informations plus récentes, quoique limitées⁸, sur le soutien public à la coopération pour le développement en Belgique. Les personnes interrogées ont classé leurs préoccupations dans l'ordre suivant : la pauvreté dans le tiers monde (3e), les conflits dans le monde (2e), et la criminalité (1er). Dans des enquêtes similaires effectuées en 1984 et 1992, la pauvreté dans le tiers monde était classée respectivement au 5e et au 6e rangs. La moitié des personnes interrogées se dit intéressée par la coopération pour le développement. D'après cette enquête, l'on peut donc difficilement conclure à une amélioration généralisée de l'opinion à l'égard des pays en développement.

Les secteurs gouvernemental et non gouvernemental de Belgique accordent une grande importance à l'éducation au développement et, par rapport à d'autres Membres du CAD, lui consacrent une part relativement élevée de leurs budgets. Il est donc surprenant qu'aucun sondage n'ait été réalisé sur l'opinion du public à l'égard de la coopération pour le développement et qu'aucun, apparemment, ne soit prévu dans un avenir proche. Une enquête de ce type renforcerait le soutien à une augmentation des dépenses consacrées aux activités d'information et de sensibilisation en Belgique. Par ailleurs, elle guiderait la conception d'activités d'éducation au développement. Les discussions menées entre la DGCI et les ONG pourraient évoluer vers la réalisation d'une enquête d'opinion conjointe.

Les contributions volontaires versées aux ONG, dont une part significative est destinée à l'aide au développement à long terme, servent souvent d'indicateur du soutien du public aux problèmes humanitaires et de développement. En 1999, la Croix Rouge Flandres a examiné les recettes de la collecte effectuée par les organisations flamandes en Flandres, pour conclure que les ONG belges avaient recueilli 173.6 millions d'euros (7 milliards de FB).

Le secteur privé belge semble lui aussi s'intéresser à la coopération pour le développement. On peut citer des activités comme le *Bedrijfsgiftenbank*, une initiative d'investissement dans la coopération pour le développement menée par l'ancien directeur de la Banque nationale de Belgique et à laquelle participent des sociétés belges. Par ailleurs, et à une moindre échelle, des boutiques Oxfam vendent dans la plupart des villes et villages de Belgique des produits labellisés « commerce équitable ».

Le débat public sur la coopération pour le développement

Comme dans la plupart des autres pays Membres du CAD, les questions relatives à la coopération internationale suscitent des débats en Belgique. La mondialisation — ou plutôt les mouvements dits « anti-mondialisation », la taxe Tobin, l'immigration, les réfugiés et le racisme font partie des thèmes régulièrement abordés.

En septembre 2001, le Premier ministre (à l'époque président de l'UE) a adressé une lettre ouverte aux Européens sur la mondialisation, la pauvreté et le mouvement « anti-mondialisation ». Cette lettre, publiée dans 50 journaux européens, avait pour but de décourager les manifestations violentes lors des principaux sommets européens. Tout en concédant que le mouvement anti-mondialisation se fait l'écho de griefs légitimes, la lettre contestait dans un style polémique les motivations du mouvement. La violence, selon elle, loin d'être seulement le fait d'une minorité⁹, était typique du mouvement dans son ensemble. La lettre concluait que la mondialisation peut aider à faire reculer la pauvreté dans le monde, dans le contexte d'une « mondialisation éthique » — assimilée à un triptyque libre-échange, savoir et démocratie ou commerce, aide et prévention des conflits.

La « défédéralisation » de la coopération belge pour le développement, qui relève actuellement de la politique étrangère, devrait devenir l'un des enjeux les plus importants des années à venir. La communauté des ONG pense que ce processus serait bénéfique à l'éducation au développement — les provinces étant déjà responsables de l'éducation et de la culture. Cependant, il pourrait également affaiblir la position des ONG nationales dans la coopération pour le développement, notamment en ce qui concerne le cofinancement.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Bien que la DGCI et les ONG soutiennent amplement les activités d'éducation et de sensibilisation au développement, la communauté belge du développement critique les méthodes employées¹⁰. Selon elle, l'éducation au développement devrait gagner en professionnalisme, se fixer des objectifs clairs et investir davantage dans les capacités humaines. Les méthodes de travail devraient être à plus longue vue, les activités se baser sur des recherches et des sondages d'opinion. Il y aurait lieu, par ailleurs, d'améliorer la coordination entre les différents acteurs. Enfin, certains souhaitent l'adoption de mécanismes d'information du public inspirés des méthodologies d'éducation au développement, et utilisés spécifiquement en situation de catastrophe. Cette demande a été renforcée aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001.

Secrétariat d'État à la Coopération internationale et DGCI

Depuis cinq ans, la DGCI accorde aux activités d'éducation au développement des ONG un soutien financier massif et croissant (tableau 2).

Tableau 2. **Financement public* des activités d'information et d'éducation au développement en Belgique, 1997-2001**

Année	Direction de l'information – activités propres	Direction de l'information – activités des tiers	Afrikalia (préparation de la campagne 2002)	Direction de la coopération indirecte – avec les ONG	ED en % du budget total de cofinancement	Annoncer la Couleur/Kleur Bekennen	Total
1998	61.6	92		230	7		383.6
1999	55.9	112.4		382	11		538.3
2000	57.5	119.6		402	11	67	646.1
2001	101	110	15	427	12	67	720

Notes : * en millions de FB.

Source : DGCI (2000c), *Rapport annuel 1999* : 48, DGCI/ACODEV in Dekeyser, 2000, "Note stratégique sur l'évolution du rôle des ONG belges, p. 26 ; chiffres de 2001 pour la coopération indirecte, Roefs, 2001, "Development Education in Belgium" in *Development Education Journal*, DEA, Londres, p. 25.

Encadré 1. Ali Zaoua

Ce film marocain cofinancé par la DGCI a obtenu de nombreux prix internationaux, notamment au Festival international du film francophone de Namur en 2000 et au Fespaco, à Ouagadougou, en 2001.

Encadré 2. Typologie des activités d'information de la DGCI

- Rapport annuel BADC/DGCI en trois langues
- Lettres d'information bimensuelles – DGCI Contacts et DGIS-Info
- Exposition itinérante sur la DGCI
- Émissions à la radio et à la télévision
- Magazine sur le développement *Dimension 3/Dimensie 3*.
- Gestion des financements aux tiers
- Réponses aux demandes d'informations ponctuelles du Cabinet de la coopération pour le développement.

La Direction de l'Information, Éducation et Sensibilisation de la DGCI consacre deux grands postes budgétaires aux activités de sensibilisation. Le premier englobe des subventions aux activités organisées par des tiers, y compris :

- La campagne Annoncer la couleur/*Kleur Bekennen* auprès des écoles. Neuf des dix provinces travaillent avec l'association à but non lucratif Maison Internationale sur cette campagne ;
- Un programme d'échange pour les jeunes et divers événements culturels — sept festivals de cinéma, 15 productions cinématographiques indépendantes.

Les activités et la rémunération du personnel de la Maison Internationale ont été financées directement par la DGCI en 2000, puis par la Loterie nationale en 2001 (à hauteur de 67 millions de FB chacune des deux années).

Une importance particulière est accordée aux activités de sensibilisation à caractère culturel. En 2001, la campagne *Africalia* a sélectionné des projets en fonction de leur aptitude à promouvoir la culture africaine contemporaine aussi bien en Belgique qu'en Afrique. Ce projet s'achèvera en 2003 avec une manifestation internationale sur le thème Africalia. Financer la réalisation de films est une autre priorité pour le service d'information de la DGCI, qui s'intéresse aussi aux problèmes de racisme et au multiculturalisme.

Les activités d'information propres de la DGCI visent à : garantir une meilleure visibilité à la coopération internationale belge, fournir des informations générales sur le développement et promouvoir l'éducation au développement dans les écoles. Elles fournissent également un soutien logistique pour des conférences et aident des journalistes à se rendre dans des pays en développement en compagnie du Secrétaire d'État pour la coopération au développement. Ces activités touchent généralement un public déjà informé, et le service d'information de la DGCI se concentre sur les segments de la population globalement favorables à la coopération pour le développement¹¹.

Pour que l'éducation au développement en Belgique instille, au sein de la population, une plus grande confiance vis-à-vis de la coopération pour le développement et une plus grande solidarité avec les pays en développement, des progrès doivent être faits en matière d'informations. Les principales lacunes sont les suivantes :

- Manque de données de référence ou de données comparables (issues de sondages d'opinion réguliers) sur le soutien à la coopération ; sur les opinions à l'égard de la coopération pour le développement ; sur la compréhension de ces questions ou l'intérêt qu'elles suscitent ;
- Manque de données sur les sources utilisées par le public pour s'informer des problèmes de développement (ces sources comprenant les activités d'éducation au développement et d'information) ;
- Une distinction nette doit être opérée entre efforts de campagne, collecte de fonds et éducation ;
- Besoin d'évaluer les activités d'éducation au développement et d'information.

En l'absence de ces données, les efforts pour améliorer le degré de confiance et le sentiment de solidarité au sein du public seront vraisemblablement plus difficiles à cibler et les résultats plus incertains. Au cours des dernières années, cependant, certaines campagnes de grande envergure et de longue durée, comme Annoncer la Couleur, ont été évaluées (1999).

Autorités locales

Les autorités locales prennent part à des projets solidaires avec les pays en développement. Elles disposent de budgets spéciaux pour ces initiatives, ainsi que de conseillers en coopération pour le développement. Il existe dans bien des endroits une commission locale de la coopération pour le développement qui collabore avec les organisations de la société civile pour sensibiliser le public à ces questions. La campagne *Speaking Out* est un exemple d'activité locale également financée par l'État fédéral. Sa coordination a été confiée à la Maison Internationale¹². Dans le même ordre d'idée, la campagne Annoncer la couleur/*Kleur Bekennen* est considérée comme une réussite dans les écoles et les universités¹³.

Éducation formelle

L'éducation aux questions mondiales est obligatoire dans tous les établissements scolaires — au sens où chaque école du pays doit mener une activité d'éducation aux questions mondiales identifiable dans l'année — et cela facilite l'intégration de l'éducation au développement dans les programmes scolaires. Les ONG collaborent étroitement avec les écoles dans ce domaine, par exemple en participant à la formation des enseignants. Il existe également des partenariats avec les syndicats d'enseignants pour faciliter l'enseignement des questions de développement dans les écoles et encourager le dialogue entre les ONG, les enseignants et les groupes de jeunes. Cette collaboration a débouché sur l'élaboration de supports et de projets pédagogiques à l'échelle locale, à l'exemple de cet atelier simulant la situation d'un pays en développement dans la salle de classe.

ONG

Les ONG, dont quelques unes sont dans la mouvance chrétienne, jouent un rôle majeur dans l'éducation au développement en Belgique, la plupart des ONG exerçant des activités dans ce domaine. Les 38 membres de Coprogram disposent d'un budget spécifique pour ces activités et 51 ONG ont reçu un cofinancement de la DGCI en 2000 au titre de l'éducation au développement. Pour donner une idée des investissements consentis dans ce secteur, le montant total des fonds alloués en 1998 dans la région flamande s'est élevé à 539.4 millions de FB et l'éducation au développement était sous la responsabilité de 221 personnes¹⁴.

Ces activités font partie intégrante du travail général des ONG, au même titre que la collecte de fonds, les campagnes et les efforts de promotion, et les frontières entre ces différentes activités sont parfois floues. En outre, l'éducation au développement est organisée au sein des trois communautés linguistiques, et ce sont les réseaux ou fédérations d'ONG — ACODEV (francophone et germanophone) et Coprogram (néerlandophone) — qui font le lien avec le gouvernement¹⁵.

Les ONG de développement coopèrent plus étroitement sur les projets d'éducation au développement. Par exemple, une des ONG les plus importantes mène une activité/campagne pendant un mois déterminé de l'année puis passe le relais à une autre ONG le mois suivant. De la sorte, l'attention du public se focalise sur une campagne à la fois et l'on évite de traiter plusieurs fois le même sujet ou de s'adresser plusieurs fois aux mêmes personnes. Un exemple actuel est la campagne de 11.11.11 sur la taxe Tobin. Cela étant, les ONG sont de plus en plus éloignées des organisations de la société civile, et les liens structurels avec les acteurs clés de la société civile, tels que les médias et les entreprises, font défaut.

Malgré la difficulté d'évaluer l'éducation au développement, l'évaluation devient de plus en plus nécessaire, d'autant que davantage de fonds y sont désormais consacrés. On s'efforce actuellement d'adapter un modèle d'auto-évaluation — EFQM — à l'évaluation des activités d'éducation au développement, pour laquelle Coprogram doit dispenser une formation.

Notes

- * L'auteur tient à remercier Tie Roefs pour ses conseils et ses apports.
1. *La qualité dans la solidarité. Partenariat pour le développement durable*, Direction générale de la coopération internationale, ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale (2000), Bruxelles, mars.
 2. Voir Résolution sur l'éducation au développement, Conseil de l'Union européenne, 10 septembre 2001, 11714/01, DEVGEN 140, citation tirée de la Déclaration du Conseil et de la Commission (2000), *La politique de développement de la Communauté européenne*, Union européenne, Conseil Développement, Bruxelles.
 3. Voir Randel, J. et T. German (1998), in *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*, Earthscan, Londres.
 4. À la demande d'ONGs belges, un sondage d'opinion est prévu en 2003.
 5. Les auteurs de *La qualité dans la solidarité* ont tiré ce commentaire du « Rapport sur le développement durable » (2000).
 6. Eurobaromètre 46 et 50.1 (1997 et 1999) — "Les européens et l'aide au développement", Bureau des publications officielles des Communautés européennes, Commission européenne.
 7. NCOS Vlamingen en de derde Wereld, ref: U137/presentatie.
 8. Cinquante pour cent des personnes interrogées étaient des bénévoles d'ONG et les autres issues du « grand public ».
 9. *Guardian* du 27 septembre 2001 : www.guardian.co.uk/globalisation/stroy/0,7369,559887,00.html.
 10. Commentaires fournis par des acteurs publics et non-gouvernementaux du développement au cours d'entretiens menés en septembre 2001.
 11. Les groupes cibles de la DGCI sont les suivants :
 - Les personnes déjà impliquées dans le développement — 5 000 à 10 000 en Belgique.
 - Les personnes qui s'intéressent au développement sans être directement impliquées — enseignants, journalistes, universités, écoles supérieures et personnes qui font des dons.
 - Les membres du public dont l'opinion à l'égard de la coopération pour le développement est perçue comme neutre.
 - La DGCI déclare ne pas cibler ses activités sur les membres de la population belge considérés comme des extrémistes et potentiellement opposés à la coopération pour le développement.
 12. DGCI (2000), *La réforme de la coopération belge au développement*, Bruxelles, 5.
 13. <http://www.diplobel.org/Cooperation/Policy/EN/Section6.htm>.
 14. Coprogram, vlaamse federatie van NGOs voor ontwikkelingssamenwerking, 1999, "NGO-Atlas, Volume 2: Cijfers 1998".
 15. Tie Roefs (2001), « Development Education in Belgium », in *Development Education in the Political Context, The Development Education Journal*, vol. 7.2, mars, DEA, Trentham Books, Londres.

Références

- 11.11.11. (2001), "De boekan van Boutmans" in *11.11.11. Jij Vecht Tegen Onrecht*, 11.11.11, Bruxelles, juin.
- DEKEYSER, L. (2000), "Note stratégique sur l'évolution du rôle des ONG belges", Commission d'avis ONG, disponible auprès du Secrétariat de la Commission d'avis ONG, ACODEV asbl, info@acodev.be/Coprogram et Coprogram, info@coprogram.be.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (DGCI) (2000a), *La réforme de la coopération belge au développement*, Bruxelles.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (DGCI) (2000b), ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération internationale, *La qualité dans la solidarité. Partenariat pour le développement durable*, Bruxelles.
- DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE (DGCI) (2000c), *Rapport annuel 1999*, Bruxelles.
- OCDE (2001), *Examen de la Belgique par le CAD*, OCDE, Paris.

Canada

Ian Smillie

Ottawa. Le ministre des Affaires étrangères John Manley a indiqué hier que les capacités de collecte de renseignements, de défense et d'aide étrangère du Canada se caractérisent par une « inadéquation flagrante », qui compromet l'aptitude du pays à honorer ses engagements extérieurs ainsi que sa réputation internationale. Dans un entretien avec le *National Post*, M. Manley attribue ces défaillances en partie au fait que les gouvernements fédéraux successifs n'ont pas su convaincre les Canadiens de consacrer des ressources à la politique étrangère.

National Post, 5 octobre 2001

Contexte

Entre le milieu des années 70 et 1991, l'APD canadienne a oscillé entre 0.45 et 0.5 pour cent du RNB. Compte tenu de la croissance continue de l'économie, le volume d'aide a augmenté pratiquement chaque année, culminant à environ 3.2 milliards de dollars canadiens en 1991–92. Depuis lors, le volume d'aide et le ratio APD/RNB ont régulièrement décliné. Cette évolution doit être analysée dans le contexte de la politique et de l'économie canadiennes. Au fil des années, le gouvernement a accumulé une lourde dette nationale, qui a augmenté à chaque exercice à partir du milieu des années 60 en raison de la persistance des déficits budgétaires. Au pouvoir de 1984 à 1993, le gouvernement progressiste-conservateur a cédé la place à un gouvernement libéral (réélu en 2000 pour son troisième mandat) qui s'est engagé non seulement à cesser de financer le déficit mais à réduire la dette nationale.

Il en a résulté des coupes massives dans tous les postes de dépenses publiques, à commencer par l'aide au développement. Le budget d'aide a subi des restrictions plus draconiennes que celui des autres secteurs — à l'exception peut-être de la culture — et plus importantes également que le budget d'aide de nombreux autres pays de l'OCDE. Le Canada, 6e donneur de l'OCDE en 1995 (en termes de ratio APD/RNB), a reculé au 17e rang en 2000. Le montant total a quelque peu augmenté en 2000, mais l'APD en pourcentage du RNB a continué à décliner (0.23 pour cent en 2001, moins de 0.25 pour cent en 2000), atteignant son plus bas niveau depuis 1966. Une légère reprise est attendue pour 2002, à la faveur de l'initiative spéciale pour l'Afrique inscrite au budget à l'automne 2001. En outre, lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement en mars 2002, le Premier ministre canadien a annoncé la décision de son gouvernement d'accroître l'APD de huit pour cent par an dans les années à venir.

Opinion publique

Avant que les dépenses n'entament leur déclin, une étude réalisée en 1993 par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) sur dix années de sondages d'opinion a révélé un certain nombre de points sur l'attitude des Canadiens à l'égard de l'aide au développement :

- le soutien aux dépenses publiques pour l'aide étrangère est resté relativement stable entre 1979 et 1983, a augmenté brusquement au milieu des années 80 et a décliné par la suite ;
- la majorité des Canadiens n'avaient pas d'opinion sur l'aide. Ils n'y pensaient pas très souvent, ne se sentaient pas personnellement concernés et ne se considéraient pas comme faisant partie de la communauté mondiale. Quatre Canadiens sur dix étaient neutres mais plutôt favorables à l'aide, et deux sur dix neutres et plutôt défavorables¹.

Une étude réalisée en 1994 par l'ACDI a néanmoins modéré les conclusions apparemment pessimistes de ce rapport : elle faisait apparaître que le soutien avait fluctué au fil des années, pouvant atteindre jusqu'à 80 pour cent en 1984 et 1985. Mais le niveau de 1993 (tendant vers les 70 pour cent) était presque exactement le même que celui de 1979².

En 1995, une enquête plus analytique sur la politique étrangère, la défense et l'aide au développement est parvenue à des conclusions plus positives. Il en ressort que les Canadiens « attachent la plus haute importance aux objectifs de protection de l'environnement mondial et de promotion de la paix dans le monde fixés par la politique étrangère ». Une large majorité considère par ailleurs qu'il est important pour le Canada de favoriser les échanges (93 pour cent), de lutter contre la violation des droits de la personne (84 pour cent), d'avoir une politique étrangère indépendante des États-Unis (81 pour cent), de maintenir les capacités de défense nationale (83 pour cent), d'être présent au sein de l'ONU (84 pour cent), d'œuvrer pour l'amélioration de la condition féminine dans les pays en développement (83 pour cent) et d'aider les pays pauvres à élever leur niveau de vie (82 pour cent). L'étude a mis en évidence « un soutien largement majoritaire (89 pour cent) à la poursuite du programme d'aide extérieure canadien. Le public approuve sans réserve l'aide étrangère visant à satisfaire les besoins fondamentaux des habitants des pays en développement »³. Ces résultats ont été confirmés par un sondage de l'ACDI en mars 2002. Interrogés sur les raisons d'être d'un programme d'aide, les participants ont cité en premier « la nécessité d'aider les personnes dans le besoin » (39 pour cent).

L'expérience de nombreux pays montre que la situation économique peut avoir une profonde influence sur l'attitude du public à l'égard des questions internationales, et tout particulièrement de l'aide étrangère. Une conjoncture économique défavorable peut affaiblir le niveau de soutien à l'aide et une situation prospère le stimuler. Après avoir fait couler beaucoup d'encre, le déficit budgétaire national a été comblé pour la première fois en 1997 et, vers le milieu de cette même année, l'attitude du public à l'égard de l'aide a radicalement changé. Les divergences des résultats des sondages de février et août peuvent être attribuées, au moins en partie, à la poursuite de la croissance économique et aux nombreux débats publics autour de la suppression du déficit.

Tableau 1. **Soutien du public à l'aide au développement, 1993–1997**
(en pourcentage)

	1993	1994	1995	Février 1997	Août 1997
Soutien vigoureux	35	26	21	39	54
Soutien modéré	44	38	36	23	26
Opposition modérée	10	17	20	19	8
Opposition vigoureuse	7	16	21	18	11
APD en % du PNB	0.45	0.43	0.38	0.34	0.34

Sources : niveau d'APD tiré des rapports statistiques de l'OCDE ; résultats des sondages tirés d'une correspondance de l'ACDI du 5 décembre 1997.

Le maintien d'un niveau de soutien élevé au programme d'aide peut être mis au compte de ce facteur au moins jusqu'aux premiers mois de 2001, où la croissance économique et l'optimisme sont encore élevés. Un large sondage d'opinion réalisé par l'institut Environics en juillet 2000 a noté « une remontée des opinions favorables » à l'égard de l'aide étrangère. En 2000, l'institut a posé aux participants des questions identiques à celles d'une enquête antérieure de 1995. Le rapport (Environics 2000) livre le commentaire suivant : « La dernière fois que ces questions ont été posées, en 1995, le Canada n'avait pas encore émergé de la récession économique et les Canadiens souffraient durement d'une série de coupes budgétaires dans les services publics. Aussi leur soutien à l'aide étrangère était-il de moins en moins enthousiaste. Aujourd'hui, les Canadiens sont beaucoup plus rassurés sur la situation de leur économie. Cela explique la progression fulgurante de l'idée qu'ils devraient aider les nations moins favorisées que le Canada et le déclin de l'opinion selon laquelle l'argent consacré à l'aide devrait plutôt être dépensé dans le pays »⁴.

Une bonne partie des écarts entre les résultats des sondages peuvent aussi s'expliquer par les différences de formulation des questions. Par exemple, dans l'enquête d'Environics de juillet 2000, il était demandé aux participants s'ils estimaient que l'aide aux pays en développement n'était *pas* nécessaire. Quatre-vingt-quatre pour cent étaient complètement ou assez en désaccord avec cette proposition. On pouvait donc interpréter que 84 pour cent de l'opinion étaient favorable à l'aide. Un autre sondage réalisé quatre mois plus tôt par un autre institut avait posé la question suivante : « Êtes-vous favorable ou défavorable à l'octroi par le Canada d'une aide aux pays pauvres ? » Dix-neuf pour cent seulement étaient « largement favorables » et 31 pour cent favorables, soit un soutien total de 50 pour cent seulement — ce qui est bien inférieur à tous les résultats obtenus ces dernières années⁵.

Le sondage effectué par l'ACDI en mars 2002 révèle que plus de huit Canadiens sur dix continuent de soutenir l'aide au développement à long terme (83 pour cent exactement, soit huit points de plus qu'en 1998) et qu'une proportion légèrement supérieure soutient l'aide humanitaire — 85 pour cent, en progression de cinq points depuis 1998 (Environics, mars 2002. Dans les deux cas, une définition a été donnée aux personnes interrogées).

Les autres perceptions et connaissances du public à l'égard de l'aide étrangère sont peut-être d'un plus grand intérêt. Par exemple, des questions sont régulièrement posées sur le volume d'aide — faudrait-il l'augmenter, le diminuer ou le maintenir au même niveau ? Le tableau 2 indique l'évolution des réponses à cette question, telle qu'elle a été posée par Environics entre 1989 et 2001. Les chiffres de 2001 ont été compilés après les attentats du 11 septembre et donc en pleine période de récession économique. Or, fait intéressant, ils ne révèlent pas de changement spectaculaire par rapport aux chiffres de l'année précédente. La dernière colonne donne la réponse à une question posée par un autre institut en 2000, et qui corrobore les résultats de Environics.

Tableau 2. **Opinion sur le volume d'aide, 1989–2001**

<i>Pensez-vous que le Canada dépense :</i>	<i>Environics</i>					<i>Earncliffe</i>
	<i>1989</i>	<i>1993</i>	<i>1995</i>	<i>2000</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>
Trop	26	38	44	26	21	23
Ce qu'il faut	50	43	40	47	49	44
Pas assez	18	14	9	23	24	22
Ne sait pas	6	5	7	4	5	10

Note : À l'automne 2001, Environics a mené une enquête dans laquelle la question sur le niveau d'aide était formulée différemment des années précédentes. Ses résultats ont été les suivants : dépenser plus, 23 pour cent; dépenser le même montant, 27 pour cent ; dépenser moins, 29 pour cent et ne sait pas/nd, 9 pour cent.

Source : Environics (diverses années) ; Earncliffe Research & Communications (2000).

On peut estimer, au vu de ces résultats, que le soutien à l'aide se situe entre 49 et 70 pour cent (Environics, 1995, 2000). Dans l'étude Earnscliffe, cependant, les enquêteurs ont dans un second temps indiqué aux participants le volume effectif de l'aide canadienne (« entre 1 et 2 cents pour chaque dollar d'impôt »), avant de leur demander s'ils considéraient ce montant excessif, adéquat ou insuffisant. Cette précision a eu pour effet de déplacer environ 10 pour cent des personnes interrogées de la catégorie « trop » à « pas assez ». Cela dénote une méconnaissance du volume d'aide et traduit le fait qu'une fois informés du montant exact, les individus deviennent plus favorables à l'aide. En 2002, Environics, à son tour, a communiqué aux personnes interrogées le montant des dépenses d'aide : l'on observe le même mouvement, cette fois plus prononcé — 20 pour cent de Canadiens de plus déclarent alors que le budget d'aide du Canada est insuffisant.

Eu égard au soutien dont semble bénéficier l'aide, la persistance d'un degré de scepticisme élevé quant à son efficacité constitue un fait plus étonnant. Plus de huit Canadiens sur dix sont convaincus que l'aide ne parvient pas aux personnes qui en ont le plus besoin (85 pour cent dans Environics 2000, 86 pour cent dans Environics 2002). En 2002, neuf Canadiens sur dix estiment que la principale raison de cet échec est la corruption dans les pays en développement. Près de trois quarts des Canadiens (73 pour cent en 2002) sont d'accord pour dire qu'une grande partie des fonds consacrés à l'aide par le gouvernement fédéral sont gaspillés.

L'enquête Earnscliffe 2000 a demandé aux participants de citer des « partenaires crédibles » pour l'ACDI. Des organisations internationales comme la Croix Rouge viennent en tête des réponses avec 60 pour cent (« très efficaces »), suivies par des ONG telles que Oxfam et CARE avec 48 pour cent. La Banque mondiale ne recueille que 24 pour cent d'avis favorables — plus cependant que les Églises, qui totalisent 21 pour cent. Les entreprises privées canadiennes occupent la queue du classement avec seulement 15 pour cent.

L'opinion sur l'aide d'urgence et l'aide au développement à long terme montre elle aussi que les résultats des sondages sont influencés par l'actualité. Entre 1991 et 1993, lorsqu'on demande aux Canadiens quelle forme d'aide — d'urgence ou pour le développement à terme — est la plus importante, la majorité choisit la première option. Il faut savoir que cette période a vu une résurgence massive des conflits et une augmentation consécutive du nombre de réfugiés et de personnes déplacées. Même si le nombre de situations d'urgence n'a pas diminué de manière appréciable durant les sept années suivantes, le public s'est peut-être familiarisé avec elles. Toujours est-il que dans le sondage Environics 2000, 51 pour cent des Canadiens se déclarent plutôt favorables à l'aide au développement à long terme, 38 pour cent plutôt favorables à l'aide d'urgence et 10 pour cent favorables aux deux. En 2002, le revirement est plus marqué encore, puisque plus de deux tiers des Canadiens (68 pour cent, soit 17 points de plus qu'en 2000) privilégient l'aide au développement à long terme par rapport à l'aide d'urgence (21 pour cent).

Dons aux ONG

Les dons privés aux ONG peuvent fournir une indication de l'opinion publique concernant l'aide étrangère. Cela est encore plus vrai dans le cas du Canada, si l'on tient compte du fait — mentionné plus haut — que les ONG sont considérées comme les meilleurs partenaires du gouvernement. Les personnes effectuant des dons aux ONG sont évidemment favorables à l'aide étrangère, quelle que soit la manière dont elles la perçoivent, et ne sont donc pas forcément représentatives. Cependant, s'il s'avérait que les dons aux ONG diminuent, cela pourrait être interprété comme un signe de lassitude à l'égard de l'aide — même si, depuis quelques années, les ONG sont de plus en plus concurrencées par les organismes caritatifs canadiens. Mais en réalité, les dons aux principales ONG n'ont pas décliné. D'après une étude menée sur 13 grandes ONG, leurs fonds collectés, cumulés, ont augmenté de 11.6 pour cent entre 1991 et 1996, ce qui est plus ou moins conforme au taux d'inflation⁶. Une étude réalisée par le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) en 2001 auprès de ses membres a comparé les recettes de 64 ONG canadiennes

entre 1993/4 et 1998/9. Elle révèle que les recettes non-gouvernementales privées ont augmenté de 44 pour cent durant cette période, et les dons individuels des Canadiens de 25 pour cent. Pendant ce temps, les revenus de l'ACDI ont perdu 27 pour cent⁷. Plus récemment, quatre des ONG canadiennes qui collectent le plus de fonds ont continué à voir leurs recettes augmenter à un rythme au moins deux fois supérieur au taux d'inflation (voir le tableau 3).

Tableau 3. **Dons privés aux ONG canadiennes**
(milliers de \$C)

<i>Organisation</i>	<i>Exercice financier le plus récent</i>	<i>Exercice financier 2000</i>	<i>% croissance annuelle</i>
CARE Canada	4 092 (1997)	5 069	8
Vision mondiale Canada	87 170 (1998)	120 179	19.5
Christian Children's Fund	11 034 (1999)	11 825	7
Plan de parrainage	34 288 (1999)	36 164	5.5

Sources : Rapports annuels des organisations respectives pour 1997, 1998, 1999.

Note : Toutes les statistiques ne sont pas parfaitement comparables car les normes comptables des ONG sont variables. Dans la plupart des cas, les contributions en nature sont exclues.

Débat public

Le Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI) est l'organisme-cadre qui chapeaute la plupart des ONG internationales canadiennes. Pendant plusieurs années, il a coordonné la campagne « En commun » pour attirer l'attention du public et cibler ses actions sur l'éradication de la pauvreté. Plus de 100 organisations œuvrant pour la justice sociale, l'aide humanitaire et le développement économique et démocratique — à la fois au Canada et dans les pays en développement — ont uni leurs efforts sous la bannière « En commun ». Toutes partagent la conviction que l'élimination de la pauvreté est un impératif moral et, de surcroît, réalisable. Elles s'engagent « à faire de cet objectif une priorité publique et politique ainsi qu'à mobiliser les actions nécessaires pour faire d'un monde sans pauvreté une réalité ». (CCCI ; www.cccic.ca). Le CCCI coordonne par ailleurs les activités de sensibilisation des ONG canadiennes sur les aspects qualitatifs et quantitatifs de l'APD canadienne.

En 2000, l'ACDI a amorcé un processus de débat public sur le rôle et la nature de l'aide au développement du Canada. L'une des étapes de ce processus a été la publication, en juin 2001, d'un « document de consultation » intitulé *Pour une aide internationale plus efficace : les nouvelles approches du programme canadien d'aide internationale*. Le ministre de la Coopération internationale a ensuite mené une série de consultations dans l'ensemble du pays, auprès des personnes souhaitant débattre des options présentées dans le document. Un site Internet a également été créé pour accueillir et mettre en consultation des commentaires additionnels. *Pour une aide internationale plus efficace* aborde des thèmes liés à la concentration sectorielle et géographique, la cohérence des politiques, l'aide liée, le financement des ONG et le rôle du secteur privé. En ce qui concerne l'obligation de rendre compte, le document cite le partage des responsabilités entre donneur et récipiendaire, et la responsabilité de l'ACDI vis-à-vis du Vérificateur général du Canada et de la législation nationale, mais il n'est nullement question de l'engagement du public ni de la promotion de l'aide au développement auprès des Canadiens. Cette omission a été fréquemment signalée lors des consultations menées par le ministre dans le pays, et l'on s'attend à ce qu'une nouvelle stratégie d'engagement du public soit rapidement adoptée.

Sensibilisation du public et éducation au développement

En 2000, la Direction générale du partenariat canadien de l'ACDI a adressé un questionnaire à environ 500 ONG canadiennes, afin d'évaluer leurs efforts en matière d'engagement du public. Selon la nouvelle terminologie de l'ACDI, « l'engagement du public » recouvre l'éducation au développement, l'éducation aux questions mondiales, l'action sociale (*outreach*) et l'engagement des citoyens. L'ACDI définit l'engagement du public comme « une progression le long du *continuum* menant les gens de la connaissance élémentaire de la coopération internationale à la compréhension, à l'engagement et à l'action éclairée⁸. L'engagement du public ne comprend pas l'auto-promotion d'une ONG dans le but de lever des fonds uniquement pour elle-même ». Cette définition a été acceptée par plus de 90 pour cent des 230 ONG qui ont répondu au questionnaire.

Ces réponses et l'analyse qui en a été faite sur le site de l'ACDI en mars 2001 dressent un portrait intéressant et varié de ce que l'on aurait pu appeler par le passé la communauté canadienne de l'éducation au développement. De nombreuses organisations ciblent leurs travaux sur les groupes et les médias communautaires. Environ un tiers se focalise sur les problèmes d'égalité hommes-femmes et les droits de la femme, et environ 20 pour cent sur les thèmes plus généraux des droits de la personne ou de l'environnement. L'éducation, la santé et les problèmes démographiques reçoivent une attention moindre. De fait, toutes les ONG produisent ou distribuent des ressources documentaires qui peuvent prendre des formes multiples — lettres d'information, brochures, publications ou vidéos. Par ailleurs, plus de 80 pour cent des personnes interrogées présentent leur site Internet comme un moyen de communication primordial. Très peu — moins d'un cinquième — évaluent leurs activités d'engagement du public, et seulement 13 pour cent effectuent des recherches sur la promotion de la participation du public à la coopération internationale.

La stratégie d'engagement du public de l'ACDI elle-même a été profondément remaniée au cours des dernières années. En 1995, la ministre des Affaires étrangères a supprimé le Programme de participation du public (PPP) de l'ACDI, qui était le principal instrument de financement de l'éducation au développement, et son successeur a lancé en 1999 une nouvelle stratégie d'engagement du public. En outre, il a été décidé que les ONG subventionnées par l'ACDI dans le cadre de son programme de développement pourraient utiliser ces fonds, en combinaison avec leurs propres ressources, pour des activités d'engagement du public. On estime que jusqu'à 15 pour cent des contributions versées par l'ACDI aux ONG au titre du développement international sont maintenant consacrées à l'engagement du public. Pour les ONG non-partenaires, l'ACDI a créé un Mécanisme de projet ONG permettant de financer des projets autonomes d'engagement du public dans le domaine du développement, ainsi qu'un nouveau fond destiné aux ONG environnementales.

La Division de la communication de l'ACDI gère un Programme d'information sur le développement qui appuie financièrement des projets visant une large audience au Canada — par la télévision, la radio, les journaux et les magazines ou des expositions. Une initiative intitulée « Le monde en classe », destinée aux écoles, et un programme de collaboration étroite avec des journalistes ont été récemment approuvés. L'ACDI estime que 18 millions de dollars canadiens seront consacrés à l'engagement du public en 2001–2002, soit approximativement un pour cent de l'APD⁹.

Conclusions

Grâce aux sondages, on dispose depuis au moins deux décennies de nombreuses informations sur ce que les Canadiens pensent de l'aide étrangère. Si de nombreux résultats paraissent quelque peu contradictoires ou ambigus, il est démontré que la majorité des Canadiens soutiennent le programme d'aide étrangère. Ce soutien général et ses caractéristiques spécifiques fluctuent en fonction du degré de confiance dans l'économie et des tendances et questions qui font l'actualité mais, dans l'ensemble, le soutien est régulier et relativement élevé. Des résultats récents révèlent la persistance du sentiment selon lequel l'aide ne parvient pas à ceux qui en ont besoin et que la corruption dans les pays en développement y est pour beaucoup. Cela étant, on est en droit de s'interroger sur ce que les Canadiens savent effectivement du programme d'aide, notamment à cause du peu d'argent que le gouvernement et les ONG consacrent à l'engagement du public et à l'éducation au développement.

Il n'y a manifestement aucune corrélation entre le soutien du public à l'aide étrangère et les dépenses affectées à l'APD, qui chutent vertigineusement depuis plusieurs années. On peut tirer deux conclusions de cette énigme apparente. La première est que l'opinion publique influe très peu sur la formulation de la politique gouvernementale en matière d'APD. Cela n'est pas si surprenant dans la mesure où l'opinion publique canadienne approuve de manière très régulière les performances gouvernementales au regard de l'aide, tout en considérant qu'il s'agit du dossier le moins prioritaire des politiques intérieure et extérieure confondues. L'autre conclusion est que l'opinion publique, tout en étant globalement favorable à des principes « incontestables » tels que l'aide étrangère, ne constitue pas réellement une force. Les nombreuses coupes budgétaires n'ont pas provoqué de levées de boucliers. De fait, cela n'aurait peut-être rien changé. Ces dernières années, les postes de l'éducation et de la santé ont également subi d'importantes restrictions budgétaires ; bien que les protestations aient été virulentes et organisées dans leurs cas, elles n'ont pas eu plus d'effet.

La citation de l'ancien ministre des Affaires étrangères John Manley, qui figure au début de cette même note, ouvre une autre piste : les gouvernements canadiens successifs n'ont pas pris l'initiative d'expliquer au public pourquoi l'aide au développement est importante et se sont servis du manque de soutien comme prétexte pour réduire les programmes d'aide. John Manley s'exprimait aux lendemains des attentats du 11 septembre 2001 aux États-Unis et ses remarques s'inscrivaient largement dans un contexte sécuritaire. Mais on notera avec intérêt qu'il a établi un lien direct entre la sécurité à long terme du Canada et le bien-être des populations vivant dans d'autres régions du monde.

Il lève les yeux au ciel en considérant l'écart entre les 6 millions de dollars canadiens d'aide nouvelle accordés à l'Afghanistan par l'ACDI et les 320 millions de dollars américains annoncés hier par George W. Bush, le Président des États-Unis. « C'est là une inadéquation flagrante que nous devons corriger. Mais nous devons rallier le soutien des Canadiens pour y parvenir ».

L'aide, les services de renseignement et la défense « ne figurent pas au même titre que la santé et l'éducation au hit-parade des priorités politiques des Canadiens », a-t-il ajouté. Il en impute la responsabilité non seulement aux Canadiens mais aussi à leurs dirigeants politiques. « Cette situation reflète en partie le fait que nous n'avons rien entrepris pour les mener dans cette direction. Je crois que c'est ce que nous devons faire désormais ».¹⁰

Notes

1. Agence canadienne de développement international (1994).
2. Agence canadienne de développement international, "Canadian Public Opinion on International Development; Analysis of Focus Canada 1993–1 Survey", Groupe de l'analyse et de la recherche au titre de l'environnement public, juillet 1993.
3. "Canadian Opinions on Canadian Foreign Policy, Defence Policy and International Development Assistance", Insight Canada Research pour les ministères des Affaires étrangères et de la Défense nationale et l'ACDI, 1995 ; Earncliffe Research & Communications, "Presentation to the Canadian International Development Agency", mai 2000.
4. Autorisation de citer donnée à l'ACDI par Environics.
5. Earncliffe Research & Communications, "Presentation to the Canadian International development Agency", mai 2000.
6. "Canada" in *L'Opinion publique et la Coopération internationale pour le développement* (1998), Ian Smillie and Henny Helmich (dir. pub.), OCDE, Paris, p. 58.
7. Tomlinson, B., 'Civil Society Financing for Development in Canada, 1994/4 to 1998/9 ; A Study of Revenue Trends for Canadian NGOs', Conseil canadien de la coopération internationale, Ottawa, septembre 2001. Les revenus de l'ACDI incluent les contributions et les contrats de toutes les directions de l'ACDI.
8. Voir 'Engagement du public' sur le site de l'ACDI www.acdi-cida.gc.ca.
9. Information fournie par l'ACDI. Sur ce montant, 42 pour cent correspondent à des dépenses directes de l'ACDI au titre de l'engagement du public ; le reste est le montant estimé des fonds versés au titre de l'engagement du public aux ONG et à d'autres institutions dans le cadre du programme de l'ACDI.
10. "We Don't Pull Our Weight: Manley", *National Post*, Toronto, 5 octobre 2001, p. 1.

Références

- AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL (1994), *Public Opinion Research Input for the Foreign Policy Review*, février .
- EARNCLIFFE RESEARCH & COMMUNICATIONS (2000), "Presentation to the Canadian International Development Agency", Canada.
- ENVIRONICS (2002), *Focus Canada 2000–2*, Environics, Toronto.

Communauté européenne

*Terhi Lehtinen et Anne Simon**

Cette fiche analyse les liens complexes existant entre l'opinion publique et la politique de coopération pour le développement dans le contexte institutionnel spécifique de l'Union européenne (UE). Dans les États Membres de l'UE, les programmes de coopération bilatérale pour le développement ont une « clientèle » bien définie : les électeurs, qui expriment leur opinion directement lors des élections, les médias nationaux et les partis politiques. À l'inverse, la politique de coopération pour le développement de la Communauté européenne se décide à un niveau supranational. Aussi l'influence institutionnelle directe des citoyens européens individuels sur les priorités, objectifs et instruments de cette politique et sur le volume total de ressources financières qui lui est alloué est-elle particulièrement limitée¹.

Encadré 1. L'aide publique au développement de la Communauté européenne

Avec un budget d'APD total de 4.9 milliards de dollars en 2000 et de 5.9 milliards de dollars en 2001, la CE se classe au troisième rang des donateurs du CAD, juste derrière les États-Unis et le Japon (OCDE, 2002).

La coopération pour le développement de la CE est financée par le budget communautaire et par le Fonds européen de développement (FED), basé sur les contributions financières directes des États Membres de l'UE.

La coopération pour le développement de l'UE (CE plus États Membres) est la plus importante au monde en volume (environ 55 pour cent de l'APD totale).

Politique de développement de la CE, institutions et opinion publique

La spécificité du système européen de coopération pour le développement réside dans son cadre institutionnel complexe, qui a progressivement évolué au cours des 40 années du processus d'intégration européenne. La politique de développement de la CE est étroitement coordonnée avec la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la Politique commerciale commune, toutes trois contribuant à définir l'approche européenne générale à l'égard des pays en développement. Différents acteurs institutionnels participent au système de coopération pour le développement (tableau 1) : la Commission, le Parlement européen, le Conseil (composé des chefs d'État des 15 Membres) et la Cour des comptes. Des ONG et différents groupes de pression européens influencent également l'élaboration de la politique de coopération.

La complexité des processus bureaucratiques et le manque de transparence entravent la participation directe des citoyens européens dans les processus décisionnels de l'UE. Il en va de même pour la coopération pour le développement de la CE. Pendant plus de 40 ans, l'intégration européenne s'est construite autour d'un consensus forgé par des « élites » visionnaires qui accordaient la primauté à l'économie et faisaient peu de cas de l'opinion publique européenne.

Tableau 1. **Les institutions européennes chargées de la coopération pour le développement, par domaine d'action**
(septembre 2002)

<i>Institution</i>	<i>Politique de développement</i>	<i>Politique étrangère</i>	<i>Politique commerciale</i>
La Commission 20 commissaires et 24 Directions générales	Propose les politiques ; gestion de la programmation, mise en œuvre des projets de développement sur la base des décisions des comités de gestion du Conseil ou de la Commission.	Programmation, gestion, mise en œuvre des projets relevant de la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC) sur la base des décisions du Conseil.	La Commission représente l'ensemble des Membres de l'UE lors des négociations commerciales internationales.
Le Conseil 15 États Membres	Contrôle du Fonds européen de développement et des allocations budgétaires par le biais des comités de gestion. Groupes de travail du Conseil.	Domaine clé de la coopération intergouvernementale. Fonction de présidence de l'UE et de Haut représentant pour la PESC.	Décisions sur le mandat de négociation de la Commission.
Le Parlement européen 625 membres (MPE)	Mécanisme de codécision (depuis le Traité de Nice en 2001).	Suivi politique des relations étrangères de l'UE	Opinion
La Cour des comptes	Contrôle de la bonne gestion financière	Contrôle de la bonne gestion financière	

Source: D'après le site Internet Europa (www.europa.eu.int).

La coopération pour le développement de la CE s'inscrit dans le prolongement du soutien aux anciennes colonies d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Les élargissements successifs et le changement des priorités de politique étrangère de l'UE se sont accompagnés d'une extension des accords de coopération de la CE à de nouvelles régions — Asie, Amérique latine, Méditerranée, Europe orientale et Balkans. Le rôle des citoyens européens dans l'élaboration d'un « argumentaire » en faveur de la coopération avec les pays en développement est resté marginal. Les citoyens de l'UE se sentent probablement plus concernés par la coopération bilatérale pour le développement de leur propre pays — qui s'appuie sur les liens historiques, culturels et économiques avec les anciennes colonies — que sur la coopération pour le développement de la CE.

Pour autant, il semble que, ces dernières années, l'attitude des décideurs européens à l'égard de l'opinion publique ait changé. Cela tient principalement à la « matérialisation » des projets européens dans la vie quotidienne des individus. Les décisions sur l'introduction de l'euro ou encore l'élargissement de l'UE ont, par exemple, donné lieu à des référendums. Par ailleurs, l'ambition qu'a l'UE de devenir un « acteur mondial » revêtant une identité unique aux yeux du monde extérieur exige l'adhésion des citoyens européens au projet européen commun. Pourtant, il s'agit là d'une préoccupation lointaine pour la plupart des Européens, qui se soucient davantage des affaires internes de l'Union, comme la politique sociale et de l'emploi.

Le changement d'attitude des décideurs européens est également lié à la crise institutionnelle de 1999, lors de laquelle la Commission s'est vue contrainte de démissionner en raison des critiques et de la méfiance suscitées par son système de gestion bureaucratique. Les médias nationaux ont abondamment commenté la mauvaise gestion des fonds communautaires — en fait l'argent des contribuables européens. En conséquence, la nouvelle Commission, présidée par Romano Prodi, a mis en œuvre des réformes institutionnelles majeures pour rétablir la confiance du public vis-à-vis des institutions européennes. La réforme de l'aide extérieure de la CE a été décidée en 2000, dans le contexte plus large de la réforme financière et administrative de la Commission européenne, avec l'objectif d'améliorer la transparence du processus décisionnel. Cette réforme s'est traduite par une restructuration majeure des services administratifs des relations extérieures (tableau 2) et par un reciblage de la coopération pour le développement de la CE sur la lutte contre la pauvreté.

Tableau 2. Structure des Directions générales des relations extérieures (DG RELEX) au sein de la Commission européenne

<i>Direction générale (DG)</i>	<i>Thème/région</i>	<i>Commissaire en 2002</i>
DG Développement	Politique de développement/Programmation pour les pays ACP	Poul Nielson
DG relations extérieures	Politique étrangère de l'UE/Programmation pour l'Amérique latine, l'Asie, la Méditerranée, les Balkans et les anciens pays soviétiques	Chris Patten
EuropeAid – Office de coopération	Mise en œuvre des programmes dans tous les pays en développement	Conseil : Chris Patten Poul Nielson
ECHO (Office humanitaire de la Communauté européenne)	Aide humanitaire	Poul Nielson
DG Commerce	Politique commerciale de l'UE, y compris avec les pays en développement	Pascal Lamy
DG Élargissement	Négociations d'adhésion avec les pays d'Europe orientale candidats	Gunther Verheugen
DG ECFIN	Soutien macro-économique aux pays en développement	Pedro Solbes Mira

Source: D'après le site Internet Europa (www.europa.eu.int).

Cependant, cette évolution dans les relations entre les citoyens européens et les décideurs de l'UE sur la coopération pour le développement de la CE n'a pas encore eu d'impact visible. Agrégat d'opinions publiques nationales, l'opinion publique européenne est un concept à dimensions multiples qui doit être examiné dans une perspective historique et culturelle et en relation avec le contexte national de chaque État Membre. Mais l'opinion publique européenne a-t-elle une place ailleurs que dans les arguments des responsables politiques nationaux ? Dans la plupart des cas, les décideurs européens ne se préoccupent véritablement de l'opinion publique dans les États Membres que lorsqu'ils ont le pouvoir d'infléchir le processus d'intégration européenne. Ainsi du référendum irlandais sur le Traité de Nice (octobre 2002). On peut distinguer différents niveaux de participation directe et indirecte du public dans la formulation des politiques européennes de coopération pour le développement :

1. *L'influence directe du grand public* dans les États Membres. Les citoyens européens participent aux prises de décision à l'occasion des référendums nationaux sur les questions européennes (par exemple, l'élargissement), des élections du Parlement européen et des élections nationales dont les enjeux incluent des questions européennes.
2. Plusieurs institutions européennes, en particulier le *Conseil* et le *Parlement européen*, ont vocation à représenter les intérêts des « contribuables européens ». Le Parlement, seul organe européen à être directement élu, dispose d'une légitimité démocratique spécifique. Cependant, la participation aux élections européennes est très faible : de l'ordre de 30 pour cent en 1999 dans la plupart des États Membres. A titre de comparaison, la plupart des élections nationales mobilisent de 70 à 80 pour cent des électeurs dans certains États Membres².
3. *Les professionnels et les militants (ONG, syndicats, organisations bénévoles, etc.) spécialisés dans la coopération pour le développement* participent directement aux débats publics sur la coopération pour le développement de la CE. Ce sont d'importants relais de l'opinion publique, et beaucoup se considèrent d'ailleurs comme des représentants du public européen. Leur influence est surtout visible au niveau du Parlement : ainsi, de nombreux députés européens consultent les groupes de militants avant de prendre des décisions au sein des différentes commissions.

4. *Divers autres groupes de pression organisés* opèrent à Bruxelles et dans les capitales européennes. Leurs clients profitent directement de la coopération pour le développement de la CE en obtenant contrats et parts de marché. C'est en particulier au stade de la mise en œuvre des projets que ces groupes s'efforcent d'influencer la coopération pour le développement. Ils jouent un rôle clé en « informant » les députés, dont ils influencent même les décisions dans différents domaines (industrie, environnement, agriculture, etc.).

Malgré le rôle joué par ces intermédiaires, les débats nationaux sur l'avenir de la coopération pour le développement de la CE restent limités. Cela s'explique en partie par le manque de connaissances et d'intérêt des citoyens, ainsi que par l'absence de mécanismes d'influence institutionnels clairs dans le système décisionnel européen. La nature complexe et bureaucratique du système ne se prête guère à l'instauration d'un débat public sérieux sur la coopération pour le développement de la CE. Même au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe, établie en 2002, la contribution potentielle de la coopération pour le développement de la CE à l'accession de l'Europe au statut « d'acteur mondial » n'a pas suscité grand intérêt. Des efforts de communication spécifiques doivent être mis en œuvre à l'échelon européen pour véritablement toucher l'opinion publique des différents États Membres.

Soutien du public à la coopération pour le développement de la CE

Plusieurs dirigeants politiques nationaux de l'UE – ainsi que certains membres des parlements nationaux – estiment que le déclin du soutien des contribuables européens à la coopération pour le développement justifie la réduction des budgets d'aide de la CE. Même au niveau de l'UE, les ministres de la Coopération pour le développement des 15 dénoncent volontiers « les résultats médiocres » de la coopération pour le développement de la CE et menacent de « re-nationaliser » le mécanisme de coopération européen (c'est-à-dire de cesser d'assurer la redistribution des fonds). Ils s'en réfèrent à « l'opinion publique défavorable » dans les États Membres, instrumentalisant ainsi les liens avec leurs audiences nationales.

Pour autant, le sondage européen le plus récent montre que le soutien du public des États Membres de l'UE à l'aide aux pauvres des pays en développement demeure élevé (76 pour cent en 1998 ; encadré 2). La proportion d'opinions favorables a varié entre 74 et 83 pour cent entre 1981 et 1996, ce qui n'est pas mal si l'on considère que c'est l'époque où l'on a le plus parlé de « lassitude à l'égard de l'aide » (figure 1). Cependant, la plupart des citoyens européens ignorent l'existence de la politique de coopération pour le développement de la CE.

Les chiffres désagrégés révèlent quelques différences entre les pays. Ainsi, l'enquête Eurobaromètre pose des questions plus détaillées permettant d'identifier pourquoi certains citoyens européens (une minorité) se montrent réfractaires à la coopération pour le développement :

- La réponse dominante est que certains problèmes touchant l'Europe, comme la pauvreté et le chômage, sont prioritaires et réclament des solutions urgentes (76 pour cent des Européens). Ces raisons sont plus particulièrement invoquées en France (90 pour cent des non-partisans de l'aide), en Belgique (87 pour cent), en Grèce (86 pour cent) et au Portugal (86 pour cent).
- Les soupçons de corruption et de détournement des fonds de l'aide constituent un autre motif d'opposition (45 pour cent de l'ensemble des Européens), en particulier dans les pays scandinaves (75 pour cent pour la Suède, 67 pour cent pour le Danemark et 54 pour cent pour la Finlande), en Allemagne (62 pour cent) et au Luxembourg (56 pour cent).
- L'instabilité politique et les troubles dans les pays pauvres sont invoqués principalement par les Finlandais (53 pour cent) et les Allemands (56 pour cent).
- Un quart de l'ensemble des citoyens européens voit dans l'aide un fardeau trop lourd à porter pour leur pays. Un cinquième la tient pour un gaspillage de ressources, estimant qu'il y aura toujours des pays riches et des pays pauvres ou que la contribution européenne est déjà suffisante.

Encadré 2. Mesure de l'opinion publique européenne : Eurobaromètre

Depuis 1973, les enquêtes Eurobaromètre de la CE évaluent régulièrement le degré de sensibilisation et de soutien des citoyens européens aux politiques et institutions de l'UE (voir Commission européenne, 2001). Les enquêtes quantitatives sont parfois complétées par des enquêtes plus qualitatives comme l'enquête de 2001 sur le commerce.

Enquêtes Eurobaromètre standard :

Travail d'enquête : chaque printemps et chaque automne depuis 1973 (dans les 15 États Membres de l'UE).

Couverture : ressortissants des États Membres âgés de 15 et plus résidant dans n'importe quel État Membre.

Échantillon : 1 000 personnes interrogées par pays, sauf au Luxembourg (500), au Royaume-Uni (1 300) et en Allemagne (2 000).

Marge d'erreur : +/- 3.1 pour cent.

Eurobaromètre Flash : sondages d'opinion ad hoc.

Travail d'enquête : selon les besoins des différents services de la Commission ou d'autres institutions européennes.

Couverture : citoyens de l'UE âgés de 15 ans et plus résidant dans n'importe quel État Membre. Les sondages peuvent être ciblés sur des groupes particuliers.

Échantillon : généralement 1 000 personnes interrogées par pays, sauf en Allemagne où l'échantillon en comprend 2 000.

Marge d'erreur : +/- 3.1 pour cent.

Sondages continus

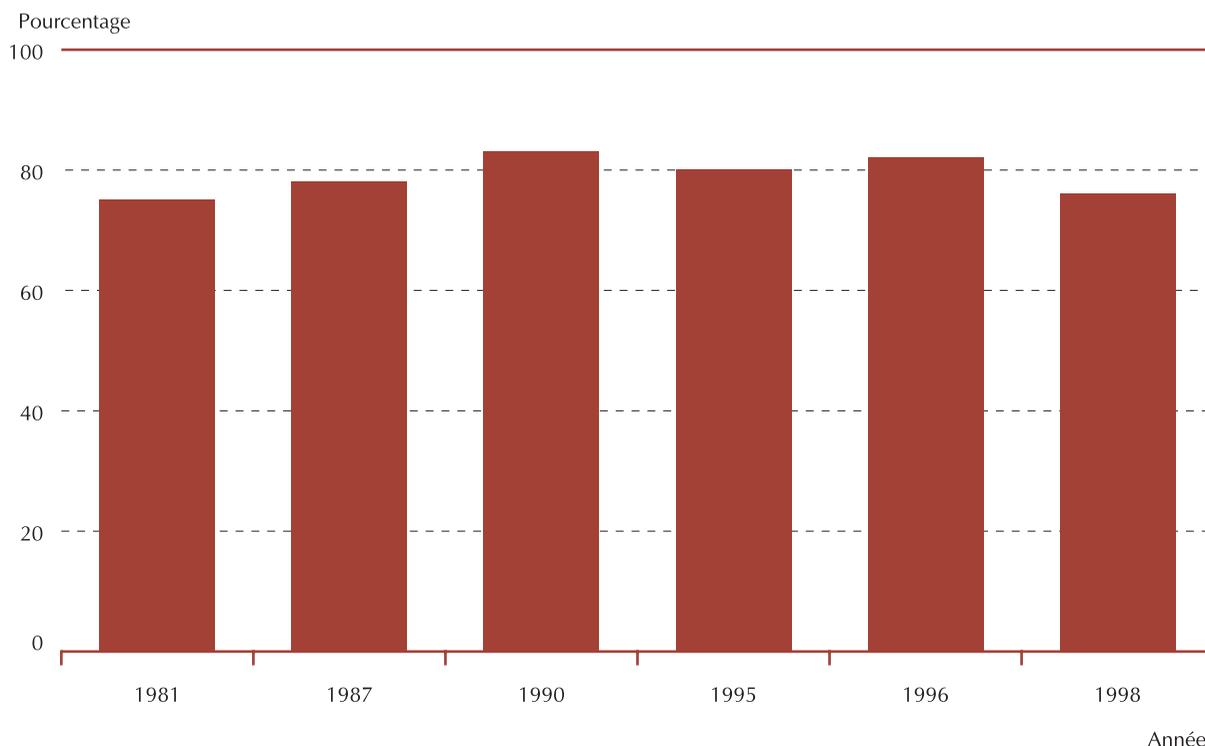
Travail d'enquête : 6 jours par semaine, 44 semaines par an depuis janvier 1996.

Couverture : citoyens de l'UE âgés de 15 ans et plus résidant dans n'importe quel État Membre.

Échantillon : 800 personnes interrogées par pays, sauf en Allemagne (1 600 personnes).

Marge d'erreur : +/- 3.5 pour cent.

Figure 1. Le soutien du public européen à la coopération pour le développement européen, 1981-1998



Source : Eurobaromètre (diverses années).

Quant à l'aide au développement de la CE, un peu plus d'un quart des citoyens européens (environ 27 pour cent) pensent en 1998 que la Commission aide d'une manière ou d'une autre les pays pauvres à se développer mais ignorent l'ampleur exacte de cette contribution. Onze pour cent la situent dans une fourchette de 1 à 4 pour cent du RNB, ce qui n'est pas loin de la vérité. Cependant, sept pour cent pensent que la CE ne fournit aucune aide au développement et 28 pour cent disent ne pas savoir. En 1998, la majorité des citoyens européens (59 pour cent) se déclare favorable à l'augmentation de l'aide au développement de la Commission, la proportion étant toutefois inférieure à celle de 1996 (64 pour cent). Quoiqu'il en soit, les questions simplifiées de l'enquête quantitative ne permettent pas de procéder à une analyse détaillée et demandent à être complétées par des méthodes de collecte plus qualitatives. La Commission européenne effectue en ce moment un autre sondage Eurobaromètre sur la coopération pour le développement. Ses résultats seront publiés en 2003.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Comme il a été indiqué, le débat public sur la coopération pour le développement de la CE est limité. Cependant, la Commission européenne a récemment institué des mécanismes de consultation spécifiques pour encourager le débat sur des domaines clés de sa politique. Un document de consultation, le *Livre vert*, expose des thèmes spécifiques de la politique européenne. Les résultats des consultations menées auprès des parties prenantes européennes sont ensuite intégrés dans un *Livre blanc* qui a valeur de document d'orientation. Une consultation de ce type a été effectuée en 1997 auprès de la société civile « informée »³ des États Membres et des pays ACP sur la base du « Livre vert sur l'avenir de la coopération européenne avec les pays ACP ». De même, un Livre vert sur la « Responsabilité sociale des entreprises » a été présenté en 2001. Une Communication de la Commission datant de juin 2002 vise à systématiser le processus de consultation dans tous les domaines de la politique européenne.

Internet offre au public un nouveau moyen de participer au débat sur la coopération pour le développement de la CE. En 2000, la Commission a mené une consultation limitée sur la Politique européenne de développement *via* Internet – même s'il ne s'agissait en aucun cas d'une procédure de consultation formelle du public européen. La DG Commerce a mis en place un processus de consultation et d'échange d'informations systématique sur différents sujets concernant les pays en développement.

Les ONG européennes et le Parlement ont contribué à l'instauration d'un débat critique sur la réforme de la coopération pour le développement de la CE, leur principal souci étant qu'elle favorise le recul de la pauvreté. En 2000 et 2001, les praticiens issus des organisations de la société civile européenne ont débattu de cette question sur Internet.

Enfin, dans les années 90, sont apparus en Europe de *nouveaux mouvements sociaux* exprimant l'opinion des citoyens sur des questions internationales. La CE tenant un rôle clé au sein de l'OMC – elle négocie seule au nom de tous les Membres de l'UE – de nouveaux réseaux de militants opposés à la mondialisation et à la libéralisation des échanges ont émergé depuis la dernière réunion ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999. Ces mouvements sociaux se sont formés pour partie hors du cadre traditionnel des ONG ou des syndicats. Il existe également en Europe plusieurs plates-formes et réseaux pour préconiser l'annulation de la dette ou prendre position sur d'autres questions importantes touchant les pays en développement.

Sensibilisation et éducation au développement

La politique d'information et le soutien à l'éducation au développement de la Commission européenne

Prenant acte du manque de connaissances du public sur la coopération pour le développement de la Communauté européenne – et ce en dépit du fait qu'elle finance les activités d'éducation au développement des ONG des États Membres depuis plusieurs années — la Commission, dans le cadre de son processus de réforme, a accru ses efforts d'information, de communication et d'éducation au développement. Elle admet qu'il ne suffit pas de promouvoir l'image générique de l'UE au moyen de drapeaux, d'affiches et d'autocollants, mais qu'il est capital d'informer les citoyens européens sur les orientations stratégiques et les résultats concrets des programmes de l'UE. En 2001, la Commission a publié son premier Rapport annuel sur la coopération pour le développement des Communautés européennes dans toutes les régions du monde.

La Commission a également mis en place des unités d'information spécifiques dans chaque DG. La Commission d'information inter-services RELEX, qui réunit tous les responsables des unités d'information de la « famille des relations extérieures » (DG RELEX, DG Commerce, DG DEV, AIDCO, ECHO et DG Élargissement), a été instituée en 1999 pour améliorer la cohérence et la communication interne. Par ailleurs, les cabinets des Commissaires sont maintenant composés d'équipes multinationales qui contribuent à « l'eupéanisation » des stratégies de communication (par le passé, les Commissaires s'adressaient essentiellement à l'opinion publique de leur pays d'origine).

Étant donné la complexité des relations entre l'UE, en tant qu'entité supranationale, et l'opinion publique européenne, la nouvelle stratégie de communication se trouve confrontée à un certain nombre de défis. Premièrement, le budget d'information de la Communauté, voté par le Parlement européen et le Conseil, est extrêmement restreint en comparaison de la part allouée à la coopération pour le développement dans le budget communautaire (presque 10 pour cent du budget de la Communauté, soit environ 9 milliards d'euros par an, sont consacrés à l'aide extérieure). Deuxièmement, les efforts d'information de la Commission pourraient être en partie annihilés par les déclarations des responsables politiques nationaux contre la « bureaucratie de Bruxelles », souvent utilisée comme prétexte pour justifier des décisions impopulaires. Enfin, il est difficile d'exposer des questions techniques complexes dans les onze langues officielles de l'Union, d'autant que la Commission doit adapter ses stratégies d'information aux différents contextes nationaux⁴.

La Commission subventionne les activités « d'éducation au développement » des ONG européennes. Le poste budgétaire B-7-6000 vise à « sensibiliser l'opinion publique européenne aux questions de développement et aux relations entre le Nord et le Sud afin d'obtenir son soutien au développement ainsi qu'aux stratégies et actions menées au profit des populations des pays en développement ». La Commission invite par ailleurs les partenaires locaux des pays en développement à jouer un rôle actif dans les projets d'éducation au développement⁵. Les administrations en charge de l'éducation au développement dans les États Membres ont noué des contacts informels entre elles, mais il n'existe pas de mécanisme de coordination permanent.

Le tableau 3 présente la composition du soutien financier de la CE aux activités de sensibilisation (poste budgétaire B-7-6000) en 2000. Le montant total de ce soutien était de 21 millions d'euros en 2000, soit une progression de près d'un tiers par rapport à 1995. La prépondérance des initiatives de cofinancement avec des consortiums d'ONG (près de 40 pour cent du total) reflète la prédilection de la CE pour « l'approche programmatique » et sa volonté d'améliorer la coordination afin d'éviter une dispersion des activités⁶. Pour les programmes d'éducation au développement de grande envergure, l'approche consistant à financer des consortiums d'ONG présente de surcroît l'avantage d'un décaissement de fonds facile et rapide. Cette approche vise aussi à renforcer la dimension paneuropéenne de l'éducation au développement. La Commission européenne est particulièrement favorable aux réseaux européens de spécialistes de l'éducation au développement.

Tableau 3. **Engagements pour des projets de sensibilisation du public et d'éducation au développement**
(poste budgétaire B-7-6000, 2000)

<i>État Membre</i>	<i>Nombre de projets</i>	<i>Montant total des projets (euro)</i>	<i>Contribution de la CE (euro)</i>	<i>% contribution totale de la CE</i>
Allemagne	14	5 567 992	3 086 776	14.7
Autriche	2	606 008	309 453	1.5
Belgique	5	1 616 720	628 820	3.0
Danemark	3	1 256 672	629 253	3.0
Espagne	5	1 697 592	853 509	4.1
France	7	2 353 885	1 188 824	5.7
Grèce	1	94 700	65 450	0.3
Irlande	2	785 156	415 025	2.0
Italie	10	3 226 887	2 181 232	10.4
Pays-Bas	1	546 324	239 772	1.1
Portugal	1	99 977	49 988	0.2
Royaume-Uni	14	5 935 054	2 961 004	14.1
Suède	1	155 000	72 633	0.3
Consortiums/réseaux d'ONG de l'UE	17	12 631 842	8 346 370	39.7
Total	83	36 573 809	21 028 109	100

Source : AIDCO.

ONG et autres organisations de la société civile

Les ONG européennes font beaucoup plus pour la sensibilisation du public européen à la situation des pays en développement et à la coopération pour le développement de la CE que les institutions publiques des États Membres. Depuis plusieurs années, elles militent activement pour que l'éducation au développement — désignée de plus en plus communément par le concept d'éducation globale (voir le chapitre 2) — s'intègre davantage dans la politique de développement de la CE.

Un groupe de travail du Comité de liaison des ONG (le CLONG, basé à Bruxelles) a cherché à promouvoir une approche plus coordonnée de l'éducation au développement en Europe, en sollicitant le soutien de la Commission et en aidant les ONG à montrer leurs dossiers de demande de subventions (DEA, 2001). Le point de départ de la réflexion européenne sur l'éducation au développement a été la crise alimentaire éthiopienne de 1984–85, dont la couverture médiatique s'est résumée pour l'essentiel à des photos de bébés faméliques. De nombreuses ONG spécialisées dans l'aide d'urgence ont utilisé le même type d'image pour recueillir des fonds. En 1989, le groupe de travail européen sur l'éducation au développement a proposé un code de conduite pour la représentation des pays en développement dans les activités de collecte de fonds des ONG européennes, afin d'éviter l'abus des images catastrophistes de famines et de guerres. Le traitement des questions d'égalité hommes–femmes a également fait l'objet d'une grande attention.

En 1991, les spécialistes de l'éducation au développement ont défini une stratégie d'action pour les années 90 et convenu d'organiser deux réunions par an. Cette stratégie s'est vue révisée en 1995 et un Forum de l'Éducation au développement a été créé pour encourager le débat sur l'éducation au développement en Europe. Depuis 1997, le réseau européen organise des universités d'été réunissant les spécialistes de l'éducation au développement afin de discuter de stratégies communes à l'échelon européen. Dans ce contexte, le Forum de l'Éducation au développement a préparé en 1999, à l'attention de l'UE, une résolution sur l'éducation au développement, en s'appuyant sur les consultations et les débats menés au sein de la communauté de l'éducation au développement des États Membres. Le Conseil Développement a finalement adopté cette résolution en novembre 2001.

* * *

Pour devenir, comme elle en a l'ambition, une entité démocratique d'envergure mondiale, l'UE doit déployer d'importants efforts pour intégrer dans son système institutionnel les préoccupations des citoyens européens. Pour ce faire, il lui faut surveiller l'évolution de l'opinion publique européenne à l'égard de la coopération pour le développement et de la lutte contre la pauvreté. Eurobaromètre est un instrument utile pour effectuer ce type de sondage d'opinion à l'échelle de l'Europe. Par ailleurs, il est crucial d'expliquer les politiques et décisions européennes, qui découlent d'un processus décisionnel complexe. Pour devenir un « acteur mondial », l'UE doit en particulier améliorer la coordination de ses politiques commerciale, étrangère et de coopération pour le développement. Toutefois, dans le contexte de ses ambitions mondiales, l'UE ne saurait se contenter d'informer ses citoyens sur la coopération pour le développement : elle doit aussi œuvrer pour plus de visibilité, de transparence, de coordination et de dialogue avec ses partenaires des pays en développement, trop souvent négligés dans les débats européens.

Notes

- * Terhi Lehtinen et Anne Simon sont chercheurs au Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), Maastricht, Pays-Bas.
- 1. Dans ce chapitre, un « citoyen européen » désigne un ressortissant de l'un des 15 États Membres.
- 2. Les élections du Parlement européen ne se déroulent pas selon le même processus dans tous les pays. Dans quelques pays, comme la Belgique, le vote est obligatoire.
- 3. C'est-à-dire des groupes de professionnels travaillant dans le domaine du développement.
- 4. Par exemple, on peut supposer que les médias britanniques s'intéressent davantage à l'Asie qu'à l'Amérique latine et que c'est l'inverse pour les médias espagnols.
- 5. Règlement du Conseil n° 17/7/98 et Commission des Communautés européennes (2000).
- 6. Cependant, pour éviter que les petites ONG ne soient écrasées par les grands consortiums, la Commission a introduit un « dispositif de renforcement des capacités » spécifique aidant les petites organisations de la société civile à mettre en œuvre des projets conjointement dans une région européenne donnée.

Références

- COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (2000), *Conditions générales pour le cofinancement d'actions de sensibilisation de l'opinion publique aux questions de développement par des ONG européennes* (B-7-6000), VIII/504/99/EN, 14 p. http://europa.eu.int/comm/development/sector/ngo/files/keydoc4_en.pdf.
- DEVELOPMENT EDUCATION ASSOCIATION (2001), *Measuring Effectiveness in Development Education*, septembre. www.dea.org.uk/info/projects/effectiveness/.
- EUROBAROMETRE 50.1 (1999), *Les européens et l'aide au développement*. Rapport rédigé par INRA (Europe) — European coordination office S.A. pour la Direction générale VIII « Développement ». Géré et organisé par la Direction générale X « Information, Communication, Culture, Audiovisuel » (« Unité d'analyse de l'opinion publique »).
- EUROBAROMETRE 55.1. (2001), *Les Européens, la globalisation et la libéralisation*. Rapport de type B rédigé par le *European Opinion Research Group* EEIG. P.A. INRA (EUROPE) pour la Direction Générale du Commerce. Géré et organisé par la Direction Générale Presse et Communication — Secteur Opinion Publique.
- COMMISSION EUROPÉENNE (2001), *Les Européens vus par eux-mêmes. Les enseignements des sondages d'opinion*, Série Documentation européenne, Luxembourg : Office des Publications officielles des Communautés européennes. <http://europa.eu.int/comm/dg10/publications/brochures/docu/europeans/intro.pdf>.

Danemark

Ida Mc Donnell

Contexte

Le budget de l'aide publique au développement du Danemark est le plus élevé du monde en pourcentage du revenu national brut (1.01 pour cent en 2001¹). Le Danemark fait ainsi partie du cercle restreint des quatre pays dont l'APD satisfait ou dépasse l'objectif de 0.7 pour cent du RNB fixé par l'ONU. Depuis le milieu des années 70, la coopération danoise pour le développement jouit en outre d'un soutien massif du public. L'examen effectué par le CAD (OCDE, 1999) indique :

On est fondé à penser que l'effort exceptionnel consenti par le Danemark en matière d'aide devrait se maintenir dans les années à venir. Même si le programme d'aide a soulevé quelques critiques et fait l'objet d'un débat public au cours des dernières années, le consensus massif en faveur de l'aide au développement n'a pas subi d'érosion.

Toutefois, au moment où cette note est rédigée (début 2002), l'avenir du programme danois de coopération pour le développement ne semble plus aussi radieux. Le nouveau gouvernement a récemment annoncé son intention de réduire le niveau d'aide actuel de 1.5 milliard de couronnes danoises (221 millions de dollars), soit une baisse d'un milliard pour l'aide au développement et de 0.5 milliard pour l'aide environnementale, dans le budget 2002². Ce changement marque la fin du consensus politique sur l'aide qui prévalait depuis la dernière décennie (*Development Today*, 2002). De plus, le poste de ministre du Développement a été supprimé. Pour justifier cette décision, l'on n'a pas invoqué le manque de soutien du public mais principalement le fait que les questions de santé nationale sont plus importantes et que le Danemark a trop longtemps suivi cette voie seul. L'attitude officielle pourrait être ainsi résumée : si le reste de la communauté des donateurs (exception faite des autres pays nordiques) continue à réduire son APD, les décideurs danois ne voient pas pourquoi le pays maintiendrait un niveau d'aide aussi élevé en proportion du RNB, même si cela implique l'abandon de l'objectif de 0.7 pour cent de l'ONU. Ces décisions montrent combien l'APD est sensible aux changements politiques.

D'un autre côté, le soutien du public à la coopération pour le développement est élevé et va en s'accroissant. Selon certains rapports (*Development Today*, 3/2002), une proportion importante de la population danoise serait opposée aux coupes budgétaires dans l'aide à l'environnemental et au développement. Zilmer Johns (Wheat, 2000) livre ce commentaire :

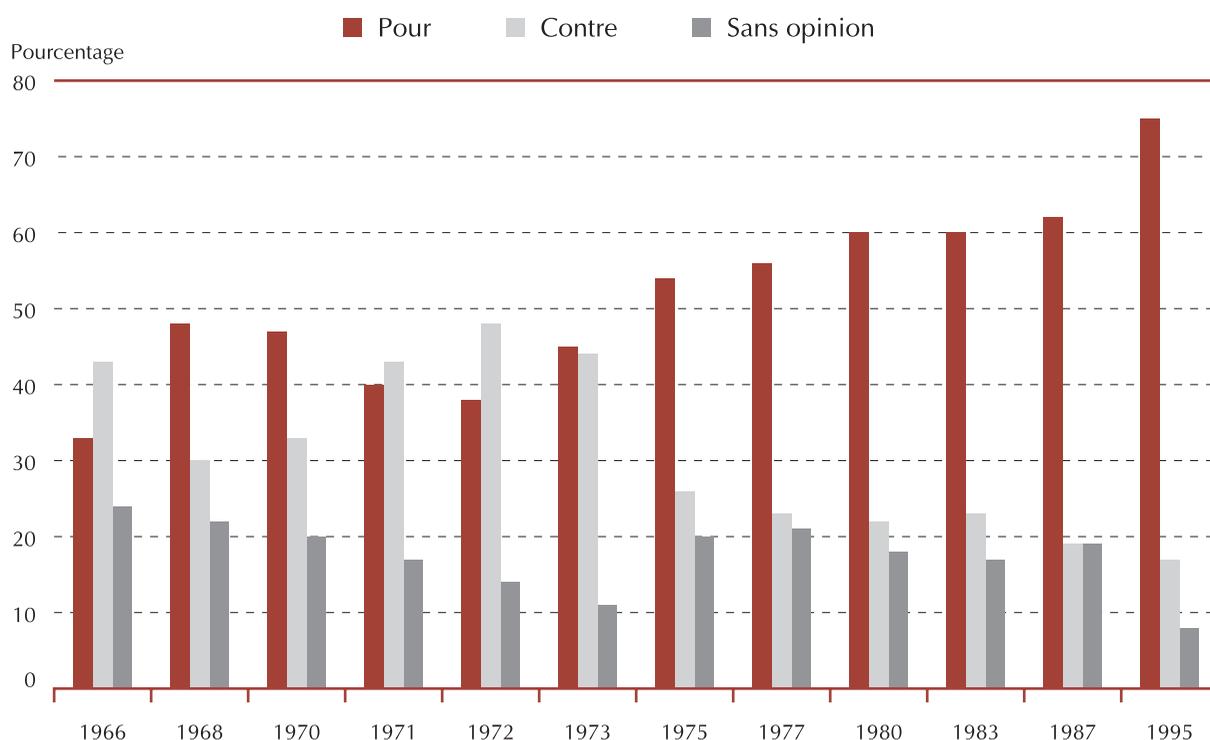
Le soutien du public danois reflète l'opinion générale des pays nordiques, favorables à une société de bien-être — peut-être parce que leur petite taille leur fait mesurer l'importance de la solidarité. Ce large soutien à l'aide au développement signifie que le programme d'aide n'est pas source de controverses politiques. Notre population montre un vif intérêt pour les questions de développement.

Opinion publique

La coopération pour le développement et la cible que s'est fixée le Danemark pour l'APD — un pour cent du RNB — bénéficient d'un soutien croissant du public depuis 1973, date qui a marqué un tournant dans l'évolution de l'opinion publique danoise à l'égard de l'objectif de un pour cent ODA/RNB (voir la figure 1). Les enquêtes Eurobaromètre de 1996 et 1998 sont parvenues à la conclusion que 83.1 pour cent et 83.6 pour cent respectivement des personnes interrogées considèrent l'aide aux pays en développement comme importante ou très importante³. De surcroît, près de la moitié des personnes interrogées (44 pour cent en 1996 et 48 pour cent en 1998) est favorable à une augmentation de l'aide publique. Cependant, les résultats obtenus par le sondage FNUAP/MORI (2001) révèlent que 29 pour cent seulement des personnes interrogées jugent le niveau de l'aide étrangère danoise en 1999 (APD/RNB de 1.01) « un peu ou très insuffisant ». Quarante-neuf pour cent estiment ce montant adéquat. Cela pourrait signifier que la quasi-majorité des Danois sont satisfaits du montant cible de l'APD, un pour cent du RNB, et qu'ils ne voient donc pas de raison de l'augmenter (voir Noël et Thérien, 2002).

S'agissant de leurs connaissances sur l'APD, les Danois sembleraient mieux informés que la population de la plupart des autres pays donneurs. En 2001, plus de la moitié de la population situait le pourcentage de l'APD dans la bonne fourchette (FNUAP/MORI, 2001), même si davantage de personnes surestimaient la taille du budget que d'autres ne la sous-estimaient (29 pour cent et 10 pour cent respectivement). A la question sollicitant leur opinion sur le montant de l'aide, 49 pour cent ont répondu qu'il était « à peu près adéquat », 29 pour cent « un peu/très insuffisant » et 18 pour cent « un peu/très excessif ».

Figure 1. **Opinion des Danois vis-à-vis de l'objectif de 1 pour cent du GNI pour l'aide au développement**



Source : Zomer (1998), *Public Support: An Example from Denmark*, *OneWorld Europe*, disponible sur Internet à <http://www.oneworld.org>

Depuis ses débuts en 1955, la coopération danoise a fait de l'appropriation des efforts d'aide par le public une priorité. Le niveau de soutien élevé qui prévaut au Danemark peut être mis en relation avec l'importance historiquement attachée à l'information du public (voir l'encadré 1). Le Danemark est l'un des rares Membres du CAD à collecter des informations par le biais d'enquêtes régulières depuis les années 60 et à gérer un programme d'information du public depuis à peu près la même époque.

D'après Zomer (1998) :

Dès 1955, le gouvernement a voulu que l'aide soit « l'affaire des Danois », et il a constaté que cet objectif serait mieux servi par l'aide bilatérale que par l'aide multilatérale gérée au travers des agences de l'ONU. Les premières stratégies mises en œuvre pour « vendre » l'aide étrangère à la population danoise se caractérisaient par l'absence d'une politique de l'information coordonnée. L'idée était probablement qu'il suffirait d'associer un parlement dépolitisé et uni à la participation des principales organisations de la société civile danoise pour garantir le soutien populaire. C'est seulement en 1966, lorsqu'un sondage a montré que davantage de personnes étaient opposées à l'aide qu'elles ne lui étaient favorables, que le gouvernement a décidé d'investir davantage dans l'information du public.

Le public danois attache une haute importance à l'aide accordée pour des raisons humanitaires. Le sondage FNUAP/MORI de 2001 confirme ces motivations humanitaires : pour 72 pour cent (58 pour cent en 1996) des Danois, l'aide aux pays en développement doit être consacrée au « secours d'urgence en cas de catastrophe naturelle, de famine ou de guerre ». Il s'agit du pourcentage le plus élevé parmi les 13 pays couverts par l'enquête, qui totalisent une moyenne de 55 pour cent. Les Danois classent en deuxième et troisième positions l'éducation et la santé (64 pour cent et 58 pour cent respectivement).

Encadré 1. Enquête sur la notoriété de l'agence gouvernementale Danida

505 personnes (15 ans et plus) ont été interrogées sur leur connaissance de Danida. Les 51 qui n'avaient jamais entendu parler de Danida ont été exclues de l'enquête.

Quarante-trois pour cent des personnes déclarant connaître Danida savent que cette agence fait partie du ministère des Affaires étrangères et s'occupe de la coopération avec les pays en développement.

Davantage d'hommes que de femmes connaissent Danida et le niveau de connaissance augmente avec l'âge :

- Parmi les personnes plus âgées, presque toutes connaissent Danida alors que c'est le cas d'environ trois quarts des jeunes seulement.
- Après l'exclusion des personnes qui ne connaissent pas du tout Danida, plusieurs jeunes participants n'ont pas pu répondre correctement à la question de contrôle.

Les travaux de Danida sont jugés utiles par deux tiers des participants. Cet avis favorable est lié au degré de connaissance : mieux la personne connaît Danida, mieux elle évalue ses travaux. De plus, l'estime pour les travaux de Danida augmente avec l'âge du déclarant et les hommes évaluent ces travaux plus positivement que les femmes. En revanche, les femmes se montrent plus intéressées par l'actualité et les informations sur la coopération pour le développement que les hommes.

La moitié environ des participants pense que la réputation internationale du Danemark est liée à la coopération pour le développement. Il apparaît également que :

- La proportion considérant qu'il existe un lien positif entre la réputation internationale et la coopération pour le développement augmente avec l'âge des répondants.
- Il existe une relation étroite entre le fait d'établir ce lien et le niveau de connaissance sur Danida.

La télévision est la principale source d'information sur la coopération pour le développement, suivie par les journaux. La radio se classe au troisième rang et est utilisée essentiellement par les personnes les plus âgées. La famille, les amis et les collègues sont une source d'information plus importante pour les femmes que pour les hommes et une source relativement importante pour les jeunes.

Source : Communication avec Danida. Sondage ("Public") effectué à la demande du Groupe Sud du ministère des Affaires étrangères en 2002.

Lorsque l'on examine les réponses à des questions plus complexes, on peut cependant s'interroger sur le niveau de soutien relativement élevé et stable du public à l'aide et à son augmentation. Olsen (2001) note que « quand on demande au public de classer différents thèmes de la politique publique par ordre de priorité, « le soutien aux pauvres du tiers monde » arrive en queue de classement, tant au début qu'à la fin des années 90 ». Cette situation n'est cependant pas différente de celle d'autres pays où le soutien du public est élevé mais superficiel. Par le passé, l'appui du public était un instrument utile à l'élaboration de la politique de développement et au maintien d'un ratio APD/RNB élevé. Mais il semble que ce lien se soit rompu puisqu'il a été décidé de réduire l'aide en dépit de la persistance d'un soutien élevé. Cela montre que le soutien du grand public n'est pas assez solide et étendu pour influencer réellement les décisions politiques et que des facteurs plus puissants que ce soutien interviennent dans les décisions concernant la coopération pour le développement.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Depuis quelques années, les problèmes de développement ne bénéficient plus de la même couverture dans la presse nationale. De plus, l'aide danoise au développement est analysée sous un angle plus critique que par le passé — la presse se focalise de plus en plus sur une remise en question de l'efficacité de la coopération pour le développement du Danemark. Cette tendance, bousculant la perception habituelle de la coopération par le public, a, d'après le CAD (1999), rendu l'opinion publique plus exigeante, ce qui pourrait favoriser — à condition que l'on sache saisir cette occasion — l'instauration d'un débat démocratique et salutaire sur le développement dans le contexte de la mondialisation croissante.

Par ailleurs, la coopération pour le développement est maintenant concurrencée par d'autres sujets dans les débats et les préoccupations des Danois. Le plus important, indirectement lié à la coopération pour le développement, est l'immigration. L'enquête FNUAP/MORI (2001) révèle que, pour 57 pour cent des Danois (21 pour cent en moyenne dans les 13 pays couverts), « les relations entre les races/le racisme/les travailleurs étrangers/la politique de l'immigration/ etc. » font partie des principaux problèmes auxquels est confronté le Danemark aujourd'hui. Les responsables politiques et les médias ont beaucoup attiré l'attention sur ces questions. Les groupes minoritaires sont devenus un thème politique majeur, dominant les élections générales de l'automne 2001⁴.

Un autre thème est largement débattu au sein de la communauté danoise du développement et s'impose petit à petit dans l'arène publique : il s'agit des investissements éthiques et de la collaboration secteur privé-ONG. Par exemple, les ONG danoises — parmi lesquelles WWF et Amnesty International— sont représentées au conseil d'éthique de Banco Danemark, qui compte 22 ONG partenaires⁵.

Sensibilisation du public et éducation au développement

En 1999, les activités d'information et de sensibilisation du public du Danemark sont considérées par le CAD comme parmi les plus complètes de ses pays Membres. Les campagnes d'information les plus longues et les plus exhaustives auxquelles ait jamais participé le gouvernement danois sont celles de Danida. Les ONG danoises jouent également un rôle important dans la sensibilisation du public aux questions de développement et de justice. Qui plus est, les autorités ont commandité une évaluation des efforts d'éducation au développement (voir l'encadré 2).

Encadré 2. Évaluation des activités d'information du Danemark

Le Danemark a relevé le défi de l'évaluation de ses activités d'information et d'éducation. En 1998, il a ainsi fait évaluer les activités d'information de Danida de 1998. La société danoise de consulting COWI a examiné la fraction du budget de l'information (la moitié) qui est affectée à des organisations et des personnes tierces pour des activités d'information spécifiques, ainsi que les propres efforts du ministère danois des Affaires étrangères pour informer le public sur l'aide danoise.

Le rapport livre des informations utiles pour guider les stratégies et les procédures d'octroi de l'aide du Danemark. En ce qui concerne les activités propres de Danida, le COWI dresse un bilan positif mais recommande à l'agence d'élargir ses groupes cibles à un public plus généraliste car son audience et ses travaux sont jugés un peu trop spécialisés. Le rapport note également que Danida a parfois recours aux médias. En réaction, l'agence a augmenté le volume de ressources destiné à ce public élargi.

Néanmoins, pour ce qui est de l'évaluation des activités d'information mises en œuvre par les tiers, la conclusion est que la population danoise est en droit d'attendre mieux.

Les activités de la société civile financées par Danida présentent, entre autres, les défauts suivants :

- la qualité et la diffusion des informations sont très irrégulières ;
- les objectifs manquent de clarté et il n'y a pas de procédures systématiques d'établissement de rapports, d'évaluation d'impact et de production d'expérience ;
- les organismes qui mènent des activités d'information maîtrisent mal les principes de la communication. Lorsque les groupes cibles sont définis aussi largement, le choix de la méthode de communication devient non pertinent.

Le COWI formule un certain nombre de recommandations :

- les administrateurs ne doivent pas s'estimer satisfaits une fois que l'information a été distribuée : le succès d'une campagne d'information se mesure également au changement d'attitude qu'elle induit dans le groupe cible;
- les objectifs doivent être clairs ;
- les compétences de communication doivent être améliorées sur le long terme ;
- il convient d'investir davantage de ressources dans les activités ciblées sur le grand public au lieu de s'en remettre aux médias ;
- Danida pourrait produire sa propre lettre d'information et la diffuser sous forme de publicité dans les journaux nationaux.

Source : Development Today: Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment, 19/10/1998, Norvège.

Le programme scolaire aborde les questions de développement et la situation des pays en développement, et dans ce contexte, les enseignants ont à leur disposition une gamme étendue de supports d'information (OCDE, 1999). L'enseignement scolaire vise en partie à instiller un sentiment de solidarité avec les personnes pauvres de la planète et à encourager un soutien plus actif à l'aide au développement et à la lutte contre la pauvreté (Linder, 2000). Cependant, l'inclusion du développement dans l'éducation aux questions mondiales se heurte à un certain nombre de problèmes : par exemple, l'éducation aux questions mondiales dispensée dans les écoles tend à se concentrer davantage sur l'Europe que sur les pays en développement. Les établissements scolaires sont censés traiter un grand nombre de questions et l'on se demande actuellement si c'est bien là le rôle de l'enseignement formel⁶. Enfin, le manque de connaissances des enseignants sur les pays en développement est considéré comme un obstacle au renforcement de l'éducation aux enjeux planétaires dans les écoles.

Au Danemark, le budget de l'information et de l'éducation est assez complexe. Il inclut le budget des activités propres de Danida et le budget des subventions auxquelles peuvent prétendre les ONG et d'autres acteurs pour financer leurs activités d'information. Il existe également un programme d'information sur les projets et les programmes à l'attention des ONG (baptisé le PRO) et un Centre de coopération culturelle (le CKU).

Tableau 1. **Budget des activités d'information et d'éducation du Danemark, 2000-2001**
(en millions de couronnes)

<i>Ligne budgétaire</i>	<i>2001</i>	<i>2000</i>	<i>1999</i>	<i>1998</i>	<i>1997</i>	<i>1995</i>
Activités d'information propres de Danida	21.3	22.6	-	-	-	-
Subventions de Danida au titre de l'information	26.5	26	-	-	-	-
PRO	13.1	10	-	-	-	-
CKU	14	14	-	-	-	-
Total en couronnes danoises	74.9	72.6	-	-	-	-
Total en dollars	9.9*	9.6*	5.9	6.05	5.6	5.9

Source : Communication avec Danida, ministère des Affaires étrangères.

* Conversion en dollars EU au taux de change du 7 juillet 2002.

Le budget a considérablement augmenté depuis 1995 (voir le tableau 1) et est relativement important par rapport à celui d'autres Membres du CAD. En 2001, les dépenses d'éducation au développement atteignaient presque 2 dollars par personne au Danemark (environ 0.61 pour cent du budget 2001 de l'APD).

L'enseignement culturel est l'un des objectifs majeurs de l'éducation au développement au Danemark. C'est le Centre de coopération culturelle avec les pays en développement (créé en 1997) qui prend en charge ce volet de l'éducation au développement. Depuis le début des années 90, de grands festivals sont organisés partout dans le pays, autour d'un thème ou d'une région qui change à chaque édition. Ces festivals accueillent un public nombreux et invitent des artistes des pays en développement à présenter leurs œuvres ou leurs spectacles. Le thème prévu pour 2003 est « Images d'Asie ».

L'éducation au développement tient une place centrale dans les activités des ONG. De fait, de nombreuses ONGD se consacrent exclusivement ou majoritairement à l'éducation au développement. Danida finance une part relativement élevée des activités des ONG dans ce domaine, une part plus modeste étant financée par les contributions volontaires. Les activités d'éducation au développement de *Mellemfolkeligt Samvirke's (MS)*, grande ONG danoise, sont financées à 100 pour cent par Danida. Elles incluent, par exemple, des programmes étendus d'information et de sensibilisation englobant des travaux de recherche, des publications, des activités d'éducation formelle et informelle, du *lobbying* et des campagnes (Smillie et Helmich, 1999).

Les recommandations de Danida concernant le financement des activités des ONG dans ce domaine insistent lourdement sur le soutien populaire aux ONG, et d'après Danida (MAE, 2000), les activités d'information des ONG seront soumises à des exigences plus strictes à l'avenir. Cette inflexion résulte de l'évaluation du COWI, qui remet en question l'efficacité des activités de sensibilisation au développement des ONG. Danida demande à ces organisations d'élaborer de nouvelles activités permettant d'atteindre de larges catégories de la population et d'améliorer les connaissances de la société danoise sur les pays en développement et la coopération pour le développement. Les ONG devront également évaluer leurs travaux. Il reste à savoir si elles pourront se contenter de s'auto-évaluer ou si elles devront confier cette tâche à un organisme extérieur.

Ministère de l'Éducation, ONG et secteur privé

Voici deux exemples d'activités⁷ :

1. Le ministère de l'Éducation, les ONG et les entreprises locales travaillent de conserve sur des projets d'éducation aux questions mondiales. Le National Innovative Centre of General Education (Statens Pædagogiske Forsøgscenter SPF)⁸ est un projet conjoint du ministère de l'Éducation et de certaines ONG, qui vise à fournir aux établissements scolaires des informations sur l'éducation aux enjeux planétaires. Les ONG impliquées ont constaté que les exercices sur support graphique et les jeux de rôle sont des outils efficaces et ont trouvé les jeunes Danois très dynamiques.
2. The Youth Town est un centre de formation établi et dirigé par des entreprises et des ONG danoises et le ministère de l'Éducation. Chaque année, environ 25 000 élèves de 14 à 18 ans y suivent une formation d'une journée dispensée par des membres d'ONG spécialement formés. Plusieurs cours sont assurés partout dans le pays. Au total, jusqu'à 100 000 élèves prennent part à la formation chaque année. L'intérêt pour Youth Town croît d'année en année, preuve de sa réussite⁹.

SITES INTERNET

www.um.dk

www.ms-dan.dk/uk/develedu/default.htm

www.ibis.dk

www.mellemfolkeligtsamvirke.dk

www.inet-spf.dk

www.ms-dan.dk

Notes

1. Estimations de l'APD par le CAD pour 2001.
2. Les fonds seront transférés au secteur de la santé.
3. Eurobaromètre 46 et 50.1.
4. Financial Times, 18 janvier 2002, "Denmark moves to reduce intake of foreigners".
5. *Development Today*, n° 05, avril 2001.
6. Entretien informel avec Danida.
7. Liste non limitative.
8. www.inet-spf.dk.
9. Entretien téléphonique avec M. Torben Ulrich Nissen, 28/08/01.

Références

- Development Today: Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, 19/1998:10, Norvège.
- Development Today: Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, “World’s No. 1 per capita donor Denmark slashes aid budget for 2002”, Vol. XI — n° 20, Norvège.
- Development Today: Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, “Petitions Against Aid Reductions”, Vol. XII, No. 3, Norvège.
- FNUAP/MORI (2001), *Population Issues in the Developing World — 1996 and 2001 Public Opinion Research*, MORI, Royaume-Uni.
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1997), *Eurobaromètre n° 46.0: Avec le citoyen, bâtir le futur de l’aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l’aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf).
- KAUL, I., I. GRUNBERG AND M. STERN (1999), *Global Public Goods : International Co-operation in the 21st Century*, Oxford University Press, New York.
- LINDER, B. (2000), “An Independent Review of Poverty Reduction and Development Assistance. Denmark”, in *Reality of Aid*, Earthscan, Londres.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2000), *Strategy for Danish Support to Civil Society in Developing Countries – including Co-operation with the Danish NGOs, Analysis and Strategy Document, Partnership 2000*, Service de l’Information, Danemark.
- NOËL, A. ET J.P. THÉRIEN (2002), “Public Opinion and Global Justice”, in *Comparative Political Studies*, 35(6), pp. 627–652, Sage Publications, California.
- OCDE (1999), *Examens en matière de coopération pour le développement : Danemark*, OCDE, Paris.
- OLSEN, G.R. (2001), “European public opinion and aid to Africa: is there a link?” in *The Journal of Modern African Studies*, Vol. 39 (4), Cambridge University Press, Royaume-Uni.
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1999), avec la collaboration de T. GERMAN ET J. RANDELL *Stakeholders : Government NGO Partnership for International Cooperation*, Earthscan, Royaume-Uni.
- WHEAT, S. (2000), “Denmark’s Development Assistance : a longstanding positive example”, *The ACP–EU Courier*, n° 179: 23: citation de Michael Zilmer Johns, responsable de la Division politiques et planification du ministère danois des Affaires étrangères.
- ZOMER, H. (1998), *Public Support: An Example from Denmark*, OneWorld Europe, disponible en ligne à l’adresse : http://www.oneworld.org/owe/news/owns/hz15_en.htm.

Espagne

*José Moisés Martín**

Contexte

Reflétant une volonté politique générale de soutien à l'interdépendance et à la solidarité, le ratio de l'aide publique au développement (APD) espagnole sur le revenu national brut (RNB), après avoir décliné de 0.28 pour cent en 1998 à 0.22 pour cent en 2000, s'est rétabli à 0.3 pour cent en 2001. L'amélioration devrait se poursuivre puisque, à l'occasion de la réunion du Conseil européen à Barcelone en mars 2002, l'Espagne s'est engagée à porter le ratio APD/RNB à 0.39 pour cent d'ici 2006.

Le soutien du public et de la classe politique à la coopération pour le développement est solide et étendu. Les autorités espagnoles en charge de la coopération pour le développement imputent ces dispositions favorables à la nature généreuse, à la culture religieuse et aux préoccupations humanitaires des citoyens espagnols. Ce soutien s'explique également par le dynamisme de la société civile en matière de coopération pour le développement. En 1998, le CAD (OCDE, 1988) formulait le commentaire suivant sur l'opinion publique espagnole :

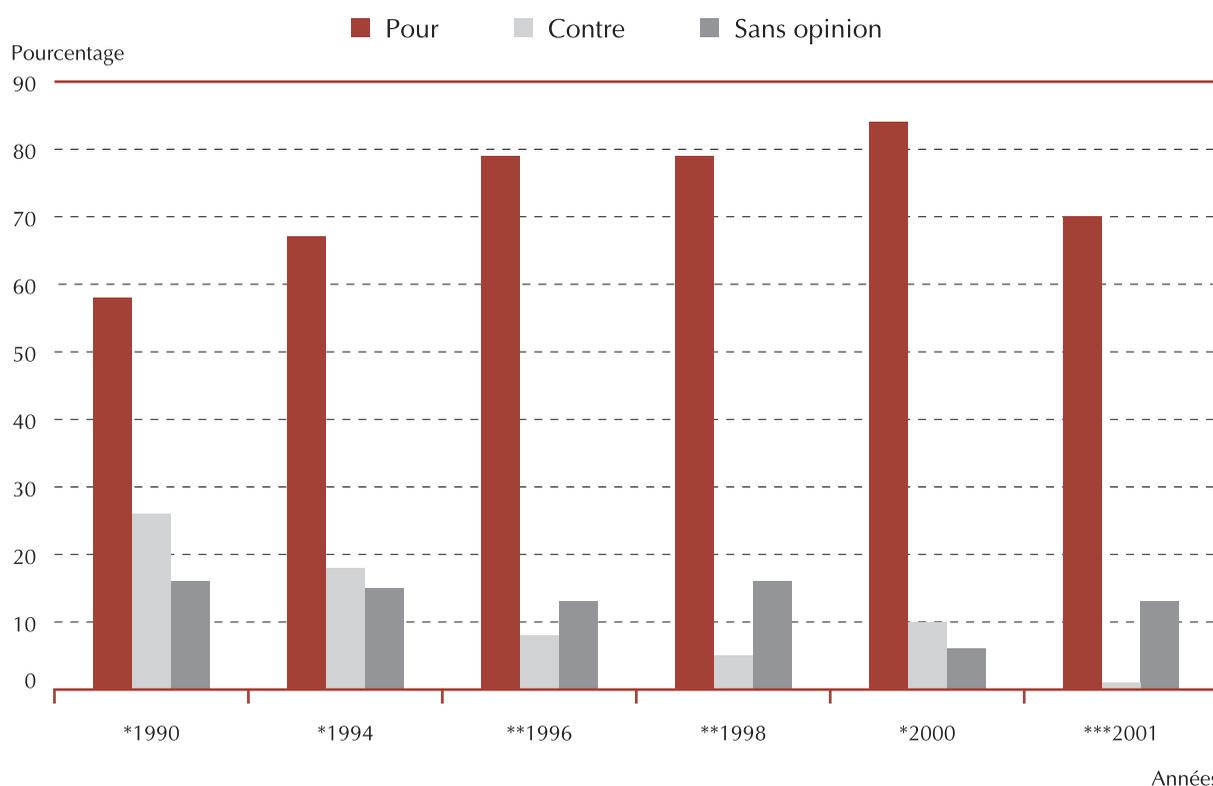
Les ONG ont réalisé plusieurs campagnes efficaces pour sensibiliser l'opinion publique à la coopération pour le développement et aux questions de cohérence des politiques. En particulier, la « Plate-forme 0.7 pour cent » a réussi à mobiliser l'intérêt du public en organisant des « camps de solidarité » partout dans le pays pendant l'automne 1994, puis des grèves de la faim symboliques et diverses autres campagnes. Le mouvement a obtenu 500 000 signatures en faveur d'une hausse de l'APD à 0.7 pour cent du PNB, ainsi que la signature de l'Accord de solidarité par les partis politiques. Compte tenu de l'importance du chômage en Espagne, ce soutien à la coopération pour le développement est remarquable.

Le rapport le plus récent du CAD (OCDE, 2002) sur la coopération pour le développement en Espagne note que le soutien du public reste élevé. D'après Izquierdo (2001), le modèle de solidarité qui prévaut dans la société espagnole se caractérise par un soutien déclaré élevé mais qui, dans les faits, se révèle discret et fluctuant, centré sur les situations d'urgence et teinté d'une certaine dose de scepticisme tacite.

Sondages d'opinion

Il n'existe en Espagne aucune enquête régulière sur le soutien du public à la coopération pour le développement. L'administration de l'aide espagnole n'ayant pas encore de stratégie d'étude de l'opinion publique, le CAD (OCDE, 2002) lui a recommandé de corriger cette lacune. Des informations peuvent néanmoins être déduites d'autres enquêtes incluant des questions élémentaires sur la coopération pour le développement et l'APD.

Figure 1. Le soutien du public espagnol à l'APD, 1990-2001



Notes : * Pour 1990, 1994 et 2000, réponses à la question :

« Pensez-vous que l'Espagne doit mener une politique de coopération internationale pour aider les pays sous-développés à résoudre leurs problèmes, même si cela induit un coût économique pour notre pays ? »

** Réponses à la question : « Pensez-vous que l'aide fournie par l'État espagnol devrait augmenter beaucoup, un peu, diminuer beaucoup, un peu ? »

*** Réponses à la question : « Pensez-vous que le montant des dépenses consacrées par l'État espagnol en 1999 (montant donné) à l'aide aux pays en développement est trop élevé, trop faible ou adéquat ? »

Source : Centro de Investigaciones Sociológicas, Baromètres de mars 1990, novembre 1994, novembre 2000; Eurobaromètre 46 (1997) et 50.1 (1999), publication de l'UE; Enquête 2001 du Fond des Nations unies pour la population FNUAP/MORI, MORI Royaume-Uni.

D'après les données disponibles, le soutien du public à l'APD est relativement élevé et augmente de manière significative. Ainsi, le soutien du grand public à l'aide au développement est passé de 58 pour cent en 1990 à 84 pour cent en 2000¹, et entre 1996 et 2001, près des trois quarts de la population sont favorables à l'augmentation de l'aide étrangère. Dans l'ensemble, on note une cohérence entre les réponses aux différents sondages posant des questions sur l'aide au développement. Le soutien apparaît particulièrement constant depuis quelques années, plus précisément entre 1996 et 2001.

Ce soutien ne s'accompagne pas d'une connaissance approfondie de la politique de coopération pour le développement du gouvernement central. Malgré tout, on peut penser que l'accroissement des budgets régionaux de la coopération pour le développement et la plus grande proximité des citoyens avec la coopération décentralisée faciliteront les flux d'informations. D'après le CAD (OCDE, 2002), le soutien croissant affiché au niveau infranational semble témoigner d'un soutien massif du public à la coopération pour le développement.

D'après Alonso (1999), ce soutien trouve davantage sa source dans le sentiment général de solidarité et le dynamisme des ONG que dans une prise de conscience politique du rôle et des possibilités de l'APD ou dans la connaissance des réalités Nord-Sud. Parallèlement, comme dans d'autres pays de l'OCDE, les Espagnols se préoccupent de l'efficacité de l'aide et de la corruption. En 1998, deux tiers des déclarants se disent convaincus qu'une partie de l'aide financière profite aux gouvernements du Sud, aux fonctionnaires corrompus ou aux ONG².

Les sondages d'opinion sur les ONG donnent une autre indication de l'intérêt et du soutien du public à l'aide au développement. Les Espagnols portent un intérêt considérable aux ONG, qui semblent jouir d'une bonne réputation dans le pays. En 2001, près de 90 pour cent des Espagnols connaissent le travail des ONG humanitaires et de développement. Parmi les personnes interrogées, 79 pour cent considèrent le travail des ONG comme « efficace » ou « très efficace »³. Plus de deux tiers trouvent normal que l'État finance les activités des ONG et 50 pour cent souhaitent voir les ONG jouer un rôle plus important à l'avenir. En fait, interrogés en 1998 sur la gestion des contributions des citoyens à l'aide au développement, les Espagnols sont six fois plus nombreux à avoir confiance dans la gestion des ONG que dans celle des gouvernements⁴. Cette préférence apparente pour la gestion de l'aide humanitaire et au développement par les ONG, loin d'être une spécificité espagnole, se retrouve dans d'autres pays Membres du CAD. Cela n'a rien d'étonnant si l'on considère que les activités de collecte de fonds, de *lobbying* et de persuasion des ONG sont très centralisées – alors que celles des agences publiques de coopération pour le développement sont beaucoup moins visibles.

Le montant des dons privés fournit d'autres informations secondaires sur le soutien du public. D'après les ONG, les dons privés et les cotisations représentent 43 pour cent de leurs revenus (environ 220 millions d'euros en 1999). Le public espagnol s'est montré particulièrement généreux et actif lors des catastrophes naturelles qui ont frappé l'Amérique latine, par exemple au moment du passage de l'ouragan Mitch en 1998. Entre 1997 et 1998, les dons privés ont été multipliés par 2.4, passant de 102 à 240 millions d'euros. Il faut cependant savoir que l'essentiel des dons est destiné à une poignée de grandes ONG : alors qu'il existe plus de 2 500 ONG en Espagne, les sept principales reçoivent plus de deux tiers de l'ensemble des dons privés.

Le niveau élevé du soutien et des dons du public ne se traduit toutefois pas nécessairement par un militantisme actif en faveur de la coopération pour le développement. Si 84 pour cent des Espagnols sont solidaires, à des degrés divers, des pays en développement en 1998, environ 17 pour cent seulement sont membres actifs d'une ONG⁵. Vingt-deux pour cent sont définis comme des militants en 2001 (FNUAP/MORI, 2001).

Une enquête effectuée auprès des Espagnols sur les perspectives d'avenir révèle qu'ils ne sont pas très optimistes. En décembre 1998, 29.9 pour cent des personnes interrogées pensent que la faim dans le monde va diminuer, mais elles ne sont plus que 20 pour cent en décembre 2001. Les réponses aux autres questions du sondage reflètent le même pessimisme général (voir le tableau 1).

Les Espagnols sont globalement ouverts sur le monde. Dans un sondage effectué en 1999, 55 pour cent des personnes interrogées déclarent s'intéresser questions internationales⁶. Comme l'on pouvait s'y attendre, les régions du monde auxquelles les Espagnols sont le plus sensibles sont liées à leur histoire coloniale (69 pour cent s'intéressent beaucoup à l'Amérique latine), à la proximité géographique (54 pour cent à l'Afrique du Nord) et aux réalités économiques actuelles (68 pour cent à l'Union européenne). Ces trois régions coïncident avec les priorités de la politique étrangère nationale.

Table 1. L'opinion espagnole sur les principaux problèmes mondiaux des dix prochaines années, en 1998, 1999 et 2001
(pourcentages arrondis)

	1998	1999	2001
La faim dans le monde va s'aggraver	44	47	52
La faim dans le monde va diminuer	30	25	21
Les guerres et les conflits armés vont s'aggraver	39	45	56
Les guerres et les conflits armés vont diminuer	27	21	15
La croissance démographique va s'accroître	42	50	54
La croissance démographique va décroître	25	20	17
La pollution va empirer	59	62	64
La pollution va diminuer	20	17	15

Source : Centro de Investigaciones Sociológicas. Baromètres décembre 1998, 1999 et décembre 2001.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Depuis quelques années, plusieurs questions de développement font l'objet d'un débat public de plus en plus animé. Des thèmes comme le relèvement de l'APD à 0.7 pour cent du RNB, l'allègement de la dette et l'émergence d'une mondialisation plus équitable ont été activement débattus en Espagne et ont donné lieu à des manifestations de masse.

L'allègement de la dette a suscité un débat important en 1999 et 2000. La Catalogne a ainsi été le théâtre de plusieurs procédures consultatives démocratiques visant à mobiliser les citoyens à l'échelon local en faveur de la réduction de la dette extérieure des pays du Sud. La campagne a culminé avec un référendum informel sur l'allègement de la dette, organisé au même moment que les élections européennes en juin 1999. L'expérience, considérée comme une réussite, a abouti à la formation d'un Réseau citoyen pour l'annulation de la dette extérieure (RCADE, *Red Ciudadana para la Abolición de la Deuda Externa*), qui a étendu l'initiative à d'autres régions d'Espagne et organisé un deuxième référendum informel coïncidant avec les élections générales espagnoles de mars 2000. Plus d'un million d'Espagnols ont répondu aux trois questions du référendum associé du RCADE (voir ci-dessous)⁷. Il semble que l'opinion publique exprimée au travers des réponses à ces questions ait quelque peu influencé l'orientation des politiques (l'Espagne a pris part au programme PPTTE par le biais du Club de Paris, mais les programmes espagnols d'allègement de la dette n'ont pas subi de modification majeure).

1. Êtes-vous favorable à l'annulation complète par le gouvernement espagnol de la dette extérieure des pays pauvres ? (97 pour cent pour)
2. Souhaiteriez-vous voir les pays du Sud consacrer le montant de la dette annulée à leur propre développement ? (98 pour cent pour)
3. Souhaiteriez-vous que les tribunaux enquêtent sur les affaires de corruption et les profits illicites retirés de l'argent de la dette par les gouvernements récipiendaires ? (98 pour cent pour).

Bien que ce type de référendum ne donne qu'une idée imprécise de la sensibilité du public à ces questions et qu'il faille interpréter avec prudence ces réponses quasi-unanimement favorables, les chiffres permettent de penser qu'une fois sensibilisé à une question de développement particulière, le public la soutient davantage.

Sensibilisation du public et éducation au développement

La loi de 1998 sur la Coopération pour le développement international a permis d'établir une base officielle plus solide pour les activités de sensibilisation et d'éducation au développement en Espagne. L'Article 13 de la loi définit l'éducation, la sensibilisation et la recherche en matière de développement comme :

les actions que les administrations publiques espagnoles exécutent, soit directement soit en collaboration avec les ONG de développement et d'autres acteurs de l'aide publique au développement, pour promouvoir les activités visant à améliorer la perception des problèmes des pays en développement par la société et encourageant une solidarité et une coopération actives avec ces pays.

L'État espagnol a alloué aux activités de sensibilisation et d'éducation au développement 7.9 millions d'euros en 2000, contre 7.1 millions d'euros en 1999⁸. Ce montant équivaut à un pour cent environ de l'APD bilatérale totale non remboursable⁹. Le gouvernement central (ministère des Affaires étrangères et Agence espagnole de coopération internationale – AECI) et les communautés autonomes et les autorités locales sont financés sur ce budget. Le « Plan général de coopération internationale » a fixé le niveau des dépenses d'éducation au développement à un objectif de 8 millions d'euros annuels pour 2004. Les activités de coopération décentralisée étant incluses dans l'APD et ces chiffres n'établissant pas de distinction claire entre les activités de relations publiques et les activités d'éducation au développement pures, on ne peut pas véritablement comparer ces montants avec les dépenses d'éducation au développement des autres Membres du CAD.

Ministère des Affaires étrangères

L'éducation au développement est considérée comme un volet essentiel de la politique gouvernementale d'aide au développement. Elle est l'objet d'une disposition importante de la loi espagnole sur la coopération internationale¹⁰ et apparaît dans le Plan général pour la coopération internationale espagnole 2001–2004. Ce plan définit trois axes de travail¹¹ mis en œuvre sur la base d'une coopération avec les ONG, l'AECI, les communautés autonomes et les autorités locales :

- l'éducation au développement, ciblée sur les éducateurs ;
- les actions et campagnes de sensibilisation des médias ;
- les recherches et études sur les questions de développement.

Le gouvernement espagnol a prévu différents mécanismes pour mettre en œuvre ces programmes : le cofinancement des ONG ; les bibliothèques de l'AECI (bibliothèque hispanique, axée sur l'Amérique latine, et bibliothèque islamique) ; une série de publications sur l'Amérique latine, l'Islam et le développement ; et les « Maison de l'Amérique » et « Maison de l'Asie », qui visent à renforcer les liens culturels avec ces régions.

De l'avis du CAD (2002), le MAE pourrait renforcer un peu plus l'éducation au développement en suivant et analysant les tendances de l'opinion publique, en formulant des recommandations et en évaluant les activités d'éducation au développement des différents acteurs.

Ministère de l'Éducation

Le ministère de l'Éducation espagnol participe dans une certaine mesure aux activités d'éducation au développement. L'éducation au développement dispensée dans les établissements scolaires se base principalement sur les « recommandations transversales » introduisant des thèmes transdisciplinaires tels que l'éducation à la paix, l'éducation au développement, etc. Bien que les CEP (Centres de soutien pédagogique) travaillent à la mise en valeur de ces thèmes, l'intégration de l'éducation au développement repose largement sur la motivation et l'enthousiasme des enseignants et des établissements.

Gouvernements régionaux et locaux

Les gouvernements régionaux et locaux, acteurs clés de l'éducation au développement, lui accordent une très grande attention. En témoignent la législation et les plans et programmes généraux récents afférents à la coopération décentralisée, qui font de l'éducation au développement l'un de leurs principaux objectifs¹². Bien entendu, certaines régions sont plus actives et avancées que d'autres dans ce domaine.

Voici quelques exemples d'activités menées à l'échelle régionale :

- Campagnes d'éducation et de sensibilisation, gérées directement par les gouvernements et ciblées sur les écoles (gouvernement des Iles Baléares, 2001)¹³ ou sur le grand public (Gouvernement de Castille–Manche, 2001–2002).
- Cofinancement de projets d'ONG (par l'ensemble des gouvernements régionaux).
- Fête de la solidarité (Gouvernement de Madrid), où les ONG peuvent présenter leurs activités au public et les volontaires trouver des projets auxquels participer.
- Envoi de jeunes gens en mission dans des pays en développement (Gouvernement de Castille–Manche).
- Séminaires, formations et publications (Gouvernement du Pays–Basque, Catalogne), principalement à l'attention de la communauté du développement.

Certaines municipalités – en particulier parmi les plus petites – disposant de peu d'argent à consacrer à la coopération internationale ont décidé de se regrouper et de combiner leurs budgets de coopération dans des « fonds de solidarité ». Il existe actuellement huit alliances de ce type en Catalogne, en Andalousie, dans les Iles Baléares, à Valence et en Galice¹⁴.

Ces fonds de solidarité mettent en œuvre des mesures innovantes pour sensibiliser le public local – création de sites Internet, publications périodiques ou encore lancement de nouvelles activités dans les écoles.

ONG

En Espagne, les ONG sont la pierre angulaire du soutien et de l'intérêt du public vis-à-vis de la coopération pour le développement. Elles consacrent environ 10 pour cent de leur budget à des programmes, des publications, des formations, des recherches et des activités de communication en rapport avec l'éducation au développement (soit un budget global de l'ordre de 48 millions d'euros en 1999, dont près de 28 millions d'euros consacrés à des projets d'éducation au développement purs¹⁵).

Un groupe d'ONG expertes dans ce domaine a appelé de ses vœux l'émergence d'une nouvelle génération d'éducation au développement qui serait associée aux actions de *lobbying* et à l'auto-organisation dans les processus participatifs à l'échelon local. Cette éducation au développement de

« 5e génération » s'entend comme une préparation à la citoyenneté mondiale, concept qui englobe la démocratie participative, les thèmes mondiaux, les droits de la personne et les normes de travail internationales (Mesa et al., 2001)¹⁶.

Certaines ONG actives dans l'éducation au développement ont formé des réseaux et des alliances spécifiques et mené des actions novatrices qui ont marqué le public. Pendant l'été 2001, SETEM (*Servicio Tercer Mundo*, Service Tiers-Monde), une ONG de développement de taille moyenne, est devenue actionnaire de la principale entreprise textile espagnole dans le contexte de sa campagne de sensibilisation *Ropa Limpia* (la section espagnole de la campagne « Vêtement propre », qui lutte contre l'exploitation de la main-d'œuvre dans les industries textiles). L'objectif était d'ouvrir les yeux de l'entreprise sur ses pratiques en matière d'emploi dans les pays en développement. Cette action a choqué les milieux d'affaires et l'opinion publique espagnols. Le PDG n'a pas tardé à réagir et son entreprise est devenue la première en Espagne à participer à l'initiative *Global Compact* des Nations unies¹⁷.

ACSUR Las Segovias, Cooperacció, Paz y Tercer Mundo et le Comité Canario de Solidaridad con los Pueblos ont lancé en mars 2000 une campagne nationale intitulée *Tomamos la Palabra* (Prenons la parole), qui a pour but de comparer les expériences de différentes localités (en Espagne mais aussi en Amérique centrale) en matière de démocratie participative locale et à laquelle sont associées dix administrations régionales et locales. Le projet inclut des séminaires, des publications et des actions de sensibilisation à l'échelon local et régional.

Un autre groupe d'ONG espagnoles (Amnesty International Espagne, Intermón OXFAM, Greenpeace Espagne et Médecins sans frontières) a mené une campagne de deux ans contre le trafic des armes de petit calibre, qui a profondément marqué l'opinion publique. Cette opération s'inscrivait dans le prolongement d'une campagne antérieure visant à promouvoir la transparence du commerce d'armement de l'Espagne. Même si ces initiatives n'ont pas d'influence radicale sur la politique étrangère espagnole, elles touchent un large public, contribuant à améliorer les connaissances sur les problèmes internationaux et de développement, ainsi que la visibilité de leurs instigateurs en tant qu'agents mondiaux du changement.

Enfin, en 2000, la plate-forme des ONG de développement espagnoles (CONGDE) a procédé à l'évaluation des activités d'éducation au développement de ses membres. Il en ressort que les activités d'éducation au développement, même si elles sont jugées prioritaires, continuent de représenter une part minoritaire de l'activité des ONG espagnoles. L'éducation au développement a certes évolué depuis le début des années 90, mais sa place dans le programme d'action des ONG espagnoles n'est pas encore assez importante (Pino et al., 2000)¹⁸.

Notes

- * Économiste titulaire d'un diplôme universitaire en relations internationales et en politique européenne. Travaille pour l'ONG espagnole *ACSUR Las Segovias*.
1. Baromètre mensuel, Centro de Investigaciones Sociológicas, mars 1990, novembre 1994 et 2000.
 2. Fondation Consumer, décembre 1998.
 3. *Centro de Investigaciones Sociológicas* (2001). Ce type de données n'est pas disponible pour la coopération publique pour le développement.
 4. Fondation Consumer, décembre 1998.
 5. (*ibid.*)
 6. Centro de Investigaciones Sociológicas. Bulletin 20. 1999.
 7. Information du site Internet du RCADE : www.consultadeuda.org
 8. Montant provisoire pour le Code 99820 du CAD (Actions de sensibilisation).
 9. AECl. Suivi du plan annuel 1999. Madrid, 2000.
 10. Loi 27/1998, article 13.
 11. Plan général pour la coopération internationale espagnole 2001–2004.
 12. Plan régional madrilène de coopération pour le développement (2001–2004), Projet de loi sur la coopération internationale du gouvernement régional de Castille–Manche...
 13. La campagne "Nos voisins du Sud", lancée en 2001 par le gouvernement régional des Iles Baléares, avait pour but de sensibiliser les élèves aux sociétés du Maghreb.
 14. *Andalucia Solidaria*, publication gratuite du Fonds de solidarité d'Andalousie. N° 3, novembre 2001.
 15. CONGDE, *Annual Source Book* 2000.
 16. Mesa et al., 2001.
 17. *El País*, 15 février 2002.
 18. Pino et al., 2000.

Références

- ALONSO, J.A. (1999), *Estrategia para la Cooperación Española*, SECIPI, Madrid.
- CALLE, A. (2000), *Ciudadanía y Solidaridad*, IEPALA, Madrid.
- DEL CAMPO, S. (dir. pub.) (1998), *Informe INCIPE sobre la Opinión Pública y la Política Exterior*, INCIPE/CERI, Madrid.
- DÍEZ, N. J. (1998), *Actitudes ante la inmigración*, Instituto de Migraciones y Servicios sociales, Madrid.
- FANJUL, G. (dir. pub.) (2001), *La Realidad de la Ayuda 2001–2002*, Intermón Oxfam, Madrid.
- FNUAP/MORI (2001), *Population Issues in the Developing World—1996 and 2001 Public Opinion Research*, MORI, Royaume-Uni.
- IZQUIERDO BERNABÉ, G. (2001), *Nuevos Socios para nuevas ONGD's*, Université de Deusto, Bilbao.
- MESA, M. (dir. pub.), B. DRONDA, J.A. PANIEGO, C. BALLESTEROS, J.A. SANAHUJA, M. GONZÁLEZ, T. MUÑOZ, J.L. FERRANDIZ, R. SEGURA (2001), *La Educación para el Desarrollo en la Comunidad de Madrid*, Gouvernement régional de Madrid, Madrid.
- OCDE (2002), *Examens en matière de coopération pour le développement : Espagne*, OCDE, Paris.
- OCDE (1998), *Examens en matière de coopération pour le développement : Espagne*, OCDE, Paris.
- PEREDO POMBO, J.M. (1999), *Opinión Pública y Desarrollo*, Instituto Universitario de Desarrollo y Cooperación/Catarata Ediciones, Madrid.
- PINO, E., CH. DE LA FUENTE ET J.L. FERRÁNDIZ, A. GAGO (2000), *Una Mirada al Futuro*, CONGDE, Madrid.

Autres documents et sources

- Annual Report*, AECl 1999, Madrid 2000.
- Annual NGO Source Book*, CONGDE 1999, Madrid 2001.
- “General Plan for International Co-operation 2001–2004”, AECl, Madrid 2001.
- Loi 27/1998 sur la coopération internationale.
- Baromètres du *Centro de Investigaciones Sociológicas*, mensuels, janvier 1990 à décembre 2001.
- Bulletin 20 du *Centro de Investigaciones Sociológicas* (1999).

Fondation "Consumer", Examen, décembre 1998, Enquête sur la solidarité et les ONG.

Site du RCADE : www.consultadeuda.org.

Suivi du Plan annuel de coopération internationale 1999, AECI 2001.

Sites Internet :

www.canasolidario.org (le meilleur répertoire des ONG en Espagne)

www.eurosur.org (Communauté virtuelle d'information)

www.congde.org (Plate-forme des ONG espagnoles de développement)

www.oneworld.net/es (section espagnole de Oneworld)

www.consultadeuda.org (Site du RCADE)

www.nodo50.org (Serveur des mouvements sociaux)

www.andaluciasolidaria.org (Fonds de solidarité d'Andalousie)

www.fuhem.es/CIP (Centro de Investigación para la Paz). Il existe un réseau de ressources sur l'éducation au développement

www.lacordi.net (Plates-formes régionales d'ONG)

www.aeci.es (site officiel de l'Agence espagnole de coopération internationale)

États–Unis

Ian Smillie

Nous nous dirigeons à grands pas vers un monde où 10 pour cent de la population contrôleront 90 pour cent des richesses. On nous parle souvent de l'avènement d'un monde plus équitable, où les principes de démocratie et de marché chers à l'Amérique pourraient se réaliser pleinement. Mais voilà, les ressources ne suivent pas. Notre système politique et nos médias semblent ne pas avoir conscience de ce déficit de crédibilité ; mais les pays en développement ne sont pas dupes. La guerre et le terrorisme ne sont pas les seuls dangers créés par l'écart de pauvreté. Nous risquons aussi de perdre la bataille contre le changement climatique et la maladie (Atwood, 1999).

Brian Atwood, Administrateur de l'USAID, 1993–99

L'APD aux États–Unis

Le ratio APD/RNB des États–Unis, le plus faible de toute la zone de l'OCDE, décline rapidement et régulièrement depuis les années 80. En termes réels, cependant, les États–Unis figurent parmi les principaux donneurs, devancés seulement par le Japon (après 1994) et une année par la France (en 1995).

Le déclin de l'aide publique au développement des États–Unis a été particulièrement sensible dans la seconde moitié des années 90. Alors que la demande de budget de l'USAID pour 2002 est inférieure de 10 pour cent à son budget de 1999¹, le Président des États–Unis s'est engagé, lors de la Conférence de Monterrey sur le financement du développement en mars 2002, à accroître l'aide étrangère de 5 milliards de dollars au cours des trois prochains exercices budgétaires, ce qui est très supérieur aux demandes actuelles de fonds d'aide.

Tableau 1. L'aide publique au développement des États-Unis
(millions de dollars)

	1987-1988	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
APD	9 628	9 927	7 367	9 377	6 878	8 786	9 150	9 581
En % du RNB	0.21	0.14	0.10	0.12	0.09	0.10	0.10	0.10

Source : Rapports statistiques de l'OCDE.

Opinion publique

Il y a vraisemblablement plus de sondages d'opinion – sur toutes sortes de sujets – aux États-Unis que dans n'importe quel autre pays au monde. Cela vaut aussi pour les sondages sur l'opinion du public à l'égard de l'aide au développement, même si un grand nombre d'enquêtes menées sur ce thème donnent des résultats contradictoires ou trompeurs. Par exemple, si les sondages d'opinion effectués aux États-Unis ont toujours fait apparaître un niveau de soutien à l'aide au développement inférieur à celui qui prévaut dans les autres pays de l'OCDE, des données récentes contredisent une bonne partie de ces résultats. Peut-on établir une corrélation entre le niveau de soutien apparemment faible par le passé et le fait que les ratios APD/RNB soient plus bas aux États-Unis qu'ailleurs ? Dans quelle mesure l'opinion publique dans ce domaine influence-t-elle les décideurs ? Le renforcement du soutien suggéré dans les données récentes présage-t-il un changement du niveau des dépenses ?

D'après une enquête du PNUD basée sur les sondages d'opinion de 19 pays, 80 pour cent des personnes interrogées en 1995 sont favorables à l'aide au développement (un pour cent de plus qu'en 1983) (PNUD, 1996). La seule ombre à ce tableau globalement positif vient des États-Unis, où l'on ne dénombre que 45 pour cent d'opinions favorables – et donc 55 pour cent d'avis plus ou moins défavorables. Ce résultat semble confirmer les thèses (voire les préjugés) solidement enracinées sur la tendance des États-Unis à l'introspection et à l'isolationnisme, fournissant ainsi une explication possible de la modicité du ratio APD/RNB (le plus bas de tous les Membres du CAD).

Certains sondages américains indiquent bien un taux de soutien supérieur à 45 pour cent, mais le chiffre du PNUD est tiré de l'un des rares jeux de données cohérents existant dans les pays Membres de l'OCDE. Nul n'ignore que les sondages peuvent être biaisés et conçus pour servir les intérêts de ceux qui les commandent. De plus, rares sont les sondages qui posent les mêmes questions d'une année sur l'autre. Les chiffres cités par le PNUD, tirés d'un large éventail de sources différentes, ne sont donc pas vraiment comparables. En revanche, le *Chicago Council on Foreign Relations* des États-Unis sonde l'opinion publique américaine sur la politique étrangère du pays tous les quatre ans depuis 1974, en posant à chaque fois exactement les mêmes questions. Dans son enquête, le PNUD a relevé le résultat du sondage de 1994, précisément le plus bas depuis l'existence du sondage.

Après le sondage de 1991, alors que l'opinion n'avait pas encore atteint le creux de 1994, le *Chicago Council* a dressé un constat particulièrement accablant :

Les Américains ne soutiennent guère le principe de l'aide étrangère. De nombreuses enquêtes rendent compte de la générosité du public américain à la suite de toutes sortes de catastrophes naturelles, ce qui témoigne de réels sentiments humanitaires. Cependant, la population dans son ensemble est beaucoup moins sensible au projet – plus difficile et plus coûteux – d'améliorer le niveau de vie des pays les moins avancés. Au cours des 16 dernières années, la proportion du public considérant qu'il s'agit d'un objectif « très important » de la politique étrangère américaine s'est maintenue dans une fourchette étroite : entre 35 et 41 pour cent, ce dernier chiffre étant celui de 1990. Dans l'échantillon « leadership », le soutien à cet objectif a diminué régulièrement : de 64 pour cent en 1978... à 42 pour cent en 1990, où le niveau de soutien rejoint celui du grand public (Reilly, 1991).

Le sondage de 1998 révèle néanmoins une légère amélioration par rapport à 1991 et 1994. Le soutien du grand public à « l'aide économique » est passé de 45 à 47 pour cent, et dans un échantillon où le soutien à l'aide au développement a toujours été élevé (échantillon « leadership »), le pourcentage d'opinions favorables est passé de 86 à 88 pour cent. Fait plus intéressant, le soutien à la « lutte contre la faim » (par opposition à « l'aide économique »), s'est hissé à 62 pour cent dans le grand public et à 56 pour cent dans l'échantillon « leadership » (soit 15 pour cent d'augmentation pour ce dernier) (Reilly, 1999). D'autres sondages ont obtenu des résultats encore plus encourageants. Dans un sondage réalisé en 1998, l'institut Rand obtient des chiffres beaucoup plus élevés que ceux du *Chicago Council* concernant le soutien à l'aide économique. « Les 59 pour cent de soutien exprimés dans notre sondage de 1998 sont le chiffre le plus haut enregistré depuis que cette enquête existe. » (Adamson et al., 1999).

Les chiffres admis jusqu'alors concernant l'opinion américaine ont été remis en question par un sondage de 1995 du *Program on International Policy Attitudes* (PIPA). Dans un premier temps, le PIPA a constaté un niveau de soutien aussi faible que les autres instituts de sondages. Mais les enquêteurs sont allés plus loin en testant les connaissances réelles des participants sur l'aide étrangère. En moyenne, les personnes interrogées estiment à 18 pour cent la part du budget fédéral que le gouvernement américain consacre à l'aide étrangère – ce qui serait phénoménal. D'autres sondages ont confirmé cette exagération : en 1993, un sondage de l'Institut Louis Harris a obtenu une estimation moyenne supérieure à 30 pour cent, et un sondage de 1994 de la *Harvard School of Public Health* une moyenne de 27 pour cent. Les enquêteurs du PIPA ont demandé aux participants comment ils réagiraient si le gouvernement consacrait un pour cent de son budget à l'aide étrangère (soit nettement plus que le niveau réel). Seuls 18 pour cent ont déclaré trouver ce niveau excessif – à comparer aux 75 pour cent qui avaient affirmé précédemment que le gouvernement dépensait déjà trop. Pour 33 pour cent des personnes interrogées, ce serait « trop peu », et « à peu près adéquat » pour 46 pour cent. On pourrait en conclure que 79 pour cent des participants sont prêts à soutenir les niveaux de dépenses existants – soit exactement la moyenne relevée par le PNUD pour l'OCDE. L'étude conclut que « contrairement à l'idée largement répandue selon laquelle le public américain est farouchement opposé à l'aide étrangère... [cette étude] constate que le soutien au maintien ou à l'augmentation du niveau d'aide actuel est très élevé. L'opposition à l'aide étrangère semble largement liée à l'extrême surévaluation des dépenses des États–Unis dans ce domaine. » (PIPA, 1995)²

Le PIPA a reconduit son étude de 1995 en novembre 2000, pour constater que certaines choses avaient changé et d'autres pas. Même si les dépenses publiques consacrées à l'aide restent excessivement surévaluées, le pourcentage du public favorable à une réduction de l'aide a considérablement diminué. Les premières questions du sondage (auxquelles succède une analyse de la contribution d'une information de meilleure qualité à l'évolution de l'opinion publique) permettent de constater une baisse du pourcentage de personnes favorables à la réduction de l'aide, de 64 pour cent en 1995 à 40 pour cent en 2000 (PIPA, 2001). Le niveau de soutien aux institutions multilatérales est peut-être plus révélateur encore. Trente-neuf pour cent seulement des participants estiment que la gestion de l'aide est l'affaire du gouvernement, et 57 pour cent souhaitent voir les États–Unis participer aux efforts d'aide internationaux, par le biais des Nations unies notamment. Ce soutien au multilatéralisme, déjà noté par plusieurs sondages au cours des deux dernières décennies, indique que les efforts politiques partisans qui ont bloqué le versement des contributions américaines à l'ONU pendant de nombreuses années n'étaient pas en phase avec l'opinion publique.

Ce décalage entre l'opinion publique et la politique gouvernementale nécessite une analyse. Peut-être faut-il se demander, tout d'abord, pourquoi l'opinion a connu pareil revirement entre le milieu et la fin de la dernière décennie.

Comment expliquer le renforcement du soutien du public ?

Le soutien du public américain à l'aide étrangère a augmenté dans la seconde moitié des années 90, alors même que les dépenses consacrées à l'éducation au développement « traditionnelle » par les ONG et le gouvernement ont décliné. Un grand nombre de réseaux d'ONG, de publications et de programmes de formation liés à l'éducation au développement, qui avaient vu le jour dans les années 70 et 80, ont disparu au tournant du 21^e siècle. C'est le cas notamment de la *Development Education Clearing House*, du *Development Education Annual*, *Ideas & Information about Development Education* et de l'*Alliance for a Global Community*. A cause des contraintes imposées par le Congrès, le budget de l'éducation au développement de l'USAID est tombé de 2.5 millions de dollars au début des années 90 (un niveau déjà bas) à 750 000 dollars en 2000, soit environ un tiers de ce que World Vision a consacré cette année-là à la sensibilisation et l'éducation du public aux États–Unis³.

Puisque le soutien du public a augmenté tandis que les dépenses d'éducation au développement diminuaient, on pourrait conclure que l'éducation au développement n'a eu, au mieux, qu'un effet positif limité sur l'opinion du public. Cependant, on commence à voir le soutien à l'éducation au développement, ou plutôt l'éducation au développement elle-même, émerger d'autres secteurs. Par exemple, la *Global Interdependence Initiative*, mise en oeuvre conjointement par l'*Aspen Institute*, la *Benton Foundation* et le *Rockefeller Brothers Fund* s'emploie depuis dix ans à mobiliser les décideurs, le public et les médias et à corriger les idées fausses sur l'aide étrangère. La *Better World Campaign* (BWC) a été lancée grâce à un don sans précédent, d'un milliard de dollars, de l'homme d'affaires Ted Turner à l'ONU. La BWC a rendu le plus public américain plus sensible aux travaux de l'ONU et mieux disposé à son égard. Elle a également apporté sa pierre au compromis qui a permis aux États-Unis de régler ses arriérés à l'Organisation. Au milieu des années 90, *InterAction*, un organisme fédérateur d'ONG, a mené une campagne auprès du public pour rétablir la vérité concernant le montant de l'aide gouvernementale ; plus récemment, il a lancé le programme « Global Connections » : durant la phase pilote, des comités directeurs ont été constitués dans cinq villes afin de recruter 2 000 militants (selon les prévisions initiales) ayant pour mission d'influencer les décideurs et les médias et de sensibiliser l'opinion publique aux thèmes mondiaux (voir les quelques exemples de l'encadré 1).

Encadré 1. Quelques exemples d'activités d'éducation au développement

A l'évidence, le gouvernement des États-Unis est très peu actif en matière d'éducation au développement. Cependant, les ONG déploient des efforts considérables dans ce domaine, sans bénéficier d'aucune aide de l'État. Il existe des centaines de projets du type de ceux cités dans cet encadré, auxquels s'ajoutent les activités menées dans les écoles secondaires (telle que *Operation Day's Work*, financée par l'USAID). Une initiative d'éducation au développement a été menée en novembre 2001 grâce à un partenariat stratégique entre la *National Geographic Society* et une entreprise américaine : il s'agit d'une exposition de jouets confectionnés par des enfants africains à partir de débris, qui sera visible pendant plusieurs mois au siège de *National Geographic* (plusieurs milliers de visiteurs attendus), puis dans plusieurs villes des États-Unis (plusieurs millions de visiteurs). L'exposition a également été couverte par le magazine de *National Geographic* (tiré en décembre à 215 000 d'exemplaires).

Une autre initiative intéressante est celle du magazine populaire *Good Housekeeping*, qui a financé intégralement la réalisation de quatre suppléments de 16 pages sur les enfants des pays en développement pour le compte de *Save the Children*–États-Unis. A la sortie de ces magazines, des expositions sur l'aide au développement seront installées dans les kiosques à journaux des principaux centres commerciaux du pays.

Comme dans d'autres pays Membres du CAD, certaines campagnes ciblées des ONG américaines ont conduit à une augmentation de l'aide étrangère versée pour des causes particulières (le VIH/SIDA, les micro-entreprises et la survie des enfants).

Enfin, *InterAction* vient de lancer une campagne de persuasion et de communication sur cinq ans, qui vise à sensibiliser le public et la communauté des décideurs et à renforcer leur soutien à une augmentation de l'aide au développement international et de l'aide humanitaire. En plus de ses actions auprès des décideurs, qui ont pour but d'obtenir des dotations financières supérieures, la campagne s'efforce de sensibiliser le public à l'importance d'une aide humanitaire et au développement efficace. En cinq ans, les organisateurs espèrent faire passer les dotations fédérales à l'aide humanitaire et au développement (incluses dans le budget des opérations étrangères) à plus de 7 milliards de dollars, ce qui représenterait un doublement des principaux postes de l'aide humanitaire et au développement.

Notes : Pour plus d'information concernant *Operation Day's Work*, consultez : <http://www.usaid.gov/press/releases/2002/pr020410.html>

Sources : Communication avec un responsable de l'USAID en novembre 2001.

En d’autres termes, les questions internationales donnent lieu à un nouveau type de militantisme aux États–Unis, qui s’appuie beaucoup moins sur le financement public et utilise de nouveaux alliés comme les fondations et les entreprises privées. Par ailleurs, avec Internet sont apparues de nouvelles façons de travailler. Ne serait–ce qu’en 1995, Internet avait encore un caractère de nouveauté et n’était utilisé qu’accessoirement. Cinq ans plus tard, c’est devenu un outil standard pour les communications, la création de réseaux et la diffusion de l’information. Il y a seulement cinq ans, des initiatives comme la *Better World Campaign*, la *Global Interdependence Initiative* et *Global Connections* auraient coûté beaucoup plus cher, auraient été plus longues à mettre en place et auraient eu une portée plus limitée.

Mais il y a d’autres raisons probables au renforcement du soutien du public. L’une d’elle est la situation économique. Comme d’autres pays occidentaux, les États–Unis ont enregistré à la fin des années 90 une croissance économique sans précédent qui a, sans aucun doute, influencé favorablement la réflexion sur l’aide étrangère. Une autre explication possible réside dans le nombre élevé de catastrophes et de conflits qui ont secoué le monde dans les années 90 et dans la fréquence de la couverture en direct de ces événements sur les chaînes de télévision. De fait, les dons aux principales ONG des États–Unis – notamment celles spécialisées dans l’aide d’urgence et l’aide au développement – n’ont pas diminué dans les années 90 (voir le tableau 2).

Tableau 2. **Dons privés aux principales ONG des États-Unis, 1990–2000**
(milliers de dollars)

<i>Organisation</i>	<i>1990</i>	<i>1996</i>	<i>2000</i>	<i>Change</i>
CARE	31 754	44 314	58 600	+ 85%
Catholic Relief Services	30 862	32 552 (95)	82 812	+ 168%
Childreach/PLAN	29 596	30 565	34 540	+ 16%
Christian Children’s Fund	74 146	95 652	98 000	+ 32%
Church World Service	20 774	20 944	28 494 (99)	+ 37%
Feed the Children	19 593	31 250 (95)	71 936 (99)	+ 267%
International Rescue Committee	8 512	14 396 (95)	14 144 (99)	+ 66%
Save the Children	23 369 (91)	24 341	24 507	+ 5%
World Vision	144 691 (92)	154 303	216 500	+ 50%
Total	383 266	448 317	629 533	+ 64%

Notes: En raison de la variation des normes de présentation comptable et des définitions, les chiffres ne sont pas strictement comparables d’une organisation à l’autre et d’une période à l’autre.

Sources: Rapports annuels des ONG en question pour chaque année examinée.

Le décalage entre l'opinion publique et la politique gouvernementale

Avec un soutien du public aussi élevé, on est donc en droit de se demander pourquoi les dépenses gouvernementales restent aussi faibles en comparaison des années antérieures. Certains ont émis l'hypothèse que le soutien du public, pour être élevé et croissant, manque néanmoins de solidité. Le public est mal informé sur les niveaux de dépenses publiques et n'est pas aussi sensible à la restriction de l'aide étrangère qu'à celle d'autres postes budgétaires comme l'éducation nationale et la santé. Si les ONG ont mené par le passé des campagnes virulentes contre la réduction de l'aide, ces opérations sont devenues moins fréquentes et moins efficaces. On peut dire, pour résumer, que le soutien du public est aussi large qu'il est superficiel – et les responsables politiques opposés à l'aide le savent parfaitement⁴.

Il y a une autre explication possible : peut-être les analyses effectuées par le PIPA, InterAction et d'autres – qui font apparaître un soutien élevé du public – ne sont-elles tout simplement pas parvenues aux décideurs et aux médias. Un rapport de 1997 du PIPA évoque le « langage étonnement catégorique utilisé pour décrire l'attitude de rejet du public à l'égard du principe d'aide étrangère. Un journaliste décrit l'opinion publique comme « résolument négative. C'est, de tous les programmes fédéraux, le moins populaire. » Un membre du Congrès affirme de son côté : « Les gens n'aiment pas [ce programme]. Depuis que je suis au Congrès, je n'ai pas assisté à une réunion publique où la question de l'aide étrangère ne soit pas évoquée. Et la réaction est toujours négative, absolument toujours. » (Kull, 1997).

Ole Holsti, spécialiste de la politique et des processus décisionnels internationaux, formule une autre hypothèse. Dans son ouvrage de 1996 sur l'opinion publique à l'égard des droits de la personne et son impact sur la politique étrangère, Holsti affirme que la question des droits de la personne – et l'on pourrait rapprocher ce concept de celui de « l'aide étrangère » – est au cœur d'un vieux débat entre les partisans du réalisme et les partisans du libéralisme, deux écoles de pensée qui attribuent à l'opinion publique des rôles très différents dans l'élaboration de la politique étrangère.

[Cette] question est centrée sur le rôle de l'opinion publique et sa capacité à apporter une contribution utile à la qualité de la politique étrangère et de la diplomatie. Une longue tradition libérale... explique que si les démocraties sont plus paisibles, c'est en partie parce que le public peut exercer une pression constructive sur les décideurs... A l'inverse... les réalistes sont extrêmement sceptiques à l'égard du public car, selon eux, l'efficacité de la diplomatie repose sur une vision stratégique à long terme de l'intérêt national, combinée à une capacité à agir avec rapidité, discrétion et souplesse. La mise en œuvre de ces qualités serait menacée si le public, dont les préférences sont censées être dictées par les émotions et les considérations à court terme, jouait un rôle important dans les affaires étrangères (Holsti, 1996).

Holsti a voulu vérifier si, comme il le pensait, la fin de la guerre froide, associée à la prédominance d'une vision libérale, libertaire et populiste de la politique étrangère américaine au sein du public, avait débouché sur un soutien accru au courant défenseur des droits de la personne à l'échelle internationale et sur un renforcement de ce courant. Or, sur ce dernier point, l'auteur a été déçu. Il a constaté au contraire que « les opinions à l'égard des droits de la personne sont indissociables de positions partisans et idéologiques qui recouvrent également un large éventail de questions sur le rôle que doivent tenir les États-Unis sur la scène internationale dans l'après-guerre froide, sur la portée des obligations du pays à l'égard du monde... et sur les ressources que les États-Unis peuvent mobiliser dans le contexte de ce système international. » Autrement dit, rien de bien nouveau.

D'après une étude de l'opinion publique menée en 1998 par le *Chicago Council*, le classement des priorités du grand public « révèle une nette domination de l'intérêt personnel, les priorités les plus hautes ayant trait au bien-être économique et social et à la sécurité physique des Américains... Sont notamment absentes de [la] liste des priorités de premier et de deuxième ordres les objectifs relevant de l'internationalisme altruiste ou les objectifs profitant en premier lieu à des personnes tierces. » (Reilly, 1999) En dépit des études réalisées par le PIPA ou d'autres organismes, il semble que ce soit ce point de vue qui guide la politique d'aide publique au développement.

Notes

1. USAID, “Summary of USAID Fiscal Year 2002 Budget”, www.usaid.gov/pubs/cbj2002/request.html .
2. Les résultats du PIPA et le décalage entre l’opinion publique et la politique gouvernementale sont examinés en détail dans Kull et al., 1999.
3. En 2000, World Vision–Australie a consacré 1.297 million de dollars australiens à l’éducation du public (hors collecte de fonds). Au taux de change en vigueur, cela représentait environ 848 000 dollars des États–Unis. Source : rapport annuel 2000 de World Vision–Australie.
4. Cette hypothèse a été analysée par Smillie, I., « Illusions d’optique et autres illusions /Tendances et problèmes liés aux attitudes du public face à la coopération au développement » in I. Smillie et H. Helmich (op. cit.).

Références

- ADAMSON, D.M., N. BELDEN, J. DAVANZO, S. PATTERSON(1999), *How Americans View World Population Issues: A Survey of Public Opinion*, Rand, Santa Monica.
- ATWOOD, B. (1999), “Trade, Not Aid – It Didn’t Work”, *Hunger Notes*, printemps–été.
- HOLSTI, O.R. (1996), “Public Opinion and Human Rights in American Foreign Policy”, *American Diplomacy*, Vol.1, n°1, décembre.
- KULL S., I.M. DESTLER ET C. RAMSAY (1997), *The Foreign Policy Gap: How Policymakers Misread the Public*, PIPA, Washington, D.C.
- PIPA (2001), *Americans on Foreign Aid and World Hunger; A Study of US Public Attitudes*, Program on International Policy Attitudes, Washington, février.
- PIPA (1995), *Americans on Foreign Aid and World Hunger; A Study of US Public Attitudes*, Program on International Policy Attitudes, Washington, D.C.
- PNUD (1996), *Development Aid: What the Public Thinks*, Office of Development Studies, New York.
- REILLY, J. (dir. pub.) (1999), *American Public Opinion and US Foreign Policy*, The Chicago Council of Foreign Relations, Chicago.
- REILLY, J. (dir. pub.) (1991), *American Public Opinion and US Foreign Policy*, The Chicago Council of Foreign Relations, Chicago.
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), avec la collaboration de T. GERMAN ET J. RANDEL *L’Opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.

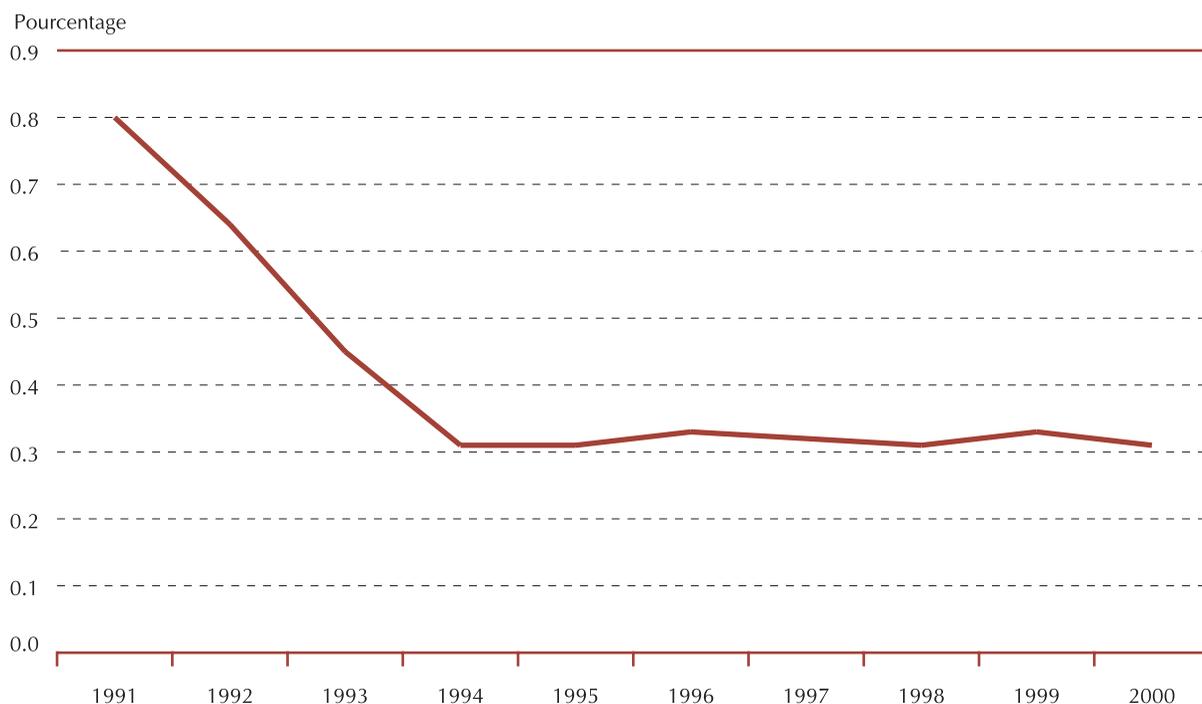
Finlande

Eddie O'Loughlin

Contexte

Le montant de l'aide publique au développement (APD) de la Finlande a plongé dans les années 90, passant d'un maximum historique de 0.8 pour cent du revenu national brut (RNB) en 1991 à 0.64 pour cent en 1992, puis à 0.45 pour cent en 1993, pour descendre à 0.31 pour cent en 1994. Cette chute est intervenue dans le contexte de la grave récession économique qui a frappé le pays. D'autres secteurs, tels que la sécurité sociale, ont également subi des restrictions budgétaires. Pendant le restant de la décennie, l'APD finlandaise a oscillé entre 0.31 et 0.33 pour cent du RNB (voir la figure 1). Comme l'explique l'examen le plus récent du CAD concernant la Finlande (OCDE, 1998), des efforts ont été mis en œuvre pour rallier la classe politique à l'objectif d'un ratio APD/RNB de 0.7 pour cent, avec comme cible intermédiaire un ratio de 0.4 pour cent en 2000. L'examen indique :

Figure 1. L'APD finlandaise en pourcentage du RNB, 1991-2000



Source : Site de Global Finland : <http://global.finland.fi>.

La Finlande a entrepris de remanier et remettre sur pied son programme d'aide. Un large consensus politique s'est dessiné concernant les objectifs et les orientations du programme d'aide. La décision de principe inclut notamment une cible ferme de 0.4 pour cent pour le ratio aide publique au développement/produit national brut, à atteindre d'ici 2000).

Cependant, l'on n'a observé que peu de progrès vers la réalisation de cet objectif intermédiaire. En fait, depuis quelques années, le soutien politique à l'APD s'exprime essentiellement en faveur d'un maintien et d'une consolidation du programme, et non de son expansion. La « cible ferme » de 0.4 pour cent n'a pas été atteinte en 2000. Le nouveau gouvernement de coalition, qui a accédé au pouvoir en 1999, s'est fixé un objectif plus modeste : il espère atteindre un ratio APD/RNB d'au moins 0.34 pour cent pendant son mandat, pour ensuite se diriger progressivement vers la cible de 0.7 pour cent fixée par l'ONU, si la situation économique le permet¹.

Pendant près d'une décennie, l'APD finlandaise n'a pas dépassé la barre des 0.31–0.33 pour cent du RNB, un niveau bien inférieur à celui des pays autres nordiques, proches de la Finlande à bien d'autres égards. Comme pour l'Irlande à la fin des années 90, la Finlande, pour être parvenue à augmenter son budget d'APD en termes absolus, n'en a pas moins eu du mal à la faire progresser en pourcentage du RNB, en raison de la vigueur de sa croissance économique annuelle. Point encourageant, au début de 2002, le gouvernement finlandais s'est fixé un nouveau calendrier précis pour augmenter l'aide, avec une cible de 0.38 pour cent du RNB en 2006².

Depuis la dernière publication majeure du CAD sur l'opinion publique vis-à-vis de la coopération pour le développement, en 1998, le ministère des Affaires étrangères (MAE) de la Finlande a été réorganisé (entre le milieu et la fin de l'année 98). Il en a résulté un remaniement complet du système de gestion de l'aide, les programmes par pays étant fusionnés au sein de nouvelles divisions géographiques. Désormais, l'aide est traitée dans chacune de ces divisions en parallèle avec d'autres domaines comme les affaires politiques et les échanges commerciaux. Grâce à cette nouvelle structure, le programme d'aide est mieux intégré au sein du ministère des Affaires étrangères, en coordination avec d'autres programmes publics.

Au cours des dernières années, le Département de la coopération pour le développement international (DIDC) du MAE a entrepris une large évaluation des recommandations de coopération établies par le gouvernement en 1996 et 1998³. Le document publié en 2001, *Operationalisation of Development Policy Objectives in Finland's International Development Cooperation*, reflète une tendance croissante à la consolidation et non à l'expansion du programme d'aide⁴. Peut-être cela se traduira-t-il par des activités mieux ciblées et plus efficaces à long terme, lorsque — comme on peut le souhaiter — le programme s'étoffera de nouveau pour atteindre la cible de 0.38 pour cent fixée pour 2006.

Le soutien à l'augmentation de l'APD demeure élevé parmi les ONG de développement finlandaises et le grand public. L'organisme-cadre qui chapeaute les ONGD finlandaises, le Kepa (Centre de services pour la coopération au développement), a exhorté le gouvernement à atteindre le ratio cible APD/RNB fixé par l'ONU, 0.7 pour cent, d'ici 2010⁵. Dans le contexte de la reprise économique de la fin des années 90, le soutien du public au programme d'aide publique et à l'aide aux pays en développement en général est resté solide, et aurait même augmenté à en croire plusieurs sondages d'opinion nationaux effectués ces dernières années⁶.

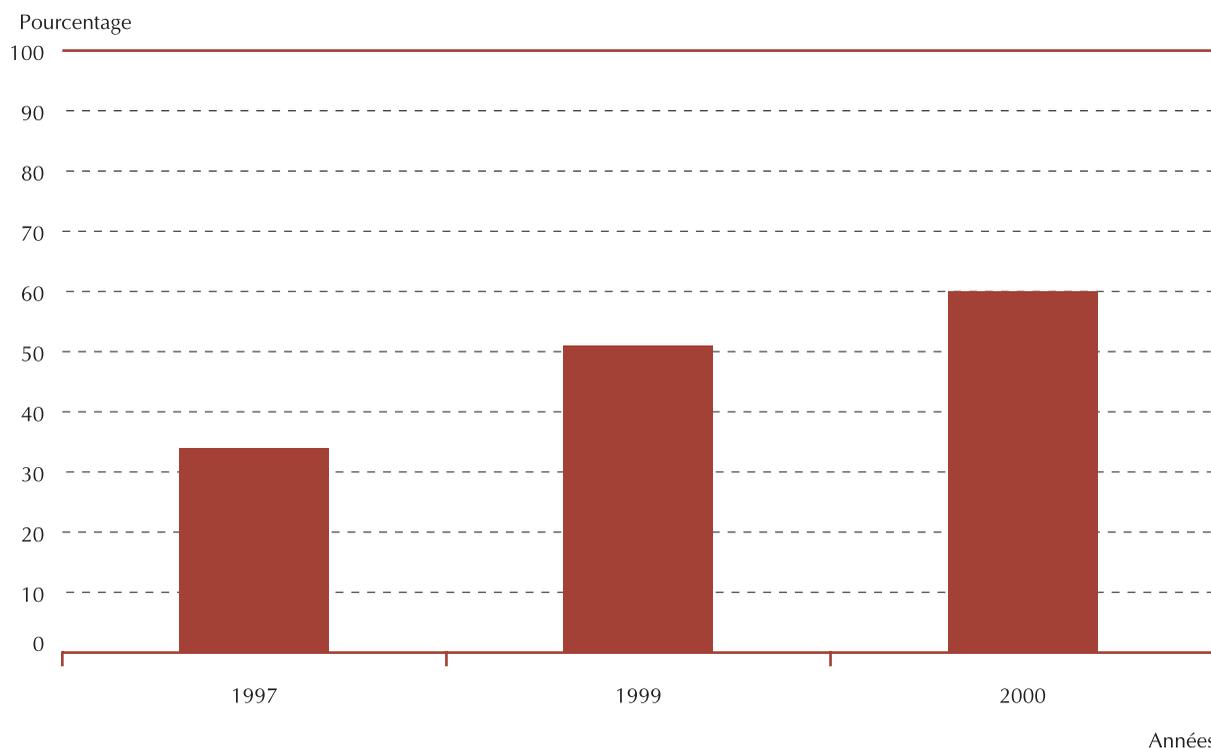
Opinion publique

En 1997, puis chaque année depuis 1999, le MAE a fait réaliser cinq sondages d'opinion très complets sur les questions de coopération pour le développement⁷. On voit que les Finlandais, de plus en plus favorables à la coopération pour le développement, approuvent dans l'ensemble la mise en œuvre du programme d'APD finlandais. L'un des changements les plus notables observés dans les sondages récents est l'augmentation du nombre de personnes se déclarant favorables à un accroissement de l'APD — de 30 pour cent en 1999, ils sont passés à 74 pour cent en 2002. La décision du gouvernement d'augmenter le budget d'APD au cours des prochaines années pourrait donc bien bénéficier d'un soutien solide et croissant auprès du public.

Les décideurs finlandais sont sensibles aux résultats des sondages d'opinion. Ainsi, le nouveau ministre de la Coopération pour le développement s'est appuyé sur le sondage de 2002 pour mener les discussions gouvernementales sur les modalités d'augmentation du budget d'APD dans l'avenir proche et sur l'établissement d'un échéancier fixe pour atteindre la cible de 0.7 pour cent du RNB fixée par l'ONU.

Depuis 1997, un nombre croissant de Finlandais considèrent la coopération pour le développement comme faisant partie intégrante de la politique étrangère (voir la figure 2) : ils étaient 60 pour cent dans l'enquête de 2000, contre à peine plus de 50 pour cent en 1999 (cette question n'a pas été posée dans l'enquête de 2000).

Figure 2. **Pourcentage de Finlandais considérant la coopération pour le développement comme faisant partie intégrante de la politique étrangère finlandaise, 1997-2000**



Source : Taloustutkimus Oy pour le ministère finlandais des Affaires étrangères.

Encadré 1. Secteurs de la coopération pour le développement privilégiés par les Finlandais

Santé et questions démographiques :	75 pour cent
Éducation :	47 pour cent
Droits de la personne, démocratie, égalité et bonne gouvernance :	38 pour cent
Distribution d'eau et assainissement :	32 pour cent
Femmes et enfants :	29 pour cent
Environnement :	24 pour cent

Source : Enquête sur le développement de *Taloustutkimus Oy* et du ministère finlandais des Affaires étrangères (2002).

Dans l'enquête la plus récente (2002), les participants ont dû citer les secteurs les plus importants à leurs yeux pour la coopération pour le développement (voir l'encadré 1 ci-dessus). Il est intéressant de constater que la plupart des secteurs mentionnés bénéficient effectivement de l'APD finlandaise, ce qui montre que la politique d'aide est alignée sur l'opinion publique.

On constate la même convergence entre politique et opinion publique en ce qui concerne les priorités géographiques. Lorsqu'on leur demande (2002) de citer les régions auxquelles ils voudraient voir l'aide profiter en priorité, la moitié des participants mentionnent l'Afrique.

Si l'Asie est prioritaire pour 4 pour cent environ des participants, 4 pour cent également accordent leur préférence à l'Afghanistan, et un tiers à la Russie et aux pays baltes voisins. Les Finlandais sont donc conscients que les pays les moins avancés ont davantage besoin d'aide que d'autres régions du monde. Par exemple, ils invoquent la famine et la pauvreté pour justifier leur préférence pour l'Afrique⁸. Ces choix sont conformes à la politique d'aide au développement, puisque l'Afrique est une priorité régionale et le principal bénéficiaire de l'aide finlandaise.

L'opinion finlandaise vis-à-vis des échanges et du développement

L'enquête de 2002 a demandé aux Finlandais leur opinion sur les liens entre le commerce international de la Finlande et l'aide au développement. Quarante-trois pour cent d'entre eux estiment que la politique commerciale et les activités d'aide doivent être équilibrées, ce qui traduit l'importance que les Finlandais accordent aux questions commerciales. Vingt-deux pour cent pensent que la politique commerciale ne doit pas contrecarrer les objectifs de la politique de développement. Dix pour cent souhaitent une séparation nette entre les deux politiques, et 13 pour cent voudraient que la politique de développement aille dans le sens des intérêts commerciaux du pays.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Les problèmes d'immigration et d'asile sont devenus d'importants sujets de débat en Finlande. L'intégration des émigrants, le quota annuel de réfugiés, le racisme et la discrimination ethnique, ainsi que la politique nationale face au retour de migrants de pays de l'ex-Union soviétique faisant valoir une origine finnoise sont des questions largement débattues. Dans le même temps, la Finlande compte l'un de plus faible pourcentage d'étrangers en Europe. L'émigration de Finlandais vers des pays voisins est elle-même relativement récente. Cependant, l'immigration en Finlande s'est accrue depuis la fin de la Guerre froide et l'adhésion du pays à l'Union européenne en 1995 - même si son ampleur reste faible. D'autres facteurs expliquent pourquoi la Finlande est une destination moins attrayante pour les candidats à l'émigration des pays en développement que d'autres pays d'Europe situés plus au sud, notamment : la modestie de la communauté étrangère, l'éloignement géographique, les hivers rigoureux et les spécificités de la langue. Le gouvernement a adopté en octobre 1997 un programme de *Principes de la politique relative à l'immigration et aux réfugiés*, ainsi qu'une *Loi sur l'intégration des immigrants et l'accueil des demandeurs d'asile*, qui est entrée en vigueur en mai 1999.

La campagne d'information sur l'Afrique de 2002 offre un bon exemple de la manière dont le MAE et d'autres partenaires du développement incitent les médias à s'intéresser aux questions de coopération pour le développement et influencent positivement la tonalité et le style de la couverture qui leur est consacrée (cette initiative est présentée plus en détail ci-dessous).

Sensibilisation du public et éducation au développement

L'éducation au développement est officiellement inscrite dans les programmes scolaires depuis le début des années 70⁹. Les lois de 1998 sur l'enseignement dans le primaire et dans le deuxième cycle du secondaire stipulent que tout enseignement doit aider les étudiants et les élèves à comprendre les droits de la personne et encourager la tolérance et la compréhension mutuelle entre les groupes ethniques, les nations et les cultures¹⁰. Les établissements individuels disposent néanmoins d'une certaine souplesse dans la manière d'atteindre ces objectifs. Le gouvernement et les ONG encouragent et aident activement les écoles et les enseignants à traiter des questions de développement. Pour ce faire, ils élaborent des supports pédagogiques spécifiques à l'attention des enseignants, des étudiants et des élèves¹¹.

Par le biais du Service d'information du DIDC, le MAE s'emploie activement à sensibiliser le public à son programme de coopération en particulier et aux problèmes de développement en général. Ce service s'adresse à un large public mais aussi à des groupes plus ciblés tels que les décideurs politiques et économiques, les ONG de développement, les médias et toutes les entreprises et organisations impliquées dans la coopération pour le développement. Comme dans la plupart des autres Membres du CAD, les initiatives d'éducation et d'information sur le développement s'adressent en priorité aux enseignants, aux étudiants et aux élèves de différents niveaux.

Le tableau 1 indique le montant du budget de l'information et de l'éducation au développement pour les dernières années écoulées.

Tableau 1. **Dépenses affectées à l'information sur le développement (y compris l'éducation au développement) en Finlande, 1999-2002**
(millions d'euros)

Année	APD totale	Part du budget de l'information (y compris l'éducation au développement) %	% du budget
1999	401.6	0.87	0.22
2000	421.2	1.03	0.24
2001	452.0	1.18	0.26
2002	479.2	1.25	0.26

Source: Ministère des Affaires étrangères, Département de la Coopération pour le développement international, Service d'information, Finlande.

Le budget affecté à l'information a augmenté à la fois en termes réels et en pourcentage du budget total. Néanmoins, il reste relativement bas et passablement éloigné de la cible de 2 pour cent du budget d'aide fixé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

Les autorités déploient de nombreux efforts pour attirer l'attention des médias sur la coopération pour le développement. Le Service d'information contribue à améliorer la couverture médiatique en organisant des voyages à l'étranger ou en finançant des visites sur le terrain. Par exemple, il a permis à des journalistes de se rendre au Mozambique, en Zambie, au Nicaragua, en Bosnie, au Cambodge et en Thaïlande, ainsi que dans les bureaux de l'ONU à New York et à Rome en 2000¹². Le Service d'Information soutient également la réalisation de films documentaires. Dans une optique à plus long terme, il a financé un certain nombre de formations en journalisme afin de stimuler l'intérêt et la compréhension des futurs journalistes pour les problèmes des pays en développement.

Les enquêtes menées auprès du public (y compris la dernière) révèlent que les Finlandais reçoivent une grande quantité d'informations sur le développement par le biais de la télévision. C'est pourquoi, depuis quelques années, le Service d'information du DIDC accorde une attention toute particulière à ce support et octroie aux producteurs télévisuels un soutien matériel et financier. Ses films télévisés sont largement utilisés par les enseignants.

Le Service d'information publie un large éventail de ressources documentaires à l'attention de ses différents groupes cibles. Le magazine trimestriel *Kehitys-Utveckling* (Développement), dont chaque numéro est consacré à des thèmes particuliers, et la lettre d'information mensuelle *Kehitysuutiset* (Actualité du développement) sont deux des principales publications. L'organisme dispose par ailleurs d'un site Internet relativement complet (<http://global.finland.fi>), proposant un large éventail d'informations sur le programme de coopération pour le développement et permettant d'interagir avec différents publics. La plupart des publications du Service sont disponibles sur ce site. Le DIDC fournit en outre un soutien financier et des informations au portail finlandais de *One World* (www.maailma.net), qui réunit un grand nombre d'organisations finlandaises impliquées dans la coopération pour le développement et centralise les informations les plus récentes sur le développement pour le compte de publics variés en Finlande. Ce service rencontre un grand succès puisque la liste de distribution du site global.finland.fi du ministère comprend plus de 2 000 personnes – journalistes, décideurs ou militants.

En plus de ses propres campagnes d'information, le *Kepa* (qui fédère les ONG finlandaises) soutient les initiatives de sensibilisation et d'éducation au développement d'autres organisations groupées¹³. Chaque printemps, les ONG de l'ensemble du pays organisent une campagne d'information intitulée « le marché des possibles » qui propose au public une multitude d'activités sur des thèmes tels que les droits de la personne, l'environnement, le commerce équitable, la situation des immigrants/réfugiés en Finlande, ainsi que des aspects plus généraux de différentes cultures. D'autres organismes-cadres comme le Centre de la solidarité des syndicats et le Conseil finnois de la jeunesse viennent s'ajouter aux ONG de développement pour encourager et coordonner les initiatives de sensibilisation aux questions de développement parmi leurs membres¹⁴.

La campagne de sensibilisation du printemps 2002 (la sixième campagne biennale sur le thème « Public et développement ») a porté sur l'Afrique, avec pour objectif spécifique de donner une image plus positive et équilibrée de ce continent — c'est-à-dire de présenter l'Afrique autrement que comme une région en proie à d'innombrables fléaux (famines, guerres ou inondations par exemple)¹⁵. Cette initiative, fruit d'une collaboration entre le MAE et un large éventail d'ONG et d'instituts, comprenait des expositions, des ateliers, des séminaires, des films et des présentations d'œuvres littéraires et musicales ayant pour thème commun l'Afrique. Les chaînes de télévision finlandaises ont elles aussi fait une plus large place à l'Afrique dans leurs programmes, en diffusant des documentaires sur ce continent. La campagne a culminé avec une grande manifestation publique de quatre jours, « Public et développement », qui s'est tenue à Helsinki. Les visiteurs de l'exposition 2002 ont pu découvrir la vie quotidienne dans les pays en développement au travers d'expositions et d'événements culturels. On estime que plus de 27 000 personnes ont participé à la manifestation principale, mais compte tenu de l'effet multiplicateur de la campagne médiatique, c'est un public beaucoup plus large qui a été atteint (plus de 110 000 personnes d'après les estimations). La campagne de cette année a été coorganisée par le Musée des Cultures, les Archives cinématographiques et le projet sur l'éducation au développement. L'édition 2000 de « Public et développement » avait été consacrée à l'Amérique latine et celle de 1998 à l'Asie.

Conclusion

Après plusieurs réductions draconiennes du ratio APD/RNB durant la première moitié des années 90, la situation de l'APD s'est stabilisée et le programme d'aide a été consolidé, en attendant son augmentation progressive vers le niveau cible établi par l'ONU. Le niveau d'APD cible pour 2006 récemment fixé par le gouvernement finlandais, de 0.38 pour cent du RNB, paraît réaliste. Les sondages d'opinion montrent par ailleurs que le public finlandais est très favorable au programme d'APD et que de plus en plus de personnes soutiennent la décision du gouvernement d'augmenter l'aide.

Notes

1. *Finnish ODA Year Book* pour 2000/2001.
2. *Development Today*, (3/2002).
3. Trois documents en particulier définissent les orientations de la coopération pour le développement en Finlande : "Operationalisation of Development Policy Objectives in Finland's International Development Co-operation", février 2001 ; "Finland's Policy on Relations with Developing Countries", 1998 ; et "Decision-in-principle on Finland's Development Co-operation", 1996.
4. « Ces mesures incluent... la consolidation des ressources économiques et administratives disponibles pour la coopération au développement international. » Voir : *Operationalisation of Development Policy Objectives in Finland's International Development Co-operation*, 2001.
5. Le Kepa compte plus de 200 organisations membres. Voir son site Internet : www.kepa.fi.
6. Cinq grandes enquêtes nationales sur l'attitude du public finlandais à l'égard de la coopération pour le développement, en particulier, ont été menées au cours des six dernières années. Elles sont présentées plus en détail dans la section suivante.
7. Les sondages ont été effectués par *Taloustutkimus Oy* pour le ministère des Affaires étrangères (et le Kepa en 2002). Le panel comprenait environ 1 000 Finlandais âgés de 15 à 74 ans. Les échantillons étaient représentatifs de l'ensemble du pays en termes d'âge, de sexe et de domicile des personnes interrogées.
8. Il faut signaler que le ministère des Affaires étrangères et les ONG partenaires luttent activement contre certains stéréotypes véhiculés à propos de l'Afrique. La campagne d'information de 2002 sur l'Afrique en est l'exemple.
9. Voir Hill, F. (incluant des contributions de Sundman) (1998), « Finlande », in I. Smillie et H. Helmich (dir. pub.), p. 71.
10. *Basic Education Act 1998* et *Upper Secondary Schools Act 1998*.
11. Voir par exemple le projet *Global Challenge*, mis en œuvre dans les écoles à l'initiative du ministère des Affaires étrangères et du Conseil scolaire.
12. *Finnish ODA Year Book* pour 2000.
13. Le site Internet du Kepa (www.kepa.fi) donne plus de détails sur ses activités.
14. Pour plus de détails sur ces organisations et leurs activités, on peut consulter leur site Internet : Centre de la solidarité des syndicats de Finlande– www.sask.fi ; Conseil finnois de la jeunesse– www.alli.fi
15. Pour une analyse plus approfondie de la représentation négative des pays en développement dans les médias et des initiatives visant à promouvoir une couverture médiatique plus équilibrée, on peut consulter O'Loughlin, E ; Quigley, P ; Wegimont, L, *Irish Attitudes Towards Overseas Development: Challenges for a Research Agenda*, DEFY Research Series n° 2, 2000, p. 11–16.

Références

BASIC EDUCATION ACT 1998 ET UPPER SECONDARY SCHOOLS ACT 1998.

HILL, F. (incluant des contributions de F. Sundman) (1998), "Finland " in I. SMILLIE ET H. HELMICH (dir. pub.) (op. cit.). *Development Today, Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment* (3/2002).

MAE Finlandais 1996, *Decision-in-principle on Finland's Development Co-operation*, disponibles au format PDF à l'adresse <http://global.finland.fi>.

MAE Finlandais 1998, *Finland's Policy on Relations with Developing Countries*, disponibles au format PDF à l'adresse <http://global.finland.fi>.

MAE Finlandais 2001, *Finland's Development Cooperation 2000*, disponibles au format PDF à l'adresse <http://global.finland.fi>.

MAE Finlandais 2001, *Operationalisation of Development Policy: Objectives in Finland's International Development Cooperation*, disponibles au format PDF à l'adresse <http://global.finland.fi>.

OCDE (1998), *Examens en matière de coopération pour le développement : Finlande*, OCDE, Paris.

SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), *L'Opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.

TALOUSTUTKIMUS OY ET MINISTÈRE FINLANDAIS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2000), *Enquête sur le développement*.

France

Muriel Julien et Liam Wegimont*

Contexte

Le processus de réforme de la coopération française pour le développement, en cours lors de la précédente publication¹, est pratiquement achevé, mais dans le contexte d'une baisse significative du volume d'APD. Cette réforme, préconisée par l'examen du CAD de 1997, avait plusieurs objectifs : restructurer et réorganiser les structures françaises de coopération pour le développement, renforcer considérablement la coopération décentralisée et faire une plus large place à la société civile (du Nord comme du Sud) dans la coopération pour le développement². L'examen du CAD de 2000³ a constaté les aménagements suivants :

- Création d'un système à double pilier reposant sur le ministère des Affaires étrangères et le ministère de l'Économie, des Finances et de l'Industrie ;
- Redéploiement de l'Agence française de développement (AFD), devenue agence opérationnelle centrale ;
- Création d'un Comité interministériel de la coopération internationale et du développement (CICID), chargé de vérifier la cohérence des politiques ;
- Établissement du Haut Conseil de la coopération internationale (HCCI)⁴.

La France se range parmi les cinq principaux donneurs du CAD en termes de volume d'APD et affiche en 2001 le ratio APD/RNB le plus élevé du G7 (0.34 pour cent). L'APD française poursuit des priorités claires et louables, telles que la lutte contre la pauvreté, le maintien de la stabilité macro-économique, le renforcement de la bonne gouvernance, la promotion de l'État de droit et de la démocratie et le développement durable. Ses zones géographiques privilégiées restent l'Afrique subsaharienne (notamment les pays francophones), l'Afrique du Nord, l'Asie du Sud-Est et les pays des Caraïbes – qui ont tous des liens historiques particuliers ou des liens de passé colonial avec la France. Les pays les plus pauvres font l'objet d'une attention particulière.

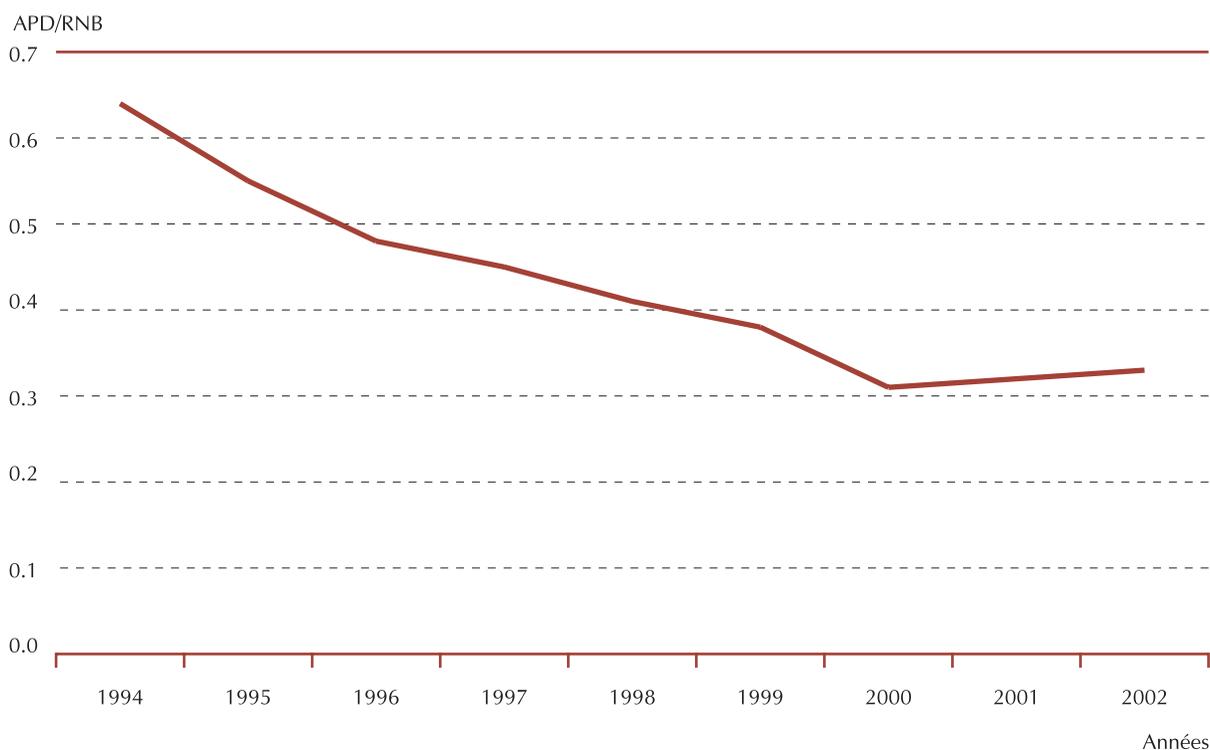
Cela étant, le CAD a adressé à la France une recommandation spécifique qui présente un intérêt tout particulier dans le contexte de cet ouvrage, à savoir que le pays devrait envisager « d'introduire une politique spécifique d'information et de sensibilisation du public ». Cette recommandation n'a pas encore été entièrement mise en œuvre, même si l'on note depuis peu des progrès significatifs dans l'intégration de l'éducation au développement au sein du système éducatif⁵.

En outre, on observe une prise de conscience croissante de la nécessité d'introduire un débat public sur la politique de coopération du pays, en particulier au travers du HCCI et du débat parlementaire⁶.

Si le volume de l'APD demeure élevé, l'APD en pourcentage du RNB décline régulièrement et fortement : de 0.64 pour cent en 1994, elle a diminué de moitié en 2000, s'éloignant ainsi de l'objectif de 0.7 pour cent déterminé par l'ONU. Aucune date officielle n'a d'ailleurs été fixée pour la réalisation de cet objectif. Cependant, le 11 octobre 2001, lors d'un débat parlementaire motivé par un avis présenté par M. Jean-Yves Gateaud au nom de la Commission des affaires étrangères, des voix se sont élevées pour demander que l'objectif de 0.7 pour cent soit atteint dans les cinq années à venir et pour que soient mis en place des mécanismes spécifiques et un échéancier⁷. De plus, comme l'a fait remarquer le président du HCCI, l'idée a fait son chemin, depuis le 11 septembre 2001, que le meilleur moyen de se prémunir contre le terrorisme international est d'atteindre la cible de 0.7 pour cent⁸.

La figure 1 montre bien le déclin de l'APD française – même si les colonnes de droite font apparaître de très légers signes de reprise.

Figure 1. L'APD en pourcentage du RNB en France, 1994-2002



Source : Ministère français de l'Économie et des Finances, 2000, chiffres définitifs, TOM exclus ;
2001 : prévision établie fin septembre ; 2002 : prévision associée au *Projet de loi de finances*
(<http://alize.finances.gouv.fr/budget/plf2002/jaunes02/1591.pdf>).

Les chiffres de l'APD française incluaient encore récemment les transferts aux Territoires d'Outremer (TOM). Depuis 2000, ces transferts sont exclus, ce qui entraîne une réduction automatique de 0.06 pour cent du ratio APD/RNB. Le projet de loi de finances⁹ pour 2002 prévoit un niveau d'APD de 4.759 milliards d'euros (0.32 pour cent du RNB) pour 2001 et de 4.80 milliards d'euros (0.33 pour cent du RNB) pour 2002 (TOM exclus)¹⁰.

Il est à noter qu'en 2001 et 2002, la balance de l'aide devrait pencher en faveur de l'aide multilatérale (40 pour cent de l'APD en 2002) au lieu de l'aide bilatérale¹¹.

Le HCCL a identifié plusieurs « grandes propositions et questions » sur la coopération française pour le développement qui, selon lui, n'ont jamais véritablement trouvé de réponse¹² :

- Les objectifs sont trop nombreux et contradictoires ;
- Les politiques doivent être systématiquement évaluées et réorientées en conséquence ;
- Les populations des pays bénéficiaires ne sont pas suffisamment impliquées ;
- Il faut davantage de cohérence entre les engagements bilatéraux et multilatéraux (en particulier avec l'Union européenne) ;
- Il faut davantage de coordination entre les principaux acteurs ;
- La société civile du Nord et du Sud a besoin d'un soutien renforcé ;
- L'appui au secteur privé n'a jamais été mis en œuvre ;
- Les structures de recherche sur la politique de développement sont inadéquates ;
- Il est urgent de délier l'aide ; et
- Le manque de transparence ne permet pas d'organiser un débat public informé sur ces questions.

Le secteur non gouvernemental français formule les reproches suivants à l'encontre de l'APD nationale : absence de ciblage cohérent sur la pauvreté, poids excessif de l'aide liée (35 pour cent), manque de transparence et réduction des dépenses en dépit du fait que l'opinion publique française est de plus en plus favorable au développement international¹³. Par ailleurs, certaines ONGD font remarquer que rationaliser l'administration de l'aide n'équivaut pas à augmenter le volume d'APD. « Finalement », écrit un commentateur, « nous ne pouvons que nous demander où va la réforme du système de coopération dans le contexte de l'érosion significative des ressources allouées à l'APD »¹⁴.

Sondages d'opinion sur le développement et les thèmes connexes

La France compte parmi les pays qui sondent le plus leur population¹⁵. On dispose de nombreuses sources d'information sur l'opinion des Français à l'égard de la mondialisation, des marchés financiers mondiaux, du commerce équitable, de la sécurité sociale, ou encore sur leurs espoirs, leurs craintes, leurs aspirations et leurs valeurs. Il n'existe pourtant aucun programme de recherche officiel suivi sur l'opinion à l'égard du développement.

D'autres enquêtes suggèrent néanmoins que le soutien du public à l'augmentation de l'aide étrangère est élevé et croissant. Le Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) et le journal *La Croix* ont réalisé conjointement un Baromètre de la solidarité pendant dix années consécutives, de 1989 à 1999 (voir le tableau 1)¹⁶. L'enquête la plus récente (1999) montre que le pourcentage de personnes interrogées favorables à l'augmentation de l'aide au développement a progressé (64 pour cent contre 47.5 pour cent en 1996), tandis que celui des personnes hostiles à l'augmentation de l'aide a diminué (33 pour cent, contre 48 pour cent en 1996). D'après une autre enquête réalisée par le FNUAP/MORI en 2001, 69 pour cent des personnes interrogées jugent les dépenses allouées par le gouvernement français à l'aide étrangère en 1999 un peu ou beaucoup trop faibles. Il semble donc y avoir une corrélation négative entre le volume d'APD et le soutien du public à l'APD.

Comme le montre le tableau 1, c'est en 1996 que le soutien du public à l'aide a atteint son point le plus bas. Ce résultat peut être mis au compte du scandale financier de l'Association de recherche contre le cancer (ARC) – jusqu'alors l'un des organismes de bienfaisance les plus crédibles et les plus populaires du pays – qui a reçu une large couverture médiatique en 1996. Cet événement a manifestement entamé la confiance des Français dans les organisations qui gèrent leurs dons. Ainsi, dans le sondage de 1996, 65 pour cent des personnes interrogées avouent ne pas faire confiance aux agences humanitaires.

Tableau 1. L'attitude du public français vis-à-vis du volume d'aide, 1989–1999
(pourcentage)

Question posée : « S'agissant du montant de l'aide que versent les pays développés aux pays pauvres, de quelle position vous sentez-vous le plus proche ? »											
Réponse	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1998	1999	1998-99
Le montant est très insuffisant et doit être augmenté sans conditions	10	8.5	10	11.5	10	14	11.5	9	11.5	13	+1.5
L'aide aux pays pauvres est insuffisante et devrait être augmentée à condition qu'elle soit mieux utilisée	54	49	55	55	49	48.5	46	38.5	50.5	51	+0.5
Sous-total « augmentation »	64	57.5	65	66.5	59	62.5	57.5	47.5	62	64	+2
L'aide aux pays pauvres n'a pas besoin d'être augmentée ; il faut simplement qu'elle soit mieux utilisée	27.5	34	30	27.5	35	30.5	35.5	41	31	30	-1
Le montant de l'aide aux pays pauvres doit être réduit	3.5	3.5	1.5	3	3	1.5	3	7	2	3	+1
Sous-total « mieux utilisée ou réduite »	31	37.5	31.5	30.5	38	32	38.5	48	33	33	Aucun changement

Sources : CCFD et la Croix. 1999. 10ème Baromètre de la solidarité internationale des Français, CCFD, Paris.

Si la majorité des personnes interrogées (55.5 pour cent) restent méfiantes, elles sont moins nombreuses dans ce cas qu'en 1996. La méfiance du public à l'égard des agences humanitaires (ONG) semble plus élevée en France que dans les autres pays de l'OCDE. Et pourtant, 53.5 pour cent des personnes interrogées souhaitent voir les organisations humanitaires figurer parmi les principaux organismes qui gèrent l'aide au développement des pays pauvres – seule l'ONU (choisie par 67 pour cent des personnes interrogées) les devance dans cette fonction. Le soutien du public semble néanmoins subordonné à la manière dont les fonds sont gérés. Cinquante-et-un pour cent des personnes interrogées favorables à l'augmentation de l'aide pensent qu'elle devrait être mieux utilisée et 30 pour cent estiment que l'aide devrait rester au même niveau et être mieux utilisée.

Il semble que les effets du scandale de l'ARC soient en train de s'estomper : le nombre de personnes interrogées ayant fait un don au cours des 12 derniers mois a augmenté en 1999 (48 pour cent). Sur ce pourcentage, 17 pour cent ont agi pour lutter contre la pauvreté dans les pays pauvres, et 20 pour cent dans le contexte d'une opération d'aide d'urgence. Le rapport conclut que « la solidarité internationale connaît une vigueur nouvelle, ce qui est lié dans une certaine mesure à la confiance croissante des personnes interrogées dans leurs perspectives d'avenir personnelles et professionnelles. »

Le 19 juillet 2001, le journal *Le Monde* a publié un sondage sur la mondialisation réalisé à sa demande par la Sofres¹⁷. La plus grande inquiétude de 39 pour cent des personnes interrogées serait que la mondialisation n'en vienne à aggraver les inégalités entre pays du Nord et du Sud. Un pour cent seulement des sondés pense que la mondialisation profite à tout le monde. Une majorité (55 pour cent) voit dans les entreprises multinationales les principales bénéficiaires.

D'autres sondages confirment ces résultats. A en croire l'enquête *Perceptions de la mondialisation en France et aux États-Unis*¹⁸, 65 pour cent des Français interrogés pensent que la mondialisation aggrave les inégalités et 66 pour cent sont convaincus qu'elle profite surtout aux actionnaires. Ces sentiments se reflètent dans le large soutien du public aux mouvements et associations « anti-mondialisation » : près de deux tiers des personnes interrogées sont favorables à l'essor de ces mouvements, et 8 pour cent y sont hostiles.

Débat public et opinion publique

Plusieurs questions internationales donnent lieu à un débat public animé et mobilisent largement les organisations de la société civile. Dans une certaine mesure, ce dynamisme rejaillit sur l'opinion et l'action politiques. Dans les forums mondiaux, la France met l'accent sur les aspects sociaux de la mondialisation, en plus de ses aspects économiques. En fait, le pays a pris position en faveur des militants « anti-mondialisation ».

En réaction aux manifestations de juillet 2001 contre la mondialisation, un communiqué français indique¹⁹ :

La France dénonce les actes de violence [lors du sommet du G-8 à Gênes] commis par une petite minorité au prétexte de dénoncer les méfaits de la mondialisation ; mais elle se réjouit de voir émerger un mouvement citoyen au niveau planétaire, qui veut voir une majorité d'hommes et de femmes partager les avantages potentiels de la mondialisation entre les pays riches et les pays pauvres.

La création, en août 2001, d'un « groupe d'experts sur la mondialisation » par le cabinet du Premier ministre, montre toute la dimension acquise par ce thème dans la politique nationale. De plus, la question de l'aide au développement suscite un débat parlementaire croissant. Comme l'a souligné un député au cours d'un de ces débats, « l'opinion publique française, et à travers elle les contribuables, doit être régulièrement tenue informée de l'importance de notre aide au développement. La France n'a pas à rougir de sa politique et l'argent qu'elle dépense ne doit pas être présenté comme « geste de réparation ». C'est pourquoi il est essentiel, en marge du débat budgétaire, de consulter chaque année le Parlement sur le document cadre de politique de coopération, pour que cela serve de base à un débat parlementaire annuel. Lors de sa réunion du 28 janvier 1999, le CICID (Comité interministériel de la coopération internationale et du développement) a donné son accord de principe pour l'organisation d'un tel débat. Le premier a ainsi eu lieu en avril 2000 »²⁰.

Éducation au développement et sensibilisation du public

Depuis quelques années, l'éducation au développement bénéficie d'un soutien croissant et s'intègre de plus en plus dans l'enseignement général. Le groupe de travail sur l'éducation au développement de la Commission Éducation et formation du HCCI a soumis au ministère de l'Éducation une série de recommandations portant sur l'éducation au développement dans les écoles primaires et secondaires. L'objectif est d'introduire une analyse complète du développement dans les programmes scolaires. De plus, le HCCI a élaboré des notes pédagogiques pour l'année scolaire 2001-2002²¹, traitant des thèmes de développement à aborder, des partenaires, de la méthodologie, de l'évaluation, etc.

De son côté, le ministère de l'Éducation²² attache une grande importance à l'éducation au développement et à la solidarité internationale. Il y voit en effet des moyens d'aider les enfants et les adolescents à devenir des citoyens responsables. Pour le ministère, l'éducation au développement et à la solidarité internationale est un élément crucial de l'apprentissage de la citoyenneté.

L'éducation au développement, en tant que discipline transversale, doit être intégrée à tous les niveaux d'enseignement, du primaire à l'université. Si la « Semaine de la solidarité internationale à l'école » permet de focaliser chaque année l'attention sur l'éducation au développement, le ministre estime que « la dimension et le rayonnement des activités d'éducation au développement et de solidarité internationale justifient une mise en œuvre continue pendant toute l'année »²³.

Coopération décentralisée

En France, la coopération décentralisée est florissante. Toutes les régions (22), la moitié des départements (plus de 90 au total) et la majorité des villes soutiennent près de 6 000 projets internationaux dans 114 pays. En 1999, le gouvernement français a versé 69.7 millions de FRF (10.63 millions d'euros) à 319 projets, soit une hausse de 62 pour cent par rapport à 1994. Le soutien aux activités de coopération internationale menées par les autorités locales se chiffre à près de 1.5 milliard de FRF (228.67 millions d'euros) d'après les données disponibles. Cette coopération décentralisée est fortement axée sur la sensibilisation et l'éducation au développement.

Le directeur adjoint de Cités unies France, Nicolas Wit, livre le commentaire suivant : « [...] les autorités locales des pays du Nord doivent développer l'esprit citoyen en encourageant la participation locale dans leur circonscription, afin de revigorer le lien social et la démocratie participative. Ce faisant, elles stimuleront le développement des villes, ce qui fait partie de leur mission ». Les municipalités pensent que la coopération décentralisée favorise l'intégration des communautés d'immigrants (par « l'effet miroir ») et donne un sentiment d'utilité sociale. En outre, les projets menés à l'étranger peuvent devenir une source d'inspiration pour la gestion locale dans les pays du Nord (voir l'exemple des « Conseils des Anciens » en Afrique).

La coopération décentralisée contribue dans une mesure significative à sensibiliser le public et à renforcer son soutien à la coopération internationale, comme le montre par exemple la « Semaine de la Solidarité Internationale », un événement national coordonné par le Centre de recherche et d'information sur le développement (CRID)²⁴.

ONG

Le milieu des ONG est également très divers et très actif. Leur nombre même est difficile à évaluer, plusieurs milliers d'associations ayant des activités liées à la coopération, au développement ou à la solidarité internationale. La contrepartie de ce foisonnement a longtemps été la dispersion et la faiblesse des moyens. Ces dernières années, les ONG ont réalisé un effort important de coordination et de fédération au sein de collectifs comme Coordination Sud (affiliée au CLONG, réseau d'ONG à l'échelle européenne) ou le Groupe Initiatives. Outre leurs actions de terrain, les organisations humanitaires et les ONG de développement s'associent de plus en plus pour des activités d'information et des campagnes de mobilisation de l'opinion publique. Quelques associations accordent la priorité à l'action en France, voire se consacrent exclusivement à la sensibilisation aux grands enjeux internationaux (par exemple Solidarités agro-alimentaires (Solagral) ou Agir ici).

Encadré 1. Le commerce équitable : un succès croissant

Les produits du commerce équitable vendus sous la marque Max Havelaar connaissent un réel succès sur le marché français. Par exemple, 495 tonnes de café « équitable » ont été vendues en France en 2000, contre 112 tonnes en 1998. Par ailleurs, sept des principales chaînes de supermarchés et d'hypermarchés vendent des produits du commerce équitable. De fait, au début de 2002, la coopération française pour le développement a cofinancé une vaste campagne publicitaire de Max Havelaar consistant dans l'installation de stands de dégustation dans plusieurs grandes gares ferroviaires de France. La Fédération Artisans du monde contribue également à la promotion du commerce équitable. Comme dans d'autres pays de l'OCDE tels que les Pays-Bas, l'Allemagne, la Suisse et le Danemark, le commerce équitable est une activité de coopération pour le développement en plein essor.

Les campagnes, généralement menées conjointement par plusieurs ONG par le biais de collectifs ou de plates-formes visent à interpeller le grand public, les organisations nationales ou internationales, ou des acteurs privés. L'on distingue les campagnes d'opinion, visant à sensibiliser et mobiliser l'opinion publique, des campagnes de *lobbying* institutionnel visant à influencer directement les décideurs politiques. Ces campagnes donnent aux activités des ONG une visibilité certaine, la publicité du message permettant d'exercer une pression au niveau politique.

Ainsi, la campagne du Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) pour l'annulation de la dette des pays pauvres (plate-forme sur la dette), en juin 2000, a rassemblé plusieurs centaines de personnes, et donné lieu à des activités de sensibilisation dans plus de 30 départements français. Agir ici coordonne plusieurs campagnes, notamment sur la réforme des institutions financières internationales, qui touchent entre 20 000 et 25 000 personnes. En vue des conférences des Nations unies, les ONG, regroupées en comités, ont élaboré des travaux préparatoires (mobilisation sur le financement du développement coordonnée par l'Association internationale des techniciens, experts et chercheurs (AITEC) avant Monterrey, Comité Rio+10 avant Johannesburg). Si les ONG font ainsi entendre leur voix, c'est pour s'assurer de ce que leurs objectifs prioritaires figureront bien sur l'agenda international. Mais les forums parallèles des ONG se tiennent encore trop en marge des conférences elles-mêmes, comme si la contestation ne pouvait se voir réellement intégrée aux débats.

Notes

- * Muriel Julien est assistante d'Éducation à la citoyenneté globale au Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.
1. Smillie, I. et H. Helmich (1998), *L'opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
 2. Voir SUD Nouvelles « La coopération française au développement: pratiques et perspectives » (2000), Coordination SUD, Paris, février.
 3. OCDE/CAD (1997), *Série des examens en matière de coopération n° 21, France*, OCDE, Paris.
 4. OCDE/CAD, *Série des examens en matière de coopération*, *op. cit.*
 5. BO n° 24, 14 juin 2001 (Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale). <http://www.education.gouv.fr/bo/2001/24/ensel.htm#developpement>.
 6. Compte rendu n° 35 (Mardi 25 avril 2000) de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. (<http://www.assemblee-nationale.fr/cr-cafe/99-00/c990035.asp>).
 7. N° 3322-III.- Avis de M. Jean-Yves Gateaud (Commission des affaires étrangères) sur le projet de loi de finances pour 2002 – Affaires étrangères : Coopération et développement, p. 5, <http://www.assemblee-nationale.fr/budget/plf2002/a3322-03.asp>.
 8. Déclaration du Haut Conseil de la coopération internationale sur les conséquences à tirer de la nouvelle situation internationale, le 25 septembre 2001, <http://www.hcci.gouv.fr/actualite/actuattenta/textbianco.html>.
 9. Projet de loi de finances.
 10. Projet de loi de finances pour 2002, État récapitulatif des crédits concourant à la coopération avec les États en voie de développement, <http://alize.finances.gouv.fr/budget/plf2002/jaunes02/1591.pdf>.
 11. Rapport fait au nom de la Commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le Projet de loi de finances pour 2002 (n° 3262), http://www.assemblee-nationale.fr/budget/plf2002/b3320-03.asp#P561_18914.
 12. Source : HCCI, Avis au Premier ministre en vue des débats parlementaires sur la coopération et sur la présidence de l'Union européenne, adopté le 18 avril 2000, <http://www.hcci.gouv.fr/travail/avis/avis3.html>.
 13. Voir Michel Faucon, CRID « France » in *The Reality of Aid 2001* ; et Olivier Blamangin , CRID « France » in *The Reality of Aid 2000* et *The Reality of Aid 1998/1999*, Londres, Earthscan.
 14. Olivier Blamangin, « France » in *The Reality of Aid 2000*, Londres, Earthscan, p. 121.
 15. Voir, par exemple, le portail Ipsos (www.canalipsos.com) qui inclut une base de données répertoriant plus de 7 000 sondages de l'opinion française.
 16. Le sondage a été effectué par l'institut de sondages Lavalie (ISL), qui a interrogé 1 000 personnes âgées de 15 ans ou plus, représentatives de la population urbaine, entre le 3 et le 15 février 1999 (méthode des quotas).

17. Le sondage a été effectué les 12 et 13 juillet 2001, c'est-à-dire avant le sommet du G-8 à Gênes et les manifestations anti-mondialisation concomitantes, auprès d'un échantillon représentatif de la population française de 1 000 personnes âgées de 18 ans ou plus (sous-quotas par âge, profil socio-économique et région).
18. Eddy Fougier, *Perceptions de la mondialisation en France et aux États-Unis* in *Politique étrangère*, août 2001.
19. Premier Ministre Lionel Jospin, cité dans le *Financial Times*, 24 juillet 2001.
20. (n° 3283) Rapport d'information sur la Réforme de la coopération (enregistré le 26 septembre 2001). <http://www.assemblee-nationale.fr/rap-info/i3283.asp>.
21. Note d'instructions pédagogiques élaborée par le HCCI, Éducation au développement et à la solidarité internationale, www.education.gouv.fr/int/devnote.htm.
22. BO n° 24, 14 juin 2001 (Bulletin officiel du ministère de l'Éducation nationale).
23. *Ibid.*
24. CRID : Centre de recherche et d'information pour le développement, www.lasemaine.org.

Grèce

*Ekaterini Archimandritou**

Contexte

Depuis quelques années, la Grèce est récipiendaire nette d'aide au développement et d'aide économique de la part de l'Union européenne et d'autres sources. Bien que ce pays n'ait pas eu de colonies dans le monde en développement, il entretient des relations avec les pays en développement du Moyen-Orient et de l'Afrique subsaharienne. La Grèce a des liens particulièrement étroits — « une histoire commune et des interactions culturelles, un degré élevé de compréhension mutuelle et de bonnes relations politiques et commerciales » (OCDE, 2002) avec ses voisins en développement et en transition. La Grèce fournit une aide humanitaire et économique et, depuis les années 80, une aide publique bilatérale au développement. En 2001, le ratio APD–revenu national brut se situe en deçà de la moyenne du CAD, à 0.19 pour cent. La coopération internationale grecque est essentiellement dirigée vers les Balkans, la Mer noire et l'Est de la Méditerranée. Les contributions de la Grèce aux programmes de développement multilatéraux de la Banque mondiale et de la Commission européenne absorbent une part substantielle du programme d'aide (environ 0.10 pour cent du RNB en 1996).

Au cours des dernières années, la Grèce s'est efforcée de formaliser un peu plus son statut de donneur d'aide. Défini en 1996, le premier programme quinquennal à moyen terme (1997–2001) a pour objectifs, entre autres, le soutien au bon fonctionnement du marché, la réduction de l'immigration, le rétablissement et le maintien de la paix, et la promotion de la démocratie dans les pays récipiendaires¹. Bien que la coopération pour le développement ait été mise en œuvre par 13 ministères et agences, depuis 2001 et en vertu de la loi 2731 (juillet 1999), elle relève plus directement de la responsabilité du ministère de l'Économie nationale et du ministère des Affaires étrangères (MAE). Au sein du MAE, la Direction générale de l'aide hellénique (YDAS) est chargée de superviser et promouvoir les programmes de développement, les activités d'éducation au développement et les projets d'aide humanitaire réalisés par les ONG grecques spécialisées dans le développement (MAE, 2001).

L'opinion publique grecque est largement favorable à la coopération pour le développement, perçue comme une aide humanitaire. Cependant, il est permis de penser qu'un public mieux informé soutiendrait des formes de coopération portant sur le plus long terme. Cela transparaît dans le rapport 2002 de l'OCDE :

Le public grec soutient largement l'aide au développement, mais il cautionne essentiellement les mesures prises en réaction à des situations d'urgence, des catastrophes naturelles ou des conflits, de préférence à des activités de développement à plus long terme.

Enquêtes d'opinion et attitude du public à l'égard de la coopération pour le développement international

La Grèce n'a réalisé aucune enquête pour connaître l'opinion du public sur son programme d'aide ou sur la coopération pour le développement en général. Même si l'opinion publique semble avoir peu d'influence sur la politique étrangère grecque, le gouvernement reconnaît qu'il est important de sensibiliser davantage la population aux questions de développement et de renforcer son soutien au programme d'aide, ce qui permettra en retour d'étoffer ce dernier. Le CAD (OCDE, 2002) a conseillé à la Grèce de mener régulièrement des enquêtes d'opinion quantitatives et qualitatives à mesure que son programme d'aide se développera.

Certaines enquêtes générales contiennent néanmoins des informations sur l'opinion publique grecque vis-à-vis de la coopération pour le développement. Celles-ci révèlent que les citoyens grecs sont largement favorables à l'idée d'aider les habitants des pays pauvres. D'après Eurobaromètre (1999), en 1998, 36 pour cent de l'échantillon représentatif considéraient l'aide aux pays en développement comme très importante et 51 pour cent comme importante — soit une proportion combinée de 86 pour cent. En 1996, 91 pour cent des déclarants jugeaient l'aide importante ou très importante. Sur le petit pourcentage de personnes (10.4 pour cent) à ne pas estimer l'aide au développement importante, 86 pour cent considéraient que la Grèce devait en priorité résoudre ses propres problèmes de pauvreté et de chômage. S'agissant des connaissances du public sur les activités publiques de coopération pour le développement, on note une baisse de la proportion d'individus qui pensent que la Grèce ne fournit aucune aide de 1996 à 1998. Malgré tout, 30 pour cent des personnes interrogées n'ont aucune idée du volume d'aide fourni.

Enfin, les individus et les organisations mêmes qui sont associés à l'aide étrangère grecque nourrissent des idées fausses sur la question. D'après le CAD (OCDE, 2002), ONG, consultants, universitaires et journalistes appellent le programme d'aide publique grec le « programme CAD » et les fonds disponibles pour les activités de développement « l'argent du CAD ». Le CAD donne la recommandation suivante :

Pour parvenir non seulement à « un degré d'appropriation plus élevé » mais aussi à une participation consciente du public grec dans les programmes de coopération pour le développement, le gouvernement devrait veiller à informer les organisations recevant des fonds et le grand public que les activités de coopération pour le développement sont financées par les contribuables grecs.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Le débat public actuel se concentre sur les questions liées à la mondialisation, en particulier les mouvements « anti-mondialisation ». Il n'existe apparemment aucun débat sur les politiques grecques de coopération pour le développement, même si certains médias se sont intéressés aux ONG grecques, au bénévolat et à la création de l'YDAS.

Les ONG grecques se montrent de plus en plus actives dans le débat public sur la coopération pour le développement et les enjeux de la mondialisation. A les en croire, les médias grecs donneraient souvent une image erronée des problèmes des pays en développement et l'Église soutiendrait essentiellement l'aide humanitaire à l'exclusion des autres formes d'aide. Aussi essaient-elles d'influencer le débat sur la coopération pour le développement.

Sensibilisation du public et éducation au développement

La Grèce reconnaît l'importance des activités de sensibilisation et d'éducation au développement, considérées comme nécessaires pour améliorer la popularité des politiques de développement en Grèce. Pour autant, les structures et stratégies officielles d'éducation dans ce domaine sont relativement sous-développées et ne bénéficient d'aucun budget spécial. De l'avis du CAD (OCDE, 2002), pour renforcer le soutien du public et justifier l'augmentation des financements, les pouvoirs publics devraient s'attacher à informer les parlementaires et le grand public des résultats obtenus et de l'incidence des actions de développement. Les autorités prennent très au sérieux leurs responsabilités vis-à-vis des citoyens et voudraient rendre ceux-ci plus sensibles à l'impact des questions de développement sur leur propre existence. L'étape suivante serait donc d'élaborer une stratégie d'éducation au développement, soutenue par un financement approprié.

A l'heure actuelle, les activités d'information du public sont limitées à la présentation de rapports au parlement et au cofinancement de certaines activités d'ONG portant sur l'éducation au développement. En 1996, le ministère de l'Éducation a organisé, en collaboration avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, une conférence visant à définir une charte de principes sur l'éducation aux questions mondiales. Il a été demandé aux chefs d'établissements scolaires de coopérer avec les ONG dans le cadre des programmes d'éducation au développement, et le ministère encourage la participation des enseignants à ces programmes au moyen de subventions limitées.

ONG

Les ONG grecques, membres à la fois de la Plate-forme grecque et du Comité de liaison ONGD-UE, mènent diverses activités d'information du public et d'éducation au développement, en collaboration avec l'YDAS et le Conseil de l'Europe (voir Masoula, 1999). C'est l'UE qui a fourni l'essentiel du financement des activités d'éducation. Par ailleurs, les ONG collaborent sur ces questions avec les administrations locales, l'Église et les médias depuis 1983. En plus des thèmes liés aux causes du sous-développement, du racisme et de la xénophobie, l'environnement et les politiques de coopération pour le développement de l'UE ont fait l'objet de plusieurs campagnes d'information, séminaires et expositions. Certaines de ces activités ont également bénéficié d'un soutien du secteur privé.

Tous les ans depuis 1999, l'institut d'éducation au développement GAIA, en partenariat avec le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, organise dans les écoles la semaine One World. Cet institut envisage également d'établir un centre de documentation pour les enseignants et un réseau (Nouvelles orientations de l'éducation) qui réunirait des enseignants grecs et européens (notamment des pays des Balkans) s'intéressant à l'éducation au développement.

D'autres ONG telles que The European Perspective (EP), Kessa-Dimitra, Action Aid et Save the Children-Grèce délivrent un enseignement sur le développement en complément à leurs programmes de développement. En 1996-1997, par exemple, EP et Kessa-Dimitra ont reçu un soutien financier de l'UE et de l'État grec (au titre de l'APD) pour leur projet d'éducation « Images du tiers monde : réalité et développement ». Ce programme comprenait des expositions d'objets de pays en développement, un spectacle théâtral relatant les aventures d'un enfant sénégalais et des séminaires accueillant des représentants d'ONG des pays en développement. Cette manifestation s'est déplacée dans six villes grecques, permettant l'établissement de contacts avec les autorités locales, ce qui facilitera la réalisation future de projets similaires. Des conférences de presse ont été organisées avec les médias locaux et le ministère de l'Éducation a donné son accord pour que le projet soit présenté dans les écoles primaires. Au final, plus de 5 000 personnes ont assisté aux représentations. Il ressort de l'évaluation du projet que celui-ci a grandement sensibilisé les enseignants et les autorités locales à la nécessité de disposer d'outils pédagogiques sur les pays en développement et leurs cultures.

La plupart des activités d'éducation au développement sont ciblées sur la culture et s'efforcent de faire ainsi ressortir les aspects positifs de la vie dans les pays en développement. Les ONG insistent sur la nécessité d'intégrer aux programmes scolaires des cours sur le développement et font pression auprès du gouvernement dans ce sens. Cela est lié au fait que de nombreuses ONG spécialisées dans le développement sont implantées dans la région d'Athènes ; ne disposant pas d'un rayon d'action suffisant, elles estiment que ce rôle pourrait être assuré par le programme scolaire.

Notes

- * Ekaterini Archimandritou a collaboré au Centre de Développement à titre d'expert invité durant la période de recherche et de rédaction de cette étude.
- 1. Gouvernement de la Grèce (1996), décret ministériel 265/29.8.96, Athènes.

Références

- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf).
- MASOULA, D. (1999), "Greece", in *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*, I. SMILLIE AND H. HELMICH (eds.) avec la collaboration de Tony German et Judith Randel, Earthscan, Royaume-Uni.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2001), *Special Guide for NGOs and other Agents of the Civil Society*, YDAS, Athènes, Communiqué par la Direction générale de l'YDAS. Les chiffres exacts ne sont pas disponibles.
- OCDE (2002), *Coopération pour le développement : Grèce*, OCDE, Paris.

Irlande

Ida Mc Donnell

Contexte

L'examen effectué par le CAD en 1999 sur la coopération pour le développement en Irlande note la vigueur et la persistance du soutien de la classe politique et du public au programme irlandais de coopération pour le développement (Ireland Aid¹), alors que le pays aborde une période d'expansion et de croissance.

Ireland Aid place aujourd'hui la barre très haut. Le programme d'aide a pris de l'ampleur et la tendance devrait se poursuivre, reflétant la volonté de l'Irlande de faire reculer la pauvreté dans les pays en développement. La place qu'occupe l'Irlande dans le monde est par là même également reflétée. Le potentiel de croissance de l'aide irlandaise s'appuie sur des résultats économiques solides, associés à un soutien massif du public et de la classe politique en faveur de la coopération pour le développement. En tant que bénéficiaire des Fonds structurels et de Cohésion de l'Union européenne (UE), l'Irlande sait que l'aide peut être efficace (OCDE, 1999).

En septembre 2000, lors du Sommet du millénaire de l'ONU à New York, le Premier ministre irlandais a une nouvelle fois prouvé la vigueur du soutien politique de son pays à l'aide publique au développement (APD), en s'engageant publiquement à porter le ratio APD/RNB aux 0.7 pour cent fixés par l'ONU d'ici 2007, avec un objectif intermédiaire de 0.45 pour cent en 2002². Cet engagement a été réitéré lors de l'Assemblée spéciale de l'ONU sur le VIH/SIDA, en juin 2001. Toute la classe politique a beau être favorable à l'augmentation de l'aide, c'est l'actuel ralentissement de l'économie irlandaise — et de l'économie mondiale en général — qui devrait servir de test pour éprouver, dans les années à venir, la solidité de cet engagement politique³.

L'examen de l'aide irlandaise publié en 2002 (MAE, 2002) a pour but d'examiner et évaluer quel sera le rôle d'Ireland Aid, à la lumière de la période d'expansion rapide qui s'annonce. Sur le soutien du public à la coopération irlandaise pour le développement, le ministre d'État en charge du développement et des droits de la personne a livré le commentaire suivant :

Amener le public à comprendre et à s'approprier ce domaine de plus en plus important de la politique et des dépenses publiques sera, pour Ireland Aid, un défi majeur dans la période à venir. Ce programme est intégralement financé par les contribuables irlandais. Nous devons donc démontrer l'efficacité de toutes les mesures qu'il recouvre. Nous devons prouver que nous aidons des individus à sortir de la pauvreté et à décider de leur vie, et que nous contribuons à l'émergence d'un monde juste et équitable.

Ces évolutions ont influencé le niveau des discussions dans les cercles gouvernementaux et non gouvernementaux. Les débats portent sur la nécessité de maintenir au sein du public irlandais un degré de soutien élevé à la coopération pour le développement — comme c'est le cas actuellement — et d'organiser un débat public sur l'aide étrangère pour que les Irlandais se sentent véritablement

propriétaires du programme national d'aide. Les ONG irlandaises appellent de leurs vœux et encouragent l'émergence dans le public d'une sensibilité critique à l'égard des questions de développement. Elles insistent en particulier pour que l'administration d'Ireland Aid devienne plus accessible à la société civile et plus responsable vis-à-vis de ses groupes cibles. Ireland Aid espère établir un « *service de presse et d'information sophistiqué et dynamique pour sensibiliser davantage le public à l'action d'Ireland Aid et à ses motivations* », ainsi qu'un service d'éducation au développement plus étroitement ciblé.

Opinion publique

Aucun sondage d'opinion national officiel n'a été effectué depuis l'enquête de l'*Advisory Committee on Development Co-operation* (ACDC) de 1990. On dispose malgré tout d'informations et d'analyses pertinentes sur l'opinion publique au travers des sondages réalisés par Eurobaromètre et par des ONG irlandaises au cours des dix dernières années⁴. D'autres enquêtes sur les dons de bienfaisance et sur l'opinion des enseignants et des étudiants⁵ sur les questions de développement et de justice ont également jeté un éclairage sur le comportement du public et le soutien aux activités internationales.

En examinant les enquêtes et les analyses consacrées au soutien du public à la coopération pour le développement en Irlande depuis le milieu des années 80, on voit que le niveau de soutien est resté constamment élevé au fil des années, 90 pour cent environ des personnes interrogées jugeant important d'aider les pays en développement (voir le tableau 1).

Tableau 1. **Le soutien des Irlandais à l'aide aux pays en développement**
(% *considérant l'aide comme importante*) 1985-2000

	ACDC 1985	ACDC 1990	Eurobaromètre (1996)	DEFY 2000
% soutien	91	89	91	95

Sources : Eurobaromètre n° 46.0 (1997), Commission européenne ; *Aid to Third World Countries*, ACDC (1985 et 1990), *Attitudes of a National Sample of Irish People*, ACDC, Dublin, DEFY (2000), *Development and Justice Issues: Irish Attitudes* (2000), DEFY, Dublin.

Les réponses à des questions plus détaillées montrent que ce soutien n'est pas factice puisque la population est disposée à payer l'aide. Par exemple, un rapport d'Eurobaromètre (1999) sur un sondage effectué à la fin de 1996 révèle que 68 pour cent des Irlandais sont favorables à l'augmentation de l'aide irlandaise, contre 10 pour cent souhaitant sa réduction. Lorsque, dans le sondage Eurobaromètre 49 du printemps 1998, on a demandé aux participants de classer par ordre de priorité les thèmes importants pour le Parlement européen (les réponses proposées par les enquêteurs incluant l'emploi, la criminalité et la drogue), 15 pour cent des Irlandais interrogés ont répondu favorablement à la proposition « coopération pour le développement » — soit plus du double de la moyenne de l'UE (6 pour cent). Cependant, dans le sondage Eurobaromètre 50.1 de l'automne 1998, deux pour cent seulement des personnes interrogées ont cité l'aide aux pays sous-développés comme le problème le plus important pour l'UE.

Une analyse comparative de deux enquêtes menées auprès des jeunes (en 1995 et en 2000) montre que ces derniers manifestent un intérêt élevé et croissant pour la vie dans les pays en développement et l'aide à ces pays. L'une des tendances les plus significatives est que davantage de jeunes gens se sentent aujourd'hui capables de faire bouger le monde, mais qu'un nombre décroissant pense pouvoir exercer une influence à l'échelle locale et nationale⁷. Les Irlandais sont devenus plus conscients de leur place dans le monde à l'heure de la mondialisation (voir l'encadré 1).

Encadré 1. Les Irlandais de plus en plus sensibles à l'environnement mondial

Cela transparait par exemple dans l'intérêt croissant des Irlandais pour l'écologie. Les Irlandais savent que de nombreux emplois dans le pays dépendent de l'économie mondiale, ce qui explique en partie cette sensibilité accrue. Selon un éducateur spécialisé dans le développement : « le grand public réclame davantage d'informations sur les questions internationales et de développement, ce qui signifie qu'il a davantage conscience de leur importance. De plus en plus de personnes assistent à des séminaires, des réunions et des cours sur le développement international afin de parfaire leur compréhension de ces questions ».

Source : Entretien avec Andy Storey, Kimmage Manor, Dublin.

Néanmoins, comme dans d'autres pays Membres du CAD, le public est plus sensible aux problèmes humanitaires et aux situations d'urgence dans les pays en développement qu'à la coopération pour le développement à long terme. Le fait est que le programme d'aide de l'Irlande trouve ses racines dans le sens de la générosité et l'humanisme du peuple irlandais.

Ireland Aid reconnaît qu'il est important d'entretenir le soutien du public au programme d'aide et que cela n'a rien d'évident dans le climat de changement économique actuel. De plus, les autorités savent que le développement international ne sera jamais la priorité numéro un du public. Elles admettent que, pour maintenir le soutien du public, il leur faudra adopter une politique et une stratégie de communication élaborées et investir dans les ressources humaines. Un responsable commente⁷ :

Nous devons inciter le public à nous suivre par le biais du service d'information et du *National Committee for Development Education*, en faisant participer tous les secteurs — le privé et le public, mais aussi et surtout les jeunes.

En 1999, le *Network of Curriculum Units in Development Education* a mené des travaux de recherche qualitatifs sur le thème « L'enseignement des sujets de société contemporains : ce que pensent les enseignants ». Les auteurs dressent un tableau globalement positif de l'enseignement des questions de développement et de justice en Irlande. Les faits montrent que les enseignants prennent très à cœur cette discipline et que la valeur et l'impact de leur enseignement sont dûment appréciés. Les commentaires des enseignants révèlent par ailleurs un vif intérêt de la part des étudiants. En ce qui concerne le soutien apporté aux enseignants dans ce domaine, il semble, d'après les recherches, que le secteur volontaire soit plus actif que le secteur de l'État. Plus d'un quart des enseignants interrogés estiment le rôle du secteur public inadapté, inadéquat ou trop flou. Ils pensent par ailleurs qu'il incombe au ministère de l'Éducation de dispenser la formation et les ressources nécessaires.

Des recherches ont été effectuées récemment sur les dons en Irlande et à l'étranger d'un autre secteur important — celui des entreprises⁸. D'après des résultats récents, les organisations d'action à l'étranger sont le secteur qui reçoit le moins d'argent des entreprises irlandaises (3 pour cent de l'ensemble des dons monétaires) et les sports celui qui en reçoit le plus (23 pour cent). Il est beaucoup question actuellement d'accroître la participation des entreprises aux activités de développement international des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux en Irlande. Dans ce contexte, cette enquête livre des informations utiles sur les dons des entreprises, indiquant notamment que 0.04 pour cent du chiffre d'affaires des 1 000 premières entreprises irlandaises est consacré à des dons de bienfaisance.

Le maintien et la croissance des dons du public aux ONG nous renseignent également sur l'attitude de la population irlandaise à l'égard de la coopération pour le développement.

Comme le montre le tableau 2, les contributions volontaires aux deux principales ONG irlandaises, *Concern* et *Trócaire*, ont augmenté progressivement au cours des dernières années. D'après *Concern*, lorsque l'on soustrait du montant total les dons fournis pour des opérations d'urgence, on note tout de même une augmentation du financement et du soutien au développement à long terme.

Tableau 2. **Dons volontaires aux deux principales ONG irlandaises, *Concern* et *Trócaire*, 1995 à 2000**
(millions de livres irlandaises)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>Concern</i>	6.8	7.5	8.2	11.9	14.8	n.d.*
<i>Trócaire**</i>	n.d.	5.4	5.2	6.9	7.9	9.3

Notes : * n.d. : non disponible.

**Le total de *Trócaire* inclut le produit des quêtes, les dons et les legs de l'Église.

Sources : Eurobaromètre n° 46.0 (1997), Commission européenne ; *Aid to Third World Countries*, ACDC (1985 et 1990), *Attitudes of a National Sample of Irish People*, ACDC, Dublin, DEFY (2000), *Development and Justice Issues: Irish Attitudes* (2000), DEFY, Dublin.

La recherche sur l'opinion publique

Si l'opinion des Irlandais sur la coopération pour le développement international a fait l'objet de recherches, directes et indirectes, au cours de la dernière décennie, ces travaux sont restés relativement limités. Conscients de cette lacune, plusieurs organismes publics et non gouvernementaux ont demandé que soient menées des recherches plus nombreuses et de meilleure qualité sur l'opinion publique. Une étude publiée en 2000 appelle à un approfondissement des recherches et recommande en particulier⁹ :

- d'effectuer régulièrement des enquêtes,
- de combiner les techniques qualitatives et quantitatives,
- d'examiner le rôle des médias,
- de faire participer la société civile,
- de faire en sorte que les activités de recherche interagissent avec les initiatives d'éducation au développement et l'élaboration de supports pédagogiques.

Le CAD (OCDE 1999) recommande à Ireland Aid :

de surveiller l'opinion plus attentivement à mesure que le programme d'aide continuera à se développer, car le soutien du public n'est jamais totalement acquis.

En réaction, le *National Committee for Development Education* (NCDE) a commandé fin 2000 une évaluation et une étude de faisabilité pour des recherches sur l'opinion publique (*Review and Feasibility Study of Research into Public Attitudes*), afin de pouvoir coordonner par la suite un programme de recherche plus complet sur ce thème. L'examen d'Ireland Aid (MAE 2002) a également souligné la nécessité d'effectuer des recherches comportementales.

Le débat public sur la coopération internationale en Irlande

En Irlande, le milieu de l'éducation et de la sensibilisation au développement est très actif. L'annulation de la dette (qui a fait l'objet de la campagne *Jubilee 2000*), la situation au Timor-Oriental — notamment la crise survenue après les élections pour l'auto-détermination en août 1999 — et l'admission des demandeurs d'asile et des réfugiés en Irlande ont suscité un vif intérêt et de nombreux débats dans les rangs du public ces dernières années, au même titre que les catastrophes naturelles et les situations d'urgence. La mobilisation des dirigeants politiques, des médias, des artistes populaires, de l'Église et des ONG a valu à tous ces événements une publicité considérable.

La plupart des journaux irlandais (quotidiens de référence grand format et tabloïds populaires) consacrent des articles à ces questions. Les quotidiens grand format portent généralement un regard compréhensif sur les questions de développement et de justice et n'hésitent pas à critiquer les actions et le comportement des pays industrialisés à l'égard des pays en développement¹⁰. Les tabloïds, de leur côté, sont parfois moins favorables à la coopération internationale.

Le débat public en Irlande se concentre plus particulièrement sur l'immigration, un phénomène relativement récent en Irlande, et sur la montée du racisme et de la xénophobie. D'après certains commentateurs, il existe en Irlande un « racisme institutionnel », qui résulte des déficiences et de la quasi-inexistence de structures de traitement des demandes d'asile, des retards qui en découlent et de la mauvaise volonté affichée par le gouvernement pour améliorer les procédures — autant de faits et comportements qui ont ensuite des retombées sur la population¹¹.

Le gouvernement ayant pris conscience de ces problèmes, quelques progrès ont été accomplis depuis décembre 1999 — davantage d'agents ont été affectés au traitement des demandes et la situation de l'hébergement s'est améliorée¹². La nouvelle campagne publique de lutte contre le racisme et de sensibilisation aux avantages de la diversité culturelle est un autre événement important¹³.

Le milieu de l'éducation au développement consacre lui aussi davantage d'attention et de moyens financiers à la question du racisme. Le NCDE subventionne les associations d'éducation au développement engagées dans la lutte contre le racisme en Irlande, et de nombreuses ONG, telles que YARD (*Youth Against Racism and Discrimination*), l'*Irish Refugee Council* et *Comhlámh* organisent des formations, des ateliers et des campagnes contre le racisme.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Cela fait plus de trente ans que des activités d'éducation au développement sont menées en Irlande et, depuis 1985, le gouvernement irlandais leur apporte son soutien. Une évaluation de 1993 a débouché sur la création du NCDE, organisme financé par l'État¹⁴. Le NCDE a un rôle essentiellement consultatif et distribue l'aide de l'État aux ONG. Il encourage et aide groupes et structures à promouvoir l'éducation au développement dans tous les secteurs de la société irlandaise. Cependant, le maintien du NCDE sous sa forme actuelle est remis en question. L'examen d'Ireland Aid (2002) estime qu'eu égard « aux problèmes structurels rencontrés par le NCDE, la fonction d'éducation au développement devrait être assignée à une unité spéciale d'Ireland Aid. Composée d'experts de haut niveau, cette unité disposerait d'un budget accru sur la base d'un plan stratégique modifié et bénéficierait de l'aide d'une commission consultative ».

Le montant total des subventions allouées par le NCDE est resté relativement stable entre 1997 et 1999 — 750 000 livres irlandaises par an en moyenne — le secteur non formel ayant reçu légèrement plus de fonds que le secteur formel. En 1999, le NCDE a introduit un système de financement pluriannuel pour les candidats à son programme. L'organisme a par ailleurs mis en place plusieurs projets volontaristes visant à promouvoir et soutenir l'éducation au développement par le biais de ses groupes de travail.

Selon Regan (2000), spécialiste du domaine, l'éducation au développement en Irlande est prête à faire un énorme bond en avant en termes d'échelle et d'efficacité, ce que l'on n'aurait pas pu affirmer il y a dix ans. L'auteur indique également que, compte tenu de sa faible envergure sur la vaste scène de la coopération internationale, l'Irlande doit se spécialiser, une voie possible étant l'éducation au développement.

« L'Irlande est confrontée au défi d'investir dans l'éducation au développement »¹⁵. La figure 1 indique le montant des dépenses publiques consacrées à l'éducation au développement et leur part dans l'APD. Même si le financement de l'éducation au développement a augmenté de 50 pour cent en 2001, on notera que la part allouée en pourcentage de l'APD a décliné au fil des années, alors même que l'APD a progressé. Regan (2000) commente :

Il nous faut poursuivre nos activités d'éducation et de sensibilisation. Or, le budget alloué est minuscule et nous avons l'impression de devoir toujours justifier l'intérêt de l'éducation au développement.

Un certain nombre de documents ont été diffusés, et des propositions soumises à Ireland Aid, en faveur d'une augmentation du budget de l'éducation au développement, l'objectif étant que ce budget atteigne 5 pour cent de l'aide bilatérale dans un laps de temps défini. Cette proposition bénéficie d'un soutien politique croissant, le Parti travailliste et le *Fine Gael* l'ayant tous deux intégrée dans leur programme¹⁶. Tous les membres de *Dóchas* (organisme-cadre chapeautant 26 ONG) font campagne pour que la cible de 5 pour cent soit atteinte d'ici 2005. Des mises en garde ont été formulées concernant cette campagne, notamment sur la tactique et la stratégie à adopter¹⁷.

Enseignement formel

Le ministère de l'Éducation est en train d'apporter des changements à l'éducation au développement (ou éducation à la citoyenneté globale) dispensée dans le secteur formel. Des progrès considérables ont déjà été accomplis dans ce secteur, puisque les principes fondamentaux de l'éducation au développement ont été intégrés dans l'éducation civique, sociale et politique, le module Thèmes contemporains du *Leaving Certificate Applied* (LCA) et dans le programme *Transition Year*. Par ailleurs, le nouveau programme de l'enseignement primaire contient de nombreuses références aux problèmes de développement locaux et mondiaux¹⁸. Néanmoins, il faudra fournir encore davantage d'efforts dans les années à venir pour que l'éducation au développement ne reste pas marginale dans la politique éducative irlandaise, mais soit intégrée dans l'enseignement formel et non formel¹⁹. Le ministère de l'Éducation a invité les ONG à le seconder dans cette perspective. Ainsi *Trócaire* a-t-il travaillé en étroite collaboration avec le ministère pour intégrer l'éducation au développement dans la CSPE (ce qui, selon l'organisation, constitue un formidable pas en avant en termes de reconnaissance de l'éducation au développement). Il a également créé un site Internet très complet à l'attention des étudiants, des enseignants et des parents²⁰.

L'enquête sur les enseignants réalisée par le *Network of Curriculum Units in Development Education* montre que le programme scolaire s'ouvre plus que jamais aux thèmes sociaux contemporains, de nombreux débouchés étant ainsi créés. Cette enquête indique aussi qu'il faut dépasser le stade qui voit se mobiliser les enseignants au plan individuel pour créer un mouvement général impliquant les écoles entières, leurs dirigeants et le ministère de l'Éducation.

ONG

Dóchas attache une importance considérable à l'éducation au développement par le biais de son *Development Education Action Group* (DEAG). Le DEAG comprend 12 à 15 membres, issus d'ONG de développement et d'éducation au développement, qui se réunissent au moins cinq fois dans l'année. Ce travail est important au sens où les éducateurs peuvent partager leurs ressources, collaborer et créer des réseaux. Comme un grand nombre de ses homologues situés dans les autres États membres de l'UE, le DEAG prend part aux activités de l'UE, par l'intermédiaire du Comité de Liaison, ainsi qu'à des initiatives de *lobbying* coordonnées en faveur de l'éducation au développement en Irlande.

Dóchas a également été choisie pour mener un projet de recherche en collaboration avec le NCDE sur le thème l'éducation au développement en Irlande : défis et opportunités dans l'avenir.

L'éducation au développement représente généralement une très faible part des activités des grandes ONG humanitaires et de développement, les actions de persuasion et la collecte de fonds se taillant souvent la part du lion. Malgré tout, bien que l'éducation au développement ne soit pas la priorité des deux principales ONG (*Concern* et *Trócaire*), le budget combiné qu'elles consacrent à l'éducation au développement et à la communication en 1999 est supérieur à celui d'Ireland Aid (voir le tableau 3).

Tableau 3. Les dépenses des ONG et d'Ireland Aid pour l'éducation au développement en 1999
(livres irlandaises)

<i>Organisation</i>	<i>1999</i>
Concern	672 000
Trócaire	1 195 168
Total	1 867 168
Ireland Aid	1 173 000

Sources : "Trócaire Annual Report 1999–2000" et "Concern Worldwide Annual Review and Accounts 1999", et Figure 1.

Certaines ONG plus petites [voir la liste des projets financés par le NCDE en 1999 (NCDE 2000)] s'occupent exclusivement d'éducation au développement et, ce faisant, jouent un rôle essentiel dans la sensibilisation du public aux questions de développement et de justice, ainsi qu'à des thèmes spécifiques comme le commerce. Elles s'adressent à un large éventail de publics en Irlande, parmi lesquels les associations féminines, les groupes communautaires, les groupes défavorisés et les jeunes (l'encadré 2 donne un aperçu partiel de la richesse des activités d'éducation au développement en Irlande).

Encadré 2. Quelques activités d'éducation au développement en Irlande

Parmi les activités d'éducation au développement les plus connues figurent les débats et les concours sur le développement organisés depuis plusieurs années par *Concern Worldwide*, qui mettent en lice un grand nombre d'écoles du pays (voir <http://www.concern.ie/schools/schools.htm>). Les campagnes Lentes de *Trócaire* sont bien connues également du public irlandais. Depuis quelques années, elles ont un caractère plus informatif et ne se limitent plus à la faim dans le monde (en 2002, le thème est l'esclavage des enfants). Les jeunes Irlandais participent activement à la Semaine de l'éducation aux questions mondiales de *One World Global* (coordonnée à l'échelle internationale par le Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe). Les activités portent chaque année sur un thème différent (le travail des enfants en 2001) et s'appuient sur un guide de formation rédigé à l'attention des jeunes chefs de file et des enseignants. Le moment phare de la Semaine One World est un événement médiatique mené de bout en bout par des jeunes. Le commerce équitable est de plus en plus populaire en Irlande. A cet égard, le *Fair Trade Network* (lié à *Global Exchange* <http://www.globalexchange.org>) a réussi à convaincre de grands importateurs de vendre du café portant ce label. Enfin, *Development Education Ireland*, initiative conjointe entre trois ONG, est active à la fois en Irlande du Nord et en Eire. Son site Internet est une source d'informations très riche pour les enseignants et les étudiants travaillant avec les deux programmes scolaires (<http://www.developmenteducationireland.org/promo2.html>).

Source : sites Web cités dans le texte.

Notes

1. Le programme public de coopération pour le développement de l'Irlande s'appelle "Ireland Aid" depuis la fin 1999 (et non plus "Irish Aid").
2. La société civile irlandaise a fait un énorme *lobbying* pour que les autorités prennent cet engagement. Pour un aperçu de ce processus, voir O'Loughlin, (2001).
3. Pour que ces engagements soient honorés, le budget de l'APD irlandaise devra, selon les estimations, passer de 255 millions d'euros en 2000 à 464 millions d'euros en 2002, et quadrupler d'ici 2007 pour atteindre environ 1 milliard d'euros. Voir le rapport annuel d'Ireland Aid 2000 (avant-propos).
4. Par exemple, *Development Education for Youth* (DEFY) a demandé à *Irish Marketing Surveys* (IMS) d'effectuer deux enquêtes au cours des dernières années, l'une sur l'attitude des jeunes vis-à-vis du développement (en 1995) et l'autre sur les jeunes et les adultes (en 2000).
5. *Network of Curriculum Units in Development Education*, (1999).
6. Voir Mc Donnell et Wegimont (2000), p. 9–10.
7. Entretien avec un responsable d'Ireland Aid au début de 2001.
8. Voir Donohue (2000).
9. Voir O'Loughlin, Quigley et Wegimont (2000).
10. Ce thème est souvent abordé dans la rubrique Opinion de *The Irish Times*.
11. Amnesty International–Irlande s'est ouvertement exprimé et a fait campagne sur cette question.
12. Voir l'éditorial de *The Irish Times* du 26 octobre 2000.
13. En octobre 2000, le ministre de la Justice a exposé les détails d'un programme de sensibilisation courant sur trois ans et disposant d'un budget de 4.5 millions de livres irlandaises, qui a pour objet la lutte contre le racisme et la promotion de la tolérance dans la société irlandaise.
14. Depuis 1995, Ireland Aid dispose également d'un petit service d'information financé sur le budget général de l'éducation au développement.
15. *The Reality of Aid 2000*, p. 135.
16. *NODE News 48*, 2000 et *DEFY position paper*, 2000.
17. Regan, *NODE News 48*, septembre/octobre 2000.
18. *NCDE strategy 1999–2000*.
19. *NCDE strategy 1999–2002*, p. 5.
20. Voir : (<http://trocairecspe.kerna.ie/>)

Références

- ADVISORY COMMITTEE FOR DEVELOPMENT CO-OPERATION, ACDC (1985 and 1991), *Attitudes of a National Sample of Irish People in 1985 and 1990*, ACDC, Dublin.
- DEFY/IMS (1995), *The Development Education for Youth Survey*, DEFY/IMS, Dublin.
- DEFY/IMS (2000), *Development and Justice Issues: A survey of Irish public attitudes towards a range of development issues, local and global*, DEFY/IMS, Dublin.
- DONOHUE, F. (2000), "Philanthropy or Advertising? Corporate Giving to the non-profit sector in Ireland", National College of Ireland, Dublin.
- HELMICH, H. (1999), *Public Attitudes and Development Communication ; The Challenge to Increase Public Support*, paper presented at NCDE Roundtable "Making the most of Development Education for Development Co-operation", Dublin, October, 1999.
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1997), *Eurobaromètre n° 46.0: Avec le citoyen, bâtir le futur de l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (<http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf>).
- MC DONNELL, I. ET L.WEGIMONT (2000), *Trends in Irish Youth Opinion on Development and Justice Issues: A Comparative Analysis of Representative National Samples 1995-1999*, DEFY, Dublin.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (1999), *Ireland Aid Annual Report 1998*, Ministère des Affaires étrangères, Dublin.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2000), *Ireland Aid Annual Report 1999*, Ministère des Affaires étrangères, Dublin.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2001), *Ireland Aid Annual Report 2000*, Ministère des Affaires étrangères, Dublin.
- MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (2002), *The Ireland Aid Review*, Ministère des Affaires étrangères, disponible en ligne à l'adresse : <http://www.ir.gov.ie/iveagh/irishaid/irlaidreview.pdf>.
- NCDE (2000), *Annual Report 1999*, NCDE, Dublin.
- NETWORK OF CURRICULUM UNITS IN DEVELOPMENT EDUCATION (1999), "Teaching Contemporary Social Issues: What Teachers Think", Dublin.
- O'BRIEN, M. (2000), "Ireland" in *The Reality of Aid 2000*, Earthscan, Londres.
- O'LOUGHLIN, E, P. QUIGLEY ET L. WEGIMONT (2000), *Irish Attitudes Towards Overseas Development: Challenges for a Research Agenda*, DEFY Research Series n° 2, Dublin.
- O'LOUGHLIN, E. (2001), "Lobbying Effectively for ODA Increases: the Irish Experience", in *Terra Viva Dossier*, Août-Sept. 2001, Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Lisbonne, et Inter Press Agency.
- OCDE (1999), *Examens en matière de coopération pour le développement : Irlande*, OCDE, Paris.
- REGAN, C. (2000), NODE News 48, Septembre/Octobre.

Italie

Alessio Surian*

Contexte

La situation de l'Italie corrobore la thèse émise par des auteurs tels qu'Olsen (2000), à savoir que la relation entre les décisions en matière d'aide internationale et l'opinion publique est essentiellement verticale, les liens entre le gouvernement et la société étant très ténus dans ce domaine de la politique publique. Progressivement, l'Italie a ramené son ratio APD/RNB de 0.42 pour cent en 1989 à 0.15 pour cent depuis 1999. Aujourd'hui, sur l'ensemble des donateurs de l'OCDE, il n'y a que les États-Unis pour être encore moins généreux. Cette réduction de l'aide italienne est intervenue dans un contexte où, globalement, l'opinion publique considère pourtant l'aide aux pays en développement comme importante (bien que ce concept soit souvent entendu au sens d'aide humanitaire d'urgence).

Récemment, la coopération italienne pour le développement a connu une période difficile. Le CAD (OCDE, 2000) indique à cet égard que le processus de réforme entrepris ces dernières années est encore fragile et imparfaitement institutionnalisé. Parmi les problèmes systémiques figurent « le manque de personnel qualifié travaillant sur le long terme et un ensemble de compétences mal équilibré, à la fois à la Direction générale de la coopération pour le développement (la DGCS, qui dépend du ministère des Affaires étrangères, le MAE) et sur le terrain ; l'absence de perspectives professionnelles à long terme pour le personnel qualifié, qui travaille sur la base de contrats à durée déterminée ; la lenteur des procédures pour examiner les propositions des ONG. Trop peu d'attention est accordée à l'impact réel des activités des ONG ; le budget destiné à l'information du public sur la coopération pour le développement est insuffisant ». Une loi préparée en 2000 par le précédent gouvernement aurait dû déboucher sur la création d'une nouvelle agence de gestion du programme d'aide au sein du MAE et sur l'augmentation de l'APD italienne. Mais elle n'a pas été adoptée. La loi actuelle (n° 49) remonte à 1987¹. En février 2002, le MAE n'avait toujours pas de programme pour les activités de coopération pour le développement de 2002.

Le climat de la coopération pour le développement international en Italie subit l'effet délétère de l'octroi au secteur privé italien de contrats de financement « favorables », du manque d'autorité et de poids des ONG et des médias dans le débat public sur le développement à long terme et la justice, du changement du climat politique et de ce qui est perçu comme une vague d'immigration menaçante — phénomène marquant un virage à 180 degrés par rapport à la tradition récente d'émigration nette de l'Italie.

Pour autant, le soutien du grand public à l'aide aux pays en développement n'en demeure pas moins relativement élevé et la population est plutôt bien informée. Le CAD (OCDE, 2000) signale :

Si l'on en croit les sondages, le public italien serait relativement bien informé sur les tendances internationales qui affectent actuellement les pays en développement et l'aide au développement. Vis-à-vis de la solidarité internationale, il se montrerait également raisonnable et plutôt pragmatique. Par ailleurs, les résultats confirment certaines observations

qualitatives faites par des journalistes italiens pendant l'examen du CAD, à savoir que le public, tout particulièrement les jeunes, est très intéressé par ces questions. L'opinion publique émet cependant des doutes concernant le système d'aide publique et l'efficacité des principaux mécanismes officiels de fourniture de l'aide. Rétablir la confiance du public reste donc un défi pour le système d'aide italien, et les autorités du pays devront déployer de nombreux efforts pour y parvenir dans les prochaines années.

Opinion publique

Il n'existe aucune enquête nationale officielle régulière sur l'opinion publique vis-à-vis de la coopération pour le développement. D'autres enquêtes (Eurobaromètre) donnent cependant des informations sur la question. Depuis 1999, l'Institut DOXA et l'Université de Turin² ont réalisé deux enquêtes³ pour le compte de l'une des deux fédérations d'ONG — *Volontari nel mondo*–FOCSIV.

La comparaison d'Eurobaromètre en 1996 (46.0) et d'Eurobaromètre en 1998 (50.1) montre que quatre cinquièmes de la population italienne (un peu plus que la moyenne de l'Union européenne) estiment « important » ou « très important » d'aider les pauvres d'Afrique, d'Amérique du Sud, d'Asie, etc. Plus de la moitié de la population italienne est convaincue de la nécessité d'augmenter les contributions financières à l'aide (encore une fois, ce pourcentage est légèrement supérieur à la moyenne de l'Union européenne). Les mauvais résultats des contrats substantiels accordés par le secteur public à des entreprises italiennes privées pour mettre en œuvre l'aide au développement pourraient expliquer le déclin des opinions favorables entre octobre 1996 et octobre 1998.

Plus de 60 pour cent de la population italienne sont favorables à l'accroissement des contributions financières de la CE et de l'Italie à l'aide aux pays en développement — un niveau de soutien supérieur à la moyenne de l'UE-15 (*ibid*, 1996). Néanmoins, en 1998, 55 pour cent seulement de la population italienne exprimaient le souhait de voir l'aide au développement augmenter (en recul de 9 pour cent) (*ibid*, 1999). Il est possible que ce résultat ait été influencé par l'actualité du moment puisque, dans une enquête ultérieure de FOCSIV (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2000), plus de deux tiers des Italiens estimaient nécessaire d'augmenter les contributions financières. La proportion a de nouveau augmenté en 2000, passant à 72 pour cent (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2001).

Les Italiens sont particulièrement sensibles à la famine et aux conflits dans le monde. Lorsqu'on leur demande de sélectionner, sur une liste de 12 thèmes mondiaux, ceux qui leur paraissent réclamer l'attention la plus urgente (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2000), les Italiens donnent la priorité à la faim dans le monde (54 pour cent) et à la paix (50 pour cent), juste après le chômage (59 pour cent), perçu comme un problème national important. Le développement des pays pauvres se classe au septième rang des priorités (15 pour cent). Les Italiens semblent donc n'établir que peu de corrélations entre la faim et la paix d'une part et la coopération pour le développement de l'autre.

Le deuxième sondage de FOCSIV, réalisé en novembre 2001, témoigne de la sensibilité de l'opinion publique aux questions d'actualité et à la crise des relations internationales. Comme l'on pouvait s'y attendre, un nombre bien supérieur de personnes interrogées ont choisi le terrorisme international comme thème mondial réclamant une attention urgente (51 pour cent contre 14 pour cent en 1999). Ce revirement de l'opinion s'explique évidemment en grande partie par les attentats de septembre 2001 aux États-Unis. De fait, le terrorisme partage la première classe du classement avec la paix dans le monde (51 pour cent), juste avant le problème de la faim (47 pour cent) (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2001).

Plusieurs enquêtes montrent qu'une partie de l'opinion s'interroge sur l'efficacité et l'efficience de l'aide. Sur les deux tiers de la population convaincus de la nécessité d'augmenter les contributions financières à l'aide, 50 pour cent pensent qu'il faut exiger, en contrepartie, que l'aide soit utilisée de

manière plus efficace et efficiente (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2001). En outre, si plus des deux tiers de la population italienne voient dans l'ONU le mécanisme d'octroi de l'aide le plus efficient, suivi par les ONG internationales et nationales, l'UE (41 pour cent), l'Église catholique et les missionnaires (37 pour cent), seulement 18 pour cent sont convaincus de l'efficacité du gouvernement central. Les autorités locales ne sont citées que par 9 pour cent de la population, alors que ces dernières années ont vu une progression sensible de la coopération décentralisée, menée en association avec les autorités régionales et locales (plus de 200 municipalités y participent).

Le mauvais score attribué au gouvernement central pourrait s'expliquer par le manque de connaissances du public. Quarante–vingt pour cent des Italiens n'ont aucune idée du montant investi annuellement dans l'aide aux pays en développement, quand ils ne le sous–estiment pas considérablement. Alors que le gouvernement d'une part, l'Église et les ONG d'autre part investissent respectivement environ un milliard d'euros dans les projets de coopération pour le développement, environ 25 pour cent de la population estime ces investissements à un quart de leur montant réel (*Volontari nel mondo*–FOCSIV, 2001).

Les dons privés aux ONG constituent un dernier indicateur du soutien du public à l'aide d'urgence et la coopération pour le développement. Près de 58 pour cent des Italiens font au moins un don par an au titre de la solidarité internationale. Les donateurs sont plus nombreux parmi les catholiques pratiquants (75 pour cent). Les dons sont destinés en priorité à la recherche médicale (37 pour cent), aux victimes de guerre (35 pour cent) et à l'aide d'urgence (27 pour cent). Au quatrième rang se placent les actions solidaires dans les pays en développement (18 pour cent).

Le débat public sur la coopération pour le développement

Le débat public sur la coopération pour le développement est particulièrement animé au sein de la communauté non gouvernementale italienne du développement. Petit à petit, les questions de développement ont fini par trouver leur place dans le programme d'action des principales organisations à but non lucratif. Entre autres initiatives, la communauté des ONG a massivement soutenu la campagne pour l'annulation de la dette extérieure des pays les moins développés et l'inclusion d'une série de conférences et d'ateliers sur le thème de l'Agenda social mondial lors de la manifestation caritative annuelle "Civitas", qui a accueilli plus de 20 000 visiteurs. Si les ONG ont fait des efforts à l'échelle locale et ont acquis une plus grande visibilité dans le domaine de l'aide d'urgence, elles n'exercent cependant qu'une faible influence sur le débat public sur l'aide au développement.

Au sein du grand public, le débat porte en particulier sur la dégradation de l'image de l'administration de l'aide en Italie, suite à l'octroi, il y a quelques années, de contrats substantiels aux entreprises privées italiennes, ainsi devenues des acteurs de poids dans la mise en œuvre de l'aide.

Adoptant en cela une attitude raciste et dangereuse, l'aile droite du gouvernement élu en 2001 présente l'aide étrangère comme une mesure visant à empêcher les populations des pays en développement d'immigrer dans les pays riches. Cette vision semble coïncider avec les résultats d'enquêtes récentes, desquelles il ressort qu'à peine plus d'un quart des Italiens seraient prêts à offrir aux immigrants à un accès plus ouvert à leur territoire. Toutefois, dans le contexte de la crise argentine de décembre 2001, plusieurs régions italiennes ont adopté des décrets *ad hoc* facilitant l'insertion des immigrants argentins d'origine italienne sur le marché du travail italien. Après les attentats du 11 septembre et le bombardement puis l'invasion de l'Afghanistan à partir du 7 octobre, l'Italie a connu une radicalisation de l'intolérance, en particulier à l'encontre de la communauté musulmane résidant sur son territoire, comme des zones géographiques associées à l'Islam.

Les médias ont été un déclencheur crucial de l'aide humanitaire italienne, même si toutes les crises internationales ne bénéficient pas de la même attention. Par ailleurs, le type de couverture médiatique est fortement lié à l'attitude du public vis–à–vis des pays en développement (encadré 1).

L'approche adoptée par le magazine hebdomadaire "Donna", supplément de l'un des deux principaux quotidiens nationaux (*la Repubblica*), est novatrice et intéressante. Depuis sa création à la fin des années 90, le magazine travaille avec des photographes indépendants qui publient régulièrement des reportages de grande qualité sur les pays en développement. Malgré tout, le contenu informatif reste très limité.

Les médias en ligne spécialisés dans les questions de développement et les pays en développement sont une source d'informations utile. En décembre 1997, le FESMI (Fédération des organisations missionnaires), a lancé la Missionary Service News Agency (MISNA, www.misna.org), qui délivre des informations récentes sur les pays en développement en italien, en anglais et en français. La MISNA est devenue une référence dans ce domaine, tant pour ses informations quotidiennes (fournies gratuitement) que pour ses bases de données thématiques et ses documents de référence. Depuis janvier 1998, OneWorld.net et un partenaire italien gèrent *Unimondo* (www.unimondo.org), le principal portail consacré au développement durable et aux droits de la personne, qui diffuse des nouvelles émanant de plus de 200 partenaires italiens. Ce site est visité en moyenne 2 500 fois par jour.

Encadré 1. La presse écrite italienne et la coopération pour le développement

D'après une enquête menée par un observatoire des médias sur la couverture de la coopération internationale et des pays en développement en 1996 et 1997, la presse italienne consacre moins d'attention aux pays en développement qu'aux pays riches. En général, l'actualité des pays en développement est traitée dans les pages « monde » (63 pour cent), à l'exception de quelques événements marquants qui ont fait la une des journaux (25 pour cent), comme la pendaison de Najibullah par les Talibans ou la prise d'otages à l'ambassade japonaise de Lima.

Les articles s'intéressent le plus souvent aux gouvernements (44 pour cent), même si une part significative est consacrée aux citoyens ordinaires (26 pour cent). Les autres cibles de prédilection des médias incluent l'armée nationale (8 pour cent), le gouvernement italien (7 pour cent), l'Eglise (5 pour cent), les organisations internationales (4 pour cent), les ONG italiennes (2 pour cent), les entreprises privées italiennes (2 pour cent), l'UE (1 pour cent) et les ONG du Sud (0.3 pour cent).

Les trois grands sujets couverts sont la politique (37 pour cent), les situations de crise (30 pour cent) et les faits de société (29 pour cent). Seulement 4 pour cent des articles se consacrent à l'économie. Quarante-quatre pour cent des articles traitant de politique ont un caractère généraliste, 39 pour cent parlent des relations internationales, 10 pour cent de l'immigration et 6 pour cent des conflits ethniques.

Les articles abordent souvent un événement sous l'angle de ses répercussions pour le pays ou la région concernés (51 pour cent). Cependant, il leur arrive aussi de s'intéresser à la situation d'un groupe spécifique (13 pour cent), à la situation sociale interne (13 pour cent), aux conséquences de l'événement pour l'Italie (7 pour cent) ou pour l'Union européenne (5 pour cent), et au rôle de l'Eglise (4 pour cent).

Seulement 4.6 pour cent des articles mentionnent la coopération internationale et la définissent comme de l'aide. Dans cette catégorie, les principaux sujets sont l'aide d'urgence (67 pour cent), les échanges et les infrastructures (17 pour cent), les campagnes de solidarité (14 pour cent) et la formation (3 pour cent).

Des reportages sont publiés dans les hebdomadaires mais rarement dans les quotidiens. De plus, ils sont rarement l'œuvre de journalistes locaux ou même de correspondants. En général, ils sont assortis de photographies qui dépeignent la misère et ils associent souvent la coopération pour le développement à la corruption.

Source : la fédération italienne d'ONG CIPSI a établi un observatoire des médias en 1996 afin d'étudier la couverture de la coopération internationale et des pays en développement. Entre le 1er septembre 1996 et le 30 avril 1997, l'observatoire (modèle de J.M. Floch, recherches de M. Sorice, et rédaction de F. Spinola, 1998) a examiné quatre grands quotidiens et quatre hebdomadaires et produit un total de 4 559 fiches descriptives identifiant les articles sur les pays en développement.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Les ONG de développement et d'éducation au développement, les associations solidaires et autres organisations de la société civile, ainsi que les autorités locales, participent activement à l'information du public et à l'éducation au développement. Le MAE soutient tacitement ces activités au moyen de subventions, mais ne dispose pas d'un budget spécifique pluriannuel.

Gouvernement

La contribution du MAE aux activités d'information et d'éducation au développement en 1998, 1999 et 2000 s'est élevée à environ 2,5, 3 et 4 millions d'euros respectivement. Elle représente approximativement 10 pour cent du budget total de cofinancement des ONG. Si ces activités sont confiées en majeure partie au secteur non gouvernemental, c'est peut-être parce que 70 pour cent des Italiens font confiance aux ONG (*Volontari nel mondo*—FOCSIV, 2000). Ces niveaux de financement ne sont pas les plus bas parmi les Membres du CAD. Beaucoup pensent cependant qu'au nom de la transparence, de la responsabilité vis-à-vis des contribuables, de la nécessité de démontrer l'efficacité de l'aide, du renforcement de la participation des citoyens à l'élaboration des politiques et de la durabilité de leur soutien à l'APD (voir les examens du CAD, les recherches du Centre de Développement de l'OCDE et les politiques des donateurs du CAD), l'État devrait avoir ses propres stratégies et activités d'information et de sensibilisation. Contrairement à la plupart des Membres du CAD, cette fonction est inexistante au sein de la DGCS.

ONG

L'Assemblée des ONG italiennes pour le développement international, créée en octobre 1997, compte actuellement 164 membres. Environ 150 d'entre eux sont reconnus par le MAE comme des partenaires officiels de la mise en œuvre de la coopération pour le développement. Tavola della Pace (Table de la paix), autre organisme-cadre important basé à Pérouse (Ombrie), rassemble plus de 400 administrations locales et 250 associations et ONG qui soutiennent des projets éducatifs sur la paix et le développement. Il organise chaque année une marche, rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes, entre Pérouse et Assise.

La dernière enquête menée par l'ASAL (Associazione Studi America Latina) sur les centres d'éducation au développement a identifié 150 établissements, dont plus de 20 sont concentrés dans trois villes (Rome, Milan, Bologne). L'Assemblée des ONG s'est dotée d'une plate-forme de l'éducation au développement. Même si, pour l'instant, l'impact des projets d'information et d'éducation au développement n'a quasiment pas été évalué, des recherches ont été entreprises en vue d'une évaluation ultérieure. Ces dernières années, les ONG italiennes se sont efforcées de coopérer davantage sur certains projets, en organisant des campagnes d'information nationales, en créant des sites Internet (comme la version italienne d'Euforic⁴, hébergée par le portail d'éducation au développement Volint) et en établissant des formations et des centres pédagogiques, par exemple Formin à Rome. La plate-forme italienne de l'éducation au développement a accueilli en 1998, à Fano, l'université d'été de l'éducation au développement, qui a exploré les liens entre cette discipline et l'éducation aux droits de la personne.

Quelques centres d'éducation au développement italiens travaillent en collaboration avec le ministère de l'Éducation et les autorités régionales pour promouvoir des projets dans ce domaine et former les enseignants dans le cadre du système d'éducation formel.

Depuis la fin des années 80, le réseau des magasins vendant des produits du commerce équitable est devenu un acteur clé de l'éducation au développement : il mobilise des volontaires pour participer aux activités pédagogiques et distribue, dans ses points de vente et lors de ses manifestations, des ressources éducatives et des informations en rapport avec le développement. A la fin de 2001, il y avait en Italie 337 boutiques du commerce équitable (0,59 boutique pour 1 000 habitants) employant plusieurs centaines de bénévoles et 70 salariés.

Notes

- * Université de Padoue, Italie.
- 1. Voir www.esteri.it/polestera/cooperaz/quadro/149.html.
- 2. Pr. Franco Garelli de l'Université de Turin.
- 3. *Il barometro della solidarieta' internazionale degli italiani (Baromètre de la solidarité internationale des Italiens)*.
- 4. Plate-forme coopérative d'information, de communication et de débat sur la coopération pour le développement de l'Europe, qui diffuse dans leur intégralité plusieurs milliers de textes émanant de plus de 55 organisations.

Références

- BUSINI G. ET E. TAVIANI (1998), "Italy", in I. SMILLIE AND H. HELMICH (dir. pub.), *Public Attitudes and International Development Co-operation*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- CIPSI (1998), *Dare voce al Sud del mondo (Donner la parole au Sud)*, Rome.
- DEL MONTE, M. (1996) (dir. pub.), *La bussola. Guida dei Centri di Educazione allo Sviluppo (La boussole. Guide des centres d'éducation au développement)*, ASAL, Rome.
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1997), *Eurobaromètre n° 46.0: Avec le citoyen, bâtir le futur de l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion).
- INRA (EUROPE) European Coordination Office (1999), *Eurobaromètre n° 50.1: Les européens et l'aide au développement*, pour la DG Développement de la Commission européenne, INRA, Bruxelles (http://europa.eu.int/comm/public_opinion/archives/eb/ebs_126_en.pdf).
- MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI, *Relazione previsionale e programmatica sull'attività di cooperazione allo sviluppo per l'anno 2001 (Rapport prospectif et programmatique sur les activités de coopération pour le développement pour 2001)*.
- OCDE (2000), *Examens en matière de coopération pour le développement : Italie*, OCDE, Paris.
- OLSEN, G.R. (2000), *Public Opinion and Development Aid: Is there a Link?*, CDR Working Paper 00.9, Centre for Development Research, Copenhague.
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), avec la collaboration de T. GERMAN ET J. RANDEL, *L'Opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- SPINOLA, F. (1998), *L'immagine del Sud attraverso la stampa italiana. Una ricerca sociologica (L'image du Sud dans la presse italienne. Recherche sociologique)*, in CIPSI, *Dare voce al Sud del mondo (Donner la parole au Sud)*, Rome.
- VOLONTARI NEL MONDO—FOCSIV (2000), *Barometro della solidarieta' internazionale degli italiani 2000, (Baromètre de la solidarité internationale des Italiens)*, Rome.
- VOLONTARI NEL MONDO—FOCSIV (2001), *Barometro della solidarieta' internazionale degli italiani 2001, (Baromètre de la solidarité internationale des Italiens)*, Rome.

Opinion publique et coopération au développement : le Japon

Minako Morimoto

Le Japon est, depuis 1993, le plus grand donateur mondial d'aide publique bilatérale au développement, avec un total de 13.508 milliards de dollars, soit 25.1 pour cent de l'APD totale des pays du CAD en 2000¹. La croissance du budget de l'APD dans le cadre des plans quinquennaux successifs à partir de 1978 a été très largement le résultat de l'initiative des pouvoirs publics. En effet, historiquement, la philanthropie au Japon s'est toujours organisée « par le haut », plutôt que « par le bas » (du fait d'initiatives privées, religieuses ou autres). Les activités de la société civile dans ce domaine restent marginales, par comparaison aux autres pays de l'OCDE. Toutefois, confronté à la récession économique depuis plus d'une décennie et face à la persistance d'un déficit budgétaire colossal, le Japon a réduit son aide de 10 pour cent en 1997, et une nouvelle réduction de 10 pour cent de l'APD est envisagée dans le budget 2002.

[...] le Japon, qui a longtemps été le plus généreux donateur envers le monde en développement, a du mal à faire accepter au plan national son programme annuel d'aide extérieure de 7 milliards de dollars. Plusieurs facteurs contraignent le Japon à revoir sa stratégie d'aide publique au développement qui constituait pourtant le pivot de la diplomatie de Tokyo depuis la fin de la Seconde guerre mondiale : notamment, les défaillances de l'appui des électeurs touchés par la récession, l'énorme dette publique et les pressions internationales. Ces reconsidérations au niveau national se mêlent aux interrogations partagées par la communauté internationale quant à l'objectif de l'aide au développement et aux mécanismes de sa mise en oeuvre, thèmes qui devraient traverser la conférence de Monterrey.

(Reuters 18 mars 2002 –ouverture de la conférence de Monterrey)

Dans le monde de l'après-guerre froide, il sera peut-être plus difficile pour les pays du « Premier monde » de négocier une action collective, en particulier si les intérêts nationaux divergent. Dans ces cas-là, les décisions gouvernementales touchant à l'aide extérieure destinée à des pays importants au plan politique dépendent du soutien national. Pour le gouvernement japonais notamment, dont la Constitution « pacifique » et le souvenir des agressions passées en Asie lui interdisent de recourir à des mesures de type militaire, la suspension de l'aide peut s'avérer un moyen efficace de montrer de la détermination.

Katada, 2001²

Sur le long terme, il est remarquable qu'en dépit de cette récession prolongée, le niveau de soutien de l'opinion publique japonaise en faveur de la coopération internationale pour le développement, même s'il a connu une certaine érosion au cours des années 90, reste très élevé : en 2001, 80 pour cent des Japonais interrogés affirment qu'il faut « poursuivre de façon active la coopération internationale en faveur des PED » et seulement 0.5 pour cent des personnes interrogées considèrent qu'elle « n'est pas nécessaire » (JICA, 2001). De plus le soutien de la population a connu un rebond important après les attentats du 11 septembre 2001 et l'intervention militaire américaine en Afghanistan.

La récession pourrait par ailleurs modifier de manière importante les attitudes des Japonais, en particulier celle des jeunes, dans le sens d'un déclin des valeurs matérialistes, et engendrer une évolution à nouveau favorable de l'opinion publique japonaise à l'égard de la coopération internationale pour le développement, en cas de redressement économique.

Résultats des enquêtes d'opinion publique

En matière de sondages de l'opinion publique sur la coopération internationale, il existe au Japon trois sources récentes : le Bureau du Premier ministre (sondages annuels, depuis 1977), l'APIC (*Association for the Promotion of International Co-operation*, en 1997, 1998 et mars 2001)³, et la JICA (en mars 2001)⁴. Les résultats de ces sondages diffèrent beaucoup, car les questions posées sont elles-mêmes très différentes. Ainsi la réaction de l'opinion publique varie-t-elle de manière importante selon qu'on l'interroge sur « la coopération économique de l'Etat », « l'APD » ou « la coopération internationale ».

Selon les sondages du Bureau du Premier ministre d'octobre 2001, le taux de soutien à *l'effort public de coopération économique* est de 74.5 pour cent, soit le niveau le plus élevé depuis 1977 : 24.7 pour cent des personnes interrogées considèrent qu'« il faut le poursuivre plus activement », et 49.8 pour cent que « c'est bien de le maintenir »⁵. Le consensus sur la coopération internationale demeure donc fort, comparé aux autres pays du CAD.

Ces sondages révèlent par ailleurs deux autres phénomènes. D'une part la situation économique a un impact visible sur l'attitude du public face à ces questions. Si la part des réponses positives a diminué (de 82.9 pour cent en 1991 à 74.5 pour cent en 2001), tandis que le pourcentage de personnes qui souhaitent voir cet effort réduit au minimum a augmenté (de 8 pour cent à 16.5 pour cent), c'est d'abord parce que « la situation économique nationale n'est pas bonne » (74.9 pour cent), ou que « la situation budgétaire du Japon n'est pas bonne » (38.7 pour cent), tandis que le fait que « le type de coopération économique concrètement pratiqué n'est pas clair » n'est mis en avant que par 27.4 pour cent des personnes interrogées.

D'autre part, les effets des attentats aux Etats-Unis le 11 septembre 2001 et de l'intervention militaire en Afghanistan sont visibles : la population japonaise estime en effet que la coopération internationale est de plus en plus nécessaire, comme le reflète la hausse du taux de soutien de 64.4 pour cent en l'an 2000 à 74.5 pour cent à la fin 2001. Sur la même période, parmi les « domaines importants dans lesquels le Japon doit mener une coopération internationale à travers l'ONU », « l'aide aux réfugiés » est en hausse de 28.7 pour cent à 43.3 pour cent (tandis que les « mesures contre le terrorisme » passent de 19.1 pour cent à 44.8 pour cent).

Pour autant, d'après le sondage effectué par JICA en mars 2001 (soit avant les attentats aux Etats-Unis et l'intervention en Afghanistan), le public n'a pas unanimement une image positive de l'APD : 45.9 pour cent des personnes interrogées apprécient l'APD (dont 3.7 pour cent « l'apprécient beaucoup », et 42.2 pour cent « moyennement »), un niveau qu'expliquent en partie les critiques contre la qualité de l'APD relayées par les médias. Cela n'empêche pas les Japonais de rester très majoritairement favorables à la coopération internationale pour le développement en général. D'après le même sondage, 80 pour cent des Japonais interrogés affirment qu'il faut poursuivre de façon active la coopération internationale en faveur des PED : 24 pour cent pensent qu'« il faut la poursuivre plus activement », 33 pour cent pensent qu'« il faut la poursuivre assez activement » et 23 pour cent désirent « maintenir le niveau actuel ». Seuls 0.5 pour cent considère que « cela n'est pas nécessaire ». Les tranches de population les plus favorables à l'APD et à la coopération internationale en général sont les jeunes de moins de 29 ans et, dans une moindre mesure, les plus de 50 ans. Les résultats montrent également que l'attitude des femmes est plus active et plus positive que celle des hommes.

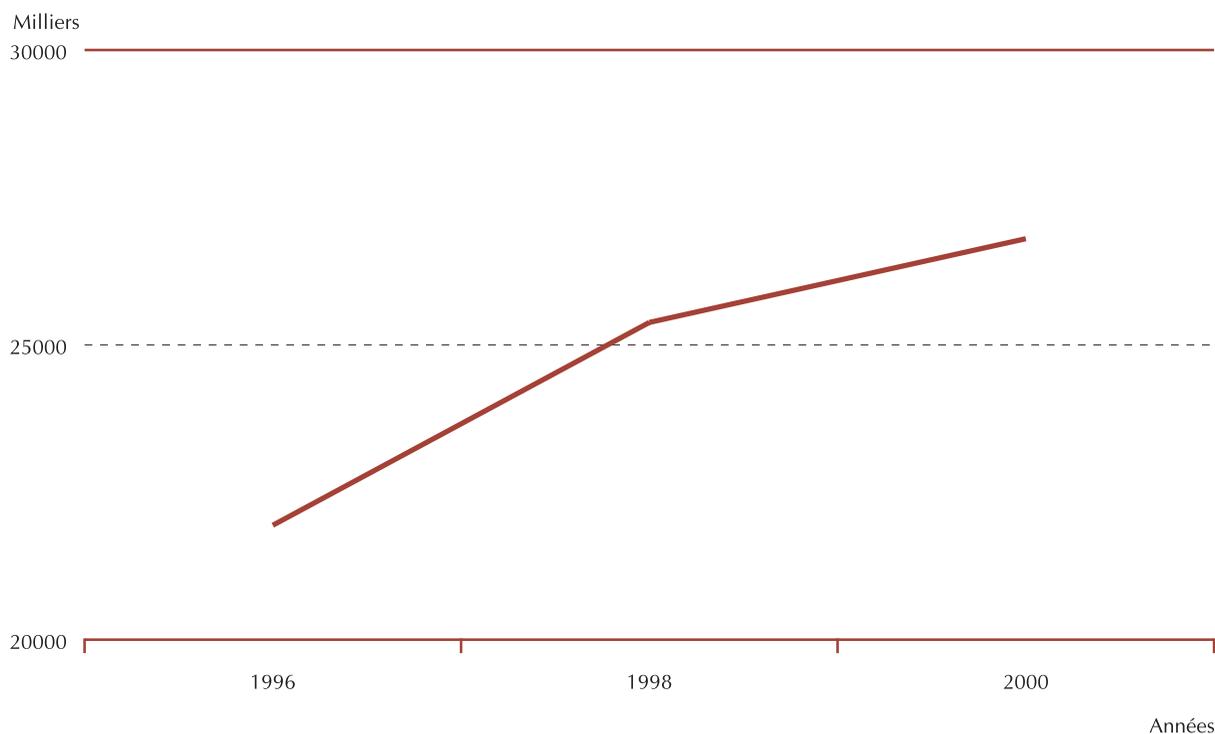
D'après les résultats d'enquête de l'APIC en 2001, les zones à aider en priorité sont l'Asie du Sud-Est (35.6 pour cent), l'Afrique (27.4 pour cent), l'Asie de l'Est⁶ (12.8 pour cent), l'Asie du Sud⁷ (12.5 pour cent) et le Proche et le Moyen Orient (3 pour cent)⁸. Aux questions ouvertes sur les raisons

pour lesquelles les personnes interrogées ont choisi telle zone prioritaire, les réponses diffèrent selon les zones. L'Asie de l'Est et du Sud-Est sont privilégiées parce que ce sont des voisins asiatiques et des partenaires, notamment sur le plan commercial. Le souvenir des actes perpétrés par le Japon dans cette région pendant la Seconde Guerre mondiale apparaît aussi comme une raison importante. Pour l'Asie du Sud et l'Afrique, les raisons humanitaires priment (pauvreté, sous-alimentation). Le fait que beaucoup d'émissions de télévision traitent de la situation défavorisée de ces régions joue apparemment un grand rôle dans la sensibilisation de l'opinion japonaise.

L'opinion publique japonaise souhaite que l'accent sur les besoins humains fondamentaux soit renforcé. Pour amorcer le développement des PED, les personnes interrogées considèrent que les priorités sont l'éducation (75.2 pour cent), les activités médicales et sanitaires (71.1 pour cent), et la stabilité politique (55.6 pour cent), avant le progrès économique (48 pour cent) et les infrastructures (34.5 pour cent). Quand on leur parle de coopération internationale, la plupart des Japonais pensent tout de suite aux JOCV (*Japan Overseas Co-operation Volunteers*) : 88.3 pour cent connaissent ce mot. La « coopération technique » arrive en deuxième position, citée par seulement 49.4 pour cent des personnes. Le terme « ONG » est moins connu que les JOCV.

Un autre indicateur témoigne du soutien important du public pour l'aide au développement : le nombre de utilisateurs de POSTIVA (*Epargne postale pour l'aide volontaire internationale* du ministère de la Gestion publique, de l'Intérieur et des Postes et télécommunications)⁹ n'a cessé d'augmenter à la fin des années 90, pour atteindre 26 millions de souscripteurs en 2000, soit plus de 20 pour cent de la population japonaise.

Figure 1. Nombre de souscripteurs POSTIVA, 1996-2000



Le débat public

Les médias jouent un rôle important dans la formation de l'opinion publique japonaise vis-à-vis de la coopération internationale. Les sources d'information concernant l'APD sont d'abord la télévision (89.6 pour cent), ensuite les journaux (61.9 pour cent), et enfin l'école (9 pour cent)¹⁰. L'Internet joue par ailleurs un rôle croissant dans l'accès à l'information et au débat public sur les questions de développement¹¹.

Les médias sont volontiers critiques de l'APD : manque de visibilité et d'efficacité, faible part des dons, accent insuffisant sur les besoins humains fondamentaux, impact négatif de certains projets sur l'environnement ou les droits de l'homme, absence de stratégie, manque de partenariat avec les autres pays ou avec la société civile, etc. En réponse à ces critiques, le ministère des Affaires étrangères (MOFA) a réuni successivement le *Conseil sur la réforme de l'APD pour le 21ème siècle* (1998) et le *Deuxième comité consultatif pour la réforme de l'APD* (2001).

Certains observateurs soulignent la partialité des médias japonais sur ce thème et le manque de spécialisation des journalistes, qui seraient à l'origine de la superficialité de certains commentaires, et de leur insistance sur les aspects négatifs — plus « vendeurs » — de l'APD, plutôt que sur ses succès et sa nécessité¹². En particulier, les médias ont récemment plaidé de manière manichéenne pour une réduction de l'aide à la Chine¹³. Des journalistes s'inscrivent toutefois en faux contre cette tendance¹⁴.

Actions de sensibilisation et éducation au développement

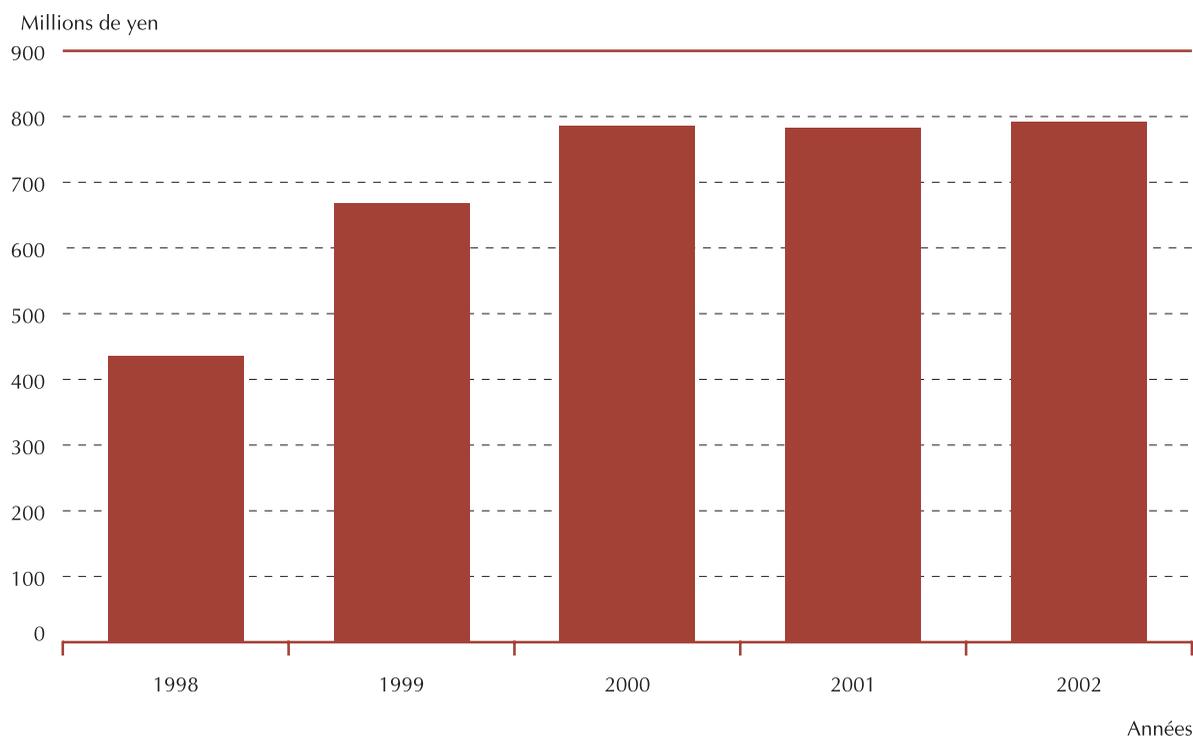
Par comparaison avec les autres pays du CAD, le besoin d'éducation au développement sur les questions de coopération internationale au développement s'est révélé tardivement au Japon. L'opinion publique japonaise semble pourtant très désireuse de s'informer sur les questions de la coopération pour le développement : 66.5 pour cent des personnes interrogées par JICA en mars 2001 affirment qu'elles veulent avoir des renseignements à ce sujet¹⁵. En réponse à cette demande, les actions de sensibilisation et l'éducation au développement progressent aujourd'hui sensiblement.

Les actions de sensibilisation par les pouvoirs publics

Entre 1998 et 2002, le budget du MOFA consacré à l'effort de sensibilisation de l'opinion publique japonaise est passé de 435 millions à 791 millions de yens, soit une progression de 82 pour cent (voir figure 2).

Le rapport annuel du MOFA sur l'APD, publié chaque année en japonais et en anglais, est apprécié car sa lecture est aisée : selon les sondages d'APIC en mars 2001, 61.8 pour cent des personnes qui savent ce qu'est l'APD connaissent cette publication. Le ministère organise également avec l'APIC, la JICA, la JBIC (*Japan Bank For International Cooperation*) et JANIC (Association japonaise des ONG spécialisées dans la coopération internationale), le « Festival international de la coopération », qui se tient tous les ans au parc d'Hibiya, lors de la « Journée internationale de la coopération » du 6 octobre. Environ 200 organisations gouvernementales ou non gouvernementales y montrent un stand et plusieurs séminaires et ateliers sont organisés. Selon les sondages de l'APIC en 2001, 23.9 pour cent des personnes qui savent ce qu'est l'APD connaissent ce festival. En 1999, environ 167 000 personnes y ont participé. Le MOFA organise également chaque année le *Civil Monitor* de l'APD, avec l'APIC, la JICA et la JBIC : il s'agit d'envoyer deux citoyens de chaque département sur le terrain de projets d'APD dans des PED.

Figure 2. Budget total destiné à l'information du public



Note : 2002 prévision.

Source : MOFA

Par ailleurs l'International Co-operation Plaza, ouvert en 1993 par l'APIC et qui compte 57 bureaux dans les différentes régions, organise la vente et le prêt de matériel pédagogique sur les PED et sur l'éducation au développement (livres, bandes dessinées, cassettes vidéos, manuels pour enfants, CD-Rom, etc.)

En 2000 a été créé un Département national de la Formation et du Partenariat au sein de la JICA, chargé de l'éducation au développement et de la promotion de partenariats nationaux. Différents sondages, recherches ou campagnes concernant l'opinion publique et l'éducation au développement ont été lancés au cours de ces dernières années. JICA envoie ses employés et d'anciens missionnaires de JOCV dans les écoles primaires, secondaires et supérieures, pour qu'ils partagent leur expérience. En 2000, la « Campagne Saumon » a touché 1 058 écoles et 117 000 personnes¹⁶. La JICA envoie également des enseignants dans les PED pour visiter des projets et organise tous les ans depuis les années 60 des actions ciblées sur les lycéens comme des concours de rédaction. Ces actions touchent aujourd'hui aussi les collégiens : 29 438 candidats ont participé à ces concours en l'an 2000. Enfin, les anciens missionnaires de la JOVC sont aussi actifs dans les domaines de l'éducation au développement : la *Japan Overseas Cooperative Association* prête aux écoles des « *World Box* », boîtes contenant des objets quotidiens et des vêtements venus de PED.

L'éducation au développement

Les programmes d'éducation au développement dans les établissements scolaires sont des éléments essentiels pour la formation de l'opinion publique dans l'avenir. D'après un sondage effectué par la JICA en mars 1999 auprès de 4 500 enseignants dans les écoles primaires, secondaires et supérieures (avec un taux de réponse de 42 pour cent), 38 pour cent des enseignants ayant répondu traitent des problèmes concernant les PED dans les cours, tandis que 92 pour cent d'entre eux ressentent la nécessité de faire de l'éducation au développement. Cela signifie que 50 pour cent des enseignants ressentent la nécessité de traiter le sujet, sans pour autant le faire. Ceux qui en traitent effectivement sont essentiellement les enseignants de sciences sociales¹⁷ (69 pour cent des enseignants) et d'anglais (45 pour cent). Les autres arguent du manque de temps, de l'absence de matériel adéquat et de leur manque d'information sur le sujet.

L'éducation au développement ne faisant pas partie des programmes du ministère de l'Éducation, elle dépend donc totalement de l'initiative des enseignants¹⁸. Le ministère n'utilise d'ailleurs pas le terme « éducation au développement » mais « éducation internationale » : dans le cadre des sciences sociales enseignées au collège et au lycée, ces cours visent à enseigner les différences culturelles entre le Japon et les autres pays, plutôt qu'à sensibiliser les étudiants aux problèmes des PED. Les raisons pour lesquelles le ministère de l'Éducation ne soutient pas plus activement l'éducation au développement sont multiples. D'une part, les matériels pour l'éducation au développement des différents organismes gouvernementaux apparaissent parfois au ministère de l'Éducation comme une forme de publicité autour des activités de leurs organisations et de l'APD japonaise¹⁹. D'autre part, dans l'éducation japonaise, la neutralité de l'enseignement est perçue comme primordiale, et le ministère est soucieux que de tels programmes n'apparaissent pas comme politisés et interventionnistes²⁰.

Malgré ces obstacles, les perspectives sont assez favorables pour l'éducation au développement. Suite à la réforme mise en place en 2002 l'enseignement comportera des cours d'études générales (*sogo gakushu*), couvrant les relations internationales, l'environnement, et les actions d'aide publique. Les enseignants sont par ailleurs favorables à l'éducation au développement : 80 pour cent approuvent la coopération économique²¹. Toutefois, 79 pour cent ne savent pas que les organismes de coopération soutiennent l'éducation au développement (17 pour cent seulement sont au courant). Il existe là un potentiel de véritable amélioration.

Les *Associations internationales* des départements (*Chiiki Kokusaika Kyokai*) sont aussi des acteurs essentiels de l'éducation au développement. Selon les enquêtes 1999 de la JICA, parmi les 45 associations internationales qui ont répondu (sur un total de 59), 32 s'impliquent dans l'éducation au développement. Leurs séminaires d'éducation au développement sont souvent fréquentés par les enseignants.

Il existe une *Commission pour l'éducation au développement* dans les Comités JICA-ONG (*JICA-NGO Kyogikai*) qui, outre la création d'outils pédagogiques, organise des réunions trimestrielles, et a également pour mission de former des enseignants. Le budget 2001 prévoit la formation des enseignants à l'éducation au développement (huit séminaires pour 30 personnes) et la création de postes de facilitateurs de la coopération internationale (avec la création de 20 nouveaux postes).

Les ONG

Les ONG japonaises ont des ressources financières et humaines bien inférieures à celles de leurs homologues occidentales. Ainsi, selon la JANIC, en 1998, 42 pour cent d'entre elles fonctionnaient avec moins de 20 millions de yen de revenus annuels (soit autour de 150 000 dollars)²². En 1996, deux-tiers estimaient leur situation budgétaire « difficile ». De plus, leur notoriété est assez faible : en 2001, 64.7 pour cent des personnes interrogées par l'APIC ont répondu ne savoir presque rien sur la

coopération internationale menée par les ONG japonaises²³. Il faut toutefois souligner que le mot ONG (NPO) est un mot importé en japonais : ce résultat ne signifie donc pas que les Japonais ne croient pas en la force de société civile. Ainsi, 53 pour cent des personnes interrogées par la JICA en 2001 affirment vouloir participer à des activités de volontariat. De plus, au cours de ces dernières années, la société civile et les ONG ont acquis une plus grande reconnaissance, en partie du fait de la médiatisation de leurs actions après le tremblement de terre de Kobe en 1995. Le MOFA et les différents organismes de coopération sont donc de plus en plus intéressés par la collaboration avec les ONG.

Créé en 1982, le DECJ (*Development Education Council of Japan*) est la plus grande ONG spécialisée en éducation au développement au Japon. Elle facilite la coopération entre les différents acteurs, organise des séminaires et propose des supports pédagogiques. Elle est la seule ONG du secteur qui rémunère des employés. En 2001, elle comptait 876 membres individuels et 62 organisations membres (23 et 12 respectivement à l'origine). En 1997, 42.3 pour cent des membres étaient des enseignants, un tiers d'entre eux dans des lycées²⁴.

Les différentes ONG ont également promu d'autres initiatives. Selon le *NGO Data Book 1998* de JANIC, 163 des 247 ONG internationales organisent des réunions d'étude. Beaucoup fournissent également des renseignements sur les PED, par le prêt de cassettes vidéo et de livres. Par ailleurs, 117 ONG organisent des voyages d'études dans des PED (échanges avec les personnes locales, logement chez l'habitant, travail, visite d'un site d'activité).

La plupart des ONG japonaises n'ont pas les moyens de soutenir fortement l'éducation au développement. Leur priorité est d'abord d'aider les populations des PED, puis de renforcer leur promotion pour améliorer leur situation budgétaire. De plus, les subventions gouvernementales sont destinées aux programmes pour les PED, et non à l'éducation au développement en tant que telle, comme c'est le cas par exemple aux Etats-Unis. Les perspectives sont toutefois assez favorables pour l'éducation au développement par les ONG : le nouvel enseignement de *Sogo Gakushu* stimule les demandes des enseignants en ce sens²⁵.

Notes

- * Minako Morimoto était chercheur invité au Centre de Développement de l'OCDE lors de la réalisation de cette étude.
1. OCDE (2000).
 2. Katada, S.N. (2001), « Why did Japan Suspend Foreign Aid to China ? Japan's Foreign Aid Decision-making and Sources of Aid Sanction » in *Social Sciences in Japan Journal*, Vol. 4(1), pp 39–58, University of Tokyo, Tokyo.
 3. APIC (1997, 1998), *Les sondages d'opinion concernant l'APD* ; APIC (2001), *Les sondages d'opinion par internet concernant l'APD*, mars.
 4. JICA (2001), *JICA ni kansuru zenkoku simin anke-to chosa houkokusho*, mars.
 5. La question posée était « Les pays développés font de la coopération économique (coopération technique ou prêts). Pensez-vous que le Japon doit poursuivre la coopération économique ? ». La question étant limitée à la coopération économique, la pertinence de ces résultats est limitée pour mesurer le soutien des japonais vis-à-vis de l'APD.
 6. Chine et Mongolie.
 7. Inde, Bangladesh, Népal, etc.
 8. APIC (2001), *Les sondages d'opinion par internet concernant l'APD*.
 9. Avec ce placement, les particuliers peuvent allouer 20 pour cent des intérêts versés à des projets d'aide. Il a connu un succès croissant dès son lancement en 1990.
 10. JICA (2001).
 11. Selon le sondage de JICA en 2001, 46 pour cent des personnes interrogées utilisent l'internet.
 12. Atushi Kusano, « Seifu kaihatuennjo (APD) to media no setten », in PHP Bunko (1999), *Nihon no gaiko seisaku kettei youin*.
 13. L'opinion publique s'est récemment montrée particulièrement sensible à la question de l'aide à la Chine, décriée par les médias : la Chine utiliserait l'aide japonaise pour renforcer son armée ; il est discutable que le Japon aide un pays qui assiste lui-même d'autres pays (en Afrique et ailleurs) ; les Chinois ne seraient pas du tout tenus au courant de l'aide japonaise ; la Chine n'exprimerait aucune gratitude en retour, etc. (Tuneo Sugisita « APD journalist no tubuyaki », www.jica.go.jp/jicapark/odajournalist/02.html). Un autre débat récent a porté sur l'aide alimentaire importante fournie par le gouvernement japonais à la Corée du Nord et soupçonnée d'aider au renforcement de son armée. Pour les Japonais, ces débats sont essentiels, car ils renvoient immédiatement à leur propre sécurité.
 14. Atushi Kusano, « Seifu kaihatuennjo (APD) to media », in PHP Bunko (1999), *Nihon no gaiko seisaku kettei youin*. Pour lutter contre ces carences des médias, plusieurs journalistes ont créé l' *International Cooperation Journalist Club* (www.geocities.co.jp/WallStreet-Stock/2983/).
 15. 17.3 pour cent veulent en savoir beaucoup plus sur les PED, 49.2 pour cent veulent en savoir un peu plus.

16. Le Japon compte environ 18 millions d'étudiants selon les sondages du ministère de l'Éducation.
17. Il s'agit notamment de l'histoire, de la géographie et de l'éducation civique.
18. Ceux-ci sont souvent obligés de financer eux-mêmes l'achat du matériel nécessaire ou leur participation aux séminaires (JICA, 1999, *Kokumin sankagata kyouryokusuisin kisochousa Kaihatukyouikusien no arikata chousa kenkyu houkokusho*, mars).
19. JICA (1999), *Kokumin sankagata kyouryokusuisin kisochousa Kaihatukyouikusien no arikata chousa kenkyu houkokusho*.
20. Cette tradition s'explique en particulier par le souvenir de l'orientation militariste et nationaliste de l'éducation avant la guerre.
21. JICA (1999), *Kokumin sankagata kyouryokusuisin kisochousa Kaihatukyouikusien no arikata chousa kenkyu houkokusho*. La question posée était exactement la même que celle posée par le bureau du Premier ministre.
22. JANIC (2000), *Kokusai Kyoryoku NGO Directory*.
23. APIC (2001), *NGO Katudou kankyo ni kannsuru kokumin isikichousa*, mars : 33.2 pour cent disent « connaître plus ou moins » le contenu de leurs activités et leur situation réelle ; 2.1 pour cent disent « connaître bien » le contenu des activités, la situation réelle et le nom des organisations.
24. DECJ (1997), *Development Education*, No 36, août.
25. Par exemple, les enseignants souhaitent visiter le siège des ONG, ou avoir des documents concernant leurs activités (JICA, 1999, *Kokumin sankagata kyouryokusuisin kisochousa Kaihatukyouikusien no arikata chousa kenkyu houkokusho*, mars).

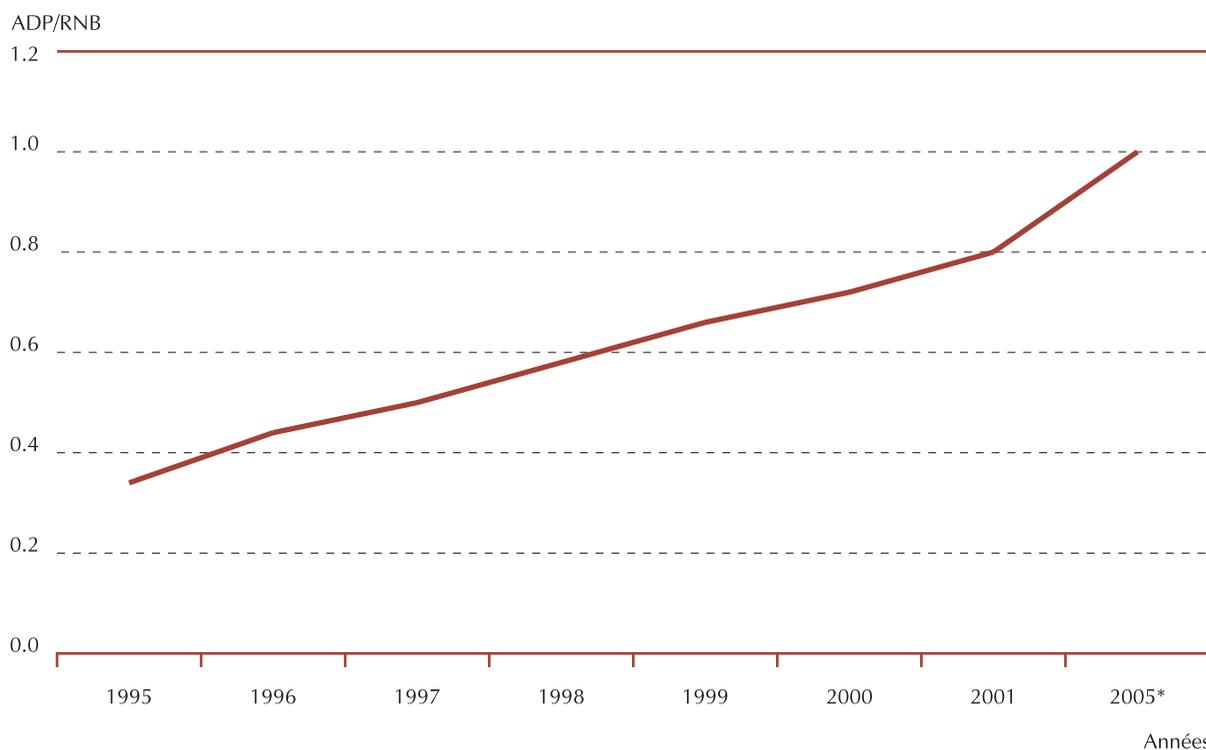
Luxembourg

Liam Wegimont¹

Contexte

Le programme d'aide du Luxembourg s'est progressivement développé au cours de la dernière décennie. Le ratio APD/RNB a dépassé pour la première fois en 2000 l'objectif de 0.7 pour cent déterminé par l'ONU, pour atteindre 0.8 pour cent en 2001². Le Luxembourg fait donc partie des cinq donateurs à dépasser le niveau fixé par l'ONU. L'APD luxembourgeoise devrait d'ailleurs continuer à croître, puisque l'actuel gouvernement de coalition s'est engagé à porter le ratio APD/RNB à un pour cent dès 2005.

Figure 1. L'APD du Luxembourg en pourcentage du RNB, 1995-2005



Note : * prévision.

Sources : Rapports sur la coopération pour le développement de l'OCDE ; Gouvernement du Luxembourg ; ODI ; CNUCED ; SE Charles Goerens, « Discours d'orientation pour la troisième conférence sur les pays les moins avancés », Bruxelles, 14 Mai 2001.

L'expansion du volume d'aide se double d'une volonté d'améliorer la qualité des activités de coopération pour le développement du pays. A cet égard, Lux-Development ambitionne de devenir la première agence de coopération pour le développement à obtenir la certification ISO 9002.

Le programme de coopération pour le développement se focalise sur une poignée de pays prioritaires et un nombre limité de secteurs clairement définis — où l'éducation et la santé représentent 44 pour cent. Il est très nettement axé sur la lutte contre la pauvreté, à court terme comme à long terme. D'après un rapport établi par l'Overseas Development Institute (ODI), basé en Grande-Bretagne, pour le Réseau informel du CAD sur la réduction de la pauvreté, « la réduction de la pauvreté est, sur le papier, un objectif capital du programme d'aide du Luxembourg. Et les activités de terrain montrent que c'est également le cas dans la pratique »³.

Les tâches sont clairement réparties entre Lux-Development, chargée de l'exécution des projets de développement, et le Service de la coopération du ministère des Affaires étrangères, mode de fonctionnement qui semble donner de bons résultats. De plus, les budgets d'aide pluriannuels échappent à la procédure budgétaire annuelle, ce qui est propice à une planification stratégique à long terme.

Les ONGD approuvent dans une large mesure les politiques de développement du gouvernement, y compris celles menées dans le domaine de l'éducation au développement. S'en référant aux principes clairs énoncés par le gouvernement en 1999, les ONG luxembourgeoises concluent que, dans l'ensemble, l'importance et la nécessité d'un soutien de l'État à l'éducation au développement sont reconnues à tous les niveaux de l'administration. De fait, contrairement à la grande majorité de leurs homologues internationales, les ONG du Luxembourg sont plus ou moins satisfaites du niveau de financement de l'éducation au développement.

En termes de dépenses publiques d'éducation au développement par habitant, le Luxembourg se classe en 1999 au deuxième rang des pays du CAD, juste derrière la Norvège⁴. Cela étant, même si le public semble très favorable à la coopération pour le développement, il n'existe aucun sondage d'opinion pour confirmer cette impression, et des données éparses indiquent que les Luxembourgeois sont globalement peu informés sur ces questions⁵.

Opinion publique

Faute de sonder l'opinion, le Luxembourg s'en remet aux enquêtes d'Eurobaromètre pour connaître l'avis du public sur ces questions. Le gouvernement envisage néanmoins d'instaurer ce type d'enquête à l'avenir. Les ONG font pression dans ce sens, estimant que des sondages réguliers sur l'attitude du public à l'égard de la coopération pour le développement les aideraient dans leurs activités d'éducation au développement.

Les sondages d'Eurobaromètre indiquent un soutien élevé des Luxembourgeois à l'aide aux pays pauvres, malgré un déclin de 91 pour cent en 1996 à 75 pour cent en 1998.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Le gouvernement du Luxembourg fait beaucoup pour la sensibilisation du public, l'appropriation par ce dernier des questions de développement ainsi que pour l'éducation et l'information du public sur le programme de coopération pour le développement (entre autres sujets).

Cet engagement se reflète dans l'élaboration des politiques, dans le soutien financier et dans la coordination des activités d'éducation au développement. En 1999, les parlementaires ont demandé au gouvernement de mener une campagne de sensibilisation et d'éducation au développement pour que le public prenne connaissance des efforts de coopération du pays et se les approprie

véritablement. En 2000, l'actuel ministre de la Coopération pour le développement a accédé à cette demande et préparé une initiative en consultation avec les ONGD, le ministère de l'Éducation et d'autres acteurs de la société civile.

C'est ainsi qu'a été créé, en octobre 2000, un réseau de coordination pédagogique pour le soutien et l'amélioration de l'éducation au développement. Désormais, les rapports ministériels sur la coopération pour le développement incluent des rapports sur la sensibilisation du public. L'initiative du Parlement se distingue par sa volonté d'impliquer les villes et les autorités locales dans le processus de sensibilisation du public et par le constat qu'il est nécessaire de conjuguer éducation au développement et éducation aux droits de la personne. L'importance accordée à l'établissement de rapports sur le degré de sensibilisation du public pourrait conduire à de plus amples recherches sur l'attitude du public luxembourgeois à l'égard de la coopération pour le développement.

Une ligne budgétaire spécifique (01.7.33.011) est réservée aux activités d'éducation au développement des ONG. Le montant alloué est substantiel : 818 049 euros en 2001, qui ont permis de financer 18 projets.

Comment expliquer cet intérêt des pouvoirs publics pour l'éducation au développement et la sensibilisation du public ? Le ministre de la Coopération pour le Développement a clairement défini la position du Luxembourg. Dans un style positif, cela donne : « Le succès de la politique de développement durable repose en grande partie sur son acceptation par l'opinion publique ». Formulé différemment : en l'absence d'activités d'éducation et de sensibilisation au développement adéquates, on risque de voir apparaître un « déficit démocratique » vis-à-vis de la politique de développement⁶.

L'organisme qui chapeaute les ONGD du Luxembourg, le Cercle de coopération des ONGD, gère le réseau de soutien et de coordination de l'éducation au développement, financé par le ministère des Affaires étrangères et soutenu par le ministère de l'Éducation nationale.

Les principaux objectifs du réseau sont les suivants :

- améliorer la connaissance et la compréhension des problèmes du Sud ;
- favoriser une analyse critique des causes de la pauvreté ;
- présenter les politiques de coopération du gouvernement et des ONGD ;
- encourager la solidarité et la participation ;
- sensibiliser le public à l'interdépendance des pays riches et des pays pauvres pour provoquer un changement d'attitude.

Ses activités sont ciblées sur les jeunes et les enseignants.

Établi par l'ONG Action Solidarité Tiers Monde en 1982, le CITIM (Centre d'information tiers monde) est une initiative intéressante qui vise à informer le public sur les questions de développement et les relations Nord-Sud. Ce centre dispose d'une bibliothèque, de périodiques choisis, de matériels pédagogiques et de catalogues.

D'autres ONG, comme TransFair Minka (www.transfair.lu) et le projet de sensibilisation à la paix de Caritas (www.caritas.lu), sont très impliquées dans l'éducation au développement. Enfin, des semaines de sensibilisation sont organisées pour permettre une prise de conscience par le public de l'interdépendance mondiale, y compris dans les domaines culturels et économiques, l'accent étant mis sur les pays prioritaires comme le Cap Vert et le Niger. En 2002, le Luxembourg a rejoint les pays européens, de plus en plus nombreux, qui participent à la Semaine de l'éducation aux questions mondiales.

Notes

1. L'auteur tient à remercier Pit Prum et Delfina Beirão du Cercle de coopération des ONG de Luxembourg, qui n'ont été avares ni de leur temps ni de leurs commentaires ; et Muriel Julien, du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, pour ses recherches.
2. Données provisoires de l'OCDE/CAD pour 2001, disponibles en ligne à l'adresse : www.oecd.org/dac.
3. Golooba-Mutebi, Fredrick, "DAC Informal Network on Poverty Reduction Scoping Study, Donor Study : Luxembourg" disponible à l'adresse <http://www.lux-development.lu/f/revpress/LUXAIDFI.htm>
4. Source : World University Service, Allemagne, *Ausgaben von Industriestaaten für Informations und Bildungsarbeit* (1999), sur la base de données du CAD.
5. Les enquêtes d'Eurobaromètre livrent quelques informations sur le soutien du public à l'APD au Luxembourg en 1996 et 1998 (46.0 et 50.1).
6. Charles Goerens, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, *Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire*, Chambre des Députés, 15 novembre 2001, consultable à l'adresse : <http://www.gouvernement.lu/gouv/fr/act/0111/15goerens/discours.rtf>.

SITES INTERNET/RÉFÉRENCES

Répartition des activités de Lux-Development en 1998 : <http://www.lux-development.lu/e/prscindex.htm>.

Les mini-actions de sensibilisation Nord-Sud au Luxembourg (Mike Mathias, Brennpunkt Drëtt Welt) : <http://www.globenet.org/horizon-local/astm/astmmini.html>.

Service d'appui à l'éducation au développement, Delfina Beirão, document non publié.

Le réseau pédagogique « Promouvoir l'éducation au développement », Delfina Beirão, avril 2001 : <http://www.restena.lu/citim/articlesbrennpunkt/196reso.html>.

La coopération au développement du Luxembourg : <http://www.ongd.lu/mae/droite.htm>.

Présentation succincte de l'agence Lux-Development : <http://www.lux-development.lu/e/agcoagence.htm>.

Voir également www.mae.lu.

Discours d'orientation pour la troisième conférence sur les pays les moins avancés, de Charles Goerens, ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, Bruxelles, 14 mai 2001 — PM Session : http://www.unctad.org/conference/address/luxembourg14_f.htm.

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire, 23 mars 2000, discours de Charles Goerens, rubrique Actualités du site du gouvernement du Luxembourg : <http://www.gouvernement.lu/gouv/fr/act/0003/23coop/23coop.htm>.

Rubrique Actualités du site du gouvernement du Luxembourg : <http://gouvernement.lu/gouv/fr/act/0203/26rapportmae/26rapportmae.html>.

L'aide publique au développement a atteint 0.76 pour cent du RNB en 2001, in rubrique Actualités du site du gouvernement du Luxembourg : <http://www.gouvernement.lu/gouv/fr/act/0203/26rapportmae/26rapportmae.html>.

CITIM — Centre d'information tiers monde : <http://www.restena.lu/citim/fr/fcitim/fcipresent.html>.

ASTM : www.astm.lu.

Norvège

Bodil Michelsen et Ida Mc Donnell*

Depuis plus de 15 ans, le niveau de l'aide publique au développement (APD) de la Norvège dépasse systématiquement l'objectif de 0.7 pour cent du RNB fixé par l'ONU. L'aide au développement jouit d'un soutien solide de la part du public — 80 pour cent en moyenne depuis 1972 :

S'appuyant sur un consensus national large, lui-même soutenu par les Églises, une communauté d'ONG puissante et un effort continu d'éducation au développement, la Norvège consacre actuellement environ 0.9 pour cent de son produit national brut (PNB) à l'aide aux pays en développement et entend faire passer ce chiffre à 1 pour cent. Ce consensus se reflète dans la formation d'une «grande coalition» parlementaire qui partage une vision commune du niveau et de la finalité de l'aide au développement norvégienne, et qui recouvre la majeure partie de l'échiquier politique (CAD de l'OCDE, 1999)¹.

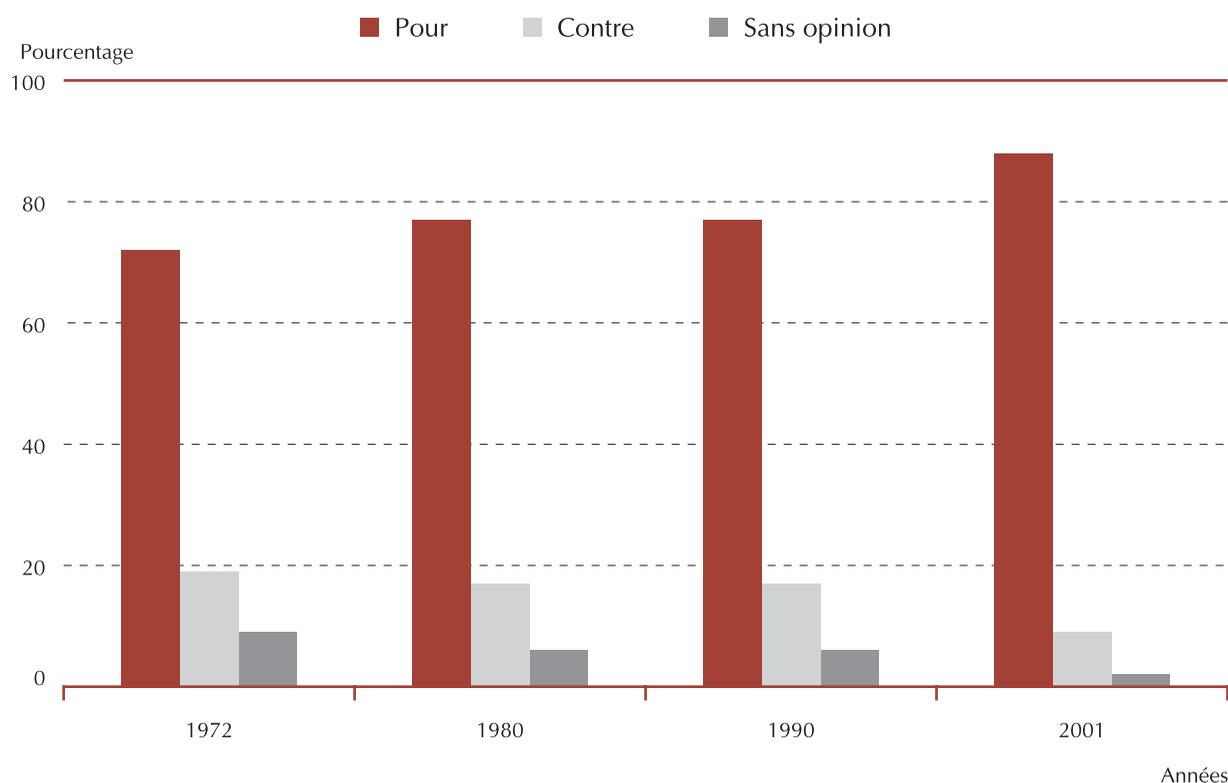
Ce commentaire du CAD sur la coopération pour le développement en Norvège est encore largement valable en 2001. En dépit du changement des priorités politiques du pays², du déclin du ratio APD/RNB (0.8 pour cent en 2000) et de l'émergence d'un débat public sur les réfugiés et l'immigration — autant de tendances observables partout en Europe — l'engagement des décideurs en faveur du développement international reste ferme. Après les élections nationales de 2001, le cap de un pour cent du RNB a été maintenu et le nouveau gouvernement n'a pas apporté de changement majeur à la politique de développement³. De fait, en Norvège, le parti d'extrême-droite (Parti de Progrès / *Fremskrittspartiet*), avec l'arrivée au pouvoir d'une nouvelle coalition gouvernementale fin 2001, a amorcé une révision de sa position initialement hostile à l'aide au développement. En 2002, ce parti s'est déclaré publiquement favorable à l'aide, proposant même d'établir un « budget extérieur » séparé.

C'est en 1999 que le soutien de la population norvégienne à la coopération pour le développement a atteint son plus haut niveau depuis 1972, avec 88 pour cent d'opinions favorables à l'aide aux pays pauvres. Le niveau de soutien est resté stable depuis⁴. A la lumière du déclin du ratio APD/RNB, *Development Today*, une lettre d'information indépendante sur les politiques de coopération pour le développement des pays nordiques, commente le décalage existant entre les résultats des efforts d'aide de la Norvège et la rhétorique de certaines personnalités politiques. Elle formule l'hypothèse suivante : la corrélation entre le soutien du public et l'aide au développement, autrefois positive en Norvège, pourrait être en train de s'inverser, le renforcement du soutien à la coopération pour le développement coïncidant avec un déclin de l'APD⁵.

L'attitude du public norvégien à l'égard de la coopération pour le développement

Statistiques norvégiennes effectuée depuis 1972 des sondages d'opinion réguliers sur le soutien et les connaissances du public à l'égard de l'aide au développement norvégienne. Globalement, le pourcentage de la population favorable à l'aide a augmenté, tandis que la part des personnes interrogées « opposées » à l'aide et celle des « sans opinion » ont régressé. Les données officielles font état d'un soutien croissant à l'aide au développement (voir la figure 1), avec un pic de 88 pour cent d'opinions favorables en 1999 puis, de nouveau, en 2001. Cependant, d'autres sources dressent un constat légèrement différent : si l'on en croit une enquête menée par *Save the Children* Norvège en 2001, le soutien du public à l'APD serait sur le déclin. D'après ses résultats, 68 pour cent des personnes interrogées estiment que l'aide au développement devrait augmenter ou rester au même niveau, ce qui représente dix points de moins qu'en 1999. Ce chiffre demeure malgré tout supérieur à la moyenne de l'Union européenne en 1998⁶.

Figure 1. Le soutien du public norvégien à l'aide aux pays en développement, 1972-2001



Sources : Rønning, E. (2000) : *Holdninger til og kunnskap om norsk utviklingshjelp 1999*.

[Attitudes et connaissances du public à l'égard de l'aide au développement en Norvège, 1999]

Statistisk Sentralbyrå/Statistics Norway, Oslo. Mis à jour par Statistiques norvégiennes pour 2001, 16 avril 2002 (www.ssb.no/uhjelphold_en/).

Tableau 1. **Contributions volontaires aux ONG en Norvège : 1999 et 2000**
(en millions de couronnes norvégiennes)

Organisation	Revenus totaux		Dons du public	
	1999	2000	1999	2000
Christian Aid Norvège (NCA)	484	422	112	91
Croix-Rouge norvégienne (CRN)	1 297	1 140	135	26

Source : Rapport annuel de NCA 2000 et Rapport annuel de la CRN 2000.

Les caractéristiques démographiques du soutien à la coopération pour le développement sont à peu près les mêmes que dans les autres pays Membres du CAD : le soutien est plus élevé chez les femmes, chez les jeunes (97 pour cent des jeunes âgés de 15 à 24 ans sont favorables à la coopération pour le développement), les personnes ayant un niveau d'éducation supérieur et celles vivant dans des zones urbaines ou densément peuplées. C'est parmi les personnes âgées, les ouvriers et les électeurs de droite ou d'extrême-droite que le soutien est le plus faible.

Pour ce qui est de l'efficacité de l'aide, le public semble plus confiant en Norvège que dans d'autres pays Membres du CAD : d'après le sondage de 1999, 72 pour cent des Norvégiens pensent que l'aide est efficace et 20 pour cent qu'elle ne l'est pas. Cependant, l'enquête de 2001 révèle que 57 pour cent des personnes interrogées voient l'aide d'urgence comme une réussite, tandis que 40 pour cent estiment que l'aide à long terme a de bon résultats. Quatre-vingt-quatorze pour cent des Norvégiens approuvent le principe de conditionnalité de l'aide, mais plus pour des raisons humanitaires que par intérêt personnel. En 1999, 79 pour cent citent comme condition d'octroi de l'aide le respect des droits de la personne de préférence à l'augmentation des gains des entreprises norvégiennes. En 2001, alors qu'un nombre inférieur de personnes (67 pour cent) pensent que l'aide devrait être associée aux droits de la personne, 35 pour cent jugent utiles d'établir des requêtes spécifiques sur l'engagement des pays récipiendaires vis-à-vis de la démocratie comme du développement économique et social. L'examen plus approfondi des résultats du sondage montre que la majorité de la population privilégie l'aide d'urgence par rapport à la coopération pour le développement à long terme.

Très peu de personnes sont renseignées sur la coopération pour le développement de la Norvège, sur les pays qui en bénéficient et sur le fonctionnement de la NORAD (l'Agence norvégienne de la coopération pour le développement). Bien que les partenaires bilatéraux de la Norvège n'aient guère changé depuis 30 ans, moins de la moitié de la population est capable de nommer un pays partenaire important. Néanmoins, les Norvégiens semblent en savoir davantage sur les organisations spécialisées dans la coopération pour le développement — et plus encore sur l'agence gouvernementale responsable de ce domaine dans leur pays — que les citoyens des autres pays Membres du CAD. Plus de deux tiers des Norvégiens (65 pour cent) connaissent la Croix-Rouge norvégienne et près de la moitié connaissent *Church Aid* et *Save the Children* Norvège. La NORAD est connue de plus d'un tiers de la population (36 pour cent).

La popularité du travail bénévole dans les pays en développement ou au sein des ONG de développement, indicateur permettant de mesurer facilement le soutien et l'intérêt du public pour la coopération pour le développement, semble avoir décliné depuis le milieu des années 90⁷. Le *Norwegian Volunteer Service* (NVS) a été supprimé en 1999, avant d'être rétabli sous la forme d'une agence administrative indépendante en mars 2000⁸. Cette nouvelle agence a adopté une approche novatrice, consistant à recruter des volontaires auprès des ONG, des institutions et des entreprises de Norvège mais aussi des pays en développement. Des Norvégiens âgés de 22 à 35 ans iront travailler

un à trois ans à l'étranger pendant que de jeunes adultes des pays en développement viendront travailler en Norvège. On s'achemine donc vers un véritable programme d'échange qui rompt avec les programmes de bénévolat traditionnels des pays donateurs basés sur l'offre de volontaires⁹.

Les contributions volontaires aux ONG constituent un autre indicateur du soutien et des connaissances du public à l'égard de la coopération pour le développement et de la situation des pays en développement. Les dons volontaires à deux des principales ONG norvégiennes — *Church Aid* Norvège (NCA) et la Croix-Rouge norvégienne — ont diminué depuis 1999, ce qui pourrait être interprété comme un mauvais signe. Toutefois, ce déclin s'explique probablement en grande partie par le fait qu'aucune collecte de fonds majeure n'a été organisée en 2000 : par exemple, la chute spectaculaire des dons volontaires à la Croix-Rouge norvégienne en 2000 peut être mise au compte de l'absence cette année-là d'une campagne comme celle du Kosovo.

Si les activités de collecte des ONG norvégiennes comprennent un volet information et communication, cela ne suffit cependant pas à améliorer les connaissances — très limitées — du public sur les causes et les retombées à long terme des catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. D'ailleurs, les sondages montrent que le soutien du public à l'APD et les dons à ces organisations restent largement motivés par des considérations humanitaires.

Le débat public sur la coopération internationale

La coopération internationale, les droits de la personne, le rôle de l'ONU et le niveau de l'APD sont des thèmes largement abordés en Norvège¹⁰. Plus récemment, de nouveaux thèmes ont fait irruption dans le débat public : les réfugiés et les demandeurs d'asile, l'annulation de la dette, le VIH/SIDA, le déliement de l'aide, la responsabilité sociale des entreprises norvégiennes — telles que la compagnie pétrolière Statoil — ainsi que les gains retirés par le secteur privé de sa participation à la coopération pour le développement. Le niveau de l'APD a été un enjeu important de la campagne électorale de 2001. Le Parti conservateur a réclamé une réduction de 2.5 milliards de couronnes du budget d'aide mais il n'a pas obtenu le soutien de ses partenaires de la coalition.

On notera avec intérêt que ces débats sortent de la sphère du gouvernement, des ONG et du secteur privé, puisque le public participe activement aux discussions sur les problèmes de développement les plus complexes. Les médias couvrent amplement les différents aspects des débats et les ONG fournissent d'abondantes informations au public.

Une autre question liée au développement a défrayé la chronique en Norvège en août 2001. La NORAD avait financé la participation d'équipes africaines à un tournoi de football organisé annuellement à Oslo pour les enfants et les adolescents, afin de créer un événement multiculturel à connotation positive. Cependant, des membres du public se sont demandés s'il n'était pas psychologiquement préjudiciable pour les enfants des pays en développement de retourner dans un pays «en proie à la pauvreté» après un séjour en Norvège. Ces interrogations morales reflètent l'image négative qu'a le public des conditions de vie dans les pays en développement et le malaise que suscitent chez lui les interactions entre les riches et les pauvres (étrangers). Ce débat a été largement couvert par les médias. La NORAD a demandé aux pays partenaires de prendre des mesures adéquates pour éviter ces effets négatifs potentiels, en préparant psychologiquement les équipes avant leur venue en Norvège. Le tournoi de 2001 s'est concentré sur le thème du VIH/SIDA, adoptant le slogan *Kicking Aids Out* (« Mettre le sida hors-jeu »).

En Norvège comme dans d'autres pays Membres du CAD, l'annulation de la dette est un thème porteur. Une enquête réalisée en 2001 par *Save the Children* montre que 70 pour cent des personnes interrogées sont favorables à l'annulation par la Norvège de la totalité de la dette bilatérale des pays en développement, alors que 16 pour cent sont contre.

Encadré 1. Aide publique, causes populaires et médias

Il est valorisant, pour les personnalités les plus populaires de Norvège, de soutenir l'aide humanitaire et au développement, y compris l'aide étrangère. Ainsi, à l'occasion de leur mariage en 2001, le prince et princesse de Norvège ont indiqué que le plus beau cadeau que l'on pourrait leur offrir était un don à leur fonds humanitaire, en vue de trois projets : la création d'une équipe/club de football intégrant des réfugiés, des immigrants et des demandeurs d'asile ; un projet d'école primaire en Éthiopie dirigé par *Save the Children* ; et des opérations liées aux VIH/SIDA au Mozambique, gérées par la Croix-Rouge.

Non seulement les ONG jouent un rôle central dans le débat sur l'aide norvégienne, mais on peut dire qu'elles sont devenues partie intégrante du système d'aide du pays. Tout d'abord, elles sont à présent financièrement dépendantes de l'État. C'est en partie à cause de la hausse substantielle de la part de l'APD qu'elles canalisent que les ONG ont pris une telle ampleur ces dix dernières années. Ainsi, depuis 10 ans, le soutien financier public total aux ONG (2 milliards de couronnes) est presque deux fois plus élevé que le soutien financier total aux gouvernements des 12 pays aidés en priorité par la Norvège (184 millions de couronnes pour chacun en moyen), et dix fois plus élevé que le soutien aux ONG locales¹¹. D'un autre côté, la popularité des ONG auprès du public semble, en quelque sorte, garantir le maintien de leur statut. Par exemple, en 2001, le ministre du Développement international a voulu s'attaquer à la question du déliement de l'aide, y compris celle versée aux ONG norvégiennes, mais les discussions ont rapidement tourné court, aucun parlementaire n'étant prêt à le suivre. *Development Today* a vu là une manœuvre risquée, car des ONG comme *Norwegian Peoples Aid* et la Croix-Rouge norvégienne ont une large écoute dans le public et ont facilement accès aux médias. Cette solide assise dans le secteur de l'aide norvégienne a valu à ces ONG d'être qualifiées par leurs détracteurs de « mafia de l'aide »¹².

Malgré leur vaste popularité, les ONG n'échappent pas aux critiques en Norvège. Les recherches de l'Institut Chr. Michelsen sur le « Rôle des ONG en Angola » ont mis en évidence leur manque de transparence et conclu que les ONG internationales sont largement perçues par les Angolais comme des « îlots de richesse dans un océan de pauvreté », une grande partie des fonds servant à financer des salaires élevés et des voitures luxueuses¹³.

Le rôle du secteur privé dans la coopération pour le développement est devenu un autre sujet de débat en Norvège. *Amnesty International* et d'autres ONG ont lancé une campagne sur le thème *Corporations that Care* (« des entreprises responsables »), afin de mettre en évidence les liens entre les investissements d'entreprises comme Statoil et le respect des droits de la personne dans les pays récipiendaires (l'Angola dans ce cas précis). Statoil et Norsk Hydro, deux des plus grandes entreprises norvégiennes, se sont sensibilisées aux questions de développement et financent des projets d'ONG dans certains pays en développement où elles ont des activités.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Le ministère norvégien des Affaires étrangères (MAE), la NORAD (une division du MAE) et les ONG sont les principaux acteurs dans le domaine de la sensibilisation du public et de l'information sur la coopération pour le développement. Les questions de développement sont également intégrées dans les programmes scolaires.

Ministère des Affaires étrangères

Le ministère est responsable de l'information et de la communication sur les thèmes internationaux en général. Il administre les accords de financement pour la *Norwegian UN Association* et d'autres ONG liées à l'ONU¹⁴, ainsi qu'un autre accord de financement applicable à des ONG plus restreintes, telles que les ONG régionales et d'autres groupes qui ne sont pas éligibles aux accords-cadres.

D'après les données budgétaires, le MAE a consacré à la sensibilisation et à l'éducation au développement 67.5 millions de couronnes en 2001, soit plus qu'en 1999 et 2000 (61 millions et 65.3 millions de couronnes respectivement) et beaucoup plus qu'en 1996 (35 millions de couronnes)¹⁵. Un peu plus de la moitié des fonds sont distribués par l'entremise de la NORAD (qui conserve 10 pour cent du total, soit 6.5 millions de couronnes) et des ONG.

NORAD

La NORAD est censée sensibiliser le grand public à ses activités tout en explicitant les aspects complexes des problèmes de développement. La stratégie de communication qu'elle a publiée en 2000 présente le soutien du public à la coopération pour le développement comme une question éminemment politique. Sa stratégie de relations publiques suit donc deux grands axes : l'auto-promotion — qui consiste à expliquer au public sa mission, ses objectifs, ses méthodes et ses résultats — et le soutien à un grand nombre d'ONG et à leurs activités de sensibilisation au développement. La NORAD est chargée d'administrer deux accords-cadres distincts :

1. le premier avec les « RORG », acronyme de *RammeavtaleORGAnisasjon* (ou « ONG couvertes par l'accord-cadre »), qui peuvent prétendre à un financement du MAE¹⁶ ;
2. le second avec les « cinq grandes » ONG (*Church Aid* Norvège, *Peoples Aid* Norvège, la Croix-Rouge norvégienne, le Conseil de réfugiés norvégien et *Save the Children* Norvège).

La NORAD dispose d'une autre ligne budgétaire qui, pour n'être pas spécifiquement dédié à l'éducation au développement, n'en finance pas moins majoritairement les activités des ONG dans ce domaine. L'évaluation Tvedt et le réseau des RORG critiquent cette « fragmentation » qui empêche la coordination, tant du côté des donateurs que des bénéficiaires. Par exemple, il y a peu de contacts et de coopération entre les trois principaux groupes de bénéficiaires (la *Norwegian UN Association*, les « cinq grands » et le réseau des RORG).

En mai 2001, la NORAD a réalisé une vaste campagne d'information basée sur différents supports : deux spots commerciaux télévisés présentant dans leur scène d'ouverture un « cliché sur l'aide » et se terminant sur une chute inattendue allant « à rebours » du cliché ; un concours sur Internet ; une campagne de relations publiques dans les médias ; et la distribution de cartes postales gratuites dans les cafés et les restaurants. L'un des grands objectifs de la NORAD, au travers de cette campagne, est de devenir l'organisme d'aide le plus connu en Norvège. L'évaluation de l'initiative montre qu'en termes de notoriété, la NORAD s'est classée au deuxième rang des organismes de développement, juste derrière la Croix-Rouge. Forte de son succès, elle devrait réitérer en 2002 la campagne sur Internet.

ONG

Les ONG exercent une fonction importante de sensibilisation. Plus de 100 organisations volontaires reçoivent du MAE et de la NORAD un soutien pour cette activité. Certaines initiatives sont menées en collaboration avec la NORAD : c'est le cas du portail Internet www.global.no, mis en place en 2000 par des ONG et le MAE, et s'adressant aux élèves, aux étudiants et aux enseignants. Le réseau des RORG (qui compte 25 ONG membres) est particulièrement actif dans l'éducation au développement et s'adresse à de larges secteurs de la société civile norvégienne, y compris les sections

d'enseignement aux adultes de plusieurs partis politiques, les organisations d'aide et de solidarité, les réseaux internationaux d'étudiants, les associations de femmes et de jeunes et l'Église de Norvège. Les activités de sensibilisation se concentrent sur des thèmes tels que l'OMC, la Banque mondiale et le FMI, la mondialisation, la dette, l'aide, etc. Les RORG pratiquent un *lobbying* actif pour que les politiques accordent une plus grande attention à l'éducation au développement¹⁷.

Parmi les initiatives de collecte de fonds et de sensibilisation récentes, le lancement, par la Croix-Rouge norvégienne, de sa propre carte de crédit en 2001 témoigne d'une approche novatrice. Un pour cent du montant des transactions effectuées avec cette carte (une MasterCard ordinaire utilisable partout dans le monde) par son titulaire est versé au profit des activités de la Croix-Rouge en Norvège.

Enseignement formel

Les jeunes sont la principale cible des activités d'éducation au développement en Norvège. Développement et autres thèmes mondiaux sont parfaitement intégrés dans les programmes du système d'enseignement formel, et ce à tous les niveaux. La loi sur l'éducation stipule que « *l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire du premier et du deuxième cycle chercheront à promouvoir l'égalité de statut et de droits de tous les êtres humains, la liberté intellectuelle et la tolérance, la compréhension des problèmes écologiques et la coresponsabilité internationale* ». Internet est un support de plus en plus utilisé pour les activités d'éducation au développement. En 2002, le ministère de l'Éducation a financé la création de sites Web en offrant du matériel aux enseignants des écoles secondaires et aux étudiants en sciences sociales¹⁸.

Enfin, il faut citer le succès de l'initiative *Operation Day's Work* (ODW) : chaque année, pendant toute une journée, 120 000 étudiants travaillent en usine, font le ménage dans des bureaux, aident dans des foyers, chantent, font de la musique, ou encore décorent des cafés et reversent les gains de leur travail au profit de l'éducation dans le Sud (environ 25 millions de couronnes chaque année). Depuis ses débuts en 1964, ODW a fait du chemin : il ne s'agit plus uniquement d'une campagne annuelle de collecte de fonds, mais d'une opération plus large qui attache autant d'importance à l'information des jeunes sur la situation des pays en développement.

Encadré 2. L'éducation au développement dans les établissements tertiaires

Détenu et géré par des associations étudiantes et universitaires depuis le début des années 60, le *Students' and Academics' International Assistance Fund* (SAIH) coopère avec des organismes africains et latino-américains dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ses activités incluent : la tenue de stands d'information sur les campus et l'organisation de réunions, de débats et d'ateliers ; la rédaction d'articles pour les médias ; et la collecte de fonds lors de festivals, de foires aux livres, etc. Chaque année, il met en place un projet d'éducation portant sur un thème politique international spécifique (dernièrement, le Timor-Oriental, le Sahara-Occidental, la crise de l'endettement, le commerce équitable, L'image du Sud en Norvège, le SIDA et les droits de la personne et le combat des jeunes contre le VIH/SIDA). Le SAIH publie en outre une revue très complète ("X") sur des aspects politiques et sociaux du monde non-occidental.

Source : Site du SAIH - www.solidaritetshuset.org/saih/english/thisis.htm

SITES INTERNET

<http://solidaritetshuset.org/rorg/rorgene.htm>

http://www.ssb.no/uhjelphold_en/

<http://www.norad.no>

Notes

- * Bodil Michelsen est haut fonctionnaire à la Section des affaires africaines du ministère norvégien des Affaires étrangères.
1. CAD (1999), *Review of Norwegian Development Co-operation*, OCDE, Paris. Ce document montre que l'effort d'aide de la Norvège a dépassé un pour cent du PNB pendant plus d'une décennie jusqu'en 1995. Cette année-là, la Comptabilité nationale a été révisée en fonction des nouvelles normes internationales, ce qui s'est traduit par un ajustement à la hausse conséquent du PNB mesuré.
 2. Le Parti travailliste norvégien a perdu les élections générales de septembre 2001, et le soutien au Parti conservateur a fortement progressé en Norvège.
 3. *Development Today, Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, (2001), Vol. XI — n° 16 25 octobre.
 4. "Attitudes towards Norwegian development aid, 2001: Persistent approval of development aid", Statistics Norway, publié le 16 avril 2002, www.ssb.no/uhjelphold_en/
 5. *Development Today, Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, (2001), Vol. XI (6–7), avril.
 6. Eurobaromètre 50.1 (1999) : dans l'UE, en moyenne, 13.9 pour cent des personnes interrogées étaient favorables à une forte augmentation de la contribution financière nationale à l'aide et 37.2 pour cent favorables à une petite augmentation, soit un total de 58.5 pour cent d'opinions favorables.
 7. Smillie, I. et H. Helmich (1999), *Stakeholders: government-NGO partnerships for international development*, Earthscan, Londres.
 8. Ce service est placé sous l'autorité du MAE mais jouit d'une certaine autonomie.
 9. Voir le rapport de mai 2000 sur la politique norvégienne de coopération pour le développement.
 10. Smillie, I. et H. Helmich (1999).
 11. NORAD 2000.
 12. *Development Today, Nordic Outlook on Development Assistance, Business and the Environment*, (2001), Vol. XI — n° 8 14 mai, article intitulé "Exporting public sector and charity". Compte tenu de la notoriété des ONG parmi les Norvégiens, la question a été posée de savoir si la Norvège pourrait dépenser son budget d'aide et maintenir un niveau de soutien du public aussi élevé sans cet engagement massif des ONG. Cependant, d'après une évaluation réalisée à la fin des années 90 — l'évaluation Tvedt — rien ne permet de vérifier l'hypothèse selon laquelle la qualité du travail des ONG est supérieure à celle d'autres formes d'aide, et il y a un décalage entre les perceptions et les attentes du public vis-à-vis des ONG et les résultats qu'elles obtiennent. Smillie, I. et H. Helmich (1999). L'évaluation Tvedt a été initiée en 1995 par le MFA.
 13. Tvedten, I. (2001), *Angola 2000/2001, Key Développement Issues and the Role of NGOs*, Bergen, Institut Chr. Michelsen.
 14. La *UN Association* joue un rôle particulièrement important en Norvège et obtient un volume de financement à peu près identique à celui des RORG réunies.
 15. En 1996, les dépenses de sensibilisation par habitant de la Norvège figurent parmi les plus élevées des pays Membres du CAD. Smillie, I. et H. Helmich (1999).
 16. Établi en 1976, le RORG-Samarbeidet est un réseau d'ONG norvégiennes qui bénéficient d'accords-cadres avec la NORAD, assurant un soutien financier pluriannuel (pour des périodes de quatre ans) aux activités d'éducation au développement en Norvège.
 17. Voir *St.meld* nr.19, 1995–96, dans l'annexe de l'enquête RORG-Network/GENE, 2001.
 18. Voir <http://samfun.net>.

Nouvelle–Zélande

Ida Mc Donnell¹

Contexte

La Nouvelle–Zélande mène depuis plus de trente ans une politique active de coopération pour le développement. Pendant les années 70, elle figurait parmi les principaux donateurs du Commonwealth (en dépenses relatives). Le niveau de l'aide a ensuite diminué, atteignant un minimum de 0.22 pour cent à la fin des années 80. Récemment, l'APD en pourcentage du RNB a de nouveau légèrement décliné, passant de 0.27 pour cent en 1999 à 0.25 pour cent en 2001 (niveau moyen du ratio APD/RNB dans les années 90). Le gouvernement mène une politique favorable à une augmentation progressive du budget de l'aide — dans les limites permises par les ressources et les recettes — jusqu'à atteindre l'objectif de 0.7 pour cent fixé par l'ONU. Il n'a cependant défini aucun objectif intermédiaire².

La Nouvelle–Zélande est l'un des principaux donateurs d'aide de la région Pacifique. Son programme de coopération pour le développement a pour principale vocation de promouvoir un environnement paisible, sûr et prospère dans la région Pacifique et au-delà, d'aider les plus démunis à accéder à un développement durable et équitable, et de consolider les liens spéciaux que la Nouvelle–Zélande entretient avec les Iles Cook, Niue et Tokélau³.

Une nouvelle agence d'aide, *New Zealand Agency for International Development/Nga Hoe Tuputupu mai-tawhiti* (également connue sous le nom de NZAID) a vu le jour le 1er juillet 2002. Le nouveau programme de développement, profondément remanié par rapport au programme de l'ancienne agence NZODA, vise à améliorer la qualité de vie des hommes et des femmes par une protection et une promotion des droits de la personne permettant d'accroître leurs capacités à opérer des choix de vie. Son objectif central, basé sur les Objectifs de développement du millénaire, est l'éradication de la pauvreté, et ses activités intègrent pleinement les questions d'égalité entre les sexes et d'environnement. Les principes de partenariat, de réactivité et d'équité sous-tendent l'ensemble des activités de la NZAID. Le programme d'aide constitue l'une des principales contributions de la Nouvelle–Zélande en vue de construire un monde meilleur et reflète la volonté des habitants de se comporter en citoyens du monde exemplaires.

Opinion publique

La première enquête conjointe NZODA–ONG sur l'attitude du public à l'égard de l'aide étrangère a été réalisée en 1999⁴, faisant suite à une enquête commandée en 1987 par l'ACEAD (*Advisory Committee on External Aid and Development*), groupe consultatif du ministre en charge de l'APD.

L'étude de 1999 révèle un degré d'intérêt pour l'aide étrangère globalement modeste et, de l'aveu même des personnes interrogées, un manque de connaissances solides sur le programme d'aide. Sur ces deux points, les personnes plus âgées obtiennent de bien meilleurs résultats que les jeunes de

15 à 19 ans. Une large majorité (71 pour cent) des personnes interrogées est favorable à l'octroi d'une aide étrangère par l'État, tandis que 18 pour cent sont contre. Il est à noter que le soutien est plus faible chez les Maoris : 66 pour cent d'avis favorables, contre 25 pour cent d'avis défavorables.

Le niveau de soutien élevé à l'aide étrangère s'explique essentiellement par des raisons humanitaires. Ces motivations sont si fortes qu'elles parviennent, dans certains cas, à vaincre les sérieux doutes quant à l'efficacité de l'aide. De plus, les arguments humanitaires l'emportent largement sur les arguments dictés par l'intérêt personnel, même si les personnes interrogées admettent que l'amélioration des relations internationales, la promotion de la stabilité politique et l'expansion des perspectives commerciales sont des motifs valables pour fournir une aide.

Peu de personnes connaissent le volume d'aide fourni par le gouvernement néo-zélandais, les estimations généralement avancées se situant entre 5 et 10 pour cent du chiffre réel. D'après le *New Zealand Council for International Development (CID)*, organisme-cadre regroupant les ONG néo-zélandaises spécialisées dans le développement international, il était probable que l'on obtiendrait les mêmes résultats en 2002.

De nombreux Néo-Zélandais — en particulier les jeunes — voyagent à l'étranger dans le cadre de leurs études, de leurs vacances ou de leurs activités professionnelles. L'Asie et le Pacifique comptent parmi les destinations les plus fréquentées. Par ailleurs, l'Asie est souvent une étape vers des destinations plus lointaines (l'Europe, par exemple). Au vu de données éparses, il semble que ces contacts contribuent à sensibiliser la population néo-zélandaise aux problèmes des pays en développement et à renforcer son soutien aux activités gouvernementales de coopération pour le développement.

Des enquêtes récentes montrent que la population souhaiterait également en savoir plus sur les pays en développement et s'intéresse plus particulièrement aux reportages mettant en scène des Néo-Zélandais partant travailler à l'étranger pour « faire bouger les choses ». Mais les recherches suggèrent que les habitants montreraient plus d'intérêt encore s'ils disposaient d'informations davantage en rapport avec leur vie quotidienne⁵.

D'après la communauté des ONG, il serait plus facile de mobiliser l'opinion en faveur de l'APD si les responsables politiques, les médias et la communauté du développement déployaient davantage d'efforts pour exposer les problèmes de développement au public néo-zélandais.

Le débat public sur les questions de coopération pour le développement

Il n'existe guère de débat public en Nouvelle-Zélande sur la pauvreté mondiale, le droit au développement ou d'autres aspects clés du développement. Récemment, les discussions publiques les plus poussées sur ces questions ont été motivées par les conflits à Fidji, dans les Iles Solomon et à Bougainville. Bien que les débats se soient concentrés sur l'impact des conflits sur le développement de ces pays et le thème plus général de l'instabilité régionale, ils ont presque exclusivement porté sur les efforts de rétablissement de la paix.

Le débat public sur les questions de développement est animé essentiellement par les ONG nationales. Les dirigeants politiques abordent ces questions dans le contexte de pays spécifiques, comme l'Afghanistan ou le Zimbabwe, le plus souvent dans une optique politique et non de coopération pour le développement.

Comme dans les autres pays de l'OCDE, les médias néo-zélandais n'accordent pas aux questions de développement international une couverture étendue ni détaillée⁶. En revanche, ils s'y intéressent dès lors que des ressortissants ou des organismes néo-zélandais sont concernés. Ainsi, les médias ont couvert l'arrestation d'un important militant néo-zélandais à Gênes. Dans ce contexte, des reportages sont alors parfois consacrés aux projets bilatéraux menés dans les pays en développement. Les tentatives pour attirer l'attention des médias sur d'autres aspects, notamment les résultats de la récente Conférence de l'ONU sur le financement du développement, se sont révélées infructueuses.

Certaines campagnes sont néanmoins parvenues à élever le niveau de débat public sur les questions de développement. L'allégement/annulation de la dette et le volume d'aide sont les thèmes qui ont bénéficié de la plus grande publicité ces dernières années. Ainsi, la campagne de 1993 sur le niveau d'APD a été bénéfique pour la réflexion des pouvoirs publics sur le volume d'aide, et la campagne de Jubilee 2000 sur l'allégement de la dette a contribué à sensibiliser tant les acteurs politiques que le grand public aux questions d'endettement.

Récemment, la mondialisation et les échanges mondiaux ont également fait l'objet de débats publics — comme dans les autres pays de l'OCDE — et le gouvernement néo-zélandais actuel est ouvertement favorable à un système commercial mondial équitable, libre et transparent.

Les syndicats et les ONG ont déclaré leur intention de poursuivre leurs campagnes pour que ces questions et d'autres thèmes internationaux gardent leur place dans la politique néo-zélandaise.

Sensibilisation du public et éducation au développement

APD/NZAID

En 1989, l'ancienne agence NZODA a lancé un programme d'éducation au développement qui présentait de nombreuses similitudes avec l'actuel *Voluntary Agency Support Scheme* (VASS). Des centres régionaux d'éducation au développement ont ainsi été mis en place dans les trois principales villes du pays. En plus de fournir des ressources documentaires sur le développement, chaque centre gérait un fonds destiné à financer de petits projets communautaires ayant trait à l'éducation au développement. Bien que ces centres régionaux aient été officiellement fermés en 1991 à la suite d'une évaluation, un nouveau budget d'éducation au développement a été établi en 1996 pour sensibiliser les Néo-Zélandais aux questions d'aide internationale et de développement.

Aujourd'hui, le gouvernement s'est engagé à impliquer davantage le public dans ses activités d'aide et à parfaire la connaissance et la compréhension des problèmes de développement, notamment en travaillant avec les communautés Maori et du Pacifique ainsi qu'avec un large éventail d'organisations, de groupes et de communautés⁷.

Les dotations budgétaires à l'éducation au développement ont augmenté depuis 1996. Malgré tout, elles n'ont toujours pas dépassé 0.16 pour cent du budget de la NZAID (soit environ 10 cents néo-zélandais par habitant), ce qui est particulièrement bas compte tenu de l'intention de la NZAID de renforcer ses activités dans ce domaine.

Tableau 1. Budget consacré à l'éducation sur le développement en Nouvelle-Zélande, 1996-2000
(dollars néo-zélandais)

	1996/97	1997/98	1989/99	1999/00
Budget de l'éducation sur le développement	140 000	200 000	275 000	410 000

Source : NZODA Annual Review 2000, Wellington.

La principale composante du budget actuellement alloué à l'éducation au développement est affectée à DevZone (anciennement DRC), centre national de documentation sur le développement, qui fournit un large éventail de services d'information sur le développement, assure la formation et le soutien des enseignants, et participe à l'élaboration des programmes scolaires (et qui trouve là sa principale source de financement)⁸. Le soutien apporté à DevZone s'inscrit dans un accord officiel de financement sur trois ans. L'action de DevZone est cependant limitée du fait qu'elle se concentre sur les acteurs directement impliqués dans les questions de développement et non sur le grand public. De plus, les ONG nationales estiment son financement insuffisant⁹.

Il ressort du dernier examen du programme d'aide néo-zélandais effectué par le CAD (2000) que :

Compte tenu des doutes exprimés par le public quant à l'efficacité de l'aide, la NZODA devrait multiplier ses efforts pour démontrer que l'APD est correctement gérée et qu'elle obtient des résultats. Ces activités pourraient nécessiter une nouvelle augmentation des dotations budgétaires à l'éducation au développement et à l'information du public¹⁰.

Suite à cet examen et dans le cadre du processus général de changement institué avec le nouveau programme d'aide, la NZAID a indiqué son intention de mettre en œuvre une politique de communication dans les 12 à 18 prochains mois et de réviser sa stratégie d'éducation au développement¹¹. La participation de la société civile à l'éducation interculturelle et à l'éducation au développement aux niveaux scolaire, tertiaire et communautaire sera encouragée par le biais des mécanismes existants, DevZone et DevNet (un service Internet fourni par DevZone). Un nouveau Fonds pour l'éducation au développement, réservé aux organisations de la société civile en Nouvelle-Zélande, permettra également de renforcer cette participation.

La NZAID a par ailleurs décidé de renforcer ses activités d'éducation au développement en multipliant les contacts avec les programmes d'étude sur le développement dans le pays et dans la région du Pacifique. Cet objectif recouvre, entre autres, un soutien aux initiatives de recherche stratégiques visant à identifier les besoins prioritaires en termes de politiques et de programmes ; le développement du Postgraduate Research Award Scheme de la NZAID (programme de bourses de recherche dans l'enseignement supérieur) ; la définition d'un nouveau programme NZAID de bourses et de stages de recherche à l'intention des étudiants spécialisés dans les questions de développement.

Ministère de l'Éducation

A l'heure actuelle, l'éducation interculturelle et au développement n'est toujours pas une priorité pour le ministère de l'Éducation. Néanmoins, les perspectives sont encourageantes car, même si le développement n'est pas inscrit dans le programme scolaire, des discussions sont en cours pour corriger cette lacune. L'éducation environnementale occupe d'ores et déjà une large place dans le programme scolaire actuel, et une stratégie nationale a été mise en place pour la promouvoir. Un volet distinct consacré à « l'Éducation au développement durable » est également depuis peu à l'étude. Mais le ministère de l'Éducation ne sait pas encore si ces deux disciplines doivent trouver place au sein des sciences sociales, ni comment les décliner dans la mesure où elles se recoupent partiellement. Si l'on décide de traiter les deux sujets, les questions relevant du développement durable, telles que la paix et la démocratie, pourraient être rangées sous la bannière des sciences sociales, au même titre que l'éducation aux valeurs et l'instruction civique. Eu égard au manque de clarté du débat, il est recommandé que cette décision soit prise dans le contexte de l'inventaire des programmes, actuellement en cours, et de l'Enquête nationale sur les établissements scolaires (National School Sampling Study), et à la suite de nouvelles consultations au sein du ministère de l'Éducation¹².

ONG/société civile

En Nouvelle-Zélande, les ONG et autres organisations de la société civile spécialisées dans le développement n'ont pour le moment aucune stratégie officielle en matière d'éducation au développement. Un atelier organisé par le ministère de l'Éducation en juillet 2002 a néanmoins ouvert la voie à l'élaboration d'une telle stratégie. Le secteur des ONG est très désireux d'appliquer les pratiques exemplaires d'autres pays de l'OCDE, notamment le Royaume-Uni. Dans cette perspective, d'importantes associations néo-zélandaises ont invité des spécialistes britanniques à présenter leur expérience.

Comme on l'a déjà noté, le principal acteur non gouvernemental de l'éducation au développement est DevZone, qui consacre l'essentiel de son action à ce domaine. Le site Web de l'agence, très complet, offre un bon point de départ aux nouveaux acteurs impliqués dans l'éducation au développement. Les autres ONG qui proposent des activités d'éducation au développement sont World Vision, Christian World Service, Save the Children, Volunteer Service Abroad, Caritas et Christian Children's Fund. Pour certaines de ces organisations, les activités éducatives sont étroitement associées à la collecte de fonds.

Il est à noter que les ONG et les organisations de la société civile se servent souvent des médias pour diffuser l'information et présenter leurs activités éducatives. Un bon exemple : le supplément hebdomadaire "Newspapers in Education" est livré avec plusieurs grands journaux.

Notes

1. L'auteur tient à remercier pour leurs informations et leurs commentaires Rae Julian, Directrice du Council for International Development, et Justine Daw, Responsable des programmes multilatéraux à la New Zealand Agency for International Development/Nga Hoe Tuputupu-mai-tawhiti (NZOID).
2. Webster, P. (2000) "New Zealand" in *The Reality of Aid 2000*, disponible en ligne à l'adresse : www.devinit.org.
3. NZOID (2002), Policy Statement: Towards a safe and just world free of poverty, juillet.
4. UMR Insight Limited (1999), *Overseas Aid: A qualitative and quantitative benchmark study*, août.
5. Communication CID.
6. NZODA Annual Review 1999.
7. NZOID Policy Framework, disponible à l'adresse : <http://www.mft.govt.nz/nzoda/nzoiddrafts/policyframework.html>.
8. NZODA Programme Annual Review 2000: 33.
9. Communication CID.
10. Voir OCDE (2000), *Examen en matière de coopération pour le développement : examen de la Nouvelle Zélande*, OCDE, Paris.
11. NZOID : Draft Business Plan 2002--2003.
12. Communication avec le CID.

Pays-Bas

Henny Helmich*

Contexte

Dans son examen de l'aide néerlandaise en 2001, le Comité d'aide au développement de l'OCDE félicite les Pays-Bas pour être parvenus à maintenir plusieurs années d'affilée un ratio APD/RNB de 0.8 pour cent, alors que le RNB grimpe en flèche. En 2001, les Pays-Bas se sont classés au troisième rang des donateurs bilatéraux les plus généreux (en pourcentage du RNB), l'APD néerlandaise s'élevant à environ 3.8 milliards d'euros. D'après le CAD, ce sont la vigueur et la stabilité du soutien du public et de la classe politique qui ont permis d'obtenir un tel résultat. Le rapport du CAD souligne encore qu'aux Pays-Bas, la coopération pour le développement est non seulement perçue comme un devoir de l'État, mais que « la coopération pour le développement "à la néerlandaise" est profondément enracinée dans la culture du pays, sa survie exigeant la participation active de tous les éléments de la société néerlandaise ». D'après des estimations provenant de travaux de recherche universitaires indépendants¹, en 1999, les ONG et les citoyens néerlandais ont versé jusqu'à 665 millions d'euros au titre de l'aide au développement, soit l'équivalent de 20 pour cent de l'APD. En outre, les résultats d'enquêtes récentes montrent que le public est de plus en plus favorable à une augmentation du niveau d'APD.

Tableau 1. Pays-Bas, dépenses au titre de l'APD

Année	APD totale (Euros)	APD/RNB %
1998	2.919.361.440	0.8
1999	3.126.133.656	0.79
2000	3.517.583.983	0.82
2001	3.771.930.000	0.82
2002*	3.836.812.000	0.8

Source : Ministère néerlandais des Affaires étrangères ; 2002* : estimations.

Encadré 1. Politique intérieure aux Pays-Bas

La fiche sur les Pays-Bas a été rédigée avant les élections nationales de 2001, qui se sont déroulées dans un contexte de troubles politiques très importants. Cette crise a été portée à son paroxysme lors de l'assassinat de Pim Fortuyn, leader d'une formation politique de second plan, Liste Pim Fortuyn (LPF), dans les coulisses d'une émission télévisée nationale sur la campagne en cours. Les scores électoraux ont alors témoigné d'une sorte de glissement de terrain, revirement auquel on pouvait s'attendre dès avant le drame, et imputable à l'accent mis sur des questions comme l'intégration des immigrés, les minorités dans la société néerlandaise, ainsi qu'à un sentiment croissant d'insécurité. La perception d'un manque d'attention accordée à l'éducation et aux services de santé a également pesé dans la balance. L'enquête menée en 2001 par FNUAP/MORI (voir le chapitre 1) annonçait déjà ces tendances : « pour le public néerlandais, les trois problèmes les plus importants auxquels le pays doit faire face sont (1) Le maintien de la loi et de l'ordre/la criminalité (33 pour cent), (2) Les services de santé/les soins/les hôpitaux (33 pour cent), (3) Les relations interraciales/le racisme/les travailleurs immigrés/la politique d'immigration/les immigrants (27 pour cent). Pour autant, la même enquête indiquait également que le niveau de soutien du public néerlandais à la coopération pour le développement était conforme à celui relevé par le NCDO dans son enquête générale de 2002.

Les résultats électoraux ont entraîné la formation d'un gouvernement de coalition, dans lequel la LPF de feu Pim Fortuyn a pris place au sein de la majorité parlementaire, avec le parti libéral-conservateur (VVD) et le parti démocrate-chrétien (CDA). Dans ce gouvernement, pour la première fois en trois décennies, la direction de la coopération pour le développement a vu sa position rétrograder. De cabinet ministériel, elle ne dépend plus que d'un Ministre délégué — d'obédience CDA. Le ratio APD/RNB a cependant été maintenu à 0.8 pour cent.

Cette coalition tripartite ayant été renversée en octobre 2002, de nouvelles élections nationales étaient annoncées pour janvier 2003.

En dépit de l'agitation politique sans précédent qui a marqué cette année, il ne semble pas que le soutien du public à la coopération pour le développement ait faibli. Il n'est que de citer la proposition du leader libéral-conservateur de dépenser, dans les quatre années à venir, 500 millions supplémentaires pour lutter contre le crime, proposition approuvée à 87 pour cent, selon un sondage effectué à cette occasion par le NCDO en octobre 2002 (www.ncdo.nl). Néanmoins, la majorité du public (45 pour cent) s'est opposée à ce que cette proposition soit financée par la croissance indexée sur le budget de l'APD. Une fraction plus réduite (37 pour cent) se dit favorable au transfert ainsi projeté. Qui plus est, une enquête spéciale du NCDO révèle que près de la moitié des Néerlandais (47 pour cent) souhaiterait le retour du Ministre de la Coopération pour le développement au sein du prochain gouvernement, tandis que pour 32 pour cent, le maintien du poste de Ministre délégué n'est pas un problème.

En 2002, une enquête de l'organisme néerlandais indépendant National Committee for International Co-operation and Sustainable Development (NCDO)² a confirmé l'ampleur du soutien du public : il apparaît que près de 80 pour cent de la population sont favorables au maintien ou à l'augmentation de l'APD. Dans cette catégorie, la fraction favorable à l'accroissement de l'APD est passée de 20 pour cent il y a quatre ans à 26 pour cent en 2002, le niveau le plus élevé de ces 25 dernières années. Le pourcentage d'augmentation proposé par ce sous-groupe en 2002 était de l'ordre de 10 pour cent en moyenne. Plus de 70 pour cent de la population pensent que le pays doit conserver son rang parmi les principaux donneurs. Pourtant, les perspectives de croissance de l'économie pour les 10 prochaines années ne sont pas engageantes, et 84 pour cent des Néerlandais sont convaincus de l'impossibilité de faire reculer la pauvreté dans les pays en développement. Plus de 40 pour cent pensent même que le niveau de pauvreté dans le monde va s'aggraver.

Le rapport du Centre de Développement de l'OCDE de 1998 sur l'opinion publique³ indique que le consensus politique grâce auquel les Pays-Bas ont maintenu l'APD à plus d'un pour cent du RNB entre 1980 et 1984, puis à une moyenne de 0.97 pour cent entre 1985 et 1989, s'est affaibli par la suite. Au milieu des années 80, dans un contexte de restriction des dépenses de protection sociale, le Parlement a fixé la nouvelle norme pour l'APD « pure » à 0.8 pour cent du RNB. Un sondage de 1994 montre que le public n'a pas approuvé que le gouvernement ait utilisé le budget de l'APD à d'autres fins. Les ONG ont elles aussi dénoncé ce détournement des fonds de l'aide. Ces critiques ont contribué à la décision du gouvernement de remplacer sa norme antérieure de 1.5 pour cent du revenu national net (pour l'APD et toutes les autres formes d'aide) par l'objectif de 0.8 pour cent pour l'APD « pure ». Face à cet examen ouvertement (auto) critique des politiques et de l'efficacité de l'aide, il semble aussi que le public ait commencé à nourrir des doutes sur les possibilités d'obtenir des résultats tangibles. Dans les années 90, on a donc réexaminé les fondements de la coopération pour le développement aux Pays-Bas et reconsidéré le rôle de l'aide. Depuis 1995, la coopération néerlandaise pour le développement est pleinement intégrée à la politique étrangère. Ainsi, en plus de la gestion de l'APD, le ministre de la Coopération pour le développement s'occupe également de la cohérence de la politique d'aide avec les politiques liées aux échanges, aux flux financiers et à la protection de l'agriculture.

Les organisations de la société civile estiment avoir de solides responsabilités dans le domaine de la coopération pour le développement, qui ne saurait, selon elles, être réservé à l'État. Cela n'empêche pas le gouvernement et les ONG de collaborer activement pour élaborer la politique néerlandaise de coopération (au même titre que les entreprises privées, les municipalités et les établissements universitaires). En outre, la participation active de la société civile néerlandaise à l'élaboration des politiques a un impact direct sur l'intérêt du public pour les politiques d'aide au développement néerlandaises et leurs enjeux.

Le soutien du public à la coopération pour le développement se trouve encore renforcé par les investissements substantiels que consacrent l'État et les ONG à l'éducation au développement — maintien de seize centres régionaux d'activités d'éducation au développement (COSsen), production de supports pédagogiques et publication de plusieurs magazines.

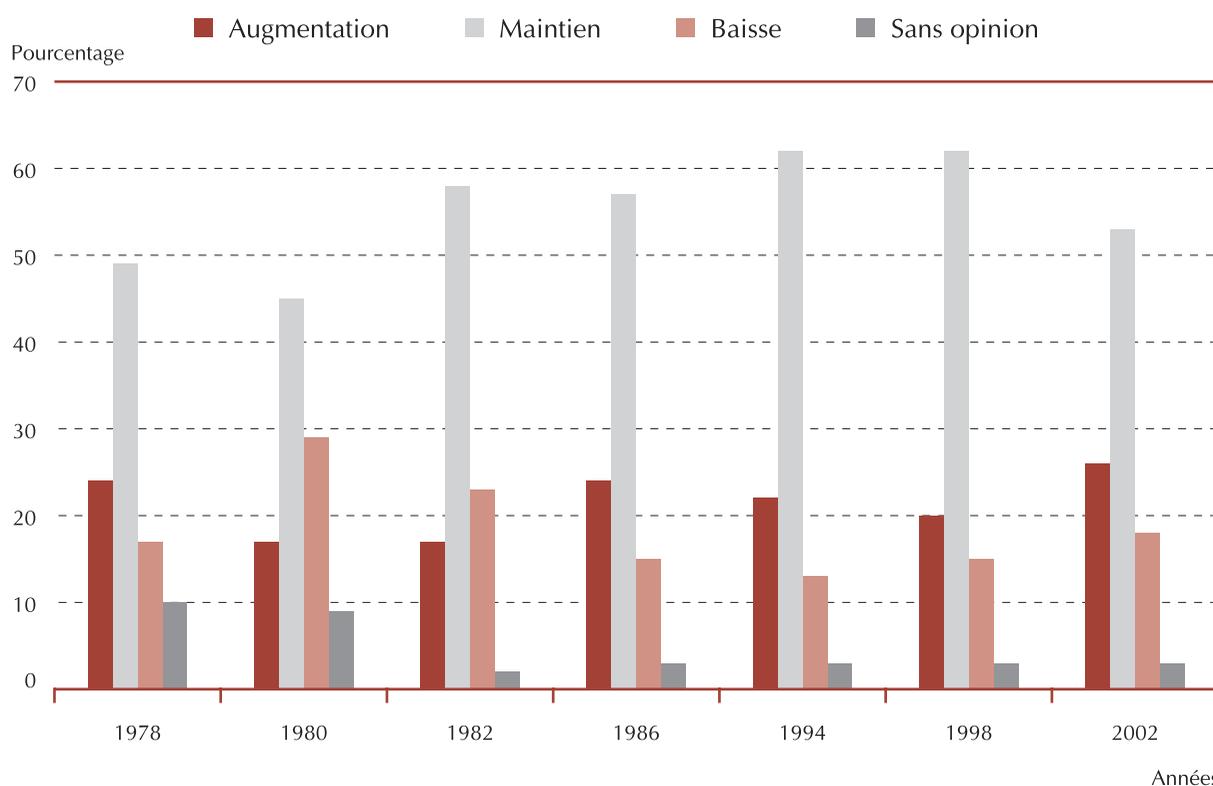
Établi par le gouvernement et la société civile néerlandaise il y a 32 ans, le National Committee for International Co-operation and Sustainable Development (NCDO) est l'un des principaux acteurs de la société civile à œuvrer pour la sensibilisation du public à la coopération pour le développement.

Opinion publique

Les chiffres de l'enquête indépendante réalisée en 2002 par le NCDO, indiquant un soutien de 80 pour cent au maintien ou à l'augmentation de l'APD néerlandaise, confirment une tendance déjà mise à jour en 2000 par un sondage du gouvernement⁴. Les chiffres montrent que la part du public favorable à l'augmentation est passée de 20 pour cent en 1998 à 25 pour cent en 2002 (voir la figure 1).

Presque tous les Néerlandais pensent qu'il est du devoir moral de leur gouvernement de mener une politique active de coopération pour le développement. Les trois quarts étendent cette obligation morale aux Églises, et deux tiers environ aux entreprises et personnes privées. Fait intéressant, 55 pour cent des personnes interrogées estiment en faire assez, et 42 pour cent ne pas en faire assez. Parmi les différents facteurs pouvant inciter le public à agir, on note un déclin significatif du sentiment de culpabilité : de 45 pour cent en 1994, ce facteur est tombé à 29 pour cent en 2002.

Figure 1. Soutien du public néerlandais aux dépenses d'APD, 1978-2002

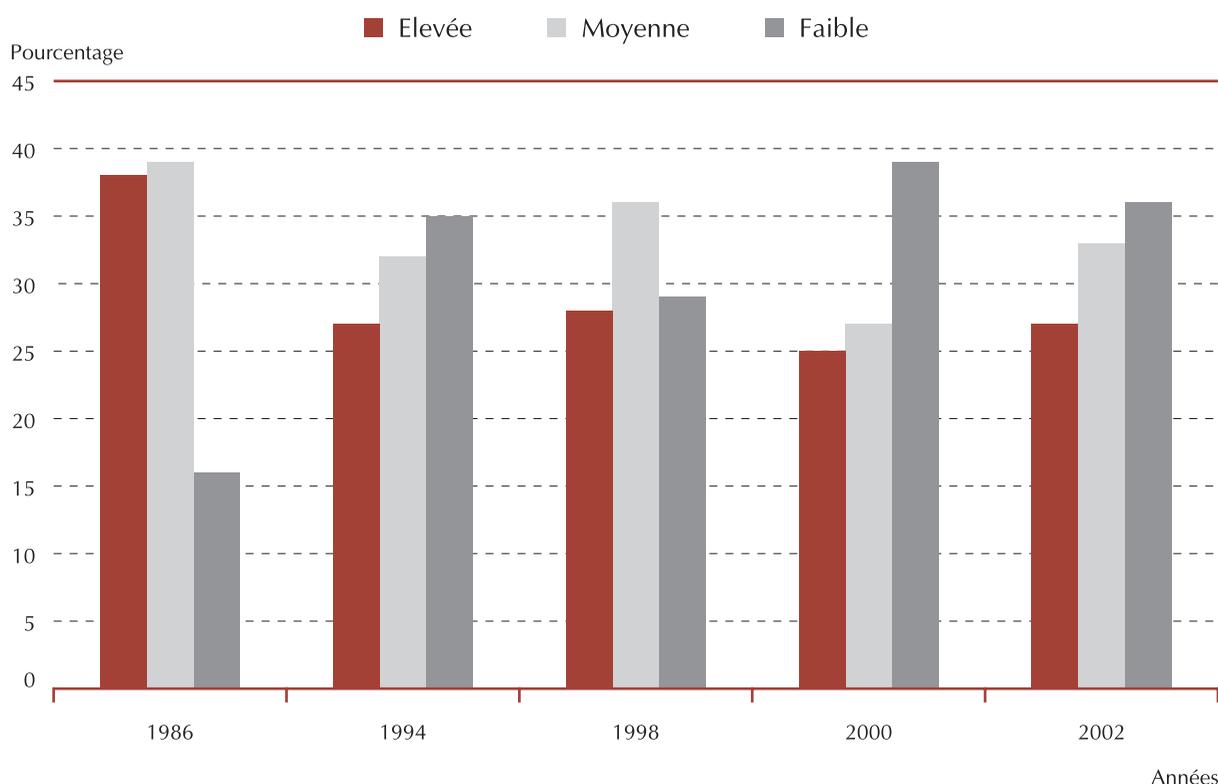


Source : National Committee for International Co-operation and Sustainable Development (NCDO) et confirmé par FNUAP/MORI 2001.

La figure 2 indique qu'en 2000, une part élevée et croissante du public (passant de 29 à 39 pour cent) considère que les ressources de l'APD sont dépensées à mauvais escient, et presque 10 pour cent ont un avis mitigé ou pas d'avis. Le débat intense qui a suivi l'examen scrupuleux, par le public, des dépenses de l'État et des ONG, ces dix dernières années, et de leur efficacité a pu avoir pour effet de déplacer une partie de l'opinion de la catégorie « sans opinion » à la catégorie « avis mitigé ».

Peut-être ce débat a-t-il aussi convaincu un nombre très important de Néerlandais que les ressources ne sont toujours pas utilisées à bon escient. Cependant, la part de la population considérant que les fonds d'aide sont dépensés judicieusement n'a pas beaucoup varié depuis 1994. Cela signifie qu'un débat honnête, fondé sur l'auto-critique, n'a pas terni la réputation de l'aide auprès de ses plus fervents défenseurs, puisque le soutien aux dépenses d'APD a fortement augmenté. Si le public est devenu plus réaliste dans ses attentes vis-à-vis de l'efficacité de l'aide, celle-ci bénéficie d'un soutien de plus en plus massif.

En plus des efforts déployés par l'État, une très large fraction de la population néerlandaise (82 pour cent) estime que l'on peut apporter une contribution personnelle au développement. Les dons privés augmentent, et plus de la moitié des Néerlandais déclarent avoir versé aux initiatives d'aide privées des dons d'une valeur moyenne de 213 euros au cours des 12 derniers mois. Une proportion importante du public a acheté des produits du commerce équitable dans les boutiques spécialisées (44 pour cent), versé une contribution à une ONG de développement ou parrainé un enfant (23 pour cent) ou est membre actif d'une ONG (10 pour cent).

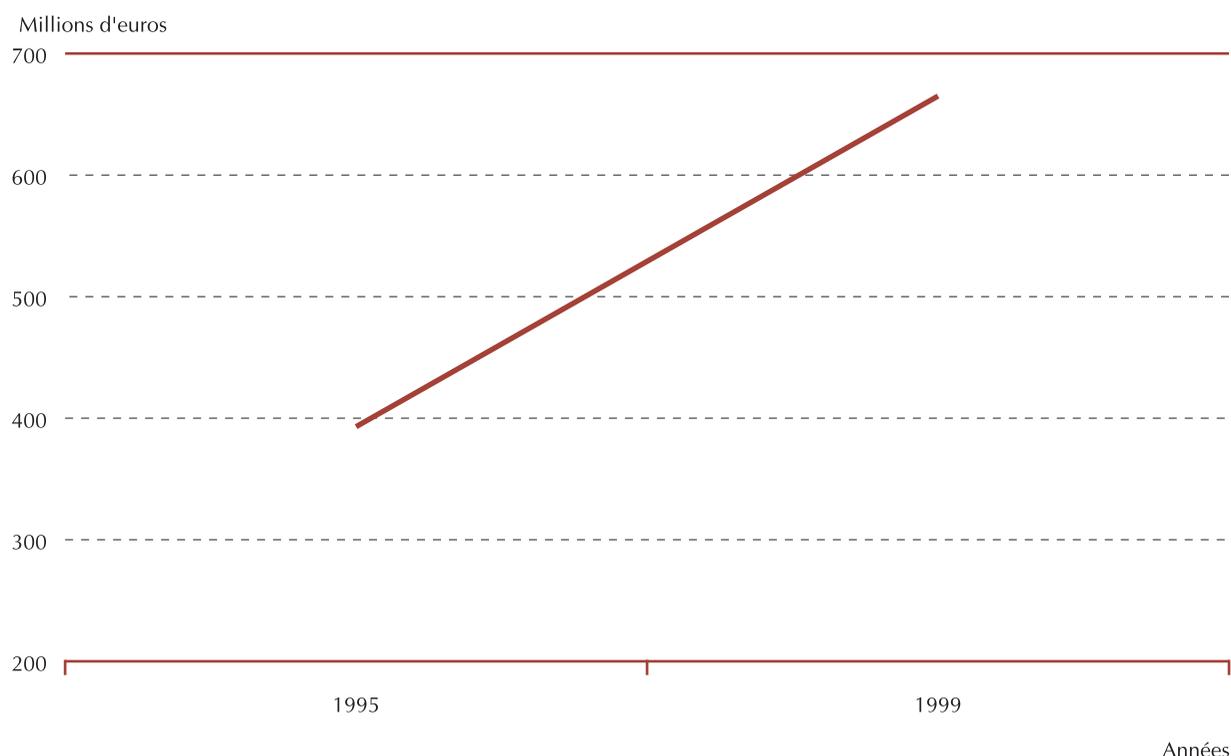
Figure 2. **Opinion des Néerlandais quant à la pertinence des dépenses d'aide, 1986-2002**

Source : Comité national pour la coopération internationale et le développement durable et ministère des Affaires étrangères (2000).

D'après l'édition 2001 du rapport (bisannuel) *Les dons aux Pays-Bas*⁵, les dons privés se sont élevés à un total d'environ 4.5 milliards d'euros en 1999 (1.2 pour cent du RNB). Sur ce montant, 665 millions d'euros (une proportion stable de 15 pour cent des dons privés totaux) sont affectés au développement international, soit une progression de 70 pour cent par rapport aux 393 millions d'euros de 1995 (voir la figure 3). En 1999, le Rapport annuel du CAD évalue les apports complémentaires des ONG de développement à 278 millions de dollars. Cela signifie que les chiffres officiels pourraient sous-estimer de pas moins de 60 pour cent l'effort de financement réel complémentaire des ONG, du fait des fonds levés auprès de sources privées.

Une analyse du profil des personnes donnant pour le développement international montre qu'elles sont mieux organisées sur le plan religieux, plus instruites, plus âgées et mieux rémunérées que les autres. Elles sont également davantage organisées et actives politiquement, faisant ainsi office de courroie de transmission entre le soutien du public et le soutien des partis politiques au développement international. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes dans cette catégorie. *Les dons au Pays-Bas* note également une correspondance entre les dons monétaires et les dons « en temps » (bénévolat). Cela contredit l'idée reçue selon laquelle les personnes verseraient des contributions financières pour compenser une absence d'investissement en temps.

Figure 3. Dons privés aux ONG, 1995 et 1999



Source : Schuyt, Th.N.M. (2001), *Geven in Nederland 2001* (les dons aux Pays-Bas 2001), Houten.

Soutien du public aux politiques de coopération pour le développement et cohérence des politiques

De 1998 à 2002, la politique néerlandaise a évolué pour se concentrer sur une vingtaine de pays récipiendaires affichant un niveau de pauvreté global élevé et un mode de gouvernance relativement satisfaisant. L'allègement de la pauvreté, l'efficacité de l'aide ainsi que l'appropriation des politiques par les pays récipiendaires et la qualité de leur gouvernance sont devenus les principes directeurs de l'APD néerlandaise. Contrairement à ce qui prévaut dans d'autres pays Membres du CAD, ces changements d'orientation sont bien compris par le public et amplement soutenus (par trois quarts environ de la population).

Sur d'autres questions politiques, cependant, les connaissances du public sont plus limitées. Un certain nombre de Néerlandais continuent de penser que l'on peut résoudre les problèmes de développement avec des solutions aussi simples que l'envoi d'experts, d'argent, de vêtements et de denrées alimentaires. En fait, au début de son mandat actuel de quatre ans, le gouvernement a modifié son approche de la coopération, préférant dépêcher moins d'experts dans les pays en développement pour solliciter davantage l'expertise locale. La première réaction du public néerlandais a été hostile à cette nouvelle approche. Cependant, dès l'instant où, à l'occasion du sondage d'opinion, on lui a exposé les motifs du changement d'orientation, le public s'est majoritairement rallié à la nouvelle politique. A peine 2 pour cent de la population identifient spontanément des solutions plus complexes aux problèmes de développement — l'amélioration de la rémunération des producteurs des pays en développement, l'ouverture des marchés de l'OCDE à leurs produits, l'annulation de la dette, voire le contrôle des naissances.

Encadré 2. Les médias et l'opinion publique

Comme dans de nombreux autres pays donateurs, la télévision est aujourd'hui perçue comme la plus importante source d'informations sur le monde par les habitants des Pays-Bas. La commercialisation de la télévision néerlandaise s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de chaînes et d'heures de diffusion. Une étude menée par le NCDO en 1988 répertorie 451 émissions ayant trait au développement (autres que les actualités). En 1994, on en dénombre 461. Dans le même temps, le nombre d'heures de diffusion aux Pays-Bas est passé de 7 000 à plus de 20 000. La proportion d'émissions consacrées au développement sur le nombre total d'émissions a donc fortement décliné entre 1988 et 1994. La moitié des Néerlandais estiment cependant recevoir de la télévision suffisamment d'informations sur les pays en développement, tandis qu'une minorité importante (37 pour cent) ne se juge pas assez informée. Quelque sept pour cent se sentent surinformés dans ce domaine. Quarante-six pour cent des téléspectateurs pensent que l'image des pays en développement véhiculée par la télévision est trop pessimiste et 26 pour cent qu'elle est trop optimiste.

Une moitié du public néerlandais se dit relativement bien informée sur les problèmes des pays en développement, tandis que l'autre moitié déplore le manque d'informations adéquates. En fait, lorsque l'on demande au public d'estimer le niveau de richesse ou de pauvreté d'une région en développement donnée par rapport aux Pays-Bas, les réponses témoignent en général d'une large surestimation. Par exemple, le pouvoir d'achat en Inde et en Chine est surestimé d'un facteur six, au Kenya d'un facteur huit, au Nigeria d'un facteur dix et au Surinam (ancienne colonie néerlandaise, dont une grande partie de la population vit aux Pays-Bas) d'un facteur 25. Les estimations du niveau de richesse des États-Unis et du Japon sont en revanche généralement correctes.

Depuis quelques années, le souci de cohérence des politiques, qui recouvre notamment l'ouverture accrue des marchés néerlandais aux produits des pays les moins avancés, est une priorité claire du gouvernement. Ce dernier porte également une grande attention à la levée des politiques agricoles protectionnistes. En règle générale, l'opinion publique néerlandaise approuve ces priorités : 40 pour cent sont favorables à l'entrée en franchise de droits des produits des pays en développement, même si cela doit se faire au détriment de l'emploi aux Pays-Bas et léser les agriculteurs nationaux. Malgré tout, une majorité de 52 pour cent reste opposée à l'ouverture complète des marchés néerlandais.

Le sondage de 2002 a été effectué au moment de la campagne pour les élections nationales, qui a fait une large place aux thèmes de l'immigration et des demandeurs d'asile aux Pays-Bas. La moitié des Néerlandais pensent que plus d'aide entraîne moins d'immigration, tandis que 8 pour cent sont convaincus du contraire. Deux ans plus tôt, le NCDO a publié les résultats d'un sondage auprès des jeunes faisant apparaître une large surestimation du nombre d'immigrants aux Pays-Bas.

L'attitude des jeunes

En 2000, le NCDO a examiné l'opinion et les connaissances des jeunes gens (de 17 à 27 ans) à l'égard du développement et des pays en développement⁶. Les résultats indiquent que plus de la moitié des personnes interrogées ont l'intention de vivre et travailler à l'étranger pendant une période plus ou moins longue, et un tiers souhaiterait que ce soit dans un pays en développement. Ils préféreraient que leur travail soit rémunéré, et la plupart sont convaincus de l'utilité de leur présence pour la population des pays en développement. Presque tous les jeunes pensent qu'il est possible d'aider les pays en développement depuis les Pays-Bas. Un tiers agit dans ce sens.

Sensibilisation du public et éducation au développement

L'État néerlandais soutient de longue date les activités de sensibilisation du public à la coopération pour le développement. Il a toujours consacré à ce poste un budget par habitant supérieur à celui de la plupart des autres Membre du CAD. Le dernier rapport sur l'opinion publique (1998) fait état de dépenses équivalant à 0.56 pour cent de l'APD en 1996. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation et à l'information sur le développement ont augmenté depuis, atteignant 0.6 pour cent de l'APD en 2001 (environ 32.9 millions d'euros, voir le tableau 2). Deux tiers environ de ce montant (22.5 millions d'euros) ont été spécialement affectés aux cinq organisations de cofinancement et au NCDO pour des activités d'éducation au développement. Ce chiffre inclut également le magazine *Sam Sam*.

Tableau 2. **Dépenses publiques consacrées à l'éducation et à l'information sur le développement aux Pays-Bas, 1998-2002^a**

Année	Millions d'euros Total éd / info dév	Millions d'euros Éd dév	Millions d'euros Information	% Éd dév / APD	% Info / APD	millions Population	Euros Éd dév / habitant	Euros Info / habitant
1998	27.69	19.23	8.45	0.66	0.29	15.86	1.22	0.54
1999	28.88	18.90	9.98	0.60	0.32	15.86	1.19	0.63
2000	30.61	20.64	9.96	0.59	0.28	15.98	1.29	0.62
2001	32.87	22.52	10.35	0.60	0.27	16.10	1.40	0.64
2002*	33.58	22.83	10.74	0.60	0.28	16.12	1.42	0.67

a. Les dépenses d'éducation au développement couvrent le budget du NCDO, le magazine *Sam Sam*, les travaux sur la nature et l'environnement et 2.5 pour cent de l'allocation aux cinq organisations de cofinancement. Les dépenses d'information sur le développement incluent le budget de l'information du ministère de la Coopération pour le développement et 2.5 pour cent de l'allocation aux cinq organisations de cofinancement.

Source : Ministère des Affaires étrangères, *2002 : estimations.

Le gouvernement lui-même organise des réunions publiques sur différents aspects des politiques de coopération pour le développement et publie le mensuel gratuit *Internationale Samenwerking*, qui compte 100 000 abonnés. En fait, la presse écrite est un canal d'information privilégié pour les pouvoirs publics. Par exemple, l'autre magazine d'information mensuel, *Sam Sam* [Ensemble], destiné au grand public, est distribué auprès de plus de 500 000 enfants du primaire, un troisième magazine s'adressant aux élèves du secondaire. La SNV, qui a fait partie du gouvernement jusqu'en 2001 avant de devenir une organisation indépendante financée par l'État, publie une revue trimestrielle consacrée à la politique de développement, *Vice-Versa*, dont le coût d'abonnement annuel est de 15 euros. Depuis quelques années, on entend dire dans certains milieux politiques que ces publications gratuites et subventionnées livrent une concurrence déloyale au mensuel indépendant *Onze Wereld* [Notre monde], qui survit tant bien que mal grâce à l'abonnement collectif de NOVIB.

Le rôle éminent du NCDO

Établi en tant que fondation indépendante en 1970, le Comité national pour la coopération internationale et le développement durable (NCDO) réunit un grand nombre de représentants de la société civile néerlandaise, y compris des syndicalistes et des membres du secteur privé. Le NCDO joue un rôle majeur dans l'éducation au développement, encourageant et soutenant les initiatives de sensibilisation du public. Il distribue également les fonds publics auprès d'un large éventail d'organisations. En 2001 et 2002, le NCDO a reçu de l'État environ 15 millions d'euros par an au titre d'un programme d'activités d'éducation et de sensibilisation au développement courant sur quatre ans.

Les activités de sensibilisation du NCDO sont axées sur trois thèmes : les règles de droit international et les droits de la personne, les relations économiques et financières internationales équitables, et les politiques de coopération pour le développement cohérentes, basées sur les droits qui permettront d'atteindre le plus rapidement possible les Objectifs du millénaire fixés par l'ONU.

Le NCDO entretient par ailleurs un débat public sur la coopération pour le développement. Par exemple, en 2001, il a organisé un débat public entre les acteurs de la société civile à l'occasion des séances publiques de l'examen de l'aide néerlandaise par le CAD. Au cours de ces séances, la ministre de la Coopération pour le développement a débattu de sa politique avec ces acteurs, en présence des examinateurs du CAD.

Encadré 3. Kleine Plaatselijke Activiteiten

Le programme KPA [*Kleine Plaatselijke Activiteiten*, (Petites activités locales)], qui encourage la participation directe de la population néerlandaise au développement, est une activité particulièrement performante du NCDO. Depuis les années 1994–95, où le NCDO l'a pris en charge, le programme s'est rapidement développé : le nombre de projets a plus que doublé et le budget est passé de 1.13 million d'euros à plus de 4.5 millions d'euros en 2001.

Quant au fonctionnement : le KPA aide des groupes locaux et régionaux à lever des fonds pour des projets particuliers menés à l'étranger ; ces projets servent ensuite de point d'appui pour stimuler l'intérêt, la compréhension et l'engagement du public. Une fois qu'un projet remplit les critères spécifiés, le NCDO couvre 50 pour cent de ses coûts. Il finance également certains travaux promotionnels et éducatifs.

Les groupes qui participent à l'initiative KPA sont plus souvent issus de clubs de services (tels que le Rotary) que d'organismes déjà associés au développement (tels que les groupes de soutien des ONG). Ce fonctionnement permet de faire participer un public plus large et donne la possibilité aux citoyens ordinaires de prendre part à l'élaboration des projets d'aide. C'est un bon moyen pour motiver les participants, tout particulièrement à une époque où la programmation de plus en plus « professionnelle » des ONG rend le bénévolat difficile.

Société civile

La société civile, qui inclut les ONG humanitaires et de développement mais aussi un large spectre d'autres organisations, joue un rôle très actif dans la coopération pour le développement, démontrant que, aux Pays-Bas, ce n'est plus le territoire réservé des ONG de développement.

Aux Pays-Bas, des centaines d'ONG plus ou moins importantes opèrent dans le domaine de la coopération internationale et du développement durable. Elles n'hésitent pas à collaborer étroitement, comme l'atteste la vaste campagne nationale *Wereldburgers* [Citoyens du monde] organisée en 2001–2002 à la veille des élections législatives. A cette occasion, près de 70 groupes de la société civile ont créé une plate-forme collective pour inciter les candidats à prendre conscience de leurs responsabilités au regard du monde.

De multiples institutions, syndicats, autorités locales, autorités portuaires, établissements scolaires, organisations de policiers, juristes et associations d'entrepreneurs abordent le développement international dans le cadre de leurs activités régulières. On estime que par ce biais, 1.7 million de citoyens néerlandais participent, directement ou indirectement, aux activités de développement international.

Néanmoins, dans cette société civile très active, plusieurs ONG jouent un rôle particulièrement important. Une cinquantaine d'ONG nationales plus petites gèrent des programmes de développement sur le terrain mais mènent également des actions de *lobbying* et de persuasion, des campagnes et des activités d'éducation. L'État subventionne ces activités à hauteur de 100 millions d'euros, dont une partie est affectée à la sensibilisation du public néerlandais.

Encadré 4. Soutien du secteur privé : 25 ans d'expérience du NMCP

Depuis 1978, dans le cadre du Netherlands Management Cooperation Programme (NMCP), des conseillers de haut niveau ayant travaillé dans le secteur privé néerlandais partent en mission auprès d'entreprises et d'organisations des régions en développement et d'Europe de l'Est. Leurs analyses, délivrées gratuitement, sont censées favoriser l'émergence de l'économie libre de marché dans les pays en développement et en transition. Sur les 3 428 conseillers disponibles, un grand nombre ont déjà travaillé dans les pays où le NMCP est actif et connaissent les conditions et les habitudes locales. Le NMCP entretient des liens étroits avec le VNO-NCW, la principale organisation patronale néerlandaise, qui apporte un soutien financier au programme. Le gouvernement néerlandais et la Commission européenne fournissent au NMCP l'essentiel de ses fonds. C'est en fonction des orientations de la politique officielle néerlandaise que le NMCP choisit les pays où il envoie ses experts.

Les conseillers du NMCP ont mené à bien 1 719 projets en 2001, dont 268 en Afrique, 445 en Asie et au Proche-Orient, 836 en Europe centrale et orientale et 170 en Amérique latine. Plus de 30 pour cent des projets ont été réalisés dans le secteur agro-alimentaire. Les autres secteurs de prédilection sont le tourisme (155 projets), la gestion (financière) et les technologies de l'information et des communications (82), l'industrie chimique (64) et l'éducation et la formation (57). Une évaluation indépendante a permis de constater que ces activités directes de conseil par des spécialistes de haut niveau sont très efficaces.

Source : NCDO.

Les Cinq Grands

Les cinq organisations nationales de cofinancement, NOVIB, Cordaid, ICCO, HIVOS et la section néerlandaise de Plan International sont des acteurs de poids dans ce domaine. En 2001, l'État leur a octroyé un total de 323 millions d'euros pour leurs activités nationales et internationales. Point très important, il a été convenu entre le gouvernement et ces organisations que cinq pour cent de ce soutien financier pourraient être consacrés à l'éducation, à l'information et au *lobbying* en matière de développement. Par ailleurs, ces organisations s'emploient activement à collecter des fonds complémentaires auprès du public néerlandais. Elles sont très ancrées dans la société néerlandaise, que ce soit par le biais des Églises, des liens sociaux ou de l'humanitarisme.

Ces organisations perçoivent aussi des subsides de la Loterie nationale du Code postal, devenue une importante source de financement ces dernières années. La Loterie fait don de ses gains (177 millions d'euros en 2001) à plusieurs acteurs clés de la société civile tels que NOVIB, Médecins sans frontières Pays-Bas et l'UNICEF pour leurs travaux sur le développement, l'environnement, l'aide aux réfugiés et les droits de la personne. Elle contribue à sensibiliser le public aux problèmes de développement et à la question de l'efficacité de l'aide par le biais d'une émission télévisée très populaire, qui délivre aux téléspectateurs des informations et des rapports sur ses activités. Enfin, elle soutient sa propre organisation indépendante, la Fondation DOEN. Dotée d'un budget d'environ 22 millions d'euros, la Fondation DOEN met en place des programmes de développement novateurs et gère un portefeuille croissant d'initiatives de micro-crédit dans des pays en développement.

En 2001, l'organisation catholique Cordaid a reçu des dons privés, provenant de 450 000 familles, d'une valeur approximative de 36 millions d'euros. Selon ses dires, elle compterait 1 200 groupes de soutien locaux et des dizaines de milliers de bénévoles. Au sein de l'organisation Cordaid, trois autres ONG plus importantes collectent des fonds : Vastenactie (Campagne de Carême), Memisa et « Mensen in Nood ».

En 2001, NOVIB, issue de la démocratie sociale, a collecté 18 millions d'euros auprès de quelque 234 000 donateurs privés. D'après les chiffres disponibles, elle investirait environ 4 millions d'euros dans l'éducation au développement et 2 millions d'euros dans les actions de persuasion et de *lobbying*. NOVIB a reçu de la Loterie nationale du Code postal près de 16 millions d'euros.

ICCO, profondément enracinée dans la communauté protestante, coopère étroitement avec d'autres organisations de ce secteur telles que Agriterra, Wild Geese, Kerkinactie, Prisma et Edukans. Ces ONG comptent trois millions de membres et, en 2001, ont reçu 96 millions d'euros de 650 000 donateurs privés. En 2001, ICCO a consacré 4 millions d'euros à l'éducation au développement et 2.5 millions d'euros aux actions de persuasion et de *lobbying*.

L'association humaniste HIVOS travaille avec quelque 25 partenaires néerlandais dans des domaines tels que la santé, le VIH/SIDA, les droits de la personne, le commerce équitable, le développement durable et l'utilisation des nouveaux médias, les TIC, Internet, la poésie et le cinéma du développement. En 2001, elle a dépensé 249 000 euros aux Pays-Bas pour des actions de *lobbying* et de persuasion, dont une partie par l'intermédiaire de ses partenaires. En 2001, HIVOS a reçu 2.6 millions d'euros de dons privés. En outre, elle a obtenu un crédit de 8.6 millions d'euros auprès du « Plan Nord-Sud » — un programme de crédit novateur, consacré à des activités économiques dans le Sud et exploité conjointement par HIVOS et la Triodos Bank. Ce crédit est financé par l'épargne déposée sur le Compte Nord-Sud par les militants de HIVOS.

Le membre le plus récent du groupe des cinq, la section néerlandaise de Plan International, a reçu 76 millions de dons privés en 2001 et déclare avoir consacré approximativement 2 millions d'euros aux activités d'information et de sensibilisation.

Chacune des cinq organisations s'expose aux critiques du public, qui leur reproche à l'occasion d'utiliser les fonds recueillis non pas pour financer des opérations dans les pays en développement mais pour organiser de nouvelles collectes de fonds et activités de sensibilisation aux Pays-Bas. Ce problème a été partiellement résolu lorsque le gouvernement, convaincu de l'utilité de ces organisations pour l'éducation au développement, a décidé en 2001 qu'elles pourraient consacrer 5 pour cent au maximum des fonds publics à des activités d'éducation au développement et de persuasion. A un autre niveau, la nouvelle division du travail entre ces grandes ONG et leurs homologues du Sud, où les secondes demandent de plus en plus aux premières de s'attacher à réformer des politiques économiques erronées, confère aux ONG néerlandaises un rôle de persuasion plus fort dans le Nord. Par ailleurs, la source de financement complémentaire octroyée par l'État permet aux ONG de libérer une partie des dons privés pour les employer à d'autres fins.

Conclusion

Notre Rapport de 1998 sur l'opinion publique aux Pays-Bas⁷ posait la question suivante : « Dès lors que l'aide n'est plus présentée simplement en termes humanitaires mais comme un élément d'une réponse complexe à un monde globalisé, faut-il craindre une montée du scepticisme quant à l'impact de l'aide, que ce soit parmi les décideurs ou dans le grand public ? »

Dans le cas des Pays-Bas, la réponse semble être « non ». Leaders d'opinion et décideurs exercent une vigilance étroite sur la politique néerlandaise d'aide et de coopération pour le développement, mais le consensus politique pour maintenir l'aide au-dessus du niveau fixé par l'ONU n'est pas menacé. En fait, ce consensus s'est renforcé. Même si des doutes persistent quant à l'impact de l'aide, le soutien du public au sens large reste très élevé comme l'attestent les sondages, le montant des dons volontaires et la participation active d'un public de plus en plus étendu. Cette réaction favorable des Néerlandais montre que l'adoption d'attentes plus réalistes quant aux résultats de l'aide au développement n'a pas entamé le soutien à l'accroissement des efforts d'aide. Le seul problème est que la part de la population auparavant « sans opinion » semble avoir rejoint le clan des opposants à la poursuite des politiques actuelles. Le gouvernement et les ONG du pays continuent d'investir dans des activités professionnelles d'information et de sensibilisation du public à la coopération pour le développement. Dans cette perspective, ils ne cherchent pas à éluder certaines questions très délicates, notamment lorsqu'ils tentent de faire passer les « sans opinion » de la catégorie des opposants à celle des sympathisants. Pour les décideurs des cercles gouvernementaux et non gouvernementaux, le défi fondamental des années à venir consistera à démontrer l'efficacité de leurs efforts d'aide au développement et à améliorer la cohérence de leurs politiques pour faire reculer la pauvreté dans les pays en développement.

La question qu'il faut se poser maintenant est : les décideurs vont-ils en revenir à la publication de rapports simplistes sur les résultats de l'aide ou bien continuer à investir dans un débat « adulte » qui permette au public de juger avec réalisme les politiques de coopération pour le développement ? A cet égard, la capacité du pays à se rapprocher de manière tangible de l'objectif défini par l'ONU pour 2015 — une réduction de moitié du niveau de pauvreté — constituera probablement un test décisif.

Notes et références

- * Politologue, directeur du *Dutch National Committee for International Co-operation and Sustainable Development* (NCDO). L'auteur s'estime entièrement responsable du contenu de cet article mais tient à remercier Piet van Harn du NCDO pour son travail sur la mesure du soutien du public néerlandais et ses commentaires sur ce chapitre. Par ailleurs, il exprime toute sa gratitude à Marleen Monster/Lex van der Burg du ministère des Affaires étrangères, Hans Kruijssen (Cordaid), Annick Schmeddes (ICCO), Stefanie Jeukens (HIVOS), Piet van der Velde (NOVIB), Marleen van Bladeren (PLAN-NL) et Mark Rietveld (GOM, secrétariat des cinq organisations de cofinancement), pour leur participation à la collecte et au calcul des données.
1. Schuyt, Th.N.M., 2001, *Geven in Nederland 2001 (Les dons aux Pays-Bas 2001)*, Houten.
 2. NCDO (2002), Amsterdam, avril.
 3. Randel, J. et T. German, "The Netherlands" in : Smillie, I. et H. Helmich (1998), *L'opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement ,OCDE, Paris.
 4. Enquête du ministère des Affaires étrangères (2000), décembre.
 5. Schuyt (2001).
 6. NCDO (2000), Amsterdam, octobre.
 7. Randel, J. et T. German (1998) *op. cit.*

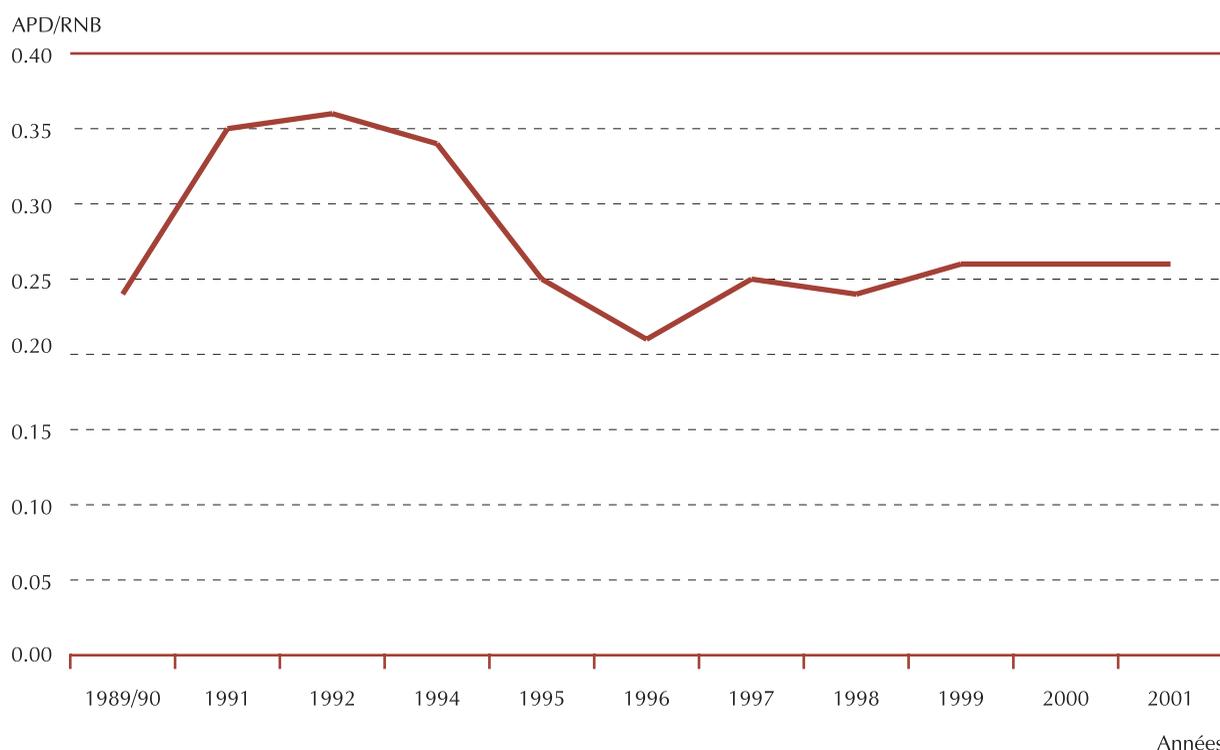
Portugal

Miguel da Silva* et Liam Wegimont¹

Contexte

La politique de coopération pour le développement du Portugal est largement basée sur les liens culturels, linguistiques et économiques que le pays entretient avec ses anciennes colonies². Cependant, la coopération portugaise pour le développement s'est récemment étendue à d'autres pays d'Afrique subsaharienne, qui reçoivent une attention moindre mais néanmoins significative. En termes de ratio APD/RNB, le Portugal se classe en 2001 au quinzième rang parmi les donateurs du CAD (0.25 pour cent)³. Si certaines ONG de développement reconnaissent les efforts déployés par le pays pour rationaliser l'aide⁴, d'autres lui reprochent son incapacité à atteindre les niveaux d'APD fixés comme objectifs. Le volume de l'aide portugaise a fluctué entre un point culminant de 0.36 pour cent du RNB en 1992 et un point bas de 0.21 pour cent en 1996. Il s'élève à 0.25 en 2001 (voir la figure 1).

Figure 1. L'APD portugaise en pourcentage du RNB pour une sélection d'années



Source : Rapports annuels sur la coopération pour le développement de l'OCDE.

L'examen réalisé par le CAD en 1997 formulait plusieurs critiques à l'encontre de l'aide portugaise : poids excessif de l'aide liée, ciblage insuffisant sur la pauvreté et manque de coordination. Sur tous ces points, le Portugal a accompli des progrès au cours des dernières années. Les commentateurs des ONG reconnaissent eux-mêmes que la politique portugaise de coopération pour le développement s'est sensiblement améliorée depuis 1997. Par exemple, un Conseil ministériel de la coopération pour le développement a été créé en août 1998 pour faciliter la coordination. L'ICP (Institut de coopération portugais), qui dépend du ministère des Affaires étrangères (MAE), s'est doté de services transversaux travaillant sur les questions d'égalité hommes-femmes, d'allègement de la pauvreté et d'éducation⁵. Publié par le Conseil des ministres portugais, le document d'orientation – *La coopération portugais au seuil du 21ème siècle*⁶ marque une étape importante en ce qu'il axe la politique de coopération pour le développement du Portugal sur les priorités et les besoins des pays récipiendaires, le principe de partenariat et la lutte contre la pauvreté.

Ce texte indiquait par ailleurs que le gouvernement portugais s'engageait à atteindre un ratio APD/RNB de 0.36 pour cent d'ici l'exercice budgétaire de 2000 et l'objectif de 0.7 pour cent fixé par l'ONU d'ici 2006. Étant donné que les dotations à l'APD pour 2000 et 2001 ont été maintenues à 0.26 pour cent, il est permis de douter que cet objectif sera atteint à l'échéance prévue.

Ce n'est qu'assez tardivement que le nombre d'ONG de développement portugaises s'est accru (à partir du milieu des années 80) — même si quelques ONG internationales et organisations liées à l'Église catholique opéraient déjà dans ce domaine avant 1974. Le soutien du gouvernement aux ONG de développement, traditionnellement faible, a été renforcé en 1997 au moment de la publication par l'ICP et l'organisme-cadre des ONG portugaises d'un document d'orientation définissant les principes de financement, de dépenses et d'évaluation des activités des ONG.

La coopération portugaise a évolué de manière positive et le public portugais se montre solidaire envers les pays en développement, en particulier les pays lusophones. On estime qu'après la décolonisation, plus d'un million de personnes originaires de ces pays se sont installées au Portugal. Plus récemment, les Portugais ont donné un autre témoignage de leur solidarité en soutenant massivement le Timor-Oriental lors de son accession à l'indépendance et des élections qui ont suivi.

Opinion publique

Les informations sur le soutien des Portugais à la coopération pour le développement sont rares. De fait, aucune structure officielle n'œuvre pour la constitution d'un échantillon nationalement représentatif, la réalisation d'enquêtes régulières et de recherches qualitatives. Il s'agit là d'une lacune sérieuse, en particulier à la lumière de l'objectif déclaré du gouvernement portugais de faire passer l'APD à 0.7 pour cent d'ici 2006. Toutefois, d'après le CAD (OCDE, 2001), « des mesures ont eu cours pour instituer de tels sondages ».

Malgré l'absence de recherches spécifiques, on peut glaner des informations sur le soutien du public auprès de diverses sources complémentaires. Les ONG ont effectué quelques travaux sur l'opinion publique. Par exemple, AMI⁷ fait réaliser chaque année un sondage d'opinion de taille modeste mais pertinent sur les questions de développement⁸. L'analyse comparative des données d'Eurobaromètre 1996 et 1998 permet également de dégager certaines tendances générales qui dessinent une image plus complète de l'opinion publique à l'égard de la coopération pour le développement. Enfin, les travaux détaillés et significatifs d'ITECA sur la perception qu'ont certains agents publics locaux des programmes de coopération décentralisée auxquels ils participent dressent un portrait fascinant d'un segment particulier, motivé, du public militant.

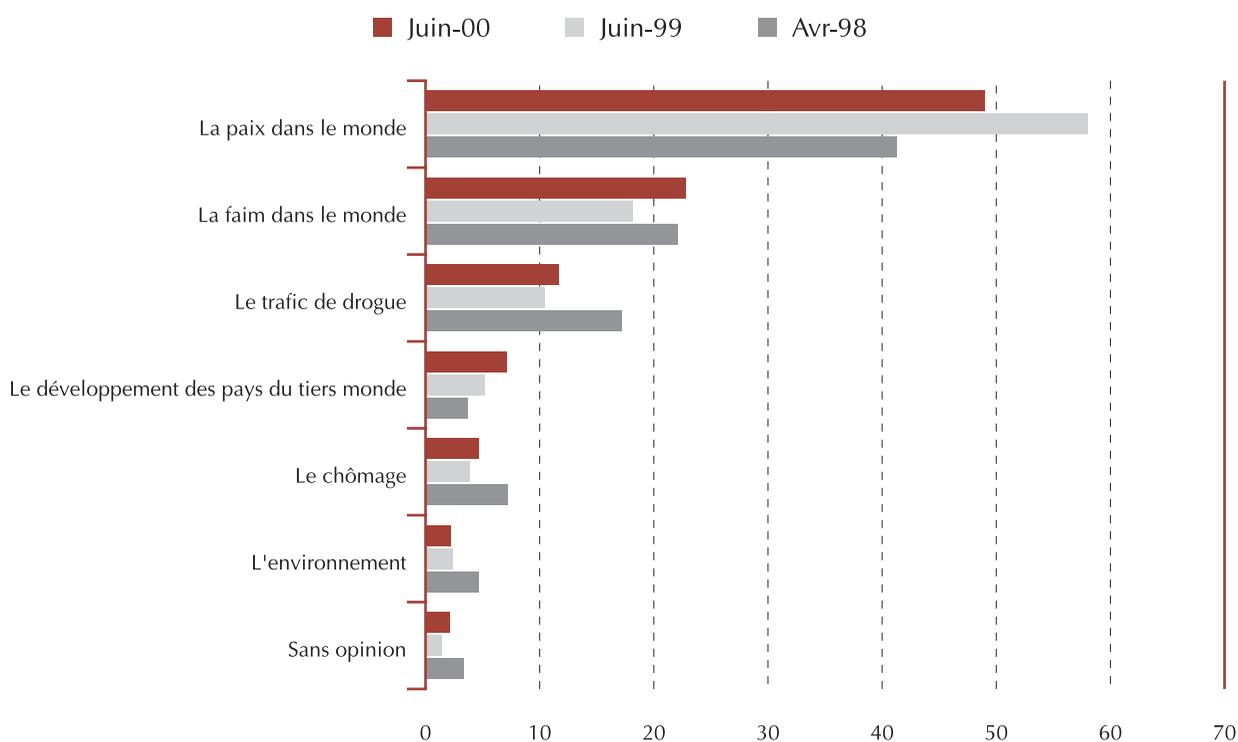
En dépit de leur portée restreinte et de leurs limitations méthodologiques⁹, les recherches d'AMI fournissent des informations importantes sur les perceptions et l'opinion du public vis-à-vis d'un certain nombre de problèmes de développement. En revanche, elles ne nous renseignent pas sur le soutien des Portugais aux programmes publics d'aide, ni sur leurs connaissances à ce sujet. La

comparaison détaillée des résultats de 1998 à 2000 est instructive. Interrogés sur les thèmes mondiaux qui leur paraissent prioritaires, un nombre croissant de Portugais citent sans hésitation la paix dans le monde, suivie de près par le problème de la faim. Il est possible que l'expression de la solidarité avec les victimes du conflit du Timor-Oriental ait produit un impact majeur sur l'opinion publique portugaise au milieu de 1999 ; il va sans dire que les médias, qui dépeignent souvent des pays en développement en proie à la guerre et à la famine, ont également une influence.

Cette période a vu une baisse statistiquement significative du pourcentage de Portugais identifiant le trafic de drogue comme un problème mondial majeur. Par ailleurs, tandis qu'une fraction minimale et décroissante de l'opinion range l'environnement parmi les thèmes mondiaux qui réclament des solutions, une part très réduite mais croissante du public classe « le développement des pays du tiers monde » dans cette catégorie (voir la figure 1).

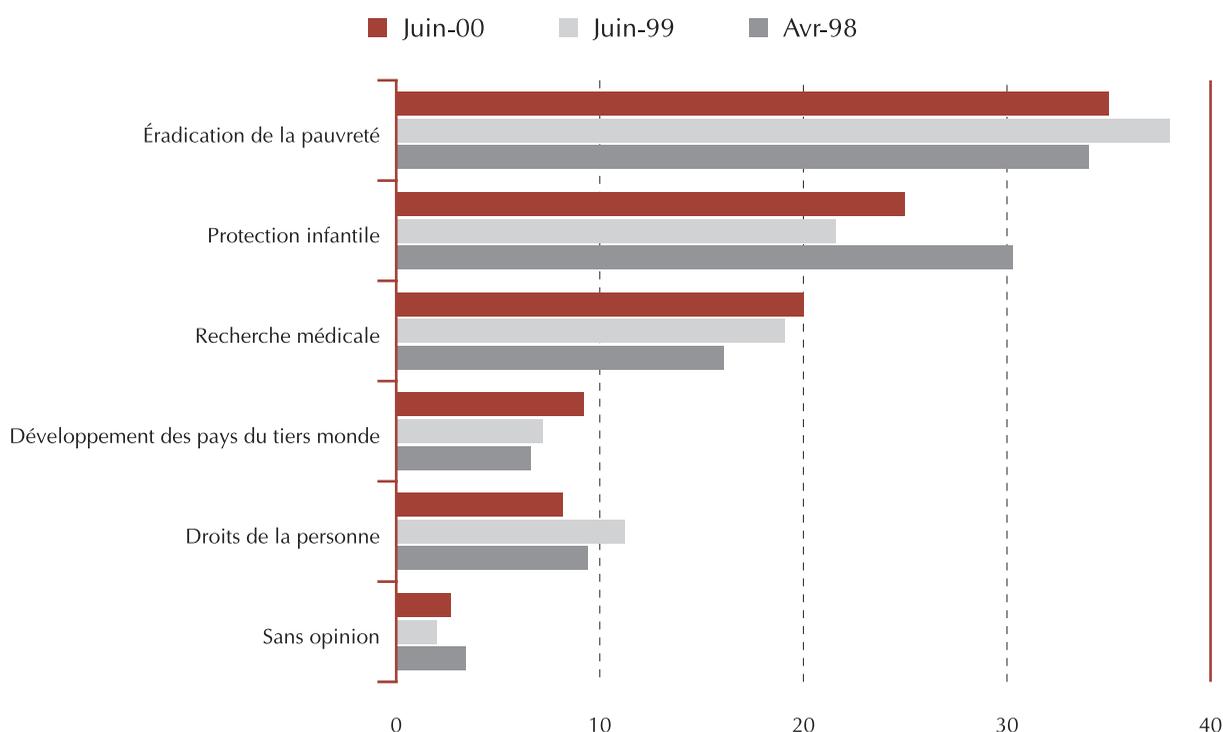
Lorsqu'on lui demande quel doit être l'objectif prioritaire de la coopération pour le développement (voir la figure 2), le public portugais répond en majorité « l'éradication de la pauvreté ». Cette opinion coïncide avec les priorités déclarées du gouvernement portugais et pourrait faciliter leur mise en œuvre. La deuxième priorité du public est la protection infantile, ce qui est intéressant compte tenu de l'absence, dans l'APD portugaise, de volet explicitement ciblé sur les enfants ou de politique favorisant la participation des enfants (il est possible, cependant, que cette perception soit liée à la couverture du problème par les ONG et les médias, et notamment à l'utilisation d'images associant les enfants au sous-développement)¹⁰.

Figure 2. Principaux thèmes mondiaux identifiés par les Portugais, 1998-2000 (pourcentage)



Source : Ami/Marktest, Fonebus Nacional, juin 2000, juin 1999 et avril 1998.

Figure 3. Objectifs privilégiés pour l'aide, 1998-2000 (pourcentage)



Source : Ami/Marktest, Fonebus Nacional, juin 2000, juin 1999 et avril 1998, Portugal.

Conjointement à l'augmentation régulière du pourcentage de Portugais identifiant le développement des pays tiers monde comme un objectif majeur, l'importance accordée à l'éradication de la pauvreté démontre que les Portugais sont sensibles aux problèmes humanitaires et de développement.

Le soutien du public à l'aide étrangère est élevé (Eurobaromètre, 1999). Près de 30 pour cent des Portugais interrogés considèrent l'aide comme « très importante » et 48 pour cent comme « importante » (soit plus de trois quarts d'opinions favorables sur le principe). Plus de la moitié de la population souhaite que le niveau d'aide (de 1998) « augmente beaucoup » ou « augmente », et seuls 16 pour cent voudraient qu'il « diminue » ou qu'il « diminue fortement ». Il faut cependant noter que 31 pour cent des personnes interrogées se déclarent « sans opinion ». Ce chiffre, qui représente près du double du niveau de 1996, pourrait traduire une certaine apathie dans la population.

L'étude d'ITECO

ITECO, un laboratoire de réflexion sur le développement basé à Bruxelles, a réalisé à la demande de la Commission européenne une étude comparative des attitudes¹¹, dans le contexte des programmes de coopération décentralisée mis en œuvre par les autorités locales. L'objectif de cette étude était d'identifier les attitudes, opinions et perceptions des agents publics locaux impliqués dans la coopération pour le développement. Bien entendu, les résultats ne rendent pas compte de l'opinion publique générale mais seulement d'un groupe de professionnels informés et expérimentés¹².

Ces recherches font clairement apparaître que les agents publics locaux de Lisbonne et Setúbal, comprenant certaines des causes complexes du sous-développement, sont considérablement moins tentés d'en rendre les victimes responsables par des postulats racistes. La plupart abordent la coopération pour le développement dans une perspective essentiellement humanitaire, même si deux tiers pensent que la coopération implique également des relations commerciales avec les pays en développement. Ils se montrent très critiques quant à l'efficacité de l'aide et estiment que le meilleur moyen de l'améliorer serait de soutenir les ONG (93 pour cent), le MAE (90 pour cent) et les agences de l'ONU (88 pour cent).

Le débat public sur la coopération pour le développement

Le débat public sur les questions de coopération internationale est globalement limité. Il est le plus souvent associé aux pays PALOP, ce qui montre l'intérêt des Portugais pour leurs anciennes colonies.

Le thème de l'actualité internationale qui a été le plus largement débattu au Portugal est la situation du Timor-Oriental. Un puissant mouvement de sympathie s'est élevé dans le pays au cours des années 90, pour culminer à l'automne 1999. Le 8 septembre 1999, dans les rues de Lisbonne, plusieurs centaines de milliers de Portugais ont formé une chaîne humaine entre six ambassades impliquées dans la crise du Timor-Oriental pour exprimer leur solidarité et demander justice.

Par ailleurs, la Conférence de Monterrey de mars 2002 a suscité quelques discussions dans le public portugais, plus spécialement en rapport avec la participation du Secrétaire d'État portugais aux Affaires étrangères et à la Coopération.

Sensibilisation du public et éducation au développement

La communauté des ONG et le ministère de l'Éducation — en particulier l'Institut pour l'innovation pédagogique et le Secrétariat à l'éducation multiculturelle (*Entreculturas Secretariat*) — sont actifs en matière d'éducation multiculturelle et au développement. Les initiatives de l'ICP sont en revanche plutôt limitées (OCDE, 2001). Une proportion appréciable de la population portugaise étant originaire d'anciennes colonies, la plupart des projets d'éducation aux questions mondiales visent à promouvoir la tolérance et la compréhension des caractéristiques culturelles spécifiques des différentes communautés d'immigrants.

ICP (Institut de coopération portugais)

L'ICP a financé quelques séminaires et films, sponsorisé la publication de documents sur des thèmes pertinents et récompensé des universitaires pour leur travaux sur la coopération pour le développement. Récemment, il a ouvert un centre de documentation, publié des rapports financiers sur l'aide portugaise depuis 1997 (qui ne sont pas accessibles gratuitement au public) et lancé un nouveau site Internet délivrant des informations sur les activités de coopération au développement et sur les pays récipiendaires (OCDE, 2001). Cependant, en comparaison de ce qui se fait dans la plupart des autres Membres du CAD, les efforts d'information sur la coopération nationale pour le développement, de sensibilisation et de renforcement du soutien du public sont plutôt limités.

Le CAD a formulé la recommandation suivante :

Le gouvernement devrait se pencher sur la nécessité d'informer davantage le public. Pour ce faire, il lui faut : a) consacrer un budget suffisant à l'éducation du public ; b) affecter à ces activités des ressources humaines adéquates ; et c) élaborer une stratégie d'information qui permette de renforcer le soutien du public à cette nouvelle vision et aux questions transversales qu'elle recouvre. Les thèmes centraux auxquels le public doit être sensibilisé sont la lutte contre la pauvreté et le développement durable.

Les autorités devront par ailleurs mener des recherches sur les attitudes du public pour étayer ces stratégies futures et comprendre la nature du soutien et le comportement du public portugais.

Le Portugal est devenu plus dynamique en matière d'éducation au développement. En 2001, l'ICP a demandé au CIDAC, une ONG, de mener une étude sur le soutien à l'éducation au développement au Portugal. Il ressort de cette dernière que le gouvernement devrait accroître son soutien financier à l'éducation au développement et, dans cette perspective, mettre en place des structures adéquates.

Enseignement formel

En créant un lien entre les écoles, l'administration, la recherche et la promotion des politiques, l'Institut pour l'innovation pédagogique joue un rôle fondamental. Il participe à de nombreux projets d'éducation globale qui ont trait, par exemple, à l'instruction civique, à la formation aux droits de la personne ou à l'environnement.

Deux décrets-lois de 2001¹³ portant sur la réorganisation des programmes de l'enseignement de base et la révision des programmes de l'enseignement secondaire insistent sur le fait que la préparation à la citoyenneté doit être un principe de base pour l'élaboration des programmes scolaires. Les programmes de l'enseignement de base se sont ouverts à des sujets échappant aux disciplines traditionnelles, et occupant un créneau à part entière de l'emploi du temps des élèves et des enseignants. Ces mêmes décrets-lois insistent sur la formation continue des enseignants, qui doit répondre aux besoins des établissements. Ils mettent également l'accent sur des thèmes hors matières traditionnelles comme la formation civique.

ONG

Il existe de nombreux projets d'éducation globale au Portugal. Pour autant, force est de constater que, pour des raisons diverses, ces initiatives mettent du temps à se faire remarquer des professionnels, sans même parler du grand public. Néanmoins, des efforts sont mis en œuvre pour attirer l'attention sur les pratiques exemplaires. Par exemple, le site portugais « de citoyenneté » (créé dans le cadre du « Projet sur l'éducation à la citoyenneté démocratique » du Conseil de l'Europe), qui opère dans des contextes formels et non formels, identifie et met en valeur les pratiques exemplaires dans ce domaine.

La contribution d'ONG telles que le CIDAC et OIKOS au soutien et à la coordination des activités d'éducation globale au Portugal mérite aussi d'être signalée. Grâce à leur travail de diffusion des pratiques exemplaires, des partenariats et des réseaux de coopération ont pu être établis. Ces ONG encouragent également écoles et organisations à élaborer des projets et des méthodes globale novateurs.

Enfin, le Conseil national de la jeunesse du Portugal (CNJ) élabore des protocoles bilatéraux et multilatéraux avec des associations de jeunesse du Sud et intervient en faveur des jeunes dans des situations spécifiques. Il coordonne l'éducation au développement entre les organisations de jeunesse et encourage la participation des jeunes à la politique de développement, en particulier dans les pays lusophones. Dans un acte symbolique fort, le CNJ a décidé de consacrer un pour cent de son budget à des projets d'éducation au développement (le programme « un pour cent ») en espérant que cela incitera le gouvernement à atteindre l'objectif fixé par l'ONU pour l'APD.

Notes

- * Miguel da Silva est le coordinateur de la Semaine de l'éducation à la citoyenneté mondiale du Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe.
1. Les auteurs expriment leur reconnaissance aux personnes suivantes pour leurs commentaires précieux sur les versions antérieures du texte : Susana de Sousa, AMI (*Assistência Médica Internacional*) ; Luís Macara, CIDAC (*Centro de Informação e Documentação Amílcar Cabral*) ; Maria João Marques, Teresa Taborda et Edite Singens, ICP (*Instituto da Cooperação Portuguesa*) ; et João José Fernandes et Rita Veiga, OIKOS.
 2. En particulier les cinq pays africains de langue officielle portugaise (PALOP) : Angola, Mozambique, Sao-Tomé-et-Principe, Guinée-Bissau et Cap Vert ; et la communauté étendue des pays lusophones, représentés par la CPLP (Communauté des pays de langue portugaise).
 3. Voir www.OECD.org/DAC
 4. Voir, par exemple, Ferro, Maria do Céu, OIKOS (2000).
 5. Le ministère des Finances joue également un rôle important dans la gestion de l'APD portugaise. Par exemple, l'intervention du ministère des Finances en faveur de l'allègement de la dette des pays PALOP a représenté 44 pour cent de l'aide au développement en 1998 et 1999, ce qui équivaut à sept fois le niveau moyen du CAD durant la même période.
 6. Résolution du Conseil des Ministres n° 43/99 ; 18 mai 1999, disponible en ligne à l'adresse : www.instcoop.pt/estrategia.doc
 7. AMI, Assistance médicale internationale, est une ONG de développement portugaise.
 8. Voir Ami/Markttest, *Fonebus Nacional*, juin 2000, juin 1999 et avril 1998. A l'aide de techniques d'entretien téléphonique assisté par ordinateur, une enquête est menée auprès d'échantillons nationalement représentatifs et équilibrés en termes de sexe, de lieu de résidence, d'âge (plus de 18 ans) et de profil socio-économique (800, 800 et 1 000 participants en 2000, 1999 et 1998 respectivement).
 9. Pour une discussion détaillée des limitations de ce type de recherche quantitative, voir Helmich, H. (1997) et E. O'Loughlin *et al.* (2000).
 10. Voir Burman, E. (1994), qui indique : « L'utilisation des enfants dans les campagnes d'appel à la générosité du public reproduit le modèle colonial paternaliste, dans lequel des volontaires adultes proposent leur aide et leur savoir au Sud infantilisé. Ces enfants sur lesquels nous nous apitoyons...sont tenus à une distance raisonnable...leurs souffrances suscitent notre compassion, mais en aucun cas notre soutien à...la lutte active ».
 11. Enquête de la Commission européenne sur l'opinion des fonctionnaires locaux à l'égard du développement humain, de la coopération décentralisée et de la lutte contre l'exclusion sociale, menée en Belgique, en Italie et au Portugal. Au Portugal, l'enquête a été effectuée par l'ACEP (*Associação de Cooperação Entre os Povos*) entre mars et juin 1997, à Lisbonne (ville comptant le plus grand nombre de projets décentralisés) et Setúbal (qui a l'expérience des projets menés auprès des groupes défavorisés).
 12. Pour une analyse de la relation entre le public « général » et « actif », voir Neuman (1986).
 13. Décrets-lois n° 6/2001 et n°7/2001.

Références

- AMI/MARKTEST (1998, 1999 et 2000), Fonebus Nacional, Lisbonne
- AN OVERVIEW OF INSTITUTIONAL SUPPORT FOR GLOBAL EDUCATION (2001), Portugal, rapport provisoire à l'EFIL, Lisbonne.
- BURMAN, E. (1994) "Innocents Abroad: Western Fantasies of Childhood and the Iconography of Emergencies", in *Disasters*, Volume 18. n° 3.
- DE LA FUENTE, A. (1999), "Cooperação sim, descentralizada melhor", in CIDAC, Cooperação Intermunicipal no Quadro da Cooperação Descentralizada, CIDAC, Lisbonne.
- DO CÉU FERRO, M. (2000), "Portugal", in *The Reality of Aid 2000*, Earthscan, Londres.
- « Éducation à la citoyenneté démocratique » (2001), Portugal, rapport du groupe portugais participant à ce projet du Conseil de l'Europe, Lisbonne.
- HELMICH, H. (1997), *International Development Co-operation in Transition: The Challenge to Increase Public Support*, document présenté à la Conférence européenne sur le soutien du public à la coopération internationale, Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
- LADEIRO MONTEIRO, R. (2001) *A África na Política de Cooperação Européia*, Instituto Superior de Ciências Sociais e Políticas, Lisbonne.
- Neuman, W.R. (1986), *The paradox of mass politics: Knowledge and opinion in the American electorate*, Harvard University Press, Cambridge (MA).
- NOBRE, F. (1999), "A CIM e a política de cooperação para o desenvolvimento" in CIDAC, Cooperação Intermunicipal no Quadro da Cooperação Descentralizada, CIDAC, Lisbonne.
- OCDE, *Rapports annuels sur la coopération pour le développement 1989–2001*, OCDE, Paris.
- OCDE (1997), *Série des examens en matière de coopération pour le développement 1997, n° 22 "Portugal"*, OCDE, Paris.
- O'LOUGHLIN, E. et al. (2000), *Irish Attitudes Towards Overseas Development*, DEFY Research Series n° 2, DEFY, Dublin.
- PAES PARENTE, G. (1999), "Portugal", in *The Reality of Aid 1998/1999*, Earthscan, Londres.
- VEIGA, R. (2001), "Portugal", in *the Reality of Aid 2001*, disponible en ligne à l'adresse : www.realityofaid.org.

Royaume–Uni

Ida Mc Donnell

Contexte

Avec un volume d'APD de 4.6 milliards de dollars en 2001, le Royaume–Uni occupe le quatrième rang des donateurs du CAD. Dans son Livre blanc sur le développement international, *Eliminating World Poverty: Making Globalisation Work for the Poor* (2000), le gouvernement s'est engagé à porter le ratio APD/RNB à 0.33 pour cent en 2003/04 puis progressivement à 0.7 pour cent. Le Chancelier de l'Échiquier a renforcé cet engagement en juillet 2002, en fixant l'objectif de 0.4 pour 2005–06. Ces dernières années, le ratio APD/RNB est tombé de 0.27 pour cent en 1998 à 0.24 pour cent en 1999, avant de remonter à 0.32 pour cent en 2000 et 2001.

Tableau 1. Prévisions pour l'APD britannique, 2002-2006

	2002-03	2003-04	2004-05	2005-06
APD britannique totale (millions de £)	3 420	3 669	4 131	4 902
APD en proportion du RNB (%)	0.32	0.33	0.35	0.40

Source : Communiqué de presse du DFID, "Further Boost to Aid Budget", 15 juillet 2002.

Créé en 1997, le *Department for International Development* (DFID) a beaucoup influencé la politique de coopération pour le développement¹, en choisissant de se concentrer sur l'éradication de la pauvreté et la réalisation des Objectifs de développement du millénaire. Par ailleurs, il a largement contribué à une plus grande prise en compte du développement au Royaume–Uni. Une coordination efficace s'est mise en place entre le Secrétaire d'État au développement international et le Chancelier, qui a pris la tête de la communauté internationale dans la lutte contre la pauvreté infantile² et dans l'initiative d'annulation de la dette.

Les sondages montrent que le soutien du public au développement international est solide et stable. Les Britanniques continuent de verser des dons généreux aux ONG, et suite aux campagnes des ONG et à des initiatives telles que *Comic Relief*, ils sont devenus plus sensibles à des questions spécifiques comme l'annulation de la dette³ et le commerce équitable. Des célébrités et des membres de la famille royale se sont publiquement engagés sur des thèmes comme les mines anti-personnel et le travail des enfants. Cependant, à l'instar d'autres pays du CAD, le public a une connaissance et une compréhension limitées du développement international.

Le CAD (OCDE, 2001) note que, dans le contexte de la politique de coopération ambitieuse du Royaume-Uni et en dépit du soutien élevé à l'aide publique aux pays en développement :

Les modalités de plus en plus sophistiquées et ambitieuses, selon lesquelles l'aide peut être fournie en appui à une multitude de stratégies de lutte contre la pauvreté relevant pleinement des pays récipiendaires, peuvent faire de la sensibilisation du public une tâche plus complexe.

Le DFID s'efforce de consolider le soutien du public pour « instiller une note plus optimiste et positive dans la manière dont le public appréhende le développement [afin de] générer la volonté politique internationale indispensable à la réalisation des objectifs⁴ ». Les sièges de certaines des ONG internationales les plus importantes, telles que *Oxfam* et *Amnesty International*, sont basés au Royaume-Uni, et les ONG britanniques sont dans l'ensemble très populaires. Les Centres d'éducation au développement (*Development Education Centres*) et les groupes de revendication jouent un rôle majeur dans la sensibilisation du public.

Opinion publique

Le DFID fait réaliser des sondages d'opinion annuels réguliers depuis 1998. Six enquêtes représentatives ont été effectuées à sa demande entre 1998 et 2001.

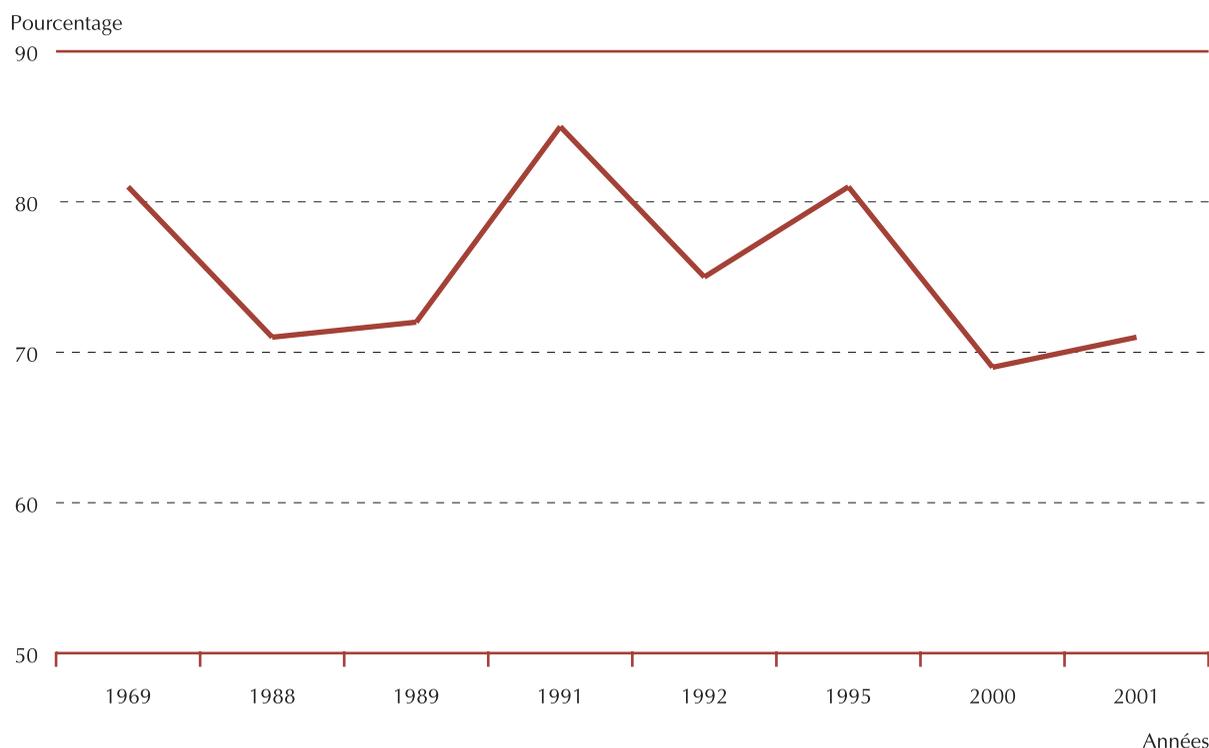
Depuis le premier sondage d'opinion en 1969 (voir la figure 1), le soutien du public à l'aide britannique aux pays en développement est élevé et généralement stable (entre 70 et 80 pour cent d'opinions favorables en moyenne). Les principales motivations citées par les personnes interrogées sont d'ordre moral ou humanitaire et, depuis une date plus récente, liées à l'intérêt personnel. De plus en plus, le public semble reconnaître le rôle du secteur privé dans les pays en développement⁵. Cela étant, la connaissance et la compréhension du développement international et des objectifs de développement international (un pour cent des personnes interrogées en 2001) sont restreintes.

Les sondages récents révèlent un grand intérêt pour des questions comme la dette, le commerce équitable, les mines anti-personnel et le travail des enfants — intérêt étroitement lié au travail de sensibilisation des organisations de la société civile du Royaume-Uni. En revanche, l'opinion est peu au fait des questions relatives à l'interdépendance économique, à la nature multidimensionnelle du développement ou au déclin du volume global d'APD, lorsqu'elle n'a pas des avis contradictoires sur ces questions.

Le soutien au volume d'APD s'est avéré à peu près stable entre 1998 et 2001 (voir la figure 2), même si l'on note un léger recul en 1999. Fait intéressant et qui différencie quelque peu le pays des autres Membres du CAD, le soutien à l'APD décline légèrement (même si près de trois quarts de la population y sont toujours favorables), tandis que le ratio APD/RNB augmente. La coexistence d'un soutien élevé et d'un volume d'APD en hausse depuis plusieurs années pourrait impliquer qu'il existe une corrélation positive entre le soutien à l'accroissement de l'aide et l'engagement des pouvoirs publics à consacrer davantage de fonds à l'aide au développement⁶.

La comparaison des sondages effectués en 1999, 2000 et 2001⁷ fait apparaître une certaine cohérence dans l'opinion, mais aussi de légers changements. L'opinion sur le volume de dépenses que le gouvernement devrait consacrer à la lutte contre la pauvreté dans les pays en développement est stable : dans chaque sondage, 43 pour cent des personnes interrogées estiment que le volume de dépenses est à peu près adéquat et 30 pour cent qu'il est trop faible. Et pour 68 pour cent des personnes interrogées, l'éradication de la pauvreté dans les pays en développement est une question d'ordre moral. Les changements concernent les réponses à la question sur l'interdépendance : le pourcentage de personnes qui supposent pouvoir être personnellement affectées par la pauvreté dans les pays en développement est de 41 pour cent en 1999, 37 pour cent en 2000 et 35 pour cent en 2001. Le pourcentage de personnes convenant que la pauvreté dans les pays en développement risque de nuire aux intérêts du Royaume-Uni est de 65 pour cent en 1999, 61 pour cent en 2000 et 60 pour cent en 2001 (dont environ 10 pour cent de personnes intimement convaincues).

Figure 1. Le soutien du public britannique à l'aide aux pays en développement, 1969-2001

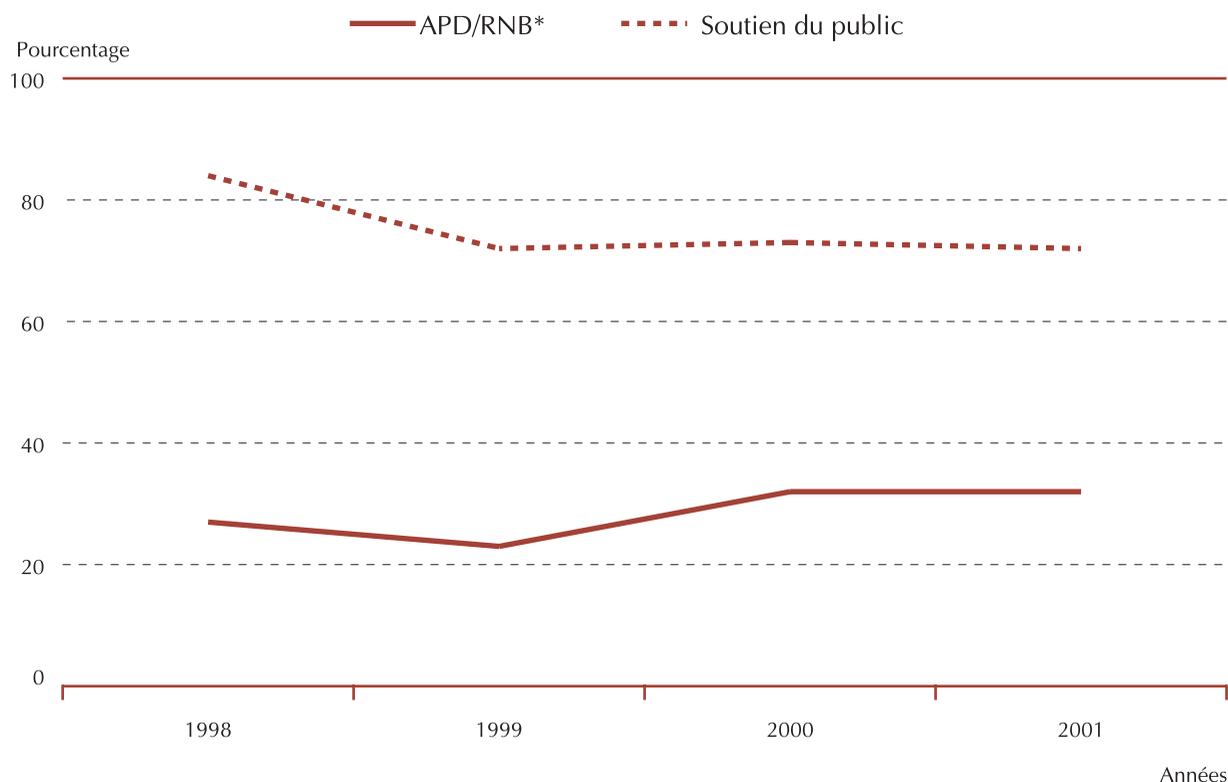


Sources : Rauta, I (1969), Social Survey Division of the UK Office of Population Censuses and Surveys; Smillie, I. and H. Helmich (dir. pub.) (1998) données des années : 1988, 1989, 1991 et 1995. DFID (2000a), *Public Attitudes on Development; beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries*, July 2000, disponible à www.dfid.gov.uk DFID, (2001), *Public Attitudes on Development; beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries*, July 2001, disponible à www.dfid.gov.uk

L'écart entre le pourcentage de personnes supposant pouvoir être affectées personnellement par la pauvreté et celui, plus élevé, des personnes qui anticipent un impact sur le pays en général est intéressant. D'après German et Randel⁹, il faut interpréter ces résultats avec prudence. En effet, les réponses dépendent de la formulation des questions et de la date à laquelle elles sont posées : par exemple, des événements tels que la soirée *Comic Relief* ou les attentats du 11 septembre peuvent facilement biaiser les résultats. A en croire des travaux récents sur l'attitude des syndicalistes, le public se percevrait de plus en plus comme partie intégrante de l'économie mondiale et se sentirait de plus en plus affecté par les questions internationales — même s'il n'a pas une idée précise de la manière dont fonctionnent ces liens d'interdépendance.

Quant à savoir *en quoi* la pauvreté dans le monde risque d'affecter le Royaume-Uni, 25 pour cent des personnes qui ont participé à l'enquête de l'ONS sur les adultes en 2000 citent « le coût financier de l'aide ou de l'annulation de la dette pour le Royaume-Uni », et 15 pour cent (22 pour cent en 2001, selon la même source) l'afflux croissant « d'immigrants et de réfugiés ». Les formes de soutien aux pays en développement les plus fréquemment mentionnées en 2000 sont le soutien financier (71 pour cent), la réduction des guerres et des conflits (68 pour cent), l'augmentation des échanges commerciaux et des investissements (59 pour cent) et l'annulation de la dette (56 pour cent).

Figure 2. Le soutien du public britannique au volume d'APD et ADP en pourcentage du RNB, 1998-2001



Note : * Le RNB est corrigé de deux points décimaux.

Sources : DFID (2000a), Summary of Key Findings from Qualitative and Quantitative Research Among the Public and Opinion Leaders, available online at: www.dfid.gov.uk/public/news/survey_keyresearch.html, DFID (1999), ONS Omnibus Survey Module 236: Poverty in Developing Countries, available online at www.dfid.gov.uk. DFID (2000b), *Public Attitudes on Development; beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries*, Juillet 2000, available online at www.dfid.gov.uk. DFID (2001), *Public Attitudes on Development; beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries*, Juillet 2001, available online at www.dfid.gov.uk.

Les Britanniques ont le sentiment de pouvoir agir contre la pauvreté (une attitude à laquelle le dynamisme de la société civile et la popularité des ONG ne sont pas étrangers) : près d'un tiers des participants aux enquêtes de l'ONS de 2000 et 2001 estiment que l'on peut aider les habitants des pays pauvres en faisant pression sur les dirigeants politiques. De plus, en 2000, 86 pour cent des personnes interrogées pensent être elles-mêmes en mesure de faire quelque chose pour les habitants des pays pauvres. Une proportion légèrement inférieure a d'ailleurs l'intention d'agir dans ce sens dans les 12 prochains mois, par exemple en versant des dons (63 pour cent) et en achetant des produits du commerce équitable (43 pour cent).

L'attitude des jeunes

Dans une enquête de référence réalisée en 2000 auprès des élèves de l'enseignement secondaire, 10 pour cent des jeunes déclarent « en savoir beaucoup » et 69 pour cent « avoir quelques connaissances » sur les pays en développement — contre 12 et 61 pour cent respectivement en 2001. Dans l'ensemble, 69 pour cent des élèves se disent préoccupés par la situation des pays en développement (contre 64 pour cent des personnes interrogées en 2000 pour l'enquête sur les adultes). Le pourcentage est néanmoins tombé à 56 pour cent dans l'enquête de 2001.

Encadré 1. L'opinion publique et les médias

En 2000, le DFID a mené une enquête intitulée *Viewing the World*, qui a consisté à examiner sur une période de trois mois la couverture des pays en développement par la télévision britannique, l'attitude des décideurs des médias vis-à-vis de cette couverture et les réactions des téléspectateurs. Il apparaît que la représentation donnée des pays en développement est déséquilibrée, les actualités couvrant essentiellement les catastrophes, les événements insolites et les visites de personnalités occidentales. Le nombre d'émissions consacrées à des thèmes internationaux a fortement diminué depuis 1990 et une part croissante du temps de diffusion est consacrée à des émissions sur les voyages et la nature. Les décideurs des médias reconnaissent que la télévision joue un rôle important d'information sur le monde. Cependant, doutant que les émissions sur les pays en développement intéressent les téléspectateurs, ils craignent que leur diffusion ne fasse baisser l'audimat. Les téléspectateurs identifient la télévision comme une source d'informations majeure sur les pays en développement mais, à cause de la manière dont les informations sont présentées, ont une image négative de ces pays. D'après l'étude, les téléspectateurs ne comprennent pas les problèmes de développement, en particulier tels qu'ils sont exposés dans les actualités. Une étude menée par le VSO (*Voluntary Service Overseas*) dresse un constat encore plus affligeant que celui du DFID : « les Britanniques ont une image négative et inexacte des pays en développement. Une majorité écrasante pense que ces pays vivent dans une situation d'apocalypse permanente ; et pourtant, la moitié seulement du public souhaiterait avoir une image plus complète montrant les points positifs comme les points négatifs ».

Sources : DFID (2000), *Viewing the World: A study of British television coverage of developing countries* (2001), Londres, Crown copyright, VSO, *The Live Aid Legacy: The Developing World Through British Eyes*, cité dans un article de BBC NEWS du 7 Janvier 2002, "UK sees poor as victims"; consultable en ligne à l'adresse : <http://news.bbc.co.uk>.

Interrogés sur leurs sources d'information sur les pays en développement, les élèves ont cité la télévision (83 pour cent) et la presse écrite (70 pour cent). Trente pour cent des élèves utilisent Internet, 49 pour cent d'entre eux pour faire leurs devoirs. Curieusement, 47 pour cent seulement des participants ont cité, parmi leurs sources d'information, les cours scolaires — alors que 57 pour cent mentionnent les émissions télévisées pour les enfants et 50 pour cent les « œuvres de bienfaisance ». Les élèves souhaiteraient être mieux informés par leurs professeurs — 36 pour cent ; la télévision — 35 pour cent ; la presse écrite et Internet — 31 pour cent. S'agissant de l'interdépendance, 77 pour cent des élèves semblent conscients que la pauvreté dans les pays en développement a un impact plus ou moins important sur le Royaume–Uni. Lorsqu'on leur demande d'indiquer en quoi les habitants du Royaume–Uni pourraient être affectés, la grande majorité des élèves est incapable de donner une réponse spontanée. Cela confirme⁹ que les jeunes gens doivent eux aussi être sensibilisés aux questions d'interdépendance mondiale.

Dons du public

Le soutien du public mesuré à l'aune des dons volontaires semble également solide et stable.

Parmi les organisations de la société civile britannique particulièrement actives dans la collecte de fonds, il faut citer *Comic Relief*, une association fondée par des comédiens populaires et soutenue par des milliers de célébrités, qui utilise la comédie et l'humour pour faire passer des messages sérieux. *Comic Relief* participe à des activités de lutte contre la pauvreté au Royaume–Uni et dans les pays en développement. Tous les deux ans, elle organise la journée « Nez Rouge », une campagne de collecte nationale qui se termine par un show télévisé appelant à la générosité du public. En 2001, cette campagne a récolté 52 millions de livres. Le succès non démenti des campagnes de *Comic Relief* auprès du public donne une preuve supplémentaire de la stabilité du soutien à la lutte contre la pauvreté et à la justice dans le monde.

Le *National Council for Voluntary Organisations* (NCVO) constate néanmoins que le total des dons volontaires a fléchi de 5.2 milliards de livres en 1995 à 4.6 milliards de livres en 1996, déclin qu'il attribue aux contributions supplémentaires versées par la *National Lottery*. La part des dons destinée aux ONG « d'aide au tiers monde et de lutte contre la faim » est restée constante à environ 10 pour cent. Après le creux du milieu des années 90, le volume de dons a renoué avec la croissance pour atteindre 5.8 milliards de livres en 2000, un niveau similaire à celui de 1993¹⁰.

Le débat public sur la coopération internationale

La campagne *Jubilee 2000* sur l'allègement de la dette a remporté un franc succès auprès du public et a certainement joué un rôle dans la décision du gouvernement britannique de renoncer au remboursement de la dette de 41 des pays les plus pauvres du monde, le Chancelier expliquant qu'« *il était temps de faire en sorte que les pays riches ne puissent plus tirer aucun bénéfice de la dette des pays les plus pauvres* »¹¹. Le succès de la campagne — qui a mobilisé plus d'un million de citoyens britanniques — a été attribué à la collaboration qui s'est instaurée entre des ONG, l'Église, rock-stars et leaders d'opinion, ainsi qu'au soutien des médias. Un autre facteur de réussite a résidé dans le fait que le message avait un sens pour le public (il n'était pas question de charité mais de justice) et que la solution était relativement simple (l'annulation de la dette)¹². Le débat public sur l'annulation de la dette se poursuit dans le pays : si la société civile constate que le Royaume-Uni a été l'un des donateurs les plus actifs dans la campagne d'annulation de la dette, elle estime que le pays aurait pu se montrer plus ambitieux encore, compte tenu de ses excédents budgétaires¹³.

Depuis quelques années, les questions de l'aide liée et de la cohérence des politiques donnent lieu à une polémique intense dans le public. L'aide liée est critiquée au motif qu'elle serait un moyen déguisé de soutenir le secteur privé britannique. A la fin de 2000, le gouvernement britannique a annoncé son intention de délier la totalité de l'aide, et le déliement complet du programme de développement a été mis en œuvre à partir du 1^{er} avril 2001. Les efforts déployés pour améliorer la cohérence des politiques de développement international — la politique étrangère « éthique » — ont provoqué une controverse au sein du gouvernement entre le DFID, le Foreign Office et le ministère du Commerce, le DFID encourageant le renforcement de la société civile dans les pays en développement et le Foreign Office soutenant de son côté la vente d'armes britanniques¹⁴.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Les activités dans ce domaine se sont vu considérablement renforcées ces dernières années. Disséminés un peu partout sur le territoire, les Centres d'éducation au développement n'ont jamais ménagé leurs efforts, en dépit d'un cruel manque de fonds dans les années 80 et au début des années 90. Aujourd'hui, ils bénéficient d'une reconnaissance et d'un soutien accrus et entretiennent des liens étroits avec les autorités locales et les écoles.

Les principaux acteurs intervenant dans les activités de sensibilisation du public — comprenant les actions de persuasion, l'information du public, les campagnes et l'éducation au développement — sont le DFID, le ministère de l'Éducation (qui a révisé les programmes scolaires nationaux en 2000 pour promouvoir les questions mondiale dans les établissements scolaires du Royaume-Uni), les ONG de développement, les Centres d'éducation au développement et la *Development Education Association* (DEA).

DFID

La consolidation du soutien du public à la coopération pour le développement est un volet essentiel de la politique de développement du DFID¹⁵. Celui-ci vise en particulier à modifier l'opinion du public vis-à-vis du développement international, en la faisant reposer non plus sur des sentiments charitables mais sur une bonne compréhension de l'interdépendance mondiale et de l'impact des questions de développement sur la vie des Britanniques. L'organisme souhaite convaincre les citoyens qu'ils peuvent réellement contribuer à faire reculer la pauvreté. Cette position se reflète dans la collaboration étroite que le DFID entretient avec les acteurs de la société civile, en particulier la DEA, dans la grande quantité d'informations qu'il est possible d'obtenir auprès de son site Internet, de ses bureaux ou par courrier. Elle se reflète également dans l'organisation, depuis quelques années, de forums itinérants qui abordent différents thèmes de la mondialisation et du développement, et dans l'augmentation du niveau de financement de ces activités. Le DFID pratique une politique de transparence et rend compte aux contribuables des résultats de leur programme de coopération pour le développement.

Les activités sont ciblées sur quatre groupes principaux : les enfants et les enseignants de l'enseignement formel primaire et secondaire ; les médias, en particulier les chaînes de télévision ; les entreprises et les syndicats (dans le domaine du commerce éthique) ; et les Églises et groupes confessionnels — afin de faire émerger et de soutenir des coalitions mondiales de lutte contre la pauvreté. A chaque groupe correspondent une stratégie et des réseaux particuliers.

Le *Development Awareness Fund* (DAF), qui finance des activités d'éducation au développement, a vu son budget passer de 1.5 million de livres en 1998/99 à 3 millions de livres en 1999/2000 puis à 6.5 millions de livres en 2002. Le DAF soutient les organisations de la société civile qui poursuivent les mêmes objectifs que le DFID et collabore avec la DEA. Par exemple, la DEA a élaboré un ensemble de méthodologies pour suivre et évaluer les travaux d'éducation et de sensibilisation avec le DFID.

Société civile

Les organisations de la société civile britannique, extrêmement actives en matière de sensibilisation et d'éducation au développement, bénéficient d'un large soutien de la part du public. Les projets, petits ou grands, sont tellement nombreux que cette section ne peut que dévoiler « le sommet de l'iceberg ».

Depuis 1993, la DEA rassemble 250 ONG, des centres d'éducation au développement, des administrations scolaires locales, des groupes de jeunesse, des universités et des médias. La DEA effectue des recherches et donne des conseils personnalisés sur une large sélection de thèmes liés à l'éducation au développement. Elle occupe un rôle prééminent dans ce domaine, comme le montrent ses travaux récents sur l'évaluation de l'éducation au développement, pour lesquels elle a bénéficié d'un financement de la *National Lottery*¹⁶. Elle collabore également avec les réseaux d'éducation au développement d'Écosse, du Pays-de-Galles et d'Irlande du Nord. Elle s'intéresse particulièrement au travail avec les jeunes.

Ses publications régulières incluent le *DEA Bulletin* et le *Development Education Journal*, qui contient des suppléments réguliers sur l'éducation au développement à l'attention des écoles, des jeunes, des adultes et du secteur communautaire, des Centres d'éducation au développement et des organisations de la communauté noire et des minorités ethniques.

Oxfam, dont la notoriété dépasse largement les frontières du Royaume–Uni, investit massivement dans l'éducation au développement, accordant une attention particulière au travail avec les jeunes et à l'élaboration de supports pédagogiques que l'on peut commander sur son site *Cool Planet*¹⁷. Oxfam effectue également des recherches sur l'éducation au développement au Royaume–Uni et participe à sa conception¹⁸. D'autres ONG britanniques de poids, comme ActionAid, Cafod, *Christian Aid* (qui possède un site Internet, *Global Gang*) ou *Save the Children* produisent également des ressources pédagogiques inventives pour les établissements scolaires.

Les ONG britanniques sont à l'origine d'un nombre incalculable d'initiatives qui ont grandement contribué à informer le public et à le sensibiliser aux questions de développement. Parmi les plus récentes, on peut citer *OneWorld International*. Née au Royaume–Uni en 1995, cette organisation d'Internauts et de médias est rapidement devenue un réseau mondial et compte aujourd'hui dix centres coopératifs, en Europe, en Amérique, en Afrique et en Asie. *OneWorld.net*, qui existe depuis 2001 en tant que communauté d'Internauts, regroupe 950 organisations délivrant sur le site des informations sur les droits de la personne et le développement durable. Depuis l'automne 2001, *OneWorld* diffuse également des nouvelles sur le portail Internet Yahoo!.

Worldaware, l'un des acteurs pionniers du secteur, aide depuis trente ans des ONG telles qu'Oxfam, *Christian Aid*, Cafod et ActionAid à sensibiliser le public aux questions de développement. Elle dispose d'un budget de 600 000 livres (en 2000 et 2001), dont la moitié provient du DFID, et le reste de l'UE et de la vente de ses ressources pédagogiques. Le magazine *Global Eye*, destiné aux établissements primaires et secondaires, est produit par *Worldaware Development Education*¹⁹.

En dépit de ce dynamisme, les sondages d'opinion montrent que le degré de sensibilisation du public reste faible, particulièrement en ce qui concerne les Objectifs de développement international (connus de seulement 1 pour cent du public).

Le secteur privé

Le secteur privé participe de plus en plus activement au dialogue sur le développement. De grandes entreprises des secteurs alimentaire et de la confection, telles que Sainsbury, Safeway ou C&A, sont parties prenantes à l'*Ethical Trading Initiative*. Par ailleurs, le secteur privé se montre de plus en plus réceptif à la question des investissements éthiques et accorde une grande attention aux problèmes soulevés par les ONG — comme les produits fabriqués par des enfants — qui bénéficient souvent d'une large couverture médiatique.

Le *Body Shop* offre un exemple intéressant d'initiative privée émanant du Royaume–Uni. En 1990, l'entreprise a créé la *Body Shop Foundation* pour recueillir des fonds auprès de ses actionnaires, ses dirigeants, ses employés et ses relations d'affaires. En 1992, elle a lancé le *Brazilian Healthcare Project*, qui assure à 4 000 Indiens vivant dans 18 villages d'Amazonie l'accès aux soins de santé, aux vaccins et à l'éducation. En 1998, année du 50e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'ONU, le *Body Shop* a lancé une campagne en partenariat avec *Amnesty International* ("Make your Mark") pour sensibiliser l'opinion aux difficultés des défenseurs des droits de l'homme dans le monde, encourageant ses clients à apporter leur pierre à cette cause.

Notes

1. Voir *Reality of Aid 2000* pour le point de vue des ONG sur l'aide britannique.
2. *Financial Times*, 26 février 2001. A l'occasion du "Golden Jubilee" (50e anniversaire de l'accession au trône d'Elizabeth II) en 2002, le gouvernement britannique a offert à la Reine un cadeau consistant dans la fourniture d'une éducation de base à 75 millions d'enfants de 54 pays en développement membres du Commonwealth.
3. La campagne "Jubilee 2000" pour l'annulation de la dette a remporté un vif succès au Royaume–Uni.
4. DFID, 1999a.
5. Voir *Reality of Aid 2000*.
6. Le Chancelier a récemment annoncé que « le niveau de l'aide publique au développement (APD) du Royaume–Uni augmentera de 1.5 milliard de livres pour atteindre 0.4 pour cent du revenu national d'ici 2005–06, soit le pourcentage le plus élevé enregistré par le pays depuis plus de vingt ans » (16 juillet 2002).
7. *Public Attitudes on Development; beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries* (1999), ONS ; *Attitudes of Schoolchildren to International Development: Research Study* (2000), MORI ; *Public Attitudes on Development; Beliefs and attitudes concerning poverty in developing countries* (2001), ONS.
8. Communication avec Tony German et Judith Randel à *Development Initiatives*, mai 2002.
9. DFID, 2000c.
10. Ramrayka, L., (2001), "Plan for giving" dans le *Guardian*, en référence à des recherches du *National Council for Voluntary Organisations* (NCVO, 2000).
11. Citation tirée du *Financial Times* du 4 décembre 2000.
12. Exposé d'Anne Pettifor, responsable de Jubilee Plus, sur "The Debt Campaign" à l'Atelier « Coopération au développement international dans les pays de l'OCDE : débat public, soutien public et opinion publique » organisé par le Centre de Développement de l'OCDE à Dublin en octobre 2001.
13. ActionAid, "The United Kingdom" in *Reality of Aid 2000*.
14. *Ibid.*
15. DFID (1999), avril.
16. German et Randel (1998). Le *National Lottery Charities Board* a versé à 130 ONG un total de 25 millions de livres (depuis mai 1997).
17. www.oxfam.org.uk/coolplanet/teachers/index.html
18. Pete Davis, conseiller en éducation au développement, Oxfam, Royaume–Uni.
19. www.worldaware.org.uk/about

Références

www.dfid.gov.uk/public/working/development_world.html

DFID (1998), *Summary of Key Findings from Qualitative and Quantitative Research Among the Public and Opinion Leaders*, www.dfid.gov.uk/public/news/survey_keyresearch.html

DFID (1999a), *Building Support for Development: DFID Strategy Paper*, www.dfid.gov.uk/public/working/working_frame.html

DFID (1999b), *ONS Omnibus Survey Module 236: Poverty in Developing Countries*, www.dfid.gov.uk

DFID (2000a), *Public Attitudes on Development; Beliefs And Attitudes Concerning Poverty in Developing Countries*, juillet.

DFID (2000b), *Making Globalisation Work for the World's Poor: An Introduction to the United Kingdom's Government's White Paper on International Development*, Folio Creative Communication, Londres.

DFID et MORI (2000c), *Attitudes of Schoolchildren to International Development: Research Study*, Londres.

DFID (2000d), *Viewing the World: A study of British television coverage of developing countries*, Londres, Crown copyright.

DFID et al. (2000e), *Developing a global dimension in the school curriculum*, Londres, DFID. www.dfid.gov.uk

DFID (2000f), *Development Awareness Fund: Guidelines and Procedures 2001/02*, août. www.dfid.gov.uk

DFID et MORI (2000g), *Attitudes of Schoolchildren to International Development: Research Study Conducted for the Department for International Development*, mars, www.dfid.gov.uk.

DFID (2001), *Public Attitudes on Development; Beliefs And Attitudes Concerning Poverty in Developing Countries* juillet.

GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI (2000), *Eliminating World Poverty: Making Globalisation Work for the Poor. White Paper on International Development*, Royaume-Uni, Crown Copyright.

KIRBY, R. (1998), *Development Awareness: Learning From Others: Trends, Issues, Debates and Practice in Development Education Around the World*.

NCVO (2000), *Looking beyond the borders: The Worldwide Development of Civil Society*, NCVO Annual Conference Report.

SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), *L'opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.

Suède

Ida Mc Donnell¹

Contexte

La Suède reste l'un des donateurs d'aide les plus généreux en termes de ratio APD/RNB (0.76 pour cent en 2001). Cependant, si ce pays fait partie des cinq Membres du CAD (sur 22) qui consacrent au moins 0.7 pour cent de leur RNB à l'APD, le niveau de l'aide suédoise décline depuis 1992, où elle a atteint un pic de 1.03 pour cent. Cette réduction de l'APD ne s'explique pas tant par le manque de soutien du public que par les réformes budgétaires imposées à l'ensemble des secteurs de l'économie depuis les années 90. Par ailleurs, depuis la fin de la guerre froide, la politique étrangère suédoise a été confrontée à de nouveaux enjeux — en particulier la stabilité politique et économique des régions de la Baltique et des Balkans et l'adhésion à l'Union européenne (en 1994) — qui ont affecté le niveau et la composition du budget de l'APD. La Suède enregistre actuellement un excédent budgétaire, ce qui permet au gouvernement d'augmenter les fonds alloués et le gouvernement a annoncé son intention de rétablir l'objectif de un pour cent pour le ratio APD/RNB. Le budget de l'APD devrait donc considérablement augmenter au cours des prochaines années, passant de 0.74 pour cent du RNB en 2002 à 0.81 en 2003 puis à 0.86 en 2004².

Le soutien parlementaire et politique au développement international continue d'être élevé en Suède. De plus, les sondages d'opinion effectués annuellement montrent que le soutien du public à l'aide au développement, qui avait chuté à plusieurs reprises durant la dernière décennie, recommence à progresser. Le pourcentage d'opinions favorables au maintien du niveau d'APD a atteint son plus bas niveau en 1996, à 52 pour cent, et n'a pas cessé de progresser depuis. En 2001, 68 pour cent de la population se prononcent en faveur du maintien ou de l'augmentation du niveau d'aide. Soixante-et-onze pour cent des Suédois ont une attitude positive à l'égard de la coopération pour le développement en 2001, contre 64 pour cent en 1998 et 70 pour cent en 1999 et 2000³.

Le CAD (2000) note :

En Suède, la perception qu'ont le grand public et le secteur privé du rôle de l'APD est en train de changer. Même si le soutien du public à l'aide au développement reste suffisamment élevé pour justifier un volume d'aide significatif, certains signes montrent qu'il faiblit. De son côté, le secteur privé est convaincu qu'un renforcement des relations commerciales profiterait à la fois à la Suède et aux pays pauvres. C'est pourquoi il a demandé au gouvernement de prendre davantage en compte les intérêts économiques de la Suède dans son programme de coopération pour le développement.

La Suède est consciente de l'importance du soutien du public et des parlementaires à son programme d'aide. Il existe dans le pays un consensus politique fort sur l'utilité de la coopération pour le développement. Ministres et responsables politiques participent régulièrement à des débats sur l'interdépendance et l'équité mondiales. La mise en avant des thèmes mondiaux et du développement international lors de la présidence suédoise de l'Union européenne (premier semestre de 2001) reflète l'intérêt et le soutien politique élevés que les questions de développement suscitent dans le pays. Par exemple, la première réunion des ministres des Affaires étrangères de l'UE comprenait un débat public sur la prévention des conflits, qui a permis aux ministres d'exprimer leurs points de vue sur cette question. La pauvreté, le contrôle du commerce des armes et la promotion du rôle de la société civile sont des problèmes abordés par les ministres⁴. Le fait que cette discussion ait eu lieu publiquement démontre l'importance accordée à la participation du public suédois aux débats sur les politiques.

Les Églises de Suède envoient des missions dans les pays en développement depuis très longtemps, notamment en Afrique et en Asie où elles ont commencé leurs activités au 19^e siècle. Les ONG de développement international, dont beaucoup sont constituées de membres cotisants et reflètent, à de nombreux égards, les préoccupations et les valeurs des missionnaires, sont très populaires en Suède. Ces caractéristiques, parmi d'autres, expliquent le dynamisme de la société civile et son soutien à l'aide aux personnes dans le besoin (Randel et German, 1998). Les ONG, étroitement impliquées dans la coopération publique pour le développement, et la SIDA reconnaissent leur interdépendance mutuelle. La SIDA compte sur les ONG pour mobiliser le soutien du public et mettre en œuvre une approche du développement qui parte de la base ; de leur côté, les ONG bénéficient d'un cofinancement de l'État et sont en position d'influencer la politique et les programmes de la SIDA (Agence suédoise de coopération internationale pour le développement) (Randel and German, 1998).

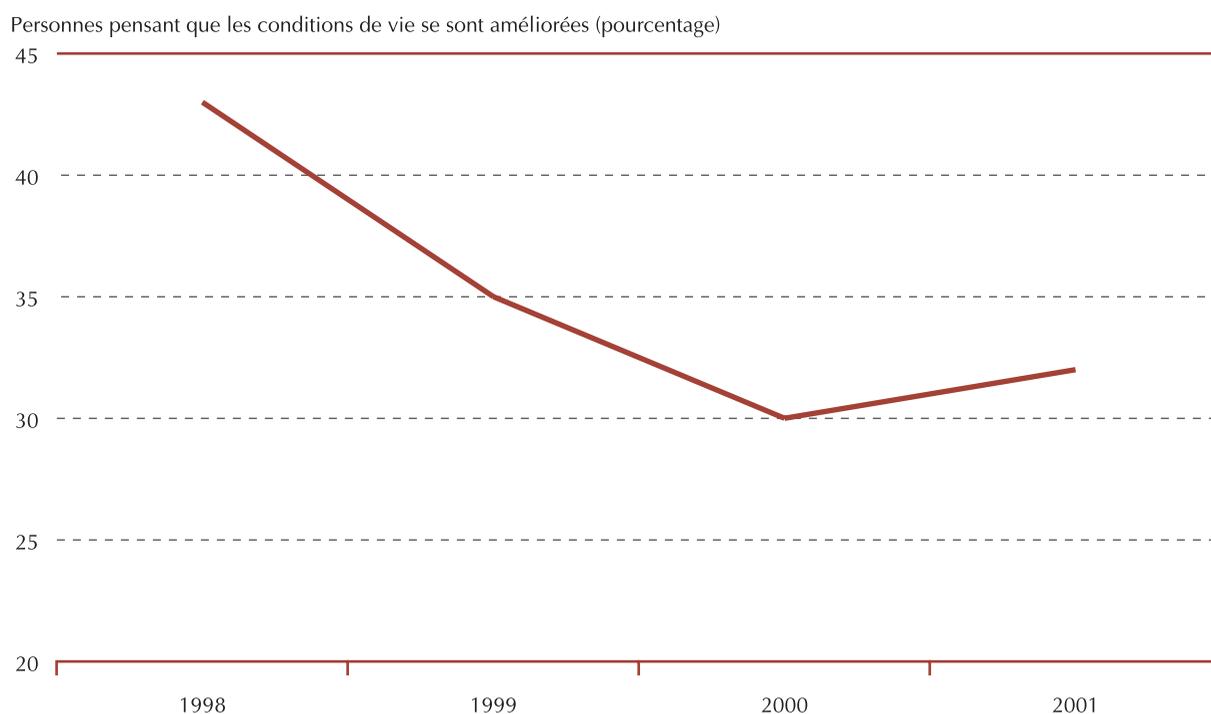
Opinion publique

Le soutien du public à la coopération pour le développement — en termes d'opinions favorables au maintien ou à l'augmentation du niveau d'aide — est passé de 52 pour cent en 1996 à 68 pour cent en 2001. Les données suédoises font apparaître un lien manifeste entre le niveau de bien-être économique et le soutien à l'APD. Comme le montre Liljeström, les Suédois ont tendance à soutenir davantage l'aide lorsqu'ils anticipent une amélioration de la situation économique nationale et à se montrer plus réfractaires lorsque les perspectives économiques se dégradent⁵. De même, le soutien du public a fléchi lorsque le gouvernement a annoncé qu'il devait procéder à des coupes budgétaires en raison de difficultés macro-économiques (voir la figure 1).

Si le soutien du public à l'aide au développement s'est renforcé depuis 1996, il semble néanmoins que la manière dont le grand public et le secteur privé perçoivent le rôle de l'APD soit en train de changer. Désormais, on s'attend moins à ce que l'APD joue un rôle catalyseur dans la réduction de la pauvreté. Ce changement est peut-être lié à l'image négative des pays en développement véhiculée par les médias suédois. Le public pense qu'une minorité seulement des habitants des pays en développement est alphabétisée et a accès aux soins médicaux et à l'eau potable. De même, 32 pour cent seulement des Suédois (43 pour cent en 1998) pensent que les pays en développement ont vu leur niveau de vie s'améliorer considérablement au cours des 30 dernières années.

Le soutien du public à l'aide étrangère suédoise a augmenté depuis 1995, comme l'atteste l'évolution du pourcentage de personnes favorables à l'accroissement ou au maintien du volume d'aide (voir la figure 2). Cependant, si l'on compare cette progression avec le déclin du ratio APD/RNB, il semble y avoir une corrélation négative entre les deux variables.

Figure 1. Perception de l'évolution des conditions de vie dans les pays en développement

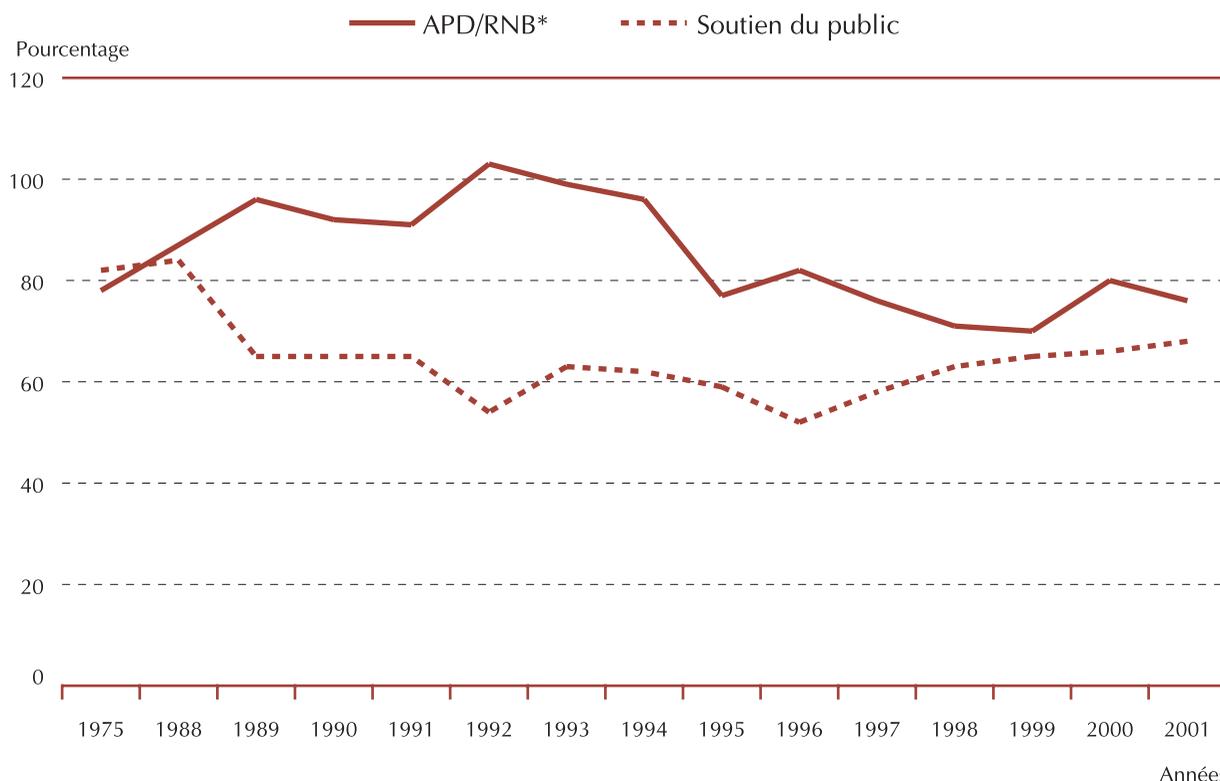


Source : Document présenté par Magnus Liljestrom, consultant de la SIDA, à l'atelier "Public Support for Development Co-operation", organisé à Dublin en octobre 2001.

L'analyse de cette tendance permet de déceler d'autres influences, telles que les politiques économiques et budgétaires de la Suède. Au dire d'Åkerblom, la chute du soutien enregistrée entre le début et le milieu des années 90 est liée au fait que « le soutien a été mesuré après que le gouvernement eut proposé de réduire exceptionnellement de 1.5 milliard de couronnes suédoises les dotations à la coopération pour le développement, dans le cadre d'un train de mesures visant à sortir le pays de la crise économique. De même, le soutien a baissé en 1996, lorsque le gouvernement a proposé de réduire à 0.7 pour cent du RNB les dotations à l'aide. Il y a peut-être une relation de cause à effet entre les deux tendances⁶ ». Il semblerait donc que la Suède ne diffère pas des autres pays de l'OCDE, où la relation entre l'opinion publique déclarée à l'égard du volume d'APD et la variation de ce volume est complexe et apparemment négative.

Pour reprendre l'analyse du CAD (OCDE, 2000), la SIDA est convaincue que l'on peut faire beaucoup pour sensibiliser et informer le public suédois sur la coopération pour le développement. L'agence reconnaît que pour y parvenir, il faudra procéder à quelques aménagements et élaborer une nouvelle stratégie d'information. La SIDA convient que certaines questions de fond telles que l'orientation vers les objectifs, les approches sectorielles (*Sector Wide Approaches* ou SWAPS), l'aide non liée et la dépendance vis-à-vis de l'aide ne sont pas encore entrées dans l'arène publique. Les autorités pourraient envisager à l'avenir d'inclure dans les enquêtes d'opinion des questions sur le déliement de l'aide. Il est essentiel que ces questions réelles et délicates, actuellement débattues et analysées avec les pays partenaires et dans les forums internationaux, fassent l'objet d'un large consensus sur lequel puisse s'appuyer le programme d'aide suédois. Par ailleurs, la participation du public, la transparence et l'obligation de rendre compte doivent être érigées en principes dans le pays (OCDE, 2000).

Figure 2. Part du public suédois favorable au maintien ou à l'augmentation de l'aide et APD en pourcentage du RNB, 1975-1999



* Le RNB est corrigé de deux points décimaux.

Note : L'enquête sur le soutien du public de 2000 n'utilise pas la même méthodologie. Une enquête de transition a été effectuée en février 2000 avec les deux méthodologies. D'après ses résultats, il semble que l'ancienne méthodologie surestime le degré de soutien. Ainsi, l'augmentation constatée pour 2000 atteint 7 points de pourcentage.

Sources : Rapports annuels de la SIDA pour 1998 et 1999, SIDA, Stockholm, Suède ; OCDE/CAD, Coopération pour le développement, plusieurs années, OCDE, Paris ; ICVA/EUROSTEP ; Development Today, Vol X (23/24), décembre 2000, Vollen, Norvège ; The Reality of Aid, années 1997/98, Earthscan, Londres.

Le Président de Forum Syd, le Centre suédois des ONG de coopération pour le développement, a souligné l'importance des enquêtes d'opinion et la nécessité, pour les spécialistes de l'éducation au développement, d'utiliser leurs résultats afin de mieux sensibiliser le public à la situation des pays en développement et aux questions de développement international :

L'enquête nationale de 1999 a livré des informations importantes que nous devons garder à l'esprit lorsque nous-mêmes nous communiquons des informations. Est-ce que nous disons ce qui est réellement important ou plutôt ce que les gens ont envie d'entendre ? Faut-il, pour entretenir le soutien du public à la coopération pour le développement, ne parler que de catastrophes, de guerres et de misère infinie ? Ou est-ce notre devoir de parler aussi du développement et des progrès des pays avec lesquels nous collaborons ? L'enquête de la SIDA montre une volonté croissante, de la part des Suédois, de contribuer par le biais de leurs impôts à l'avancement des pays en développement. Par ailleurs, de plus en plus de Suédois effectuent des dons dans ce but. En Suède, les principales sources d'information sur les pays en développement sont les médias, les écoles et les campagnes menées par les organismes de collecte de fonds. Or, au final, l'image ainsi véhiculée ne correspond pas à la réalité. En conséquence, 65 pour cent des Suédois sont convaincus

qu'aucun progrès significatif n'a été accompli dans les pays en développement depuis les années 60. Malgré tout (ou à cause de cela ?), 77 pour cent des Suédois pensent que leur pays doit soutenir la coopération pour le développement (contre 70 pour cent l'année précédente). De même, 76 pour cent du public estiment que la coopération pour le développement contribue à l'émergence d'un monde meilleur, contre 70 pour cent précédemment (Forum Syd, 2000).

L'analyse des enquêtes révèle également que le niveau d'éducation, le sexe et l'âge sont étroitement corrélés au niveau de soutien, les personnes instruites, les femmes et les jeunes étant globalement plus favorables à la coopération pour le développement. Les ONG sont considérées comme les organismes de distribution de l'APD les plus efficaces, suivies par l'ONU, la SIDA puis la CE. L'allègement de la dette et l'aide humanitaire d'urgence ont aussi de nombreux partisans (OCDE, 2000).

Le débat public sur la coopération pour le développement

Comme dans d'autres pays Membres du CAD, les échanges, la dette, les migrations et la remise en question des avantages de la mondialisation sont les thèmes qui dominent le débat public. La Suède semble traiter ces questions avec un esprit d'ouverture, et les dirigeants politiques, la SIDA, les ONG et d'autres acteurs de la société encouragent le public à participer aux discussions sur les changements d'orientation des politiques que pourrait déterminer la mondialisation.

En matière de sensibilisation du public, plusieurs innovations majeures sont à noter, en particulier l'établissement du Forum spécial "Development, Education and Communication Academy for Human Rights, Development and Experience Sharing" et la création de la "Commission of Inquiry into Swedish Policy for Global Development", qui a pour mission, dans le contexte de la mondialisation, de réfléchir à l'élaboration de politiques cohérentes propres à faire reculer la pauvreté. La plupart de ces mesures ont été conçues comme des réponses constructives au déclin du soutien du public survenu au milieu des années 90 (voir l'encadré 1).

Encadré 1. La caravane de la coopération pour le développement

La Suède reconnaît que la coopération pour le développement s'inscrit dans un contexte plus large d'intérêts concurrents (pays baltes, pays des Balkans, UE et pays en développement) qui appellent au renforcement de la cohérence des différents programmes. Aussi les autorités se sont-elles engagées à améliorer la compatibilité entre, d'une part, leurs politiques relatives au commerce, à l'environnement, à la sécurité, aux migrations et aux réfugiés et, d'autre part, leurs politiques de coopération pour le développement.

Dans cette perspective, le Parlement a institué en novembre 1999 la Commission d'enquête sur la politique suédoise en matière de développement global, qu'il a chargée de réfléchir à la formulation de politiques cohérentes, propres à faire reculer la pauvreté dans le nouveau contexte créé par la mondialisation. Plus particulièrement, la Commission devait cerner les nouveaux contours de la politique suédoise de développement durable à la lumière de l'interdépendance mondiale croissante. Composée de représentants de l'ensemble des partis politiques, des ONG, des syndicats, des associations professionnelles, de différents ministères et de la SIDA, ainsi que de consultants spécialisés dans divers domaines, la Commission s'est rendue dans plusieurs villes de Suède pour discuter de ces questions avec les citoyens intéressés.

Adoptant une approche transversale, la Commission devait analyser quatre thèmes principaux — la pauvreté, la démocratie et les droits de la personne, l'environnement et l'égalité entre les sexes — dans différents domaines de la politique publique — les instruments d'aide, les migrations, le commerce, la promotion des exportations et la sécurité (entre autres). Il semble que les ONG aient apprécié cette approche globale du développement, opposée à la politique de coopération traditionnelle, ainsi que l'esprit d'ouverture de la commission, qui a organisé de nombreux séminaires publics, auditions et réunions avec ses partenaires.

Source : OCDE (2000), *The Reality of Aid*, version mise à jour en 2001.

Forum Syd, qui apparaît de plus en plus comme le principal organisme de collaboration pour les ONG suédoises de développement (avec 126 membres), organise également en Suède des campagnes et des actions de persuasion sur les questions commerciales. L'organisme a joué un rôle actif dans plusieurs campagnes consacrées au développement, y compris "Jubilee 2000", mais une part importante de son travail est consacrée aux aspects commerciaux. Par exemple, il a organisé un grand séminaire sur le commerce mondial ("Regard sur le commerce mondial") et exercé un *lobbying* actif à la veille du sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Devant l'intérêt témoigné par le public, il envisageait de poursuivre son action dans ce sens en 2000.

Sensibilisation du public et éducation au développement

La Suède est le Membre du CAD qui affecte à l'éducation au développement le plus gros budget par habitant (1.66 euro en 1999). Contrairement à ses homologues des autres pays Membres, la SIDA n'essaie pas de légitimer ou justifier ces activités. Cependant, eu égard à l'importance conférée à l'éducation au développement et à l'ampleur du budget des activités de sensibilisation et d'éducation au développement, la Suède s'est rendue à l'évidence qu'elle devait rendre compte de ses efforts dans ce domaine. L'évaluation de ces activités est devenue un volet essentiel de l'activité de la SIDA.

La SIDA comme les ONG prennent part à l'éducation au développement, et les deux acteurs travaillent en étroite collaboration. Cette situation est certes positive, mais la SIDA étant un bailleur de fonds important des ONG, l'on peut douter que la relation entre les deux partenaires soit égale.

Le tableau 1 indique le montant de l'APD (en millions de couronnes) affectée à l'éducation et à l'information sur le développement en Suède entre 1993 et 1999. On voit que le montant a presque doublé entre 1993 et 1999, cette augmentation profitant à la SIDA et aux ONG. Cependant, l'essentiel des fonds est destiné aux ONG, ce qui reflète l'étroitesse des liens entre ces dernières et la SIDA.

Tableau 1. APD affectée à l'information et l'éducation au développement
(millions de couronnes et euros)

	1993-94	1994-95	1995-96	1997	1998	1999
Dépenses de la SIDA consacrées aux relations publiques et à l'éducation au développement	18	25	23.1	39	53.6	44.6
APD affectée à l'éducation au développement par le biais des ONG	60	70	94	69	83.6	85.2
Total alloué par la SIDA aux relations publiques et à l'éducation au développement	78	95	86	101	137.2	129.8
Total alloué par la SIDA aux relations publiques et à l'éducation au développement (en euros)	-	-	-	-	-	13.8

Source : Smillie, I. et H. Helmich (dir. pub.) (1998) pour les années 1993-1997; Rapports annuels de la Sida pour 1998 et 1999, Sida, Stockholm.

Objectifs de développement du millénaire

Toutes les activités de communication de la SIDA se focalisent sur les Objectifs de développement du millénaire, en mettant en valeur des thèmes différents chaque année. Les activités d'information de l'agence ont pour ambition de renforcer les connaissances et l'intérêt du public à l'égard de la coopération pour le développement et des questions de développement. Elles visent également à encourager le dialogue sur les problèmes de développement et à lutter contre le racisme en Suède. Les activités sont mises en œuvre par le Service d'information, qui travaille avec différents groupes de la société suédoise. Ce service dispose d'un réseau « d'agents d'éducation » répartis dans les différentes régions du pays et emploie une trentaine de personnes. Le magazine de la SIDA, *OmVärlden*, qui touche un large public, est un instrument important de l'éducation au développement.

Il semble que les efforts déployés par la SIDA pour valoriser l'éducation et l'information sur le développement aient été payants. L'enquête Temo de 1999 indique que l'indice de notoriété de la SIDA est passé de 57 pour cent en 1998 à 61 pour cent en 1999 — contre 53 pour cent seulement en 1995 (SIDA, 2000a). Cependant, l'agence a moins de certitudes quant à la contribution réelle de ses activités d'éducation à la sensibilisation du public et à une meilleure compréhension des problèmes de développement.

Dans un geste stratégique, les autorités suédoises ont déplacé le siège de la SIDA dans un quartier plus central de Stockholm, pour que les passants, les étudiants et autres prennent connaissance et profitent plus facilement de ses services d'éducation. De même, l'agence a institué une culture d'ouverture sur l'extérieur : le restaurant du personnel et la bibliothèque sont désormais accessibles au public, et le café situé au rez-de-chaussée du bâtiment devient, le soir, un bar très couru.

ONG

La SIDA a reçu du gouvernement le mandat de subventionner les activités d'information des ONG. L'objectif de cette démarche (qui rejoint celui de l'agence même) est de sensibiliser le public suédois à la coopération pour le développement et d'encourager le débat sur les questions de développement. Bien que la SIDA et les ONG jouent des rôles différents dans ce domaine, les deux groupes reconnaissent l'importance de la coordination et, partant, de la consolidation mutuelle de leurs activités d'information.

Les ONG mènent des programmes d'information et d'éducation dans tout le pays, contribuent à former l'opinion et sensibilisent le public aux questions de justice, de participation et de solidarité envers les autres peuples. Dans le contexte de leurs activités, ces organisations exercent un certain *lobbying* idéologique auprès des décideurs suédois et des organismes internationaux. Grâce à leurs réseaux de contacts étendus, elles parviennent à toucher de larges segments de la population suédoise.

La principale force des activités d'éducation et d'information des ONG suédoises réside dans la diversité des acteurs en présence. La SIDA finance souvent jusqu'à 100 pour cent du coût des activités d'information des ONG suédoises, y compris leurs frais administratifs. De plus, elle juge important que les ONG exercent un rôle critique dans une société fondée sur la démocratie et l'ouverture.

En 2001, les ONG ont consacré un dixième de leurs fonds aux programmes d'information en Suède. De nouvelles recommandations et directives sur la coopération de la SIDA et des ONG en matière d'information du public, approuvées par le Directeur général de l'agence en 1999, sont entrées en vigueur en septembre 1999. Ces directives sont censées servir de base à l'élaboration d'une stratégie d'information conjointe pour la SIDA et les ONG.

Les activités sont étroitement ciblées sur les jeunes et Forum Syd travaille avec des organisations de jeunesse pour inciter ce segment de la population à s'intéresser aux thèmes mondiaux. Dans le cadre d'un programme d'échange, des jeunes de Suède partagent la vie quotidienne de jeunes des pays en développement pendant deux mois de l'année. Ce programme organise par ailleurs des rencontres qui informent les jeunes intéressés sur les moyens d'aider les pays en développement. Il existe également un programme d'information scolaire.

Notes

1. L'auteur tient à remercier Magnus Liljeström pour sa contribution à la section « Opinion publique » et Hillevi Ekberg de la SIDA pour ses commentaires.
2. Communication avec la SIDA.
3. Liljeström, 2001.
4. Voir *TerraViva*, 23 janvier 2001.
5. Liljeström (2001).
6. Voir l'article de Johan Åkerblom dans *The Development Education Journal*, Vol. 4 (3), 1998.

Références

- FORUM SYD (2000), Annual Report, disponible en ligne à l'adresse : www.forumsyd.se/fs_eng.shtml.
- LILJESTRÖM, M. (2001), "Public Support for Development Co-operation in Sweden", SIDA, Stockholm. Document présenté à l'atelier "Public Support for Development Co-operation" organisé à Dublin en octobre.
- OCDE (2000), *Examens en matière de coopération pour le développement : Suède*, OCDE, Paris.
- RANDEL, J. AND T. GERMAN (1998), in SMILLIE, I. AND H. HELMICH (dir. pub.), *L'Opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.
- SIDA (2000a), *SIDA 1999, Annual Report*, MAE, Stockholm.
- SIDA (2000b), *Sweden's International Development Co-operation, Yearbook 1999*, MAE, Stockholm.
- SIDA (1999), *SIDA 1998 — Looking towards 2000*, MAE, Stockholm.
- SMILLIE, I. ET H. HELMICH (dir. pub.) (1998), *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*, Earthscan, Londres.

Suisse

Ida Mc Donnell¹

Contexte

En 2001, la Suisse se classe au 7^e rang des 22 Membres du CAD par son ratio APD/RNB (0.34 pour cent). Après un pic de 0.45 pour cent en 1992, le ratio APD/RNB s'est maintenu à un niveau moyen de 0.34 pour cent. Une motion récente réclamant le relèvement du budget de développement à 0.4 pour cent du RNB d'ici 2011 a été approuvée par le Conseil national et le Conseil des États (OCDE, 2000).

Le soutien des parlementaires et du public suisses à la coopération pour le développement, élevé et solide, repose sur une assez bonne connaissance des questions de développement. Le Parlement suisse est étroitement associé à l'élaboration de la politique nationale d'aide au développement, et le soutien massif du public en faveur de la coopération pour le développement se reflète dans l'attitude favorable de la majorité des parlementaires. Selon le CAD :

La population suisse s'intéresse à la coopération pour le développement et a une bonne connaissance des problèmes de développement. Elle est de plus en plus sensible, en particulier, aux problèmes d'environnement mondiaux et à la nécessité de modifier les habitudes de vie et de consommation dans les pays industrialisés.

Il semble néanmoins que l'intérêt du Parlement pour les questions de développement se soit quelque peu ému au cours des dernières années, l'approbation des dotations budgétaires et des crédits ne donnant guère lieu à débat (OCDE, 2000).

La Suisse a ceci de particulier que les citoyens peuvent exiger l'organisation d'un référendum sur un quelconque projet de loi s'ils réunissent 50 000 signatures (référendum populaire), et soumettre n'importe quel projet au vote populaire s'ils recueillent 100 000 signatures (initiative populaire). Il y a donc dans la société suisse un degré élevé d'engagement politique et de consultation du public. Au travers des référendums populaires, l'opinion constitue ainsi une force puissante qui incite la coopération suisse pour le développement à soigner sa réputation². En mars 2002, la Suisse s'est décidée à devenir le 190^e membre des Nations unies. Ce faisant, elle est devenue le premier pays à adhérer à l'ONU à l'issue d'un vote populaire.

Selon une loi de 1976, le gouvernement est tenu de participer aux activités de sensibilisation du public. Le CAD a identifié cette politique comme un point fort de la coopération suisse pour le développement.

La communauté des ONG suisses, qui comprend 30 grandes organisations et 150 plus petites, joue un rôle important dans la mobilisation du public sur les questions de développement. Cette communauté est connue de longue date pour ses activités bénévoles et caritatives, et ses travaux à l'étranger sont appréciés pour leur qualité. Le gouvernement fédéral associe étroitement les ONG à

l'élaboration des politiques. Par ailleurs, comparativement à d'autres pays, les ONG suisses contribuent dans une large mesure (souvent en collaboration avec la Direction du développement et de la coopération, DDC) à rendre la coopération pour le développement plus compréhensible pour le public et la communauté politique³.

Opinion publique

La DDC fait réaliser des sondages d'opinion à peu près tous les quatre ans. Le dernier en date (1999) confirme que le soutien du public à l'aide aux pays en développement est élevé : plus de trois quarts des Suisses approuvent le volume d'APD actuel ou voudraient le voir augmenter. Ces résultats ont été corroborés par une enquête des médias réalisée en mai 2000, d'où il ressort que la pauvreté dans le monde est vue comme la principale menace qui pèse sur la sécurité, le meilleur moyen d'y remédier étant la coopération pour le développement⁴. Une enquête réalisée au printemps 2002 sur l'attitude des Suisses à l'égard de la politique étrangère montre que 80 pour cent d'entre eux sont favorables à la coopération pour le développement et 92 pour cent à l'aide humanitaire (ce pourcentage est en augmentation par rapport aux années précédentes). En outre, plus de 70 pour cent des Suisses soutiennent la coopération multilatérale dans des domaines tels que l'asile, l'environnement et le développement⁵.

En 1994, plus de la moitié des personnes interrogées (soit 7 pour cent de plus que cinq ans auparavant) souhaitent maintenir l'effort d'aide suisse à son niveau actuel. Un quart se déclare favorable à l'augmentation de l'APD (soit 10 pour cent de moins que cinq ans auparavant). Le sondage effectué en 1999 reflète un niveau de soutien à l'aide au développement identique à celui de 1994, soit 76 pour cent (56 pour cent favorables au maintien de l'APD et 20 pour cent favorables à son augmentation). Bien que le soutien déclaré soit resté élevé et pratiquement constant entre 1989 et 1999 – avec, pendant cette période, plus de 75 pour cent d'opinions favorables au maintien ou à l'augmentation – la proportion de personnes interrogées favorables à l'augmentation a légèrement décliné.

D'après le CAD (OCDE, 1996), la plupart des Suisses ont l'impression que la situation des pays en développement est en train de s'aggraver et que leurs gouvernements sont corrompus et inefficaces. L'image du tiers monde est plus négative en 1994 et 1999 qu'en 1989, et de plus en plus fréquemment associée à la pauvreté, la faim, la guerre et la surpopulation.

Parallèlement, il ressort des sondages d'opinion que les Suisses sont relativement conscients de la complexité des problèmes de développement. A une question leur demandant (en 1999) de citer des solutions possibles aux problèmes des pays en développement, 63 pour cent des personnes interrogées ont mentionné la modification des structures économiques internationales, 64 pour cent l'adoption d'un style de vie moins dispendieux et plus respectueux de l'environnement, et 54 pour cent le renforcement de l'aide au développement. Quatre-vingt-deux pour cent proposent l'interdiction des ventes d'armes et 69 pour cent l'importation de produits agricoles des pays en développement. Si l'on compare les réponses données à la question sur le développement et la gouvernance dans les sondages de 1994 et 1999, on voit qu'en 1999, davantage de participants identifient les violations des droits de la personne (60 pour cent) et les dictatures (59 pour cent) comme des problèmes majeurs du monde en développement.

L'intérêt des Suisses pour la coopération pour le développement se limite moins aux aspects humanitaires que dans de nombreux autres pays Membres du CAD.

Le débat public sur la coopération pour le développement

Le public suisse prend part aux débats sur la coopération pour le développement et les thèmes mondiaux. D'après l'IUED (Institut universitaire d'études du développement, 1999)⁶, la mondialisation de différents secteurs (économie, communication, culture, politique, migrations, etc.) a produit un effet déstabilisateur sur les individus, les amenant à s'interroger sur leur avenir. La DDC et les ONG ont compris que, dans un contexte d'interdépendance mondiale croissante, il fallait renforcer les efforts d'éducation à la citoyenneté globale pour préparer les jeunes gens au monde de demain.

Entre autres exemples de débat public, nous pouvons citer en particulier les pressions qu'ont exercées les ONG et les médias sur la DDC pour qu'elle respecte les « Lignes directrices Nord-Sud » – des recommandations publiées en 1994 qui insistent sur la nécessité d'établir une cohérence entre les différentes politiques extérieures affectant les bénéficiaires de l'aide au développement⁷. De plus, les ONG suisses ont amplement participé aux manifestations qui ont émaillé les négociations commerciales de Seattle en décembre 1999. Tout au long de cette année 1999, elles ont tenu plusieurs conférences de presse sur le commerce mondial. Pendant les années 90, les questions liées aux migrations et à la situation des réfugiés ont suscité un grand intérêt dans les milieux politiques et donné lieu à un volume de dépenses publiques conséquent.

La Suisse n'échappe pas au débat public sur la mondialisation et ses effets, qui a culminé lors du forum de Davos de 2001. Un sondage effectué à l'ouverture du forum a révélé que 70 pour cent des Suisses soutenaient les manifestants qui protestaient de manière pacifique⁸. Par ailleurs, le public a contesté les imposantes mesures de sécurité entourant la réunion, au motif qu'elles empêchaient les citoyens ordinaires de se déplacer librement dans leur propre pays⁹.

Sensibilisation du public et éducation au développement

Outre la Loi sur la sensibilisation du public, la politique et les programmes de coopération pour le développement suisses témoignent clairement de la volonté des pouvoirs publics de renforcer le soutien de l'opinion au développement. L'éducation au développement a été identifiée comme un instrument important de la sensibilisation du public suisse dès les années 70. La DDC pense qu'elle devrait attirer encore davantage l'attention sur les problèmes des partenaires du Sud. L'agence estime également qu'« *il est important de renforcer la visibilité de la DDC pour obtenir le soutien du public à ses activités et démontrer l'impact de l'aide, sachant que la sensibilisation du public est immédiatement et directement liée à la crédibilité*¹⁰. »

Le gouvernement veut travailler avec toutes les ONG pour bâtir, au sein du public, une coalition en faveur de la coopération pour le développement. D'après le CAD (1996), la Suisse est l'un des pays Membres qui possède le système d'encouragement à la participation et de consultation des ONG le plus performant. Malgré tout, la prudence reste de mise dans les relations entre les différents acteurs. Randel et German (1999) indiquent que la DDC comme les ONG sont très sensibles aux critiques ponctuelles mais énergiques de certains parlementaires, qui refusent que les fonds publics servent à financer les détracteurs du gouvernement. Aussi la DDC fait-elle en sorte que les subsides publics ne financent aucune activité pouvant prêter le flanc à la critique.

Structures formelles d'éducation au développement

L'éducation au développement est avant tout ciblée sur les jeunes. Elle revêt une multitude de formes et fait appel à de nombreux acteurs (voir l'exemple de l'encadré 1). Établi en 1982, le forum « *École pour un seul monde* » réunit la majorité des organisations actives dans l'éducation au développement en Suisse.

Encadré 1. Le cinéma et la culture au service de la sensibilisation du public

En soutenant le cinéma et les arts du spectacle, la Suisse a trouvé un moyen original et populaire de sensibiliser le public à la situation des pays en développement et de promouvoir ainsi une représentation plus réaliste et positive de ces pays. De fait, la DDC développe là une part importante de sa stratégie de communication, y consacrant 30 pour cent de son budget de communication. Dans le domaine du cinéma, l'État subventionne plusieurs festivals, dont les plus importants sont le Fiff (Festival international de films de Fribourg) et le festival Médias Nord-Sud, déjà ancien. La DDC soutient par ailleurs la création de documentaires et de longs métrages ainsi qu'un distributeur spécialisé dans les films du « Monde majoritaire », www.trigon-film.ch

Dans le domaine des arts, la DDC soutient un certain nombre d'activités, en particulier celles de l'organisme national « Culture et développement » (voir www.coordiante.ch) et d'importants festivals (de musique, de théâtre, etc.) et expositions, qui donnent à voir des aspects méconnus des pays en développement. Par ces différents biais, une proportion considérable du public suisse est amenée à s'intéresser à la richesse culturelle du Monde majoritaire. Enfin, des manifestations intégrées favorisent le dialogue interculturel.

Source : Communication avec la DDC.

Bien que la Suisse dispose d'une longue et solide tradition d'éducation au développement, trouver un moyen efficace de faire passer le message n'a apparemment pas été une chose facile¹¹. Une enquête effectuée par le forum « *École pour un seul monde* » au début des années 90 a conclu à la nécessité d'améliorer la coordination entre les ONG et les écoles. En réaction à ce constat et conscientes que l'éducation au développement devait être renforcée, les autorités ont établi en 1997 la Fondation (suisse) Éducation et Développement¹².

La Fondation Éducation et Développement est soutenue par la Confédération, la Conférence intercantonale de l'instruction publique, les syndicats d'enseignants et des organismes de développement privés. Elle travaille avec 26 cantons, les enseignants, les centres de documentation des écoles, les instituts de formation des enseignants et les commissions cantonales des programmes d'enseignement. Financée à 70 pour cent par la DDC, elle a pour mandat de promouvoir et renforcer l'éducation globale dans les établissements scolaires suisses. Elle vend et prête des publications et des supports pédagogiques liés à l'éducation aux questions mondiales et finance des projets pédagogiques dans les écoles. Suite à l'évaluation de ses trois premières années d'activité, la fondation a reçu la recommandation de se concentrer davantage sur la collaboration avec les enseignants, l'éducation au développement à leur intention et la supervision de la production de matériels pédagogiques (ce dernier point étant actuellement débattu). La force de la Fondation réside dans la diversité de ses appuis – les enseignants, le gouvernement et les ONG, qui lui apportent des points de vue multiples et distancés sur le développement.

La *Swiss Coalition*, organisme-cadre qui regroupe les cinq principales ONG de développement suisses et dont les activités sont avant tout politiques, soutient le travail de la Fondation à qui elle fournit du matériel pédagogique¹³. Elle constate que les différents acteurs de l'éducation au développement en Suisse collaborent de manière efficace¹⁴. Consciente que les établissements scolaires s'intéressent davantage à la mondialisation et qu'il leur est difficile de parler du tiers monde, la *Swiss Coalition* pense avoir intérêt à travailler avec la Fondation. Ainsi, les matériels pédagogiques traitent les questions de développement comme une partie intégrante de la mondialisation. Pour la Coalition, il est très important de donner aux jeunes gens une image positive des pays en développement et de concevoir des supports qui exposent clairement les réalités et les avantages du développement, dans un langage accessible aux jeunes¹⁵.

DDC

Tandis que le Service Information et Documentation est réservé à l'usage du personnel de la DDC, le Service Médias et Communication se charge de l'information, de la sensibilisation et de l'éducation au développement du grand public en Suisse.

Deux objectifs sont associés à la promotion de la solidarité avec les pays en développement¹⁶ :

- Un soutien solide de la population suisse au développement, obtenu par un travail de communication intense, profitera à la coopération internationale.
- La sensibilité du public à d'autres cultures et à l'interdépendance mondiale entre les pays et les peuples en sortira renforcée.

La DDC a publié une brochure intéressante intitulée *Questions et réponses au sujet de la coopération internationale de la Suisse* (1999), qui répond aux questions les plus fréquentes suscitées par l'aide au développement de la Suisse, telles que : « pour nos vieux, on n'a pas d'argent, mais pour les pauvres à l'étranger, on en a », ou encore : « l'argent de la coopération internationale remplit les poches des dirigeants corrompus ». Les réponses expliquent les causes de la pauvreté, la nature du système international et les principes de la bonne gouvernance¹⁷.

La DDC consacre aux activités de sensibilisation du public une enveloppe budgétaire conséquente (plus de 5 millions de dollars par an, voir le tableau 1). Ses objectifs dans ce domaine sont au nombre de trois :

1. Faire comprendre au public que la coopération pour le développement est nécessaire.
2. Expliquer ce qui est fait en la matière.
3. Montrer qu'il est dans l'intérêt de la Suisse de verser une aide.

Tableau 1. Dépenses publiques consacrées à la communication et à l'éducation au développement 1993-2000
(millions de FS)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
APD totale consacrée à l'information, aux relations publiques et à l'éducation au développement	3.5	3.5	3.8	4.03	5.15	6.35	7.85	7.05
% de l'APD consacré à l'éducation au développement	0.88	0.88	1.16	1.27	1.05	1.28	1.69	1.49
% de l'APD consacré à l'éducation au développement au travers des ONG	0.68	0.68	1.00	0.97	n.d.	n.d.	0.45	0.30

Source : Pour 1993-1996 : Randel et German (1999), in I. Smillie et H. Helmich (dir. pub) ; 1997-2000 : communication avec la DDC.

L'activité la plus importante de la DDC est sa campagne thématique annuelle sur l'éducation au développement. Le thème retenu pour 2001 était « le rôle des organisations de développement de l'ONU et leur collaboration avec la Suisse ». Il est probable que cette campagne a joué un rôle dans l'issue favorable du vote de 2002 sur l'adhésion à l'ONU. Cela étant, la campagne de 2000 sur le thème "Africa Now" (L'Afrique aujourd'hui) reste à ce jour l'une des plus réussies, comme le montrent certaines évaluations (voir l'encadré 2).

Encadré 2. Africa Now

Ciblée en priorité sur les jeunes, la campagne "Africa Now" avait pour objectif de corriger l'image largement négative qu'ont les Suisses de l'Afrique. Un site a été créé spécialement (www.africanow.ch) pour montrer que l'on peut parler de l'Afrique sur un ton pédagogique, positif et attrayant. Plusieurs supports graphiques ont été publiés durant la campagne et leur couverture diffusée sur le site Internet. L'une d'elle indiquait que « 90 pour cent des Africains ne dépendent pas de l'aide alimentaire pour survivre » et une autre que « la majorité des Africains vivent en paix ». La DDC a compilé un album de musique populaire africaine et parrainé la tournée d'un groupe africain connu dans plusieurs festivals culturels suisses. Les activités incluaient également la distribution de plus de 200 000 cartes postales à la fois attrayantes et informatives, l'affichage un peu partout dans le pays de posters gais et colorés et l'organisation d'une conférence de presse. D'après la DDC, le public a massivement soutenu la campagne et y a réagi très positivement.

Source : Communication avec un responsable de la DDC en mai 2001 et site officiel www.africanow.ch

Le bulletin d'informations de la DDC et son magazine *Un Seul Monde* peuvent être téléchargés gratuitement à partir du site de l'agence, dont la page d'accueil est actualisée chaque jour avec de nouveaux communiqués de presse.

ONG

Une enquête effectuée par l'université de Zurich en 2000 révèle que les ONG ont meilleure presse dans le public que tous les partis politiques réunis¹⁸. Les ONG jouent un rôle crucial dans la mobilisation du public suisse. Selon le CAD (2000), elles contribuent dans une large mesure à sensibiliser le grand public et les parlementaires aux questions de développement, et en particulier à la nécessité de mener une politique et des activités d'éducation au développement cohérentes. La forte décentralisation de la démocratie suisse les aide dans cette mission, en leur permettant de mobiliser l'opinion sur de nombreux thèmes de développement et en obligeant le gouvernement à se montrer très ouvert et à mener une politique d'information exhaustive.

Il existe plusieurs structures fédératrices d'ONG, mais la *Swiss Coalition* est la plus influente. C'est aussi la plus impliquée dans l'éducation au développement (en 2000, elle dispose pour cette activité spécifique d'un budget de 250 000 FS). Randel et German (1999) indiquent que sur le plan des politiques, la *Swiss Coalition* représente les principaux acteurs de la communauté des ONG ; il semble également qu'elle soit fortement impliquée dans l'ensemble des secteurs du pays et jouisse d'une crédibilité élevée.

Individuellement, des ONG telles que la Déclaration de Berne et l'éducation aux droits de l'enfant de l'UNICEF participent activement à l'éducation du public. A chaque carême, les associations liées aux Églises protestante et catholique distribuent des informations à tous les foyers suisses par le biais des paroisses. La couverture et les campagnes médiatiques facilitent ces efforts de sensibilisation. La *Swiss Coalition* (entre autres organisations) subventionne l'agence de presse *Infosud* qui fournit des informations sur le développement aux médias suisses.

La Déclaration de Berne mène une action militante radicale. Elle mobilise le soutien du public sur des thèmes particuliers tels que la conférence de l'OMC à Seattle et, au travers de sa campagne *Public Eye on Davos*, l'informe sur le forum économique annuel de Davos. Ce faisant, elle exerce une influence considérable sur l'opinion. Forte de 16 000 membres et d'une longue tradition (depuis sa création en 1968) de promotion d'un dialogue Nord-Sud plus équitable, plus durable et plus démocratique, la Déclaration de Berne est devenue un acteur puissant et bien organisé de la communauté de l'éducation du public.

Enfin, même si de nombreuses ONG perçoivent l'éducation au développement comme une activité à part entière tout aussi importante que leurs activités de projet, on voit mal, d'après les spécialistes, comment cela se traduit dans les faits. Le financement de l'éducation au développement et les ressources humaines qui lui sont affectées sont sans commune mesure avec les investissements dans les projets (Randel et German, 1999).

Conclusion

En conclusion, le soutien du public suisse est élevé et repose sur des connaissances solides. Après examen, il apparaît que le système éducatif pourrait faire une plus large place à l'éducation à la citoyenneté globale et que le gouvernement fédéral pourrait informer davantage les éducateurs sur ses activités de coopération pour le développement. Cependant, les milieux gouvernementaux et non gouvernementaux ne ménagent pas leurs efforts et usent de nombreux moyens pour rendre le public suisse plus sensible à la coopération pour le développement et aux questions de développement. C'est en toute conscience qu'ils construisent une image positive des pays en développement et encouragent la compréhension critique des thèmes mondiaux.

Notes

1. L'auteur tient à remercier Benedikt Guentert de la DDC pour les informations, les éclaircissements et les idées qu'il a bien voulu lui soumettre.
2. OCDE (1998).
3. Smillie et Helmich (dir.pub.) (1998).
4. Citation de M. Walter Fust, Examen de la Suisse par le CAD, 17 octobre 2000.
5. GfS/Université de Zurich, département de sciences politiques 2002 (titre non disponible).
6. « Annuaire Suisse — tiers monde ». L'IUED publie ce document d'examen et d'analyse de l'aide publique suisse chaque année depuis 1980.
7. OCDE (2000).
8. Communication informelle avec un responsable de la DDC, mai 2001.
9. *Ibid.*
10. Citation de W. Fust, lors de l'examen de la Suisse par le CAD, 17 octobre 2000.
11. Smillie et Helmich (dir. pub.) (1998).
12. IUED (1998).
13. Voir www.swisscoalition.ch/pages.e/4.htm.
14. Entretien téléphonique avec Michael Andres, Chef du Service Éducation, *Swiss Coalition*, 7 décembre 2000.
15. *Ibid.*
16. Voir DDC (2000). Ce document contient de nombreuses références à l'importance du soutien du public et de la solidarité des Suisses envers les pays en développement. La solidarité — valeur traditionnelle chez les Suisses — est l'un des quatre grands axes de travail de « Stratégie 2010 » (« Partenariat »).
17. DDC (1999), *Questions et Réponses au sujet de la coopération internationale de la Suisse*, Berne.
18. Citation de W. Fust lors de l'Examen de la Suisse par le CAD, 17 octobre 2000, et Lavenex et Ruloff, (2000).

Références

- DDC (1999), *Questions et réponses au sujet de la coopération internationale de la Suisse*, DDC, Berne.
- DDC (2000), *Stratégie 2010*, DDC, Berne.
- IUED, *Annuaire Suisse-tiers monde, 1998*, Genève.
- IUED, *Annuaire Suisse-tiers monde, 1999*, Genève.
- IUED, *Annuaire Suisse-tiers monde, 2000*, Genève.
- LAVENEX, S. AND D. RULOFF (2000), *Offen und kooperativ? Aussenpolitische Leitbilder der Schweiz in der Volksbefragung*, Université de Zurich, Zurich.
- OCDE (1997), *Examens en matière de coopération pour le développement : Suisse*, OCDE, Paris
- OCDE (1998), *Coopération pour le Développement — Rapport : Efforts et politiques des Membres du Comité d'aide au développement 1997*, OCDE, Paris.
- OCDE (2000), *Examens en matière de coopération pour le développement : Suisse*, OCDE, Paris.
- RANDEL, J. AND T. GERMAN (1999), "Switzerland" in I. SMILLIE AND H. HELMICH, in collaboration with T. German and J. Randel (dir. pub), *Stakeholders: Government-NGO Partnerships for International Development*, Earthscan, Londres.
- SMILLIE, I. AND H. HELMICH (dir. pub.) (1998), in collaboration with T. GERMAN AND J. RANDEL, *l'Opinion publique et la coopération au développement*, Études du Centre de Développement, OCDE, Paris.

Liste des Participants

Johan Akerblom	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), Suède
Erich Andrlík	Institut de Vienne pour la coopération et le développement (VIDC), Autriche
Leonidas Antonakopoulos	Commission européenne pour le développement, Belgique
Roberta Benschky	Direction de la coopération pour le développement de l'OCDE, France
Hans Bolscher	Max Havelaar, Pays-Bas
Doug Bourn	Development Education Association (DEA), Royaume-Uni
Morten Bøås	Université d'Oslo, Centre pour le développement et l'environnement, Norvège
Sharon Lee Cowan	Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), Italie
Peter Davis	OXFAM GB, Royaume-Uni
Louk de la Rivebox	Université de Maastricht, Département d'Etudes sur la technologie et la société, Pays-Bas
Vincent Durac	Centre for Development Studies, University College Dublin, Irlande
Hideo Eguchi	Japan International Cooperation Agency (Bureau britannique), Royaume-Uni
Jean Fabre	Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), Suisse
Andrew Felton	Department for International Development (DFID), Royaume-Uni
Mairéad Foley	National Committee for Development Education (NDCE), Irlande
Pavlina Friedmannova	Institut des Relations internationales, République tchèque
Hideo Fukushima	Division des politiques d'aide, Ministère des Affaires étrangères du Japon, Japon
Heinz Gabler	Ministère fédéral des Affaires étrangères, Autriche
Alan Gibbons	Ireland Aid, Department of Foreign Affairs, Irlande
Benedikt Güntert	Agence suisse pour le développement et la coopération (SDC), Suisse
Tom Hanney	Ireland Aid, Department of Foreign Affairs, Irlande
Josef Havlas	Ministère des Affaires étrangères, Czech Republic

Henny Helmich	Netherlands National Committee for International Cooperation and Sustainable Development, Pays-Bas
Charlotte Henriksen	Ministère des Affaires étrangères, Danemark
Katri Kaarniala	Ministère des Affaires étrangères, Finlande
Ulf Källstig	Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), Suède
Hanneke Koppers	Ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas
Aune Kotli	Ministère des Affaires étrangères, République d'Estonie
Valerie Lafon	Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, France
Terhi Lehtinen	European Centre for Development Policy Management (ECDPM), Pays-Bas
Jos Lemmers	Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Portugal
Cliona Manahan-Leslie	Department of Foreign Affairs, Irlande
Magnus Lilijestrom	Consultant, Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), Suède
Sean Love	Amnesty International Section, Irlande
Sabine Lucassen	Ministère des Affaires étrangères, Pays-Bas
Máire Matthews	National Committee for Development Education (NDC), Irlande
Jorge Mendoza	Ambassade du Mexique en Irlande, Irlande
Emer O'Brien	Irish Aid Advisory Committee, Irlande
Eddie O'Loughlin	Development and Public Affairs Consultant, Irlande
Noreen O'Meara	US Agency for International Development, Etats-Unis
Helen O'Neill	Centre for Development Studies, University College Dublin Belfield, Irlande
Mark Otter	University of Queensland, School of Political Science and International Studies, Australie
Anne Pettifor	Jubilee Plus At New Economics Foundation, Royaume-Uni
Malachy Prunty	Irish Aid Advisory Committee, Irlande
Luís Quartin Graça	Ambassade du Portugal en Irlande, Irlande
Colm Regan	Educating and Acting for a Better World, Irlande
Andrew Rice	Development Education Alliance, Etats-Unis
Veena Siddharth	Banque mondiale, Etats-Unis
Anne Simon	European Centre for Development Policy Management (ECDPM), Belgique
Ian Smillie	Consultant, Canada
Freda Swords	National Committee for Development Education (NDCE), Irlande
Glen Tarman	OneWorld International, Royaume-Uni

Tomas Torn	Agence suédoise de coopération internationale pour le développement (SIDA), Suède
Douglas Van Belle	East Stroudsburg University, Department of Political Science, États-Unis
Antonio Verde	Direction générale de la coopération au développement, Ministère des Affaires étrangères, Italie
Liam Wegimont	Coordinateur pour l'éducation à la citoyenneté globale, Centre Nord-Sud du Conseil de l'Europe, Portugal
Christian Wilmsen	Ministère fédéral de la coopération et du développement économique (BMZ), Allemagne
Hiroshi Yamashita	Development Education Council of Japan (DECJ), Royaume-Uni

Cette réunion a été organisée par le CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE,

en collaboration avec

L'AGENCE SUÉDOISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT (SIDA) et IRELAND AID

IRELAND AID

Tom Hanney	Development Cooperation Division
Alan Gibbons	Development Cooperation Division

SIDA

Johan Akerblom	Chef du Département de l'information
Ulf Källstig	Chef-adjoint du Département de l'information
Magnus Liljestrom	Consultant
Tomas Torn	Agent, Département de l'information

CENTRE DE DÉVELOPPEMENT DE L'OCDE

Ulrich Hiemenz	Directeur pour la Coordination
Henri-Bernard Solignac Lecomte	Unité de coopération extérieure et de dialogue sur les politiques
Ida Mc Donnell	Unité de coopération extérieure et de dialogue sur les politiques
Colm Foy	Chef de la Communication
Minako Morimoto	Unité de coopération extérieure et de dialogue sur les politiques

Secrétariat de la réunion (Centre de développement de l'OCDE)

Marsha Beaudoin	Unité de coopération extérieure et de dialogue sur les politiques
-----------------	---

LES ÉDITIONS DE L'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
IMPRIMÉ EN FRANCE
(41 2003 01 2 P) ISBN 92-64-29998-X – n° 52924 2003